MON ONCLE BARBASSOU

DERNIÈRE PARTIE (1).

XXXII.

Comment te raconter ce désastre?.. Imagine le coup le plus infâme et le plus inattendu me poignant au cœur, au moment même où je croyais avoir vaincu dans cette horrible lutte. — Mais mes plaintes ne t'apprennent rien; il faut tout te dire pour que tu puisses me comprendre.

Tu sais qu'hier j'avais tout préparé pour fuir avec Kondjé-Gul. Mes ordres étaient donnés, notre départ était résolu. Un peu avant l'heure du dîner, je me rendis à l'hôtel de Téral. Sortie avec sa mère, elle n'était point encore rentrée. Je l'attendis, sans me préoccuper d'un retard qu'une visite pouvait expliquer. Pourtant, sept heures et demie sonnant à la pendule du salon, je m'étonnai. Je fis appeler Fanny, je l'interrogeai; elle ne savait rien.

— Vous n'avez point entendu dire à mademoiselle qu'elle rentrerait plus tard aujourd'hui? lui demandai-je.

— Mademoiselle n'a rien dit, monsieur, répondit-elle.

— Cependant le maître d'hôtel est prévenu que je dîne.

— Oui, monsieur, on attend le retour de mademoiselle pour servir.

— Mademoiselle est-elle partie à son heure accoutumée?

— Non, monsieur, répondit Fanny. Elle ne devait pas sortir, car il n'y avait pas d'ordre pour le cocher; mais, vers six heures, on

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, et du 1er septembre.

a apporté une lettre, et Mme Murrah a donné ordre de faire avancer une voiture sans vouloir qu'on attelle.

— A qui était adressée cette lettre?

— A Mme Murrah; c'est moi qui la lui ai remise.

— Et elles sont parties toutes deux? demandai-je.

— Oui, monsieur.

— C'est bien, repris-je. J'attendrai.

Je pensai qu'un mot de Maud ou de Suzannah l'avait sans doute appelée. Ce contre-temps allait nous faire manquer l'heure du train; mais je réfléchis bientôt qu'il importait peu que nous partissions par l'express. Un train quelconque nous éloignerait suffisamment, ce jour-là; nous n'aurions plus, le lendemain, qu'à poursuivre notre route.

Cependant les instans s'écoulaient. A huit heures, je commençai à m'inquiéter. Un tel retard devenait étrange; quelque accident était peut-être survenu. Je sonnai pour qu'on allât s'informer chez le commodore Montaigu. Ma voiture était à la porte, le domestique la prit. Un quart d'heure après il me rapportait un mot de Suzannah. « Elle n'avait point vu Kondjé-Gul ce jour-là. » La peur me saisit. J'attendis encore. La pendule marqua huit heures et demie, puis neuf heures. J'avais épuisé toutes les conjectures. J'interrogeais en vain Fanny. Inquiète comme moi, elle ne savait rien.

Tout à coup une horrible pensée me traversa l'esprit. Je courus à la chambre de Kondjé-Gul, tremblant d'y trouver quelque indice d'un brusque départ. J'y entrai le cœur serré d'une inexprimable angoisse.

Rien ne dénonçait qu'elle l'eût quittée dans le trouble d'une émotion vive. Sur son bureau, quelques lignes inachevées en réponse à un billet de Maud, pour accepter une promenade au bois le lendemain. On devinait que ce mot avait été interrompu sans doute par l'arrivée de la lettre dont Fanny m'avait parlé.

Je me précipitai vers la chambre de Mme Murrah; là peut-être je découvrirais les traces de cet incroyable mystère. La porte était fermée. D'un coup de pied je l'enfonçai. Tout était dans l'ordre accoutumé; nul changement, nul témoignage révélateur d'une détermination prise à la hâte. Quelques bijoux sur la cheminée; sur le lit une robe de chambre. Fanny me dit qu'elle l'avait ôtée pour sortir. Sur une table à ouvrage, une broderie commencée auprès d'un chapelet et d'un livre turc, contenant les prières et les versets du Koran. Rien qui décélât le moindre préparatif, même pour une absence d'un jour. Il était impossible de croire à une fuite.

Je revins au salon, il était près de dix heures. Éperdu, fou d'angoisses, je songeais à courir à sa recherche; mais où était-elle? Où

diriger mes pas? Un accident grave était-il survenu? Comment expliquer que, depuis quatre heures, ni elle, ni sa mère n'eussent pu m'en informer à l'hôtel? Tout à coup l'idée d'un guet-apens surgit dans ma pensée. Cette lettre arrivée une demi-heure avant ma venue, et qui semblait avoir motivé leur sortie, n'était-elle pas un piége? Kiusko, seul, pouvait l'avoir préparé. Je me rappelai ma scène avec lui le matin, ses réponses évasives, sa lâcheté devant mes insultes. Sans nul doute, il ne pouvait y avoir là que le parti-pris de détourner mes soupçons. Il méditait son projet infâme; mais comment le déjouer? Comment l'atteindre après un si long temps écoulé déjà depuis le départ de Kondjé-Gul? Complice de la mère, ils avaient dû fuir. Ils me l'arrachaient, ils l'emmenaient tandis que, comme un insensé, j'étais à l'hôtel à guetter son retour.

Accablé, fou de rage, je réfléchis soudain que j'avais un moyen sûr de retrouver ses traces. Kiusko n'avait point suspendu son vil espionnage. J'avais encore reçu le matin le rapport de la veille. L'homme chargé de lui rendre compte des agissemens de Kondjé-Gul et de sa mère devait les avoir suivies; mais où et comment retrouver cet homme à l'instant? Ne serait-il pas trop tard, si j'attendais jusqu'au lendemain, qu'il se rendît chez Giraud? — Mais Giraud peut-être l'avait-il déjà vu! Il était plus de onze heures, Giraud était peut-être rentré.

Je sautai dans ma voiture, prête devant le perron.

Un quart d'heure après, j'arrivais rue Serpente; l'hôtesse de la maison meublée où demeurait Giraud avait encore sa clé. Par bonheur, elle était au courant de ses habitudes, elle m'indiqua un café où il devait être; j'y courus. En entrant, je l'aperçus; il jouait au billard; mais, devinant sans doute que j'étais amené par quelque événement fâcheux, il quitta sa partie aussitôt, vint à moi, et m'entraînant à l'écart :

— Qu'arrive-t-il? me demanda-t-il inquiet.

Sans que je lui eusse rien confié, il avait depuis longtemps pénétré mon secret. En quelques mots, je l'informai du motif qui me faisait recourir à lui.

— Il doit y avoir là quelque coquinerie, dit-il; mais rassurez-vous, nous allons tout savoir avant peu. Joseph est malin, discret et fidèle. Il vient tous les soirs avant minuit m'apporter les notes que vous corrigez le matin.

— Qu'est-ce que Joseph?

— C'est un garçon coiffeur du quartier. Le pauvre diable était sans place; je l'ai indiqué au Polonais parce que je suis sûr de lui, et que je sais qu'il ne jasera pas plus que je ne lui dirai de le faire. Mais, tenez, justement le voici. Suivez-moi, il nous rejoindra sur le boulevard.

Nous sortîmes. Une minute après, son émissaire parut; il l'appela. Nous marchâmes quelques pas.

— Tu peux parler devant monsieur, lui dit Giraud, c'est mon ami. Vite, raconte-nous la journée.

— Ma foi, monsieur Giraud, ce ne sera pas long, répondit Joseph, et je n'aurai pas besoin de vous l'écrire.

— Bien, tant mieux! va toujours.

— Oui, mon président. Eh bien! voici ma déposition : à dix heures du matin, Mme Murrah est sortie seule, à pied. Elle a pris une voiture dans les Champs-Élysées et s'est rendue rue de l'Élysée. Un domestique en livrée, qui était à la porte, m'a dit que l'hôtel est habité par le comte Kiusko. La dame est ressortie à onze heures et demie; elle est rentrée à son hôtel directement.

J'eus un sentiment de stupeur. A l'heure où j'étais arrivé chez Daniel, la mère de Kondjé-Gul y était déjà. Elle y était pendant notre entretien. Elle n'était repartie qu'un quart d'heure après moi.

— Continue, dit Giraud; arrive à la sortie de six heures et demie.

Le garçon reprit :

— A six heures et demie, Mme Murrah est ressortie, cette fois avec sa fille, dans une voiture de place qu'on avait fait avancer. J'ai monté bien vite dans une victoria, et je les ai suivies. Leur voiture a été tout droit au chemin de fer de l'Est. Elles sont descendues; aucun bagage qui indiquât un départ. Sans prendre de billets, elles sont entrées par la porte réservée qui communique à la gare, et qui s'est refermée sur elles. Un train partait dans dix minutes; heureusement que vous m'aviez ce matin donné de l'argent; j'ai couru au bureau prendre un ticket afin de les rejoindre par l'entrée du public. Cinq minutes après, j'étais sur la gare, devant le train paré; je cherchai dans tous les wagons, elles n'y étaient pas encore; je restai sur le quai, elles ne parurent pas, et le train partit. Je pensai tout de suite qu'elles n'étaient venues peut-être que pour attendre l'arrivée de quelqu'un, par un convoi qui allait venir. J'allai flâner vers le bureau du chef de gare, croyant les retrouver là; personne dans le bureau. Je m'adressai à un des hommes qui roulent les wagons : sur les détails que je lui donnai, il m'apprit qu'il avait en effet vu ces deux dames, il y avait dix minutes, mais qu'elles étaient parties immédiatement par un train spécial, chauffé pour elles seules. Il ne put me dire pour quelle destination il avait été commandé. J'ai attendu au chemin de fer jusqu'à présent, elles ne sont point revenues. Et me voilà!

Tu dois comprendre ce que j'éprouvai pendant ce récit. Demeuré seul avec Giraud, j'éclatai. Kondjé-Gul était partie! Comment l'avait-on abusée? comment retrouver ses traces? Mais Kiusko du moins me restait pour assouvir ma vengeance.

— Allons donc! me dit Giraud. Gardez-vous avant tout de toucher à un cheveu de sa tête! — C'est lui qui nous conduira pour la retrouver.

Il disait vrai.

— Écoutez, reprit-il, après ce que vous venez de faire encore une fois pour moi, malgré la façon dont vous m'avez revu, vous devez savoir que vous pouvez disposer de ma personne. — Il s'agit de vous rendre service; j'ai des amis qui sont gens de cœur, et dont je vous réponds comme de moi. — Voulez-vous me donner carte blanche? ajouta-t-il. Je vous jure qu'avant huit jours nous aurons des nouvelles, ou que j'y perdrai mon nom. Seulement, il faut me laisser agir; après, vous ferez ce que vous voudrez de votre Slave.

Je consentis à tout; mais il importait d'abord de nous assurer que Kiusko n'avait point disparu. Comme j'exprimais mes craintes à ce sujet :

— Non, non! répliqua Giraud; il est malin, et ce serait trop bête à lui de disparaître le même jour.

Ma voiture était à deux pas, nous partîmes pour courir rue de l'Élysée. Par prudence, nous fîmes arrêter loin de l'hôtel, et il alla s'informer. Au bout de quelques minutes, il revenait.

— Comme je l'avais prévu, me dit-il, le comte est resté. J'ai inventé un prétexte pour le demander. Ses gens l'attendent, il est au club; allez-y pour en être certain, mais surtout soyez calme, pas de folies, ayez l'air de tout ignorer.

Un quart d'heure après, j'entrais au cercle. En me regardant dans une glace, je m'aperçus que j'étais très pâle. Je n'avais point dîné, je mourais de faim. Avant d'aller aux salons de jeux, où devait être Kiusko, je demandai une bouteille de porto, dont je bus quelques verres, coup sur coup, pour me ranimer et pouvoir dissimuler mon émotion. Puis je me dirigeai vers la salle du baccarat. Kiusko était là, il tenait la banque.

— Ah! vous voilà, André, dit-il gaîment en me voyant paraître. Venez donc vous mettre derrière moi, pour me porter la veine. Je perds tout ce que je veux!

Je répondis en riant. Aucun de ses traits n'avait bougé; à son aisance, c'était à croire qu'il ne savait rien, et qu'il ne s'était rien passé entre nous. Après quelques instans, je sortis pour aller retrouver Giraud, qui m'attendait.

— Eh bien! maintenant que vous êtes rassuré sur lui, me dit-il, permettez-moi de garder votre voiture. J'ai besoin d'aller vite et je vais travailler pour vous. Soyez tranquille, vous n'avez plus affaire cette fois au diplomate, et vous allez être aidé par des gens qui sont à moi comme je suis à eux : c'est-à-dire tête, cœur et dévoûment solide.

XXXIII.

Quinze jours se sont passés. Quinze jours d'angoisses que je ne saurais décrire. Ai-je encore ma raison? je ne le sais. Ma vie est suspendue, et l'attente où je suis est une véritable torture. Insensé, en possession de mon bonheur, je croyais savoir combien je l'aimais! Et mon désespoir se double de ce que ma pauvre Kondjé-Gul doit souffrir loin de moi. Je crois la voir palpitante, éperdue, se débattant contre ce rapt infâme. Où l'ont-ils emmenée? que fait-elle? Je ne sais rien encore, et j'attends : quoi? J'attends le départ de Kiusko, que je guette comme une proie. S'il allait m'échapper! Sans doute ils l'ont bien cachée, leur complot vil me l'atteste; leurs précautions sont prises pour me dérober jusqu'au moindre vestige de ses pas. Par instans d'horribles épouvantes me saisissent. Si j'allais succomber dans cette lutte?.. Je puis découvrir le lieu de sa retraite. Mais après? Comment l'arracher de leurs mains?

Tout cela doit te paraître un délire. Tu as raison; mais ce délire me tue, et ce n'est qu'à ton cœur fraternel que je puis jeter le cri de ma plainte.

Depuis ces deux semaines, voici ce qui s'est passé : Giraud et deux de ses amis, sûrs comme lui-même, sans compter Joseph, sont sur pied jour et nuit. Kiusko est enserré dans une trame dont aucune maille ne peut se rompre. Malgré son affectation à continuer le train de vie fou qu'il mène, comme si son séjour à Paris était définitif, j'ai maintenant la preuve que c'est lui qui a tout fait. Tu juges si j'en suis encore à l'heure des scrupules. Le lendemain de l'enlèvement de Kondjé-Gul, Giraud avait acheté un des gens de l'hôtel. Nous avons eu par lui la dépêche suivante, venant de Strasbourg, et que Daniel avait laissée sur son bureau.

« Bien arrivées. Trouvé celui qui nous attendait. Nous repartons à l'instant. MURRAH. »

Hélas! les désespoirs sans bornes ont d'étranges consolations. Cette dépêche confirmait mon malheur, mais elle m'apportait quelque chose d'elle. Elle dissipait la nuit profonde dans laquelle je me débattais. Je la relus dix fois comme si, la croyant morte, j'eusse appris enfin qu'elle vivait. J'avais tremblé qu'elle n'eût tout à coup disparu sans laisser un indice qui pût me guider; j'avais tremblé même que Kiusko ne fût pas complice; je savais maintenant que, par lui, je la retrouverais.

Depuis cette dépêche, aucunes nouvelles. J'ignore comment j'existe, et ma douleur s'exhale en pleurs de rage. Durant tout le jour j'attends, j'espère une lettre d'elle, un mot qu'elle aura pu

laisser tomber dans sa fuite, qu'elle aura pu confier à quelque servante d'auberge. Rien!.. Parfois l'idée me vient qu'elle a pu s'échapper, qu'elle est revenue à l'hôtel de Téral. J'y cours; hélas! l'hôtel est toujours désert, j'y retrouve palpitans mes souvenirs de bonheur, et le déchirement de mon âme me fait encore plus souffrir. Pourtant il me faut cacher, au milieu des miens, mon inconsolable détresse. Pour expliquer ma pâleur et mon visage défait, je dis que je souffre au cœur. Ah!.. je ne mens pas, va! Mon pauvre oncle en est tout chagrin, et ma tante s'inquiète de me voir ainsi. Plus clairvoyante, peut-être m'a-t-elle deviné, car elle n'a point encore osé me dire un mot de Kondjé-Gul. Quand Maud et Suzannah viennent, je ne puis supporter leur vue. La disparition inexplicable de leur amie les a tout attristées. Son silence les étonne; elles parlent d'elle, et ma désolation se ravive. Je n'ai de force qu'en présence de Kiusko. Ah! comme je le tuerai un jour, celui-là!.. Mais sa vie m'est trop précieuse à cette heure, tu comprends si je le garde!

Où peut-elle être maintenant? Par Strasbourg, sa mère allait peut-être gagner Vienne, pour retourner en Turquie par le Danube et Varna? Une fois là, Kondjé-Gul est sans défense.

Je rouvre ma lettre. Il y a une heure Kiusko est venu faire sa visite quotidienne à ma tante. J'étais présent. Dans la conversation, il a négligemment parlé d'affaires « qui nécessiteront peut-être son départ prochain pour l'Italie, c'est-à-dire dans une douzaine de jours. »

XXXIV.

Kiusko a quitté Paris! Comme je l'avais prévu, il a disparu tout à coup, une nuit, devançant d'une semaine le jour qu'il avait indiqué. Il est parti seul, avec son valet de chambre, laissant au reste de sa maison l'ordre de retourner en Valachie. Une lettre d'excuses et d'adieux a annoncé le lendemain à ma tante « qu'une mauvaise nouvelle l'obligeait à ce brusque voyage. » Mais Giraud veillait, il est parti avec lui, et le lendemain ses amis l'ont rejoint. Ils le suivront jusqu'au bout du monde, s'il le faut. Munis d'argent, ils voyagent séparés, et en apparence comme s'ils ne se connaissaient pas. Si Kiusko échappe à l'un d'eux, un autre sera là. Il a pris le chemin de fer de Lyon. Au second jour, une dépêche m'a informé de son arrivée à Marseille. Un de ses gens avait été retenir des places pour le paquebot de Naples, qui appareillait pour le lendemain. — Peut-être compte-t-il, de Naples, aller s'embarquer à Messine sur le bateau de Constantinople.

Sans doute c'est là que la mère de Kondjé-Gul l'attend. — La barbarie des lois turques peut seule les aider à accomplir leurs lâches projets.

XXXV.

Il s'est arrêté à Gênes, puis il est allé à Milan, où il est resté trois jours. De là, il a écrit une lettre à ma tante, la priant de lui répondre à l'hôtel de la Ville; mais il est reparti pour Venise et Trieste. Ma dernière dépêche est de Laybach, et il semble se diriger sur Vienne. — Pourquoi cet immense détour? Pourquoi cette lettre indiquant une fausse piste, sinon pour déjouer les soupçons?

Une dernière nouvelle m'arrive à l'instant. Il a gagné Vienne; là, il s'est embarqué sur le Danube. Il est évident qu'il va les rejoindre.

Pourtant dix lignes que je reçois de Giraud me rassurent. — Je puis compter, dit-il, sur ses amis comme sur lui. — Les braves cœurs! Réussirons-nous à la sauver?

XXXVI.

Trois semaines se sont écoulées depuis ma dernière lettre, et toutes nos prévisions sont à néant. Kiusko est en Bessarabie, dans un de ses châteaux, à quelques lieues de Kichenau, sur les rives du Dniester, et rien ne m'a révélé les traces de Kondjé-Gul. Il vit là plein d'insouciance, chassant et recevant avec faste, sans qu'aucune de ses démarches ait dénoncé le moindre mystère, ni que les fugitives puissent être cachées dans les environs. C'est à croire qu'en aidant à ce rapt il n'a poursuivi qu'un but de vengeance, en détruisant le bonheur de celle qui l'avait dédaigné, et que, le coup fait, il n'y songe plus. Pourtant je me tiens toujours sur mes gardes. Un des deux amis de Giraud qui l'ont suivi a pu se lier avec lui, sur le bateau, au moyen de quelques parties de jeu. Parlant quatre ou cinq langues, il s'est donné comme un ingénieur venant explorer les mines du pays. Kiusko l'a invité à ses chasses et lui a offert l'hospitalité. Au cœur de la place, il m'envoie presque chaque jour des détails des plus précis. Aucune femme autre qu'une vieille parente du comte n'habite le château; elle se mêle peu du reste à la vie bruyante qu'on y mène.

J'attends toujours, prêt à partir au premier signal; mais je n'ose bouger. — Si elle allait revenir après que je me serais éloigné! — Je passe mes journées à l'hôtel de Téral.

XXXVII.

Hélas! voilà trois mois qu'elle a disparu! Tu dois comprendre ce que je souffre dans cette horrible attente. Les jours suivent les jours. . . . . .

Une nouvelle effrayante m'arrive, et j'ai retrouvé leurs traces! La femme qui est au château est Mme Murrah. Kondjé-Gul est enfermée dans un couvent. Kiusko a annoncé à ses amis qu'il va se marier prochainement.

Je pars.

XXXVIII.

Je t'écris de Khorestakh, petite ville à quelques lieues du Pruth et de la frontière turque, où je suis arrivé depuis hier. Giraud m'y attendait avec ses compagnons. Il m'avait à peine parlé d'eux; j'avoue que j'ai été surpris de voir deux intelligences de même valeur que lui. Ils sont déjà mes amis, et je ne pouvais certes trouver de dévoûmens plus sincères dans l'expédition hardie que je viens tenter pour sauver Kondjé-Gul. L'un, un Breton solide et trapu, s'appelle Jacquet; il est étudiant en médecine, et fait pour vivre, en achevant de hautes études, le métier de correcteur dans une imprimerie de journal. L'autre, Jean Dumont, est chimiste, et, attaché au laboratoire d'un grand industriel, il a déjà fait des travaux sérieux. Il a vraiment rêvé qu'il trouverait une fortune dans ce pays, et il se croit déjà sur la piste d'une grande affaire. Réduits aux mêmes luttes pour la vie, et liés avec Giraud par une de ces amitiés vraies qui se nouent encore dans ce foyer de jeunesse et d'enthousiasme des écoles, trop souvent calomnié de notre temps, ils ont formé entre eux, paraît-il, un cénacle dont Giraud est le pontife. Un peu épris du romanesque peut-être, ravis d'un tel voyage, Giraud leur a dit qu'il payait une dette de cœur et qu'il avait besoin d'eux : ils l'ont suivi, enchanté de ce rôle de chevaliers errans. C'est Dumont qui s'est lié avec Kiusko, que dans leur insouciante gaîté ils appellent toujours entre eux « l'odieux ravisseur. » Le courage m'est revenu en voyant leur confiance. C'est pour eux un bon tour que, en champions de l'idée, ils vont jouer à l'oppression féodale. Ils y apportent leur entrain et cette énergie vaillante, le gage de la réussite.

L'espoir m'a donc ranimé, et, délivré de cette inertie qui me tuait, je vais retrouver du moins dans l'action quelques jours de répit à mon morne désespoir. Si j'échoue, j'aurai, hélas! bien le temps de souffrir

Mais il faut que je te raconte tout ce qui s'est passé ici.

En arrivant au terme de leur voyage, pendant lequel, tu le sais, ils se paraissaient inconnus l'un à l'autre, mes amis se sont séparés. Dumont a suivi Kiusko à son château, situé à deux lieues de Kichenau; Giraud, Jacquet et Joseph se sont installés dans un hôtel peu fréquenté de la ville, pour de là rayonner dans les environs, suivant les indications que Dumont pourrait leur donner sur la découverte de Kondjé-Gul.

Pendant près de deux mois, tu le sais encore, toute recherche avait été vaine, lorsque, un jour, Dumont eut des soupçons sur cette parente de Kiusko que nul de ses amis ne connaissait, et qu'on apercevait à peine dans le château. Aux questions, Daniel avait répondu qu'elle était étrangère..., il l'avait recueillie à la suite de revers de fortune. Ce fait, rapporté à Giraud, éveilla dans son esprit la pensée d'une connivence se rattachant à leur but : cette femme était arrivée au château un mois juste avant le jour où Daniel avait quitté Paris. Joseph seul connaissait Mme Murrah et Kondjé-Gul pour les avoir suivies dans leurs courses, pendant les quelques semaines que le diplomate l'avait employé. C'est pourquoi Giraud l'avait mis du voyage. Bref, Dumont emmena un matin Joseph au château, en qualité de domestique; il avait besoin, avait-il dit, d'un homme pour l'aider dans ses excursions de minéralogie. La rencontre d'un Français, en Bessarabie russe, expliquait son choix d'une façon très plausible, sans que le comte eût à trouver là rien de suspect. Au bout de trois jours, Joseph avait pu apercevoir la Circassienne; il l'avait reconnue, au moment où elle sortait en voiture; il était monté derrière le vieux carrosse, sans être vu du cocher. Après deux heures de trajet, la voiture s'était arrêtée à mi-chemin de X., à la porte d'un couvent grec. Giraud, immédiatement averti, s'était le lendemain mis en campagne, et, aidé d'un tsigane qui lui sert de guide, il était parvenu à découvrir que la femme en question venait une fois par semaine visiter sa fille à ce couvent. C'est alors qu'ils m'ont appelé.

Après nous être bien concertés, suivant ce qu'ils savent déjà du pays, nous avons combiné notre plan, et dès demain nous en commençons l'exécution; nous quittons Khorestakh. Si retirés que nous y vivions en apparence, la présence de quatre étrangers peut attirer l'attention; nous sommes d'ailleurs trop loin de X..., où nous allons tenter d'enlever Kondjé-Gul. Dans le voisinage du couvent est un village de tsiganes qu'habite justement Yános, le guide de Giraud. J'achèterai la tribu s'il le faut, et nous resterons là cachés, en attendant que nous ayons tout préparé.

XXXIX.

J'ai une lettre de Kondjé-Gul! Elle m'appelle, elle me conjure de la délivrer. Elle m'aime toujours! Ce dernier mot, que j'écris palpitant, te dit quelle était ma douleur et ce que je devais souffrir. Eh bien! oui, dans le délire de mon âpre désespoir, cette pensée me déchirait. Reniant ma foi, calomniant son cœur, oubliant tout de son âme, écrasé sous mon malheur enfin, j'en venais parfois à douter d'elle. Elle m'aime toujours, elle m'appelle, éperdue, mourante comme moi de son amour! Mais j'oublie de te raconter ce bonheur.

Le lendemain du jour où je t'écrivais ma dernière lettre, nous avons quitté Khorestakh. Yános nous avait préparé un asile dans sa tribu, après en avoir référé à l'ancien et au conseil. Grâce à notre qualité d'étrangers, nous avons été accueillis sans défiance. L'arrivée de Dumont, qui nous a bientôt rejoints, a changé la tolérance en véritable hospitalité. Il a voyagé autrefois en Hongrie, et il parle déjà un peu le roumain. Comme il est franc-maçon, et que ce titre lui avait beaucoup servi, l'idée lui est venue, à tout hasard, de chercher s'il ne pourrait pas rencontrer quelque frère, car les tsiganes, il le savait, comptent beaucoup d'affiliés. Le lendemain, il avait trouvé dans le chef même de la tribu un gradé de l'ordre, auquel il s'était fait reconnaître comme un grand-maître. La loge avait été assemblée pour le recevoir et l'honorer selon les rites; presque la moitié des hommes du village s'y trouvaient. Dès ce moment, lui et ses amis étaient sacrés. Nous pouvions alors demeurer là, certains de n'être point découverts, cachés au milieu de la tribu, et nous nous mîmes à l'œuvre. Dumont nous a donné tous comme des ingénieurs venant explorer le pays, ce qui justifie nos courses. Trois ou quatre jeunes tsiganes, y compris Yános, ont été enrôlés par nous comme guides; l'appât du gain les entraînera à nous servir d'une façon plus active, quand le jour sera venu. Yános, qui est déjà à demi dans la confidence, nous répond d'ailleurs de leur bonne volonté.

Ce résultat obtenu, le premier point important était de nouer des intelligences avec Kondjé-Gul. Voici comment nous y sommes parvenus :

Le couvent grec où elle est enfermée est une dépendance de l'important monastère de Rézina. Bâti dans une gorge aride, il est adossé à d'immenses rocs, surplombant presque au-dessus des bâtimens que les murs d'enceinte dérobent jusqu'au toit. Deux ou trois excursions assez périlleuses nous ont suffi pour relever les moindres passages; notre entreprise, bien que hardie, n'est point

impossible. Une cascade d'eau vive à détourner pour descendre dans son lit. Avec ce que nous possédons de science à nous trois, nous surmonterons les difficultés. Cependant, il fallait nous mettre en rapport avec Kondjé-Gul. Nous passâmes près de dix jours à chercher vainement le moyen d'obtenir des renseignemens sur la partie du couvent qu'elle habite, sans réussir à rien. Tout ce que nous avions pu apprendre, c'est que les couvens grecs renferment deux enceintes, l'une, affectée aux religieuses cloîtrées, l'autre à des néophytes d'un rang inférieur qui font l'office de servantes et sortent assez aisément. C'était par une de ces dernières qu'il était possible d'établir une communication. Par bonheur, comme nous en étions là, Yános nous parla d'une jeune fille tsigane employée dans le couvent, où un pope l'avait fait placer, la croyant à demi convertie. Il se chargea de gagner les parens. Trois jours après, je vis la jeune tsigane. Elle ne put me donner que de vagues détails : Kondjé-Gul paraît l'objet de soins particuliers et d'une surveillance plus stricte que les autres nonnes, desquelles elle est pour ainsi dire séparée, car elle ne se promène jamais avec elles dans le jardin. La servante m'assura pourtant qu'elle pourrait arriver jusqu'à elle et lui parler à la dérobée. J'écrivis alors à Kondjé-Gul ces quelques mots sur une marge du livre de prières que portait la tsigane, avec recommandation de les déchirer aussitôt qu'ils auraient été lus :

« Je suis ici. Confie-toi à celle que je t'envoie. »

Deux jours plus tard, je recevais de la main de Kondjé-Gul une réponse écrite sur une autre marge. La tsigane cette fois emporta, cousu dans la doublure de sa robe, un cahier de papier et un crayon. Je demandais à Kondjé-Gul de me donner tous les détails nécessaires pour arriver à son évasion. Le surlendemain, la tsigane m'apportait cette lettre :

« André, André, tu vis! Tu es près de moi! Tu m'aimes toujours! Ils m'avaient abusée. Je me croyais perdue, j'espérais mourir et tu viens me sauver! En lisant ces chères paroles de toi qui m'avertissaient de ta présence et me disaient de me fier à celle que tu m'envoyais, j'ai failli succomber à ma joie. Pendant un instant j'ai douté, j'ai cru que j'étais devenue folle et que l'hallucination s'emparait de ma raison. Puis j'ai encore craint un piége. J'ai songé à m'enfuir du jardin pour courir m'enfermer dans ma prison, me cacher derrière des murs d'où l'on ne pourrait entendre mes cris; mais mes yeux avaient reconnu ces quelques signes de ta main adorée.

« Et toi! comme tu as dû souffrir! — mais il faut que je te ra-

conte tout, et que tu saches ce qu'ils ont fait, afin que tu puisses déjouer leurs projets et me délivrer de leurs indignes machinations.

« Il te souvient de ce dernier jour de notre chère vie. Fanny m'avait appris que tu étais venu le matin et que tu avais très longuement causé avec ma mère. Cette visite m'avait inquiétée. Tu étais parti sans me voir; mais je t'attendais à dîner, et je n'avais pas voulu sortir de peur de perdre un instant de ta présence aimée, si tu devançais l'heure, lorsqu'à six heures ma mère entra chez moi, en apparence très émue : elle tenait à la main une dépêche signée de ton nom, qu'elle venait, disait-elle, de recevoir, et où tu lui apprenais que tu venais de te battre avec le comte Kiusko. Tu étais blessé, mourant, tu m'appelais! Cette dépêche était datée du lieu ou s'était passé le duel, à Meaux; je m'habillai éperdue pour courir te rejoindre. Arrivées au chemin de fer, nous partîmes par un train qui était tout prêt. Comment aurais-je pu concevoir une défiance? Deux hommes que, à quelques mots qu'ils prononcèrent, je crus être des médecins, étaient montés avec nous. Je les interrogeai; ils me dirent qu'il fallait deux heures pour être auprès de toi. Haletante, les yeux fixés sur la vitre, je dévorais l'espace, épiant le nom des stations, quand, tout à coup, comme nous approchions d'un endroit, de loin je lus distinctement « Meaux » au fronton d'un embarcadère.

« Je me levai pour être prête à descendre; mais à peine étais-je debout que nous arrivions devant la gare. Le train continuait sa marche à toute vitesse. Il avait passé. Je jetai un cri, croyant à quelque erreur. Je me précipitai pour appeler, pour ouvrir, résolue à m'élancer du wagon sur la route. On me retint, je me débattis; mais je ne pouvais lutter contre eux. Je suppliais, je pleurais. Alors ma mère m'acheva en me disant la vérité. — On m'arrachait à toi. — J'appris que ces hommes étaient : l'un, un émissaire de notre ambassade; l'autre, un agent français, requis tous deux par ma mère pour me forcer à la suivre.

« A cette révélation, je ne sais ce que je ressentis ni ce qui se passa. Il me sembla que mon cœur s'arrêtait, j'eus conscience que je tombais; ma pensée s'éteignit, je crus mourir en disant ton nom.

« Quand je revins à moi, il faisait tout à fait nuit; je me retrouvai dans le même wagon, à peine éclairé; je compris que de longues heures s'étaient écoulées, pendant lesquelles tu m'attendais, mourant, me maudissant peut-être. J'implorai encore ma mère, la suppliant à genoux de me ramener vers toi. Au milieu de mes sanglots, je lui jurais que je me soumettrais, que je la suivrais aussitôt que je t'aurais sauvé. Un des hommes, ému de pitié, lui dit tout bas quelques paroles : inexorable, glacée, elle répondit par un geste de refus. La nuit s'écoula; au matin, nous étions à une gare où je lus

ce mot : « Strasbourg. » Je pensai que du moins j'allais trouver le moyen de t'écrire; mais là, on me fit entrer dans une salle : un autre train était prêt à partir. Comme j'étais inerte, accablée sur un banc, un de ceux qui nous avait accompagnées se pencha vers moi, pendant que ma mère parlait à l'autre, et me dit rapidement : « Rassurez-vous, on vous a trompée, M. de Peyrade ne s'est pas battu, il vit ! » Avant presque qu'il eût achevé ces mots, ma mère me faisait lever, nous repartions. Un autre homme s'était trouvé là, qui nous attendait; il monta avec nous dans un compartiment réservé; nous repartîmes.

« Je savais maintenant que ma mère serait implacable et que je n'avais plus d'espoir. Je ne songeai plus qu'à guetter une occasion de t'écrire, en trompant la dure surveillance dont je me sentais entourée. Tu vivais, mon énergie m'était revenue. Ma pensée désormais n'était plus tendue que vers un but unique : m'enfuir, me cacher, t'appeler ou retourner vers toi. Tout à coup un horrible soupçon me surgit à l'esprit. — Si les paroles de consolation de cet homme étaient encore un piége, s'il m'avait abusée pour me leurrer d'un espoir à l'aide duquel ils avaient pu espérer ma résignation? Je me débattis dans les tortures de ce doute pendant des jours, pendant des nuits. Je suppliai enfin ma mère de me dire la vérité : elle me répéta que la dépêche était vraie, et que cet homme m'avait menti par pitié.

« Au troisième jour, nous arrivâmes à Pesth. Là, elle me fit monter sur un bateau du Danube. Je ne savais où l'on me conduisait. Enfermée dans une cabine, je ne pouvais communiquer avec aucun passager. Quels pays je traversai? Je l'ignore. Pendant huit jours, nous allâmes ainsi. L'homme que nous avions trouvé à Strasbourg nous accompagnait toujours. Nous prîmes la mer, puis un autre chemin de fer; enfin, un soir, nous nous arrêtâmes à une station, une voiture nous attendait, et, quelques heures après, nous arrivions à ce couvent où je suis. Ma mère m'y quitta et partit, me laissant brisée, perdue, sans espoir de jamais même parvenir à apprendre ton sort. Quinze jours plus tard, elle revint me voir et, pour la première fois depuis notre départ de Paris, me dit où j'étais. Elle me révéla alors ses volontés et ses résolutions. — Mon mariage avec le comte Kiusko était décidé. Je ne sortirais de ma prison que le jour où je serais sa femme. — J'avais déjà deviné leur indigne complot; je ne faiblis pas devant ton souvenir, je lui jurai que, mort ou vivant, je te garderais mon âme, et que le premier acte de ma liberté serait de me tuer pour échapper à leurs violences.

« Depuis ce jour, chaque semaine, elle revient, comptant sur ma faiblesse ou sur mon désespoir; mais je t'aime, et ma vie est en toi. Je vis seule, étroitement enfermée, mais ma pensée est pleine de

ton amour. — Un jour, on m'a dit qu'on allait m'instruire pour me faire chrétienne. C'était ta religion, je l'ai embrassée, j'ai reçu ton baptême et j'ai mis ma confiance en ton Dieu. Il a ranimé mon cœur, et, soumise aux austérités dont on m'accable, sans doute pour me briser, j'ai puisé dans ta foi la force de résister à leurs menaces, et de me garder pour vivre avec toi pendant toute l'éternité dans ton ciel.

« André, cher André, je t'aime, je t'aime! Sauve-moi, si tu peux, mais, je t'en conjure, n'expose pas ta vie! — Vivante ou morte, je t'appartiens, je suis ta femme et, par *notre* Dieu, je te fais serment de n'être jamais qu'à toi! »

Louis, à la lecture de cette lettre, les prières que je bégayais enfant me revinrent sur les lèvres.

XL.

En rapports avec Kondjé-Gul, qui était prête à nous seconder, mon entreprise ne demandait plus que de l'audace; mais il ne fallait rien livrer au hasard. Un échec pouvait ruiner toutes mes espérances; il fallait réussir à notre première tentative, sinon, l'éveil donné, nous étions perdus.

Nous nous mîmes à l'œuvre, aidés cette fois par les renseignemens précis de Kondjé-Gul. Afin de la tenir plus à l'étroit et de l'isoler des religieuses, qui dans les communautés grecques jouissent d'une plus grande liberté que les nôtres, on l'avait reléguée dans une cellule éloignée, sorte de lieu de correction pour les cas d'indiscipline. Cette cellule, située sur les derrières du couvent, est éclairée par une unique fenêtre qui donne sur une crevasse profonde, dont le bord opposé, déchiré du flanc de la montagne, est formé d'un immense roc se redressant à pic à cinquante mètres au-dessus des bâtimens, considérés comme inaccessibles de ce côté. Sur les indications de la tsigane, nous eûmes bientôt relevé un plan des jardins et de l'enceinte. Une sorte de quadrilatère de hautes murailles, de difficile escalade, enserre tout le couvent; mais ce n'était point là un obstacle pour nous : l'endroit est isolé, et, dussions-nous accomplir l'enlèvement de Kondjé-Gul de vive force, le succès était possible; seulement, il nous fallait prévoir que l'alarme d'un pareil coup se répandrait à l'instant, que nous serions poursuivis, traqués, avant que nous eussions pu atteindre Odessa, où déjà j'avais envoyé Giraud pour fréter à tout hasard un navire. Nous pourrons, de là, gagner la côte d'Asie.

Toutes nos chances calculées, nous résolûmes de recourir au moyen le plus hardi et, en apparence, le moins exécutable de tous.

C'était de tenter l'évasion par la montagne, du côté du précipice que l'on ne pouvait songer à garder.

Pour donner le change sur nos excursions, Dumont avait sérieusement commencé des explorations dans les alentours. On savait que, aidé de cinq ou six tsiganes parmi lesquels nous étions confondus, il avait pratiqué des sondages et fait sauter par la mine quelques roches de granit, pour mettre à nu des gisemens. Notre plan arrêté, il annonça l'intention de fouiller une gorge profonde, dans laquelle il n'était possible de descendre qu'au moyen de cordes suspendues à des palans. Les palans furent commandés à des charpentiers de la ville, sur des dessins faits par nous d'après le relevé exact du précipice où nous devions véritablement les employer. Ce travail demandait huit jours. Nous attendîmes. Ils arrivèrent enfin un soir, pendant que Dumont était allé faire une visite au château de Kiusko, pour détourner les soupçons.

En son absence, j'ordonnai tout, et je prévins mes gens d'être sur pied de bon matin. Nous avions résolu, par prudence, d'exécuter d'abord une descente à l'endroit que nous avions désigné, vers une pente de la montagne éloignée du couvent, de façon à régler nos manœuvres et de les rendre familières à nos gens, même pour une entreprise de nuit. Ces mesures combinées, nous décidâmes avec Giraud et Jacquet que notre expédition au couvent aurait lieu le surlendemain.

Nous en étions là quand Yános arriva. Il m'apportait ces lignes de Kondjé-Gul envoyées à la hâte par la tsigane :

« Le pope est venu me préparer à cette horrible nouvelle : ils veulent essayer de me contraindre. Ma mère vient me chercher demain pour m'emmener. »

En recevant ce mot effrayant, je demeurai consterné. Tout était perdu, si nous n'agissions pas dans la nuit même. Sur ces entrefaites, Dumont revenait comme nous nous concertions. Certains préparatifs de fête, que l'on semblait entourer de mystère au château de Kiusko, lui avaient aussi donné l'éveil.

En un instant, tout fut changé. Yános courut par le village pour réveiller les gens. Par bonheur, pendant ces jours d'attente, nous avions déjà tout calculé, tout prévu. Le chariot d'un tsigane avait été loué la veille pour transporter les palans. Une heure plus tard, hommes et chevaux étaient prêts; nous partîmes.

La nuit était sombre, mais nous avions tant de fois parcouru ces sentiers que nous en savions les moindres accidens. Il était près de minuit comme nous arrivions sur le plateau de granit qui domine les bâtimens du monastère. Là, il nous fallut attendre le chariot, forcé de faire un détour par la route de la montagne. Nous avions

depuis longtemps marqué la place où nous devions fixer les palans. Armés de pioches, nous fîmes le travail nécessaire au scellement. J'étais dans une agitation impossible à décrire; mais le sang-froid résolu de Dumont, de Giraud, de Jacquet, suffisait à notre tâche. Enfin à deux heures tout fut prêt. Le panier dans lequel je devais opérer ma descente planait, suspendu au-dessus de l'abîme. Giraud voulait d'abord en éprouver la solidité au moyen d'un quartier de granit; mais c'était du temps perdu, je m'y opposai, et, sans rien vouloir écouter, je m'enlevai des deux mains par les cordes et je pris place.

Au signal donné par Dumont, les gens commencèrent à exécuter leur manœuvre, et je descendis dans cette ombre effrayante du gouffre, qui s'épaississait à mesure que j'en gagnais les profondeurs. Pendant quelques instans, balancé dans l'espace, j'allai ainsi ne songeant qu'à me préserver contre les aspérités du roc. Au-dessous de moi, j'apercevais cette fenêtre de la cellule où Kondjé-Gul devait être endormie. Bien que je n'eusse point eu le temps de l'avertir, j'espérais pouvoir l'éveiller sans bruit. Sans doute elle était sur ses gardes. Elle savait tout de notre projet. Tout à coup une affreuse réflexion me saisit. — Si elle n'était plus là! si, pour cette dernière nuit qu'elle devait encore rester captive, on l'avait transférée dans une autre partie du couvent? — Au milieu de ce péril, toutes ces pensées m'assaillirent à la fois, comme un vertige, en l'espace d'un instant.

Enfin, je touchai au but, et j'arrivai à la hauteur de la fenêtre. Une petite corde d'appel, pendant le long des cordages et dont le bout était resté dans la main de Giraud, devait me servir à lui transmettre, au moyen d'un certain nombre de coups convenus, toutes les indications pour la manœuvre, au cas où je rencontrerais quelque obstacle imprévu. Je fis le signal d'arrêt; le jeu du palan cessa. Nous avions calculé minutieusement l'espace qui me séparerait encore de la fenêtre dès que je serais à son niveau. Le panier devait se trouver perpendiculairement à deux mètres du mur du couvent. Au moyen d'une perche armée de crochets et dont j'étais pourvu, je saisis la barre d'appui de la fenêtre et je m'attirai; puis j'amarrai solidement à cette barre mon espèce de nacelle, de façon que l'oscillation ne la remportât point. Cela fait, j'allais frapper aux vitres lorsque la fenêtre s'ouvrit. Kondjé-Gul veillait dans l'attente, elle avait perçu le frottement des cordes sur le bois. J'entendis un cri étouffé, puis ces mots :

— André, mon André! c'est toi!

Je sautai dans sa chambre; elle m'étreignit presque défaillante; mais nos instans étaient comptés.

— Viens, viens! lui dis-je.

En moins de temps qu'il n'en faut pour te le décrire, je l'avais portée dans la nacelle, où je me plaçais auprès d'elle. Ma seule vue l'avait rendue vaillante. Pendant que je dénouais les cordes, elle nous retenait à la barre d'appui, de peur qu'une oscillation brusque, augmentée par le poids, ne nous lançât sur le roc opposé, où nous risquions d'être brisés tous deux, ou précipités par le choc. Puis, saisissant ma perche à crochets, je laissai le panier reprendre doucement l'aplomb, et je donnai le signal de nous remonter.

Les cordes se tendirent, notre ascension commença; mais le danger m'épouvantait maintenant dans cet abîme béant que j'avais déjà traversé tout fiévreux. Malgré le courage de Kondjé-Gul, je la sentais trembler, pressée contre mon sein. Nous n'osions parler; nos voix avaient des sons étranges dans cette obscurité, qui nous permettait à peine de distinguer nos visages. Un oiseau de nuit, surpris par les singuliers hôtes qui troublaient sa solitude, s'envola près de nous, mêlant à son cri un bruit d'ailes sinistre. Kondjé-Gul fit un mouvement involontaire d'effroi qui nous fit osciller.

— N'aie pas peur! lui dis-je vivement.

— Que m'importe? répondit-elle, je mourrais avec toi!

Enfin nous touchâmes la crête. Jacquet s'était préparé; attentif au moment, il saisit la nacelle, l'attira sur le plateau : nous étions sauvés.

En quelques minutes, nous eûmes abattu les palans. Il ne fallait pas que des fenêtres du couvent on en pût apercevoir, au matin, la silhouette dressée au bord du gouffre, ce qui trahissait tout. Il était probable qu'à l'heure où l'on entrerait dans sa cellule, en ne la trouvant pas, la première pensée qui viendrait serait l'accomplissement d'un suicide, que la démarche du pope expliquait. Sa fenêtre, que j'avais laissée ouverte à dessein, allait faire croire qu'elle s'était précipitée dans l'abîme.

Nos dernières précautions prises et les palans renversés, nous nous lançâmes par le sentier qui nous ramenait au village; mais il fallait fuir au plus vite. Il était trois heures du matin, et nous n'avions plus que quelques heures de nuit. Des habits de garçon avaient été préparés pour Kondjé-Gul. Pendant qu'elle quittait son costume de religieuse, des chevaux, choisis par un fin maquignon tsigane, étaient sellés. Une demi-heure après, nous galopions sur la route, Kondjé-Gul en croupe derrière moi. De tous ces braves garçons qui nous avaient aidés, et que je quittais largement récompensés, Yános seul nous suivait comme guide, car, pour arriver jusqu'à Odessa, nous pouvions être forcés d'éviter les routes, dans le cas où nous serions poursuivis, et de nous cacher dans quelque village tsigane.

Il nous fallut près de deux heures pour gagner la ville. Là, dans une mauvaise auberge, nous trouvâmes une voiture. Le maquignon, parti dans la nuit, devait nous préparer des relais jusqu'à Tiraspol. Lorsque le jour se leva, nous avions fait près de huit lieues, et nous arrivions à notre second relai, dans un autre village tsigane. Nous étions attendus, un déjeuner était servi : nous fîmes une demi-heure de halte.

Ma pauvre Kondjé-Gul était brisée; mais le bonheur qui nous enivrait tous deux nous jetait dans une sorte de délire. Giraud, Dumont et Jacquet, enthousiasmés de notre succès, ne tarissaient pas dans leurs lazzis. Il n'était point jusqu'au pauvre Joseph, qui n'avait jamais monté à cheval de sa vie et qu'il avait fallu attacher sur sa selle, qui ne se rît de ses douleurs.

Cependant ce moment de repos ne me faisait point oublier le péril. Un mot de Kondjé-Gul me l'avait révélé. A cinq heures, au couvent, on disait les matines. A cette heure-là, on avait dû apprendre qu'elle avait disparu. Kiusko, immédiatement averti, nous n'avions que deux heures d'avance sur lui dans notre fuite; mais, fût-il accompagné, nous étions bien armés et décidés à nous défendre.

Nous repartîmes dans une de ces grandes voitures de poste du pays, attelées de huit chevaux, petits, à poil hérissé, à grosses têtes, conduits par deux postillons, dont l'un était Yános. Nous allâmes d'un train fou, nous étions presqu'en plaine; mais à mi-route nous devions retrouver des chemins affreux. Vers le milieu de la journée, nous atteignions Baschloï.

XLI.

Il est des heures suprêmes qui n'appartiennent qu'au hasard, et pendant lesquelles le moindre grain de sable détruit toutes les prévisions humaines. Nous avions traversé Baschloï, et nous descendions presqu'à fond de train les pentes accidentées de la montagne, lorsque tout à coup, à un détour, Yános nous parut faire des efforts désespérés pour retenir ses chevaux.

— Sommes-nous emportés? lui criai-je.

— Non, non, ce n'est pas cela! me répondit-il; mais il faut que j'arrête.

Au bout de quelques minutes, il parvint à ralentir notre course. Les chevaux au pas, il se rangea contre un angle et sauta de son siége.

Le moyeu d'une de nos roues brûlait.

Nous mîmes tous pied à terre. Il fallait chercher une source pour avoir de l'eau. Jacquet, Giraud et Joseph coururent aussitôt dans

toutes les directions pour en découvrir une. Pendant ce temps, nous essayions d'arrêter les progrès du feu avec du sable; mais le moyeu flambait presque : avant que nous eussions eu le temps de nous reconnaître, il craquait et se fendait dans toute son épaisseur.

Il devenait impossible de poursuivre notre route. Notre seule ressource était de retourner à Baschloï pour en ramener une autre voiture. Le postillon monta sur un des chevaux et partit. Nous devions attendre plus d'une heure ainsi en détresse, et je songeais que ce retard pouvait nous perdre.

J'interrogeai Yános sur le danger que nous courions d'être rejoints.

— Dame, répondit-il, si M. le comte est parti deux heures après nous, en voiture, ses chevaux n'atteindront jamais les nôtres.

— Mais à cheval? lui demandai-je.

— Oh! en ce cas-là, répliqua-t-il, par des chemins que je connais, moi, je serais à Tiraspol avant vous!

Il était imprudent de rester sur la route; des passans pouvaient nous remarquer, nous compter, remporter ainsi des renseignemens précis, s'ils étaient rencontrés par ceux qui nous poursuivraient. Je fis descendre Kondjé-Gul, et nous entrâmes tous dans un hallier sauvage qui bordait la route, laissant Yános guetter le retour de son compagnon. Joseph avait trouvé un ruisseau. Ma pauvre Kondjé y baigna son front brûlant.

Ce terrible contre-temps nous avait tous consternés, et nous n'osions nous dire nos craintes, comme si le même pressentiment d'un malheur eût pesé sur nous tous. La gaîté avait disparu, nous attendions anxieux.

Tout à coup Giraud, monté en vedette sur une roche, poussa un cri de joie.

— Voilà notre postillon, dit-il.

J'allai le rejoindre, et je vis, comme lui, mais encore assez loin, un homme à cheval qui galopait sur la route, contournant le flanc de la montagne. Au moment où je confirmais tout joyeux cette bonne nouvelle à mes amis, j'entendis Yános qui m'appelait.

— Vite, vite, prenez vos précautions, me souffla-t-il à voix basse, dès que je fus près de lui. Vos yeux ne voient pas comme les miens. Ce n'est pas Zafi qui nous revient, c'est le comte Daniel; je le reconnais à sa jument noire que mon père lui a vendue.

— Que faire? lui dis-je, parle!

— Nous cacher, et espérer qu'il passera, sans s'arrêter, devant une voiture abandonnée.

En disant ces mots, il prit son cheval par la bride, lui fit gravir le talus derrière lequel nous étions abrités, et l'attacha à un arbre. Dix minutes se passèrent dans une anxiété poignante. Le cavalier

approchait, lancé dans une course folle. Il fut bientôt assez près pour que nous pussions distinguer ses traits. C'était bien Kiusko. A plat ventre dans l'herbe et la tête cachée par des touffes d'ajoncs, nous le guettions palpitans. A cent mètres, il avait aperçu la voiture; nous le vîmes ralentir son pas. Arrivé devant nous, il s'arrêta, jeta les yeux autour de lui; nous devinâmes un soupçon. Cependant, tout semblait dénoncer pour lui un accident de voyageurs, qui avaient dû regagner le prochain village à pied, et il allait repartir, lorsque tout à coup notre cheval, attaché à dix pas derrière nous, hennit à la jument. Daniel releva la tête. Nous vîmes son regard se fixer sur les traces toutes fraîches encore sur le bord du talus. D'un élan il le franchit. — Nous étions découverts.

A la vue de mon ennemi, je me levai d'un bond. Dressé devant lui, à cinq pas, il me reconnut. Depuis un moment, une pensée roulait dans mon cerveau. Il était là, je le tenais face à face; mais je songeais à Kondjé-Gul. La rendre témoin de ce combat si longtemps souhaité, médité dans mes accès de rage, c'était la tuer peut-être. Pourtant, surpris par lui, je n'hésitai plus. Nous avions des armes, un de nous deux ne devait plus sortir de ce hallier. Fou, aveuglé par le sang, j'allais marcher vers lui, lorsque j'entendis ces mots, vivement adressés à Dumont par Yános :

— Me garantissez-vous le coup?

— Oui, répliqua Dumont.

Un coup de feu partit. Je vis Kiusko tourner sur sa selle; il tomba.

— Malheureux ! qu'avez-vous fait? m'écriai-je.

Et je me précipitai au secours du blessé qui se débattait. Un de ses pieds était resté pris dans l'étrier, son cheval effrayé se cabrait, je le dégageai; mais, comme je tenais le cheval par la bride pour l'écarter, Giraud me cria :

— Prenez garde !

Je me retournai : Kiusko, à demi relevé, le bras droit pendant inerte, avait saisi de la main gauche un pistolet qu'il armait avec ses dents, puis rapidement, comme tous s'étaient élancés, il visa Kondjé-Gul et tira sur elle presqu'à bout portant. Kondjé-Gul fit un mouvement, son chapeau tomba. Je poussai un cri de fureur. J'entendis un second, puis un troisième coup, mais Jacquet s'était jeté sur Kiusko et avait détourné son bras.

— Es-tu blessée? m'écriai-je.

— Non! répondit-elle.

Tout cela s'était passé comme dans un éclair.

Kiusko, maintenu par les poignets de fer de Jacquet, avait des hurlemens de bête fauve; une fois désarmé, il n'était plus à craindre. Après le péril qu'avait couru Kondjé-Gul, je ne sentais plus de pitié.

— Vous savez que vous me retrouverez quand il vous plaira, lui dis-je.

Il ne répondit que par un blasphème, en me jetant un regard d'indicible haine; mais il perdait son sang, et, dans ses efforts de rage, il avait épuisé ses forces. Une horrible pâleur s'était étendue sur son visage.

— Allons, maintenant nous voici empêtrés dans les sensibleries de l'humanité! dit Dumont en haussant les épaules. A toi, Jacquet, fais ton métier, mais dépêche-toi, car j'entends la voiture, et monsieur, qui paraît avoir peu de préjugés à tuer les femmes, comprendra parfaitement que nous sommes pressés de mettre mademoiselle à plus longue portée de lui.

Jacquet avait déjà tiré sa trousse : en un instant les vêtemens furent coupés et la blessure mise à nu. La balle, arrivée en pleine poitrine, avait heureusement dévié. La clavicule droite était brisée.

— Ce n'est rien, dit Jacquet, il en a pour un mois. La plaie est belle, et je sens la balle au bout de ma sonde. En un quart d'heure j'aurai fini!

Pendant l'opération, Kiusko s'évanouit.

— Tiens! il s'en va? dit Dumont. Il y a un peu du poulet dans ce noble boïar, il n'aime pas la douleur!

Mais il nous restait à décider ce que nous allions faire. Kiusko, quoique blessé, pouvait encore arrêter notre fuite, nous dénoncer, révéler nos traces et nous faire surprendre avant que nous eussions réussi à gagner Tiraspol. Pourtant, il était impossible de l'abandonner sans secours dans cette bruyère déserte. Nous nous concertâmes; Yános nous tira d'embarras.

— Écoutez, monsieur Dumont, dit-il, vous m'avez garanti l'accident, n'est-ce pas? Je ne peux plus rester sans danger dans le pays.

— Oui, oui, je t'emmène, répliquai-je vivement, et je me charge de toi!

— Eh bien! alors, reprit Yános, voici ce que je vous conseille. Nous allons laisser ici le camarade qui vient d'arriver avec la voiture. Pendant qu'il restera avec le comte, Zafi ira à un de nos villages, et en ramènera des amis sûrs. Ils emporteront le blessé et le garderont jusqu'à demain. Et cette nuit, au moyen du chemin de fer de Tiraspol, nous aurons eu le temps de gagner Odessa. A l'heure où le comte Daniel pourra agir, nous serons en mer.

Ce plan conciliait tout. Yános appela Zafi et lui en confia l'exécution stricte. Durant cette conférence, Jacquet avait achevé son pansement. Le postillon tsigane, mis au courant des prescriptions qu'il devait suivre, nous regagnâmes la route et nous partîmes, Yános reprenant son train d'enfer jusqu'à Tiraspol.

Au milieu de la nuit, nous nous embarquions à Odessa.

XLII.

Le navire frété par Giraud était un bâtiment grec, solide sous sa voilure et très suffisamment aménagé. Il nous parut presque coquet dans sa toilette du matin. Il s'appelait l'*Eudoxia*. Ce nom de ma tante me parut un heureux augure. Quinze hommes composaient l'équipage. Le capitaine, que Jacquet appela sur-le-champ *Canaris*, était un de ces vieux requins de mer pratiques, capables de nous piloter lui-même dans tous les ports jusqu'à Marseille. Nous étions désormais à l'abri de toute poursuite, libres de toute crainte et la mer devant nous.

Te décrire l'état de nos esprits, je ne l'essaierai même pas. Sortis de nos péripéties et de nos actions folles, nous avions peine à nous convaincre que nous les avions véritablement traversées. Ma pauvre Kondjé-Gul, encore pâle des austérités et des douleurs qu'elle avait subies, exhalait son bonheur en me contemplant comme si elle n'eût pu en croire ses yeux. Quels transports! quelles joies dans ces récits de nos chagrins, de nos regrets, de nos désespérances! La main dans la main, nous parlions en même temps, et les mêmes mots nous venaient sur les lèvres, et les mêmes tendresses s'échappaient de nos âmes. Quel hymne de grâce se chantait en nos cœurs!

Un temps splendide : on eût dit que le ciel fêtait sa délivrance. Nous eûmes bientôt en vue la côte d'Asie. De la cabine où nous étions assis à l'ombre, enlacée dans mes bras, elle me racontait ses misères d'enfant, puis ses idées de jeune fille, alors qu'elle errait presque en haillons dans ces jardins des *Eaux douces*. Quel chemin parcouru!

Nous passâmes devant Constantinople sous toutes voiles, et nous ne nous arrêtâmes qu'un seul jour à Athènes. J'y achetai des habits pour Kondjé-Gul et j'y laissai mes amis. Discrets, malgré la fraternelle affection qui nous lie désormais, ils se sentaient *entre nous*. J'étais ravi d'ailleurs de leur donner cette occasion d'études pour leurs solides esprits. Je leur laissai Joseph et Yános. Le lendemain, l'*Eudoxia* levait l'ancre, nous emportant *tous deux*.

Comment te décrire ce retour? Le bonheur n'a pas d'histoire, t'écrivais-je en commençant ce récit de mes amours de harem. — Pauvre moi! Au milieu de ces fausses ivresses, je me croyais heureux! — Mes yeux dans les yeux de ma Kondjé-Gul, si tu savais comme je suis converti!

Après la plus favorable traversée, nous arrivâmes en vue de Toulon par un temps effrayant. On eût dit que la tempête venait nous rappeler que nous étions oublieux, et que l'avenir était menaçant. En effet, depuis trois semaines que nous avions quitté Odessa, dis-

paraissant tout à coup sans qu'aucun indice pût révéler nos traces, je m'étais abandonné à cette immense joie qui nous possédait tous deux, d'être enfin réunis après tant de jours d'angoisses et d'alarmes. Confiants dans la sécurité absolue que nous offrait la mer, hors de toute atteinte, nous n'avions songé qu'à notre bonheur présent, à notre amour, à nos tendresses. Et si parfois quelque pensée m'était venue des craintes que devait encore nous réserver le destin, je l'avais chassée comme une idée importune. — Cependant, à l'heure où nous étions, il fallait bien me mettre face à face avec la réalité. — Quel asile sûr allais-je choisir pour dérober Kondjé-Gul aux recherches que sa mère avait sans doute déjà commencées? — Kiusko savait notre fuite, sa lutte acharnée n'était pas close, et je pouvais m'attendre à tout de sa vengeance, de sa passion jalouse égarée jusqu'à la folie. En tout lieu la Circassienne, soutenue, conseillée par lui, pouvait m'arracher sa fille, la réclamer par le plus simple appel aux lois, et nulle puissance humaine ne pouvait anéantir ses droits. Notre bonheur n'était assuré que de la durée d'un rêve. C'était un répit à notre séparation jusqu'au jour où, forcé de reparaître parmi les miens, ma seule présence allait tout trahir et guider les investigations mêmes pour arriver jusqu'à elle. Le plus infime agent de la loi, requis par la mère de Kondjé-Gul, pouvait nous arrêter au moment où nous mettrions le pied sur le port. Sans doute on nous avait poursuivis. Si déjà les démarches étaient faites? — Depuis vingt jours, la Circassienne et Kiusko pouvaient être à Paris; si l'on nous attendait? — L'*Eudoxia* devait être déjà signalée par les vigies du port; elle venait d'Odessa; n'avait-on pas conjecturé, d'après le jour et l'heure de son départ, que ce navire avait pu assurer notre fuite? Si déjà des ordres étaient donnés pour nous saisir au passage?

Ces réflexions me jetèrent dans l'épouvante. L'idée me vint de reprendre la mer. — Mais n'étions-nous pas dénoncés dans tous les ports? La violation d'un couvent, le rapt d'une fille enlevée à sa mère, n'était-ce point là un de ces délits dont la poursuite était facile, en quelque lieu que nous fussions découverts?

Toutes ces pensées se succédèrent une à une dans mon esprit comme des coups de foudre, et, surpris dans ma quiétude insensée, j'en demeurai un instant comme anéanti. Ma pauvre Kondjé-Gul était là, confiante et ranimée. Elle contemplait de loin les côtes de France.

— André, me dit-elle, il y a un an, de cette mer, je regardais le pays inconnu où j'arrivais esclave. Quel rêve accompli depuis lors!

— Bonjour, ma patrie! s'écria-t-elle avec un transport d'amour et de joie s'exhalant de son cœur.

Et, appuyant ses mains sur ses lèvres, elle envoyait des baisers

vers la rive. Elle se croyait sauvée. Je lui cachai mes inquiétudes.

Mais il fallait du moins tenter d'échapper aux embûches dans lesquelles il était presque certain que nous allions tomber follement. Conscient d'un danger, je résolus aussitôt de ne point aborder en France avant de m'être assuré contre toute imprudence. Emmener Kondjé-Gul à Férouzat, comme d'abord j'en avais eu l'idée, c'était nous perdre tous deux peut-être. Il était trop facile de soupçonner que nous choisirions ce refuge, pour que nous pussions nous hasarder d'y paraître.

Mon plan décidé, je donnai ordre au capitaine de poursuivre notre route comme si nous étions à destination de Marseille, puis, dès que nous fûmes hors de vue, je fis virer de bord pour regagner la rivière de Gênes, où quelque petit port nous offrirait un plus sûr asile. La nuit venue, nous étions à la hauteur d'Oneglia. Par bonheur, le temps s'était calmé, nous pûmes serrer la côte. Bref, vers minuit le navire s'arrêtait, au plus près, devant une plage de pêcheurs. Nous descendîmes dans une embarcation, et en moins de dix minutes nous eûmes touché la terre. Je pris congé de mon brave capitaine, qui n'avait pu rien ignorer de notre aventure. L'*Eudoxia* du reste était à ma disposition pour trois mois. Il fut convenu que, pour égarer les recherches, il allait ostensiblement reprendre sa route jusqu'à Saint-Sébastien, se montrant à tous les ports de façon à pouvoir y être signalé. Il reviendra ensuite à Marseille, n'ayant plus à bord que son équipage, et répondra au besoin qu'il nous a débarqués sur les côtes d'Espagne, si par hasard il est interrogé.

Kondjé-Gul, m'ayant vu changer mes intentions premières, avait soupçonné que je prévoyais un malheur. Je l'avais rassurée en lui disant que Férouzat n'était point en état de nous recevoir. Nous allions rester quelques jours en Italie, en attendant que l'on fût averti de notre retour.

L'embarcation nous ayant laissés sur la rive, nous traversâmes le hameau. Il eût été imprudent d'y réveiller les gens, ce qui eût dénoncé un débarquement nocturne. Nous montâmes un sentier pour rejoindre la route. Au point du jour, nous arrivions à Oneglia. C'est de là que je t'écris.

XLIII.

J'avais redouté des périls, mon cher Louis; ils dépassent toutes mes prévisions. Mon bonheur, ma vie, le sort de Kondjé-Gul et le mien, tout cela n'est plus qu'une question d'heures, et la plus horrible catastrophe plane sur nous.

En arrivant à Oneglia, j'écrivis à mon oncle. Lui seul pouvait m'aider, je le suppliais d'accourir à mon appel. Il ignorait tout,

et la gravité des événemens qui me menaçaient peut-être me faisait une loi de me confier à lui. Pour justifier mon brusque départ de Paris, j'avais inventé un prétexte de voyage en Hongrie, où j'allais, avais-je dit, chasser quelques semaines avec un ami. Mes lettres, depuis lors, ne lui avaient rien appris, si ce n'est que, par un caprice, nous avions poussé jusqu'en Bessarabie. Quelques lignes d'Athènes, enfin, lui avaient annoncé mon retour. Je tremblais à la pensée du chagrin qu'il allait ressentir, lorsqu'il me faudrait lui révéler ma folle aventure et ce qui s'en était suivi.

J'ai revu ce père, cet ami si grand, si bon, si noble et si fort, qu'il m'a tout pardonné, malgré le mal que je lui fais.

Hier soir, après une journée inquiète, pendant laquelle je n'avais pu dissimuler mes transes à ma chère Kondjé-Gul, nous étions sortis, gravissant une colline d'où l'on découvre la route de Nice. Nous allions, elle, penchée à mon bras, m'interrogeant avec tendresse sur la cause d'un ennui « qu'elle sentait, disait-elle, au dedans de moi,... » lorsque comme nous arrivions au détour d'un sentier qui montait la colline, un homme marchant d'un pas alerte surgit tout à coup devant nous. C'était mon oncle. Il avait laissé sa voiture, pour couper par une descente qui va droit sur Oneglia. Je ne l'eus pas plutôt reconnu que sans réflexion, je courus à lui emporté par un élan de mon cœur; il avait ouvert ses bras, et me pressait sur son sein comme un fils prodigue pour lequel on a tremblé.

— Mon enfant! s'écria-t-il, qu'est-il arrivé?..

Mais à ce moment il aperçut Kondjé-Gul, arrêtée timide à quelques pas, n'osant s'approcher.

— Ah! je comprends tout! ajouta-t-il. C'est elle! Tu as été la chercher!

Et, sans reproche, il s'avança et, lui tendant la main, comme à Paris, il l'attira pour mettre un baiser sur son front. L'émotion de ma pauvre Kondjé fut si vive qu'elle le reçut toute tremblante.

— Allons bon, dit mon oncle, voilà qu'elle a peur à présent!.. Mais, enfans que vous êtes, pourquoi ne m'avoir pas tout dit?..

Nous regagnâmes une petite maison que j'ai louée dans la ville. Mon oncle avait faim, il soupa, servi par Kondjé-Gul. Devinant que je ne voulais point parler devant elle, il ne me fit aucune question, ne me dit rien de ce qu'il savait déjà. Enfin nous demeurâmes seuls.

— Ah! çà, me dit-il, te voilà dans de beaux draps. On est venu à l'hôtel, il y a quinze jours, m'interroger sur une soi-disant prévention d'assassinat à main armée sur les grands chemins.

— Un assassinat? m'écriai-je.

— C'est comme j'ai l'honneur de te le dire. Mais nous reviendrons là-dessus. Vite, raconte-moi d'abord toute l'affaire.

Je lui fis alors fidèlement le récit de tout ce que tu sais, lui révélant d'abord ce qu'était Kondjé-Gul, et comment j'en étais venu à la séparer de mon harem pour la mettre en pension.

— Tiens, j'aurais dû m'en douter! dit-il en se frappant le front.

J'abordai enfin ma rivalité avec Kiusko, ses intrigues avec la Circassienne, leurs violences sur Kondjé-Gul, abusée par cette fausse dépêche de moi lui annonçant que je venais d'être grièvement blessé dans un duel.

— Hé! il est assez malin, ce Daniel! exclama mon oncle lorsque j'en fus là. Mais la voilà partie! continua-t-il; passe ta maladie de cœur et viens-en au fait qui nous occupe.

J'en arrivai finalement à mes actives recherches avec l'aide de Dumont, Jacquet et Giraud, suivant Daniel jusqu'en Bessarabie, et la découverte de Kondjé-Gul, et mon voyage, et notre expédition, réussie à miracle. Puis cette rencontre avec Kiusko, blessé par Yános et laissé aux mains des tsiganes, pendant que nous fuyions vers Tiraspol et Odessa.

— Peuh! tout cela n'a pas été trop mal conduit, dit-il quand j'eus achevé; mais encore une fois, que le diable t'emporte de ne m'avoir rien dit!

— Mais, mon oncle, repris-je, touché de cette indulgence d'un grand cœur qui m'épargnait jusqu'au reproche, que pouvais-je faire?

— Ce que tu pouvais faire? Ce que tu pouvais faire? répliqua-t-il de son ton bourru, tu n'avais, parbleu, qu'à me charger de la chose! J'aurais fait exécuter le coup par cinq ou six de mes matelots, et tu serais resté blanc comme neige en flânant au club, où tu ne m'aurais pas manqué pour ma partie de whist. Voilà ce que tu pouvais faire. Enfin la sottise est là avec ses conséquences, n'en parlons plus; mais il s'agit de t'en tirer. Qu'est-ce que tu as résolu? As-tu combiné quelque projet?

— Aucun, mon oncle, répondis-je tristement; je ne songeais qu'à préserver Kondjé-Gul des recherches que sa mère pouvait tenter pour me la reprendre, et, dans mon ignorance de tout le reste, je vous ai appelé pour vous demander conseil.

— Parbleu! le reste, c'est bien simple. Ta tante, qui a des relations à l'ambassade russe, a été informée en confidence que tu es sous le coup d'une demande d'extradition. Et comme, paraît-il, Kiusko, qui l'a échappé belle, s'est porté partie civile, s'il poursuit son affaire, tu peux t'attendre à être bien traqué.

— Quoi? m'écriai-je atterré, cette accusation d'assassinat est sérieuse?

— Tout ce qu'il y a de plus sérieux, reprit mon oncle, et c'est un délit de droit commun suffisant au gouvernement russe pour te

faire arrêter partout. Tu comprends donc qu'il s'agit au plus tôt de te mettre à l'abri.

Je demeurai consterné de ce nouveau désastre que je n'avais point prévu. En effet, Kiusko, délivré des tsiganes, n'avait pu manquer de déposer sa plainte, de nous accuser, ne fût-ce que pour essayer d'arrêter notre fuite et de ressaisir Kondjé-Gul avant que nous eussions réussi à gagner Odessa. Les gens laissés près de lui et qui l'avaient transporté, tremblans d'être compromis, n'avaient-ils pas dû lui servir de témoins? J'étais malgré tout complice dans cet attentat sur sa vie, et rien ne pouvait me sauver d'une accusation qu'il poursuivrait sans doute avec rage pour assurer ma perte et se délivrer de moi. J'étais anéanti.

— Voyons, reprit mon oncle, ce n'est pas le moment de nous attarder dans les regrets de ta maladresse. Le plus pressé, c'est de quitter ce trou pour rentrer en France. Les traités ne permettent pas aux gouvernemens de saisir nos nationaux sur notre sol pour délits à l'étranger. Ici, ta qualité de Français suffit à l'ambassade russe pour te faire arrêter par la police italienne; donc nous allons partir cette nuit. La *Belle-Virginie* était heureusement à Marseille; en passant, j'ai donné ordre à Rabassu de venir me rejoindre vite à Oneglia. En chauffant à toute vapeur, le navire sera en vue avant le jour. Rabassu nous fera des signaux et nous enverra une embarcation à un endroit de la côte qu'il connaît, car nous y avons fait autrefois la contre... la contre-partie de... ton évasion. Demain soir, nous aborderons à la pointe de la Camargue, d'où tu te rendras chez Théodore, au Mas de Saint-Julien; tu resteras là en sûreté le temps qu'il faudra. — Tout cela veut dire qu'il ne s'agit pas de te gâter l'estomac en ruminant ton infortune et tes soucis avec une mine de déterré! Tu vas me faire le plaisir de te remplumer en double, et de dormir tranquille, tandis que je vais mener ta barque. — C'est très joli l'amour, mais il ne faut pas que ça dérange nos affaires, et que, dans un an, tu m'arrives avarié pour Anna!

En écoutant ce langage, au calme inoui de cette nature puissante, à ce sang-froid toujours à l'aise, même au milieu de telles épreuves, et dont la décision ne reculait devant rien, je me fis l'effet d'un enfant. Pour la première fois peut-être je compris ce qu'était Barbassou-Pacha, et je me sentis si sûrement protégé que je passai tout à coup de l'abattement à la confiance.

— Pauvre oncle! dis-je en lui prenant la main, que d'ennuis je vous cause!

— Bah! j'en ai vu bien d'autres! reprit-il sans s'émouvoir. Tu me dédommageras de ça. L'important, c'est de te sortir de la nasse où tu t'es si bêtement fourré.

— Pouvais-je donc abandonner Kondjé-Gul au malheur qu'ils lui préparaient?

— Ta, ta, ta! tu es pris : c'est clair, je connais ça! Du reste, je ne suis pas un rigoriste, tu le sais, — ce qui d'ailleurs ne servirait à rien! — Il faut que jeunesse se passe, et j'aime mieux que tu fasses tes folies à présent que plus tard. Tu as encore plus d'une année devant toi pour en finir avec ta vie de garçon. Je préfère certainement te voir épris comme tu l'es, plutôt que de quelque rat de la danse, ou de tes demoiselles d'autrefois. Ces liaisons-là sont humiliantes; on n'en peut revenir qu'avec le mépris de la femme et le cœur flétri. Mais sapristi, mon cher, tu comprends bien que si, pour étouffer ton affaire et faire arrêter les poursuites, il faut renoncer à ta belle et la rendre à sa mère, il n'y a pas à barguigner un instant!

— La rendre à sa mère!.. m'écriai-je épouvanté, mais c'est la livrer à Kiusko! mon oncle. C'est la vouer à une vie de désespoir et de tortures sans fin! C'est la tuer, c'est me tuer moi-même, car, je vous le jure, je l'aime à mourir de sa perte!

— Allons donc! exclama mon oncle, mourir c'est de la folie. Que diable, mon cher, sérieusement, tu sais que j'ai compté sur toi pour un autre avenir où j'ai mis toutes mes espérances, et qui est le but de toute ma vie. Le bonheur de mes enfans, voilà ce que j'ai médité, poursuivi, résolu à travers tout, et quand je touche du doigt la réalisation de mon rêve, pour une amourette, tout cela s'évanouirait comme un ballon qui crève? Voyons, ajouta-t-il d'un ton empreint d'une si mâle et si confiante tendresse que j'en fus tout remué, tu ne songes pas à me donner ce chagrin?

— Non, non, mon oncle! dis-je vivement en saisissant la main qu'il me tendait pour la porter à mes lèvres. Non, non! jamais je ne vous causerai ce chagrin! Je vous aime et vous vénère comme un père et comme un ami. Ma vie est à vous comme mon cœur, comme mon âme, et je me mépriserais comme un misérable ingrat si je ne sacrifiais tout au monde pour vous donner cette joie que vous avez espérée de voir vos deux enfans mariés. Je tiens de vous, mon oncle, et ce mot suffit; mais c'est aussi parce que je tiens de vous que j'aime ma pauvre Kondjé-Gul, et que je veux la défendre, et que je veux la sauver des épouvantables violences que méditent sa mère et Kiusko. Songez donc à l'existence qui l'attend; songez donc à ce qu'elle souffrirait, à ce que je souffrirais moi-même à la pensée qu'elle serait sa femme!

— Voyons, voyons, calme-toi! reprit mon oncle, ému plus qu'il ne voulait le paraître. Je te comprends, j'ai passé par ces tiraillemens-là, quand j'ai épousé ta tante Eudoxie. Aussi je veux bien

que le diable m'emporte si je ne fais pas tout au monde pour les empêcher de toucher à un cheveu de sa tête. Elle est gentille, cette enfant, et s'il y a un moyen de l'arracher à sa digne mère, tu peux t'en rapporter à moi là-dessus. Seulement, il s'agit aussi de toi, et il faut que tu réfléchisses. Enragé par sa passion, Kiusko est à craindre. C'est lui qui te fait poursuivre. Si l'on te prend avant qu'il ait retiré sa plainte, il y va pour toi, pour le moins, d'un jugement devant les tribunaux russes.

A ce mot, je ne sais ce que j'allais répondre, quand tout à coup la porte s'ouvrit. Kondjé-Gul entra, pâle, effrayante, la terreur sur tous les traits, et, se précipitant aux genoux de mon oncle :

— Monsieur, monsieur! s'écria-t-elle éperdue, livrez-moi, livrez-moi! Il faut le sauver!

Nous crûmes qu'on venait déjà m'arrêter.

— Non, non! reprit-elle vivement, ne craignez rien; mais j'étais là, j'ai tout entendu. Je sais le danger que tu cours. Monsieur, emmenez-moi, livrez-moi à ma mère! André ne souffrira pas, je vous le jure. Je voulais me tuer; je me tuerai, voilà tout. Il ne pleurera que ma perte, et il se consolera.

Un sanglot lui coupa la voix.

— Tais-toi, tais-toi! m'écriai-je. Mon oncle, ne l'écoutez pas!

Mon oncle, atterré comme moi, la regardait; ses mains étaient baignées de larmes.

— Brave fille! dit-il.

Et, l'enlevant sans effort, il l'assit sur ses genoux, l'entourant de ses bras comme un enfant, elle, sa tête adorée pressée sur son sein.

— Voyons, voyons! fillette folle, ne pleurons pas comme ça, dit-il en la baisant sur le front. Que diable! il faudra bien que j'arrange aussi votre affaire, pour vous empêcher d'être mariée malgré vous, s'il se peut. C'est très gentil ce que vous venez de faire pour André, et je ne l'oublierai pas. — Allons, essuyez-moi ces larmes. — Bon, voilà qu'elle repart! — Et moi aussi. — Que le bon Dieu bénisse les amoureux, avec toutes leurs extravagances! Voyez un peu si on ne dirait pas un enterrement!

Comme il avait été ordonné, Rabassu arriva dans la nuit à Oneglia, et, deux heures avant le jour, nous mettions le pied à bord de la *Belle-Virginie*. Je n'avais jamais vu mon oncle au milieu d'un de ses équipages; je m'explique maintenant Barbassou-Pacha, et sa force, et son calme. Servi par de tels dévoûmens, j'ai compris cette trempe de caractère qui n'a jamais permis que de vulgaires obstacles le gênassent dans ses desseins. Avec huit ou dix navires et de pareils matelots, mon oncle est une puissance.

XLIV.

Je t'écris du Mas de Saint-Julien, un asile sûr. Cette propriété en pleine Camargue, où je suis chez moi sur plus de deux lieues de pays, est régie par Théodore, un filleul de Barbassou-Pacha, et qui lui ressemble étonnamment. Parti mousse à dix ans sur un navire de son parrain, il était son contre-maître lorsque, il y a deux ans, il est revenu ici pour prendre la direction du Mas à la mort de sa mère. Il est à peu près du même âge que moi, et autrefois, pendant mes vacances de collége, le capitaine le faisait venir à Férouzat pour me donner un compagnon de jeux. Je te laisse à penser s'il me garde.

Mon oncle est retourné à Paris le lendemain de notre arrivée ici. Il y a quelques jours, par un exprès, j'ai reçu des lettres de ma tante et de lui qui m'ont déjà rassuré sur les menaces les plus pressantes de ma critique situation. Ma tante, que son train de relations a mise en contact avec toute la diplomatie européenne, a tout de suite obtenu un ralentissement dans les poursuites dirigées contre moi. Elle ira en Bessarabie, s'il le faut, pour faire retirer la plainte. « Jusque-là, me dit-elle, on laissera traîner l'affaire; *mais ne vous montrez pas, on fermera les yeux.* » Comme tu le conçois, dans toutes ces démarches elle n'a point dit un mot de Kondjé-Gul, que ses sollicitations dénonceraient. Ainsi que je l'avais prévu, la Circassienne est à Paris. En arrivant, elle a couru à l'hôtel de Téral, accompagnée d'un personnage qui a interrogé Fanny et les gens. Ils ne savent plus un mot de moi depuis mon départ, je n'ai donc rien à redouter de ce qu'ils ont pu répondre. Mon oncle, qui m'apprend ces détails, a vu un ami de l'ambassade de Turquie. Mme Murrah, soutenue, dit-on, par de hautes influences, a obtenu de l'administration française une aide officieuse dans la recherche de sa fille. Pour activer le zèle, elle sème à pleines mains de l'or fourni par le banquier de Kiusko. La lutte est acharnée, tu le vois, et la moindre imprudence peut me perdre. Ne m'écris donc pas, de peur de révéler ma présence à Saint-Julien. Une fois sur mes traces, on arriverait facilement jusqu'à Kondjé-Gul, et je dois être l'objet principal désigné à tous leurs espions.

Mon oncle m'a fait aussi parvenir une lettre de Giraud. Grâces au ciel, ces amis éprouvés sont de retour, et je ne tremble plus pour eux. Par bonheur, parmi eux, Kiusko ne connaissait que Dumont, qu'il a dénoncé comme moi. Yános lui était inconnu, et les tsiganes qui ont déposé ne l'ont certainement pas trahi. Faut-il te dire si je me suis attaché à ces nobles cœurs qui m'ont si généreusement prêté leur dévoûment, et si je les assisterai dans ces difficultés de la vie

si lourdes pour eux et qui retarderaient l'essor de leurs facultés rares. Giraud, Dumont et Jacquet sont trois hommes, et tu le verras un jour.

XLV.

Un mois s'est écoulé depuis que nous sommes au Mas, mon cher Louis, et cet étrange roman de ma vie, dont seul tu connais les aventureuses péripéties, me paraît à cette heure un incroyable songe. Ce n'est qu'à l'âpreté de mes tourmens que je sens que tout cela est bien vrai et que je suis en état de veille. Il me semble marcher dans la nuit, perdu au fond d'un abîme, et cherchant une issue imaginaire que je sais ne point exister. Le fait brutal, inexorable, est là, devant moi, qui me barre l'avenir. Comme le voyageur qui voit glisser entre ses doigts l'onde où s'abreuvent ses lèvres altérées, mes yeux dans les yeux de ma Kondjé-Gul, je sens mon espoir qui s'enfuit. — Demain peut-être, me dis-je, je ne la verrai plus.— A cette pensée, mon cœur se brise. Comment la sauver, la disputer à sa mère, la défendre contre les infâmes desseins de Kiusko? J'ai cru follement à ce bonheur, libre de tout joug des conventions sociales, et je m'aperçois de la vanité de mon rêve en me réveillant face à face avec les réalités de la vie.

Ma pauvre Kondjé-Gul cherche à me cacher la détresse de son âme; mais elle sait tout maintenant, et la même pensée cruelle nous accable tous deux. L'avenir n'existe plus pour nous, et c'est au jour le jour que nous comptons nos tristes joies. Nous en venons parfois à prévoir l'instant où nous serons découverts, où sa mère viendra la reprendre, me l'arracher. Et alors, haletante, éperdue, m'entourant de ses bras, pour consoler ma peine, elle me répète ce serment de mourir, pour aller m'attendre au ciel. Pauvre Kondjé-Gul, elle n'a pas dix-neuf ans! — Tu le vois, c'est affreux!

XLVI.

Louis, tout est fini! Nous avons été découverts et surpris au Mas. Tu vas voir ce qu'il en est advenu.

Il y a quinze jours, je te disais les informations effrayantes que je recevais sur l'acharnement des recherches si menaçantes pour Kondjé-Gul. Je te disais nos transes, au sein de ces félicités enivrantes de notre amour, et nos désespérances, et nos terreurs de cette séparation dernière qui cette fois allait être sans retour. Chaque heure qui s'écoulait ne nous apportait-elle pas un danger? Nous ne vivions plus que comme deux condamnés que le destin réclame et qui comptent leurs suprêmes instans.

Nous en étions là, et je ne sais quel pressentiment de malheur m'accablait, lorsqu'il y a trois jours mon oncle arriva à Saint-Julien. Il venait, tout heureux, me montrer une lettre de ma tante, datée de Kichenau. Sans que j'en susse rien, elle était partie pour la Bessarabie afin d'agir sur Kiusko. Déjà guéri de sa blessure, il n'avait point osé résister à ses instances, à ses supplications. Sa plainte retirée, une ordonnance définitive de non-lieu avait été rendue qui me délivrait de toute crainte.

Bien que déjà je fusse à l'abri d'un péril pressant pour cette étrange affaire, la nouvelle que m'apportait mon oncle était un immense allégement à nos peines. Certain de n'être plus sous le coup d'une extradition si je quittais la France, au moindre indice qui viendrait nous faire craindre que la Circassienne aurait retrouvé les traces de Kondjé-Gul, nous pourrions désormais fuir à l'étranger, nous cacher, déjouer pour longtemps les poursuites. Il nous suffirait de gagner la côte et, sur un navire à moi, de prendre la mer qui nous offrait un lieu de franchise. J'étais redevenu libre enfin de braver la menace, emportant comme une proie ma chère Kondjé-Gul, qui déjà respirait et se croyait sauvée, puisque je pouvais maintenant la défendre.

Repris à l'espérance après tant d'alarmes, la joie débordait de nos cœurs. Assurés du présent, pourquoi songer à l'avenir? L'amour se repaît de ses illusions et s'avive de ses propres flammes.

Hier, dans l'après-midi, nous étions assis derrière le Mas, à l'ombre d'un petit bouquet d'arbres. Les gens étaient tous aux champs, et Théodore venait de nous quitter pour les rejoindre. Mon oncle, dans un grand fauteuil, fumait en écoutant la lecture que je lui faisais des journaux qu'on venait d'apporter de la ville, lorsque Kondjé-Gul, qui, seule à quelques pas de nous, arrangeait les liserons de sa fenêtre, jeta un cri étouffé et je la vis tout à coup accourir vers moi pâle et tremblante.

— Qu'as-tu donc? lui dis-je.

— Là! là! répondit-elle avec un accent d'épouvante en me montrant la maison; ma mère!

Au même instant, sur le seuil du Mas qu'elle avait traversé, le trouvant désert, apparut la Circassienne. Un homme l'accompagnait.

— Voici ma fille, monsieur, lui dit-elle.

Je bondis pour me jeter au-devant de Kondjé-Gul.

— Allons, du sang-froid, du sang-froid! dit mon oncle. Fais-moi le plaisir de te tenir tranquille!

Et, se levant comme pour recevoir des hôtes, il fit quelques pas au-devant de Mme Murrah, qui s'était avancée vers nous. S'adressant à l'homme :

— Puis-je savoir, monsieur, lui dit-il, ce qui me vaut l'honneur de votre visite?

— Je suis commissaire de police, monsieur, répondit-il, et délégué par le parquet d'Arles pour assister madame, qui vient réclamer sa fille, illégalement séquestrée chez vous.

— Parfait! monsieur, reprit mon oncle, et enchanté de vous voir; mais veuillez, je vous prie, entrer dans la maison, où nous serons mieux que dans ce jardin pour écouter votre requête.

— Prenez garde! dit la Circassienne au commissaire de police, ils veulent la faire échapper!

— Pas du tout, chère madame, répliqua mon oncle. Monsieur vous dira que ces choses-là ne se font pas en sa présence. Mademoiselle votre fille reste avec nous pour répondre aux questions qui lui seront faites. Je prends son bras et, si vous voulez bien nous suivre, j'aurai l'honneur de vous montrer le chemin.

Nos cœurs battaient à se rompre. Kondjé-Gul se soutenait à peine. Nous entrâmes. Mon oncle, toujours calme, offrit des siéges à Mme Murrah et au délégué de la justice; puis, reprenant la parole:

— Puis-je vous demander, monsieur, dit-il, si vous êtes pourvu d'un mandat formel vous autorisant à requérir la force pour emmener mademoiselle selon le désir de sa mère?

— J'ai l'ordre du juge, s'écria Mme Murrah avec véhémence.

— Pardon, pardon, reprit mon oncle, ne nous embrouillons pas. Veuillez, je vous prie, madame, permettre à monsieur de répondre à ma question. Nous sommes soucieux d'observer le respect que nous devons à son ministère.

— Madame étant étrangère, monsieur, répondit le magistrat, je n'ai pour mission que de l'accompagner pour dresser procès-verbal en cas d'opposition à ses droits, afin de lui permettre d'engager une instance devant les tribunaux.

— Ah! reprit mon oncle. Eh bien! monsieur, procédez, je vous prie, en prenant acte de nos déclarations. — Primo, mademoiselle refuse formellement de retourner près de madame.

— C'est faux! dit la Circassienne. Elle est ma fille, elle n'appartient qu'à moi! Elle m'obéira, car elle sait que je la maudirais!

— Calmons-nous, calmons-nous, et pas de paroles inutiles! répliqua mon oncle. C'est à mademoiselle votre fille de répondre. — Interrogez-la, monsieur.

Le commissaire s'adressa à Kondjé-Gul et formula sa question. Je la vis pâlir, hésiter, glacée de terreur par le regard de sa mère.

— Veux-tu donc me quitter? lui dis-je palpitant.

— Non, non, s'écria-t-elle; puis, se tournant vers le magistrat: Je ne veux pas suivre ma mère, monsieur! ajouta-t-elle d'une voix résolue.

A ce mot, la Circassienne se dressa terrible; Kondjé-Gul tomba à ses genoux en larmes, la suppliant d'une voix déchirante. Effrayé, je me précipitai entre elle et sa mère.

— Fais-la sortir, emporte-la! me dit vivement mon oncle.

Ma pauvre Kondjé-Gul résistait, je la soulevai dans mes bras et l'entraînai. A la porte, je trouvai Théodore, qui survenait avec sa sœur; je la laissai à leurs soins.

Mme Murrah s'élançait pour les suivre; mais mon oncle l'avait saisie par le poignet, et, la faisant rasseoir de force:

— Allons, silence! lui dit-il en turc. Nous n'avons pas fini, et, si tu bouges, prends garde à toi!

— Monsieur le magistrat, exclama la Circassienne, vous voyez qu'on me violente et qu'on me menace.

Tout cela s'était passé si rapidement que le commissaire avait à peine eu le temps de faire un geste pour intervenir.

— Excusez-moi d'avoir fait sortir cette enfant, monsieur, reprit mon oncle; mais vous êtes, je le crois, déjà suffisamment édifié sur ses résolutions. Elle est là d'ailleurs pour vous répondre de nouveau, si vous désirez l'interroger seule et à l'abri de toute influence ou de toute pression. — Il nous reste maintenant à parler de ce qu'elle ne doit point entendre. Au refus de suivre sa mère, qui vient d'être si nettement énoncé devant vous par cette enfant, veuillez ajouter à votre procès-verbal que, moi, je refuse aussi très catégoriquement de la lui rendre.

— Vous n'avez pas le droit de me voler ma fille! s'écria la Circassienne presque dans un délire de rage.

— C'est ce que nous allons discuter, répliqua mon oncle. — Tout d'abord, monsieur, continua-t-il tranquillement, permettez-moi de me présenter à vous et de vous dire mes qualités. Mon nom est feu Barbassou, ancien général et pacha au service de sa majesté le sultan, ce qui m'a pourvu des droits de citoyen turc.

Le commissaire fit de la tête un signe d'acquiescement qui dénonçait que Barbassou-Pacha lui était connu comme à tout le pays.

— Il résulte donc de ces titres, monsieur, reprit mon oncle, que mes actes privés ne sauraient ressortir aux tribunaux français, et que cette affaire est toute à traiter entre madame et moi. J'ajouterai même, en vous exprimant mes regrets du dérangement qu'elle vous cause, que c'est moi qui ai amené ici cette entrevue décisive. Je m'étais présenté, à Paris, deux fois chez madame, désireux d'en finir avec ses réclamations. Pour des raisons, sans doute, que vous devez déjà un peu préjuger, elle avait refusé de me voir. Je me suis donc arrangé pour lui faire dénoncer la présence de sa fille au Mas de Saint-Julien, et j'y suis venu aussitôt, pour avoir le plaisir de l'y rencontrer.

— J'ai refusé de vous voir, s'écria la mère de Kondjé-Gul, parce que je ne vous connais pas! Et je demande à monsieur le juge de me faire rendre ma fille que réclame avec moi l'ambassadeur de notre sultan, j'ai son firman.

Ici le commissaire intervint, et s'adressant à mon oncle :

— Vous plairait-il, monsieur, dit-il gravement, de motiver votre refus de rendre cette jeune fille à sa mère? D'après nos lois, vous ne l'ignorez pas, il y a là un fait que, malgré le caractère tout officieux de ma délégation, je suis forcé de consigner dans mon procès-verbal.

— Parfaitement, monsieur, répliqua mon oncle, votre demande est trop juste, et je vais m'empresser d'y répondre comme je m'empresserais de le faire devant le consul de son excellence l'ambassadeur de Turquie, si madame n'avait point de motifs sérieux pour éviter, en sa présence, cette explication entre nationaux musulmans que nous sommes, elle et moi.

— Je vous écoute, reprit le commissaire, en réprimant un sourire à cette déclaration de Barbassou-Pacha.

— Monsieur, ajouta mon oncle, je suis Turc et mahométan, et, selon ces mœurs particulières que vous savez de mon pays, madame m'a donné sa fille, par un contrat loyal, sérieux, consacré par nos usages, approuvé et garanti par nos lois, lesquelles m'obligent formellement à la protéger, à lui assurer pour toujours une position, un avenir en rapport avec ma situation de fortune. Ces lois me défendent enfin de jamais l'abandonner. Par ce même contrat, madame a régulièrement reçu une dot, discutée, fixée et consentie par elle. — Devant toute juridiction ottomane, vous le voyez donc, monsieur, ajouta-t-il, une discussion ne serait même pas admise, et madame serait honteusement renvoyée.

— Nous sommes en France, dit Mme Murrah. Ma fille est devenue libre!

— Je conclus, monsieur, reprit mon oncle, sans même noter cette objection. — Madame et moi, nous sommes sujets de sa majesté le sultan. Il ne s'agit ici que d'un différend particulier entre nationaux, ne relevant que des tribunaux turcs, et dans lequel votre juridiction française, vous le comprenez, ne saurait en aucune façon intervenir.

— Vous n'êtes pas le mari de ma fille, s'écria la Circassienne; elle ne vous appartient plus, et nos lois défendent tout mariage avec les infidèles.

— Très juste! madame, répliqua mon oncle; seulement vous avez fait de votre fille une chrétienne pour la contraindre d'épouser le comte Kiusko. — Mais, reprit-il en s'interrompant, ce sont là des détails de discussion privée dans lesquels monsieur n'a rien

à voir. Et je pense qu'il est à cette heure suffisamment renseigné.

— En effet, monsieur, dit le magistrat en se levant. J'ai pris acte de vos déclarations; ma mission est remplie.

Barbassou-Pacha, sur cette conclusion, le salua de son plus grand air, et le reconduisit avec les attentions les plus empressées.

Exaspérée, la Circassienne n'avait point bougé, la rage peinte sur tous ses traits, et comme décidée à lutter, acharnée jusqu'au bout.

— Il faudra bien que vous me laissiez parler à ma fille, me dit-elle emportée, et nous verrons!

Sur ces mots, qu'il entendit, mon oncle rentrait, tenant par la main ma pauvre Kondjé-Gul.

— Allons, vieille folle, dit-il à Mme Murrah, en changeant de ton tout à coup, tu sais maintenant que tu n'as plus qu'à te soumettre. Rentre tes sottes paroles, tu n'en feras pas moins une belle affaire, car je marie ta fille à mon neveu!

Je crus avoir mal compris.

— Mon oncle, exclamai-je, que dites-vous?

— Coquin, il faut bien que je te la donne, puisque vous vous adorez comme des fous!

Kondjé-Gul ne put retenir un cri de joie. Nous nous jetâmes tous deux à la fois dans ses bras.

— Oui, dit-il, regardez les bons apôtres! C'est pourtant ta tante qui me fait encore faire ce coup-là. Me voilà bien planté, avec mes fameux projets!

— Oh! s'écria Kondjé-Gul, nous vous aimerons tant!

— Bon, les voilà qui m'étouffent! Que le bon Dieu vous bénisse de... Eh bien, oui, au fait! reprit-il en nous embrassant, qu'il vous bénisse, enfans, et vous donne toujours le bonheur!

Louis, mes yeux étaient noyés de larmes, je ne pouvais plus voir; mais je ne jurerais pas que, comme il disait ces mots, je n'ai point aperçu une perle humide au coin de l'œil de Barbassou-Pacha.

Il est des transports d'ivreess qui ne se racontent pas. Que te dirais-je de plus? Nous partons tous pour Férouzat, où ma tante arrive dans deux jours. Notre mariage est fixé à trois semaines. La Circassienne, forcée de consentir à tout, repart le lendemain de la noce pour ce beau pays des amours païennes et des houris, dont je suis si bien revenu.

Voyons, Louis, toi qui aimes, es-tu vraiment bien sûr qu'on ait assez d'un cœur pour aimer d'un véritable amour? — Ce doute m'inquiète.

Mes complimens à ta femme!

MARIO UCHARD.

LA

CRISE PRÉSIDENTIELLE

AUX ÉTATS-UNIS

II. [1]

LES CANDIDATS A LA PRÉSIDENCE.

Rien ne fait plus d'honneur aux institutions américaines que le spectacle qui nous est offert en ce moment par les États-Unis. Après être demeuré pendant quatorze années en possession incontestée du pouvoir, le parti républicain, qui avait entre les mains tous les moyens d'influence, qui disposait de tous les ressorts du gouvernement, s'est vu enlever en quelques mois, sans violence et sans secousse, par les seules armes du scrutin, la prépondérance dont il avait abusé. Un retour de l'opinion publique, en déplaçant la majorité au sein du congrès, a permis aux vaincus de la veille de demander compte à leurs vainqueurs de l'usage qu'ils avaient fait du pouvoir. Il a suffi de projeter la pleine lumière de la discussion sur les faiblesses et les désordres de l'administration fédérale pour faire évanouir, malgré le prestige d'une grande renommée militaire et malgré l'éclat des services rendus, les projets ambitieux caressés par le général Grant. Peut-être le peuple américain, sous l'impression de révélations douloureuses, ne se contentera-t-il plus d'avoir

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

fait passer aux mains des démocrates le contrôle des finances publiques, et remettra-t-il à ceux-ci, avec la première magistrature, la direction même du gouvernement. Alors la révolution pacifique à laquelle nous assistons sera complète, sans que ni vainqueurs ni vaincus aient eu un seul instant la pensée de s'écarter des voies légales : accomplie sans violence, elle sera acceptée sans murmure et sans arrière-pensée, parce que chacun, en défendant les candidats de son choix, aura fait son devoir dans la lutte électorale dont nous allons faire connaître les préparatifs et les premiers incidens.

I.

Lorsque le général Grant, sous le coup des attaques dont il était l'objet, sentant sa popularité ébranlée, et averti par le découragement et le silence de ses défenseurs, se détermina à rentrer définitivement dans la vie privée à l'expiration de sa seconde présidence, cette résolution causa peut-être moins de satisfaction dans les rangs des démocrates que dans ceux des républicains. Elle délivrait ce dernier parti de l'espèce de cauchemar qui pesait sur lui depuis plusieurs mois et paralysait son action. Par la retraite du général Grant, le champ était ouvert à toutes les compétitions. Les candidats qui s'étaient jusque-là tenus dans l'ombre, de peur de mécontenter le président et de le rencontrer sur leur chemin, n'hésitèrent plus à avouer leurs prétentions et à se remuer en vue des désignations qui allaient être faites par les conventions préparatoires. On sait en effet que chacun des deux grands partis qui se disputent le pouvoir est dirigé par un comité permanent, dit comité national, dans lequel chaque état est représenté par un délégué. Ce comité national est en correspondance constante avec les comités organisés dans les états, lesquels sont en rapport avec les comités établis dans chacun des districts qui élisent un représentant au congrès. La désignation des candidats au congrès ou à un poste électif quelconque dans l'administration des états ou les administrations municipales, est remise à ces comités. Quand il s'agit de désigner un candidat à la présidence, le comité de chaque état convoque une convention ou assemblée préparatoire, composée des délégués de tous les comités locaux, qui fait choix de délégués chargés de représenter l'état au sein de la convention générale, convoquée par le comité national du parti. Ces délégués doivent être en nombre double des représentans et des sénateurs que l'état envoie au congrès : ils reçoivent des instructions qui leur prescrivent de faire porter dans le programme de la convention nationale certaines mesures législatives, et souvent de présenter au choix de cette convention un candidat déter-

miné. Aucune candidature n'est possible sans l'appui de l'une de ces conventions, dont le vote met immédiatement au service du candidat désigné une organisation puissante qui embrasse toute l'étendue du territoire. S'assurer les suffrages de la convention nationale de son parti est donc la première condition à remplir. Les candidats républicains n'avaient pas de temps à perdre : on était déjà au milieu d'avril, et la convention nationale du parti était convoquée pour le 14 juin. Tout le mois de mai allait être occupé par la réunion des conventions d'état, chargées de nommer les délégués à la convention nationale et de rédiger leurs instructions.

Dans les rangs du parti républicain, le plus en vue des aspirans à la présidence et celui dont la candidature s'était dessinée la première, était un représentant de la Nouvelle-Angleterre, M. Blaine. Originaire de la Pensylvanie, M. Blaine s'était établi dans le Maine, et, après y avoir joué un rôle dans les assemblées locales, il était devenu, postérieurement à la fin de la guerre civile, un des représentans de cet état au congrès. Par son talent de parole, son instruction étendue, son entente des affaires et la variété de ses aptitudes, il s'était fait, en peu d'années, une grande situation au sein de la chambre, et il avait été élevé à la présidence de cette assemblée dans les deux derniers congrès. Ce poste, qui confère le droit de répartir les représentans entre les divers comités chargés de la préparation des mesures législatives, et de désigner le président de chaque comité, donne à celui qui l'occupe une influence directe et considérable sur la marche des débats et sur l'expédition des affaires. M. Blaine s'était rendu cher aux républicains par l'habileté et la résolution avec lesquelles il avait servi en toute occasion les intérêts du parti. Dévoré d'ambition, actif, infatigable, rompu aux manœuvres électorales et à la tactique parlementaire, il avait visé de bonne heure à la présidence, et n'avait rien négligé pour se faire des amis. Il avait soutenu de toutes ses forces la seconde candidature du général Grant, avec l'arrière-pensée de s'assurer le concours de l'administration dans la campagne électorale de 1876; mais il avait été déçu dans ce calcul parce que le président avait pris ombrage de ses prétentions et de sa popularité dans le parti. M. Blaine avait mis à profit sa position de président de la chambre et son droit de distribuer les honneurs parlementaires, pour se créer des relations et des appuis dans tous les états : bon nombre des hommes les plus influens du parti républicain avaient été amenés à prendre des engagemens vis-à-vis de lui.

Le candidat dont le nom était le plus souvent prononcé après celui de M. Blaine, M. Conkling, est un des membres les plus jeunes et les plus influens du sénat, au sein duquel il représente l'état de

New-York. Il a été l'auxiliaire le plus utile et le plus infatigable de l'administration du général Grant: toujours sur la brèche pour défendre le président, ne ménageant aucun de ses adversaires, et lui montrant un dévoûment d'autant plus inappréciable qu'il était désintéressé. Possesseur d'une grande fortune, et allié aux familles les plus influentes de l'état de New-York, M. Conkling est un homme politique; ce n'est pas un *politicien*, c'est-à-dire un de ces aventuriers, trop communs aux États-Unis, qui font de la politique un métier, et qui cherchent à conquérir quelque emploi lucratif en mettant au service d'un parti leurs talens, leur activité et leur absence de scrupules. Il n'a tenu qu'à M. Conkling d'occuper un ministère, et il a refusé par deux fois la présidence de la cour suprême, c'est-à-dire le poste le plus considérable qui soit à la nomination du président. C'était confesser implicitement toute l'étendue de son ambition. M. Conkling a assez de talent et il a fait une assez brillante carrière pour avoir droit de réserver l'avenir; sa situation au sein du parti républicain est de celles que le temps ne peut que fortifier. Les préférences du général Grant étaient pour lui, mais il n'en devait retirer aucun avantage. En effet, dès que l'on connut le langage tenu par le président sur le compte de M. Conkling, dans son entretien avec M. Haralson, un autre candidat, M. Morton, qui se croyait des titres égaux à l'appui de l'administration, voulut avoir une explication avec le président. Celui-ci déclara qu'il avait fait connaître ses sympathies personnelles, mais qu'il n'entendait user ni de sa situation, ni de l'influence administrative pour peser sur le choix de la convention républicaine, et il a observé effectivement la plus stricte neutralité entre tous les candidats de son parti. Pendant que le général Grant s'abstenait d'agir en faveur de M. Conkling, les républicains libéraux faisaient à celui-ci un grief de l'appui qu'il n'avait cessé de donner à l'administration, et le combattaient avec acharnement en représentant que son élection aurait pour résultat de maintenir au pouvoir les hommes et le régime dont le pays ne voulait plus. M. Conkling, bien que sa candidature eût été adoptée par la convention préparatoire de New-York, devait rencontrer parmi ses adversaires les plus implacables et les plus dangereux quelques-uns des délégués de cet état à la convention générale.

M. Morton, sénateur de l'Indiana, avait pris au sénat la même situation que M. Blaine au sein de la chambre des représentans. Il était le chef et l'orateur des républicains radicaux, l'adversaire acharné des planteurs, le promoteur ou l'avocat de toutes les mesures de répression dirigées contre le sud. Il avait visé à partager avec le général Grant la reconnaissance des noirs et des *carpet-*

baggers. Sénateur d'un des états de l'ouest, il croyait pouvoir compter sur les sympathies des populations de la vallée du Mississipi, et obtenir à ce titre la préférence sur tout candidat des états atlantiques. Enfin il pouvait faire valoir aux yeux du parti républicain tout entier les services qu'il avait rendus pendant la guerre, quand les populations de l'ouest, fatiguées de la lutte et des sacrifices qu'elle leur imposait, se montraient hésitantes. M. Morton, alors gouverneur de l'Indiana, avait tenu tête aux partisans de la paix dans la législature de son état; il avait fait marcher les milices de l'Indiana au secours des troupes fédérales et avait, par cet exemple, ranimé le patriotisme défaillant des états voisins. M. Morton avait contre lui la faiblesse de sa santé, toujours chancelante, qui faisait appréhender qu'il ne fût pas en état de résister aux fatigues et aux préoccupations inséparables de la première magistrature au milieu de la crise que traversent les États-Unis. Appartenant à l'un des états où les théories *inflationistes* sont le plus accréditées, et obligé de ménager ses concitoyens, M. Morton n'avait pas, dans la question financière, la position nette et tranchée qui pouvait seule satisfaire les populations du nord. Une objection plus grave éloignait de lui les hommes modérés et sages de son parti. Il a pris, vis-à-vis du sud, une telle attitude que sa candidature aurait été interprétée par quatorze ou quinze états comme le prélude d'une recrudescence dans les persécutions, comme la déclaration d'une guerre à outrance. En présence de la conduite et du langage de tous les hommes influens du sud, lorsqu'on voyait ceux-là mêmes qui avaient joué le rôle le plus actif dans la guerre civile ne perdre aucune occasion de déclarer que la lutte était finie, et que les résultats de la guerre avec toutes leurs conséquences devaient être acceptés comme définitifs, lorsqu'il ne se réunissait pas au sud une seule assemblée ou une seule convention sans qu'elle n'inscrivît en tête de son programme une protestation de fidélité à l'Union, les hommes sages et vraiment politiques du nord estimaient que le moment était venu de mettre un terme au régime d'exception qui pèse sur le sud, et de reconquérir par des mesures de justice et de conciliation les sympathies d'une population ulcérée par douze années de souffrances.

La candidature de M. Morton devait donc être repoussée plus énergiquement encore que celle de M. Blaine par la fraction libérale du parti républicain. Si le vice-président Wilson n'avait été enlevé inopinément par une pleurésie, quelques jours avant l'ouverture de la session, il eût été infailliblement le porte-drapeau des idées de réforme et de conciliation. A son défaut, les républicains modérés et réformistes se rabattirent sur le secrétaire de la trésore-

rie, M. Bristow. Des ministres du président, c'était presque le seul dont la réputation fût intacte. On avait essayé de faire planer des doutes sur sa conduite dans un procès que le trésor fédéral avait perdu : à la première insinuation d'un journal, M. Bristow se rendit au sein du comité compétent de la chambre; il mit le comité en demeure de citer à la barre et de confronter avec lui les auteurs de ces bruits, et il se fit rendre une justice éclatante. L'habileté et l'énergie dont il faisait preuve dans la campagne qu'il poursuivait sans relâche contre les fraudeurs, les luttes qu'il avait à soutenir contre l'entourage du président, qui ne cessait de lui créer mille difficultés, l'inimitié des hommes politiques dont les protégés étaient journellement frappés et flétris par les tribunaux, tout contribuait à appeler sur M. Bristow les suffrages des républicains, fort nombreux dans le nord, qui déploraient pour l'honneur et pour l'avenir de leur parti les scandales des dernières années. Le secrétaire de la trésorerie était trop récemment entré dans la vie politique pour avoir, dans son passé, aucun souvenir irritant : on ne pouvait lui reprocher d'avoir participé à aucune mesure violente; enfin il était citoyen du Kentucky. Quel gage plus sincère de réconciliation le sud pouvait-il demander, que l'élévation d'un de ses enfans à la présidence?

A côté de ces quatre candidats, on citait encore, mais sans leur attribuer de chances sérieuses, M. Hartranft, gouverneur de la Pensylvanie, M. Jewell, directeur-général des postes et ancien gouverneur du Connecticut, enfin M. Hayes, élu gouverneur de l'Ohio en octobre 1875. On estimait que ces trois notabilités locales recevraient au premier tour de scrutin, à titre de courtoisie, les voix de l'état auquel ils appartenaient, et qu'il n'en serait plus question aux scrutins suivans. Du reste, de tous les concurrens, M. Blaine était le seul dont la candidature eût rencontré des adhésions dans toutes les parties de la confédération; les autres n'étaient que des candidats régionaux. Les conventions républicaines du Maine, du New-Hampshire, du Connecticut, du New-Jersey au nord, du Minnesota, de l'Iowa, du Nebraska, de l'Illinois et du Kansas à l'ouest, du Delaware, du Maryland, de la Virginie occidentale et de l'Alabama au sud, de la Californie, de l'Orégon et du Colorado sur le versant du Pacifique, s'étaient prononcées unanimement ou presque unanimement pour sa candidature, et il n'avait presque point été nommé de délégation où il n'eût quelque partisan. Toutes les chances semblaient donc en sa faveur : aussi ce fut contre lui que le parti démocratique tourna tous ses efforts. Pendant deux mois, ce fut une lutte de tous les jours et presque de toutes les heures : on soupçonna quelques-uns des rivaux de M. Blaine de voir avec satis-

faction la guerre qui lui était faite, et même de contribuer à l'alimenter par des indiscrétions calculées. On fit revivre toutes les enquêtes auxquelles les chemins de fer avaient donné lieu, dans l'espoir d'y retrouver quelque fait à la charge de M. Blaine. Sur un propos attribué à un ami de M. Morton, M. Harrison, d'Indianapolis, il se vit accuser d'avoir reçu 64,000 dollars de la compagnie de l'*Union Pacific Railroad*, et d'avoir également tiré un lucre de la concession du *Fort Smith and Little Rock Railroad* dans l'Arkansas. Lorsque le comité compétent de la chambre, en se saisissant de cette accusation, lui eut donné une importance suffisante, M. Blaine porta la question devant la chambre entière, en demandant inopinément la parole pour un fait personnel. Il établit sans peine que la concession du chemin de fer de Little Rock au fort Smith ayant été faite par la législature de l'Arkansas, le congrès n'avait jamais eu à s'en occuper. Quant à l'*Union Pacific Railroad*, il donna lecture de lettres émanées du président, du trésorier et des banquiers de la compagnie, et démentant toutes, dans les termes les plus formels, qu'il eût eu aucun rapport direct ou indirect avec la compagnie, et en eût reçu par lui-même ou par personne interposée, une somme d'argent à titre de rémunération quelconque. Ce fut un triomphe éclatant; mais il ne fut pas de longue durée. Les partis ne désarment jamais aux États-Unis, et l'on va voir à quelles extrémités ils peuvent se porter quand il s'agit de ruiner la réputation d'un adversaire politique. On découvrit à New-York un certain Mulligan, ancien commis principal d'un courtier, M. Fisher, qui avait été l'associé du frère de M. Blaine dans une raffinerie, et avec qui M. Blaine avait été assez longtemps en relations d'affaires. Un règlement de comptes avait eu lieu entre M. Blaine et M. Fisher, et l'on s'était rendu mutuellement la correspondance échangée : M. Blaine le croyait du moins; mais une quinzaine de ses lettres avaient été conservées par Mulligan, qui se les était appropriées. Soit pour faire parler de lui, soit pour gagner les bonnes grâces du parti démocratique, ce Mulligan se fit citer comme témoin avec M. Fisher devant le comité de la chambre des représentans, et annonça avant son départ que, si on lui suscitait des ennuis à l'occasion de sa déposition, il publierait des lettres de M. Blaine qui feraient grand bruit. Averti par le télégraphe, M. Blaine vit Mulligan à son arrivée à Washington, en présence de deux personnes, et se fit montrer les lettres dont il était question. Après les avoir parcourues, il refusa de les rendre en disant que ces lettres étaient la propriété ou de lui-même qui les avait écrites, ou de M. Fisher, à qui elles avaient été adressées et à qui il était prêt à les remettre; mais que Mulligan n'avait le droit ni de les retenir, ni d'en faire usage sans

son autorisation. Mulligan raconta le lendemain cette scène au comité devant lequel il était cité : il accusa M. Blaine de l'avoir trompé en promettant de rendre les lettres après les avoir lues : il fit un tableau dramatique du désespoir dans lequel la vue des lettres et la menace de la publication avaient jeté le représentant du Maine. L'émoi fut grand dans Washington. La visite faite par M. Blaine à un témoin avant sa comparution, le détour dont il s'était servi pour rentrer en possession des lettres, son obstination à les conserver : tout cela semblait suspect. Le comité demanda à voir les lettres. M. Blaine refusa de les communiquer, en s'étayant de l'avis de deux jurisconsultes, et en affirmant qu'elles n'avaient aucun rapport avec les 64,000 dollars qu'on l'accusait de s'être fait donner. Le comité demanda au moins communication de l'analyse que Mulligan avait faite des lettres sur une feuille volante dont M. Blaine s'était emparé en même temps que des lettres elles-mêmes. M. Blaine refusa encore. L'impression causée par ce refus fut si grande et si fâcheuse que l'on considéra la candidature de M. Blaine comme perdue. Sans aucun doute, c'était par un indigne abus de confiance que ces lettres ne lui avaient pas été rendues, et l'usage qu'on en voulait faire contre lui trahissait quelque honteux marché; mais il semblait que le soin de son honneur et le souci d'établir son innocence devaient faire taire chez lui toute autre préoccupation. On était à huit jours de la réunion de la convention républicaine : M. Blaine dut revenir sur sa détermination. Il recourut de nouveau à la voie d'une explication au sein de la chambre. Il couvrit de confusion l'un de ses plus ardens détracteurs, le président du comité d'enquête, en établissant que celui-ci avait reçu, depuis cinq jours, une dépêche de Londres qui mettait à néant l'accusation relative aux 64,000 dollars, et qu'il n'en avait encore fait connaître le contenu à personne. Il fit alors donner lecture des lettres qu'il avait reprises à Mulligan, afin que le texte en figurât dans les procès-verbaux de la chambre. Ces lettres n'avaient, comme il l'avait déclaré et comme Mulligan avait fini par le reconnaître, aucun rapport avec le vote des subventions à l'*Union Pacific Railroad;* mais cette publication n'en fut pas moins fâcheuse pour M. Blaine. Les lettres établissaient qu'il avait été en relations suivies avec la plupart des entrepreneurs de chemins de fer, qu'il s'était occupé activement du placement des titres émis par eux, et qu'il avait reçu, pour ces placemens, des commissions importantes. Ce genre d'opérations n'avait rien que de licite chez un simple particulier, mais il n'était pas une recommandation chez un homme public, et surtout chez un candidat à la première magistrature de son pays. M. Blaine ne devait pas tarder à en avoir la preuve, car plusieurs

des hommes importans du parti républicain prirent immédiatement la résolution de faire échouer à tout prix sa candidature dans la convention qui allait se réunir.

Par déférence envers les populations de l'ouest, dont l'appui électoral leur est indispensable pour contre-balancer les votes du sud, acquis au parti démocratique, les républicains avaient decidé que leur convention générale siégerait à Cincinnati, la ville la plus importante de l'Ohio. La convention de 1876 présentait un intérêt exceptionnel : il ne s'agissait plus, comme dans les trois conventions précédentes, de procéder à une désignation prévue et imposée par l'opinion publique. Il y avait cette fois plusieurs candidats en présence, et personne ne pouvait préjuger le choix auquel la convention s'arrêterait. Aussi vit-on accourir à Cincinnati, plusieurs jours à l'avance, en même temps que la foule des solliciteurs pressés de se mettre en rapport avec les hommes influens et d'établir leur droit à un emploi quelconque, les amis particuliers des candidats, chargés de sonder les délégués à leur arrivée et d'organiser une active propagande. Détail caractéristique et qui prouve la toute-puissance des préjugés : le parti républicain avait fait passer, dans la session de 1875, un bill dit « des droits civils, » qui consacrait le droit des hommes de couleur à être reçus dans les voitures publiques, les bateaux à vapeur, les théâtres, « les hôtels et établissemens publics quelconques, » sur le pied d'une égalité absolue avec les blancs : le maintien de ce bill devait être un des articles du programme que la convention républicaine allait voter; néanmoins le premier soin de ceux qui étaient chargés de retenir des logemens pour les délégations du nord fut de s'assurer partout qu'on ne courait point le risque de se rencontrer avec quelqu'une des délégations du sud, composées presque entièrement d'hommes de couleur. Ces délégations eurent peine à trouver des hôtels qui voulussent les recevoir.

Les hôtels où loge une délégation ne manquent point de se pavoiser de drapeaux aux armes de l'état qu'elle représente, et d'autres drapeaux chargés d'inscriptions en l'honneur du candidat qu'elle patronne. Si les partisans d'un candidat ne regardent pas à la dépense, ils louent un corps de musique qui parcourt la ville, précédé de drapeaux et de bannières, et va donner des sérénades aux personnages politiques favorables à ce candidat. C'est une occasion de harangues en plein air et de manifestations destinées à agir sur les esprits. Pendant ce temps, les meneurs nouent leurs intrigues, cherchent à recruter des voix parmi les délégués et négocient avec les hommes importans que l'offre d'un portefeuille ou d'un poste diplomatique peut tenter. L'étiquette interdit aux candidats de se rendre dans la ville où siége la convention; mais ils ont

soin d'y envoyer un fondé de pouvoirs qui commence par retenir un fil du télégraphe pour correspondre avec eux. M. Blaine était représenté à Cincinnati par son frère, et M. Bristow par le général Harlan; les partisans de M. Hayes avaient à leur tête un vétéran des luttes parlementaires, M. Benjamin Wade, ancien sénateur de l'Ohio, dont l'expérience et les relations personnelles furent singulièrement utiles à ce candidat.

Près de 100,000 personnes étaient accourues à Cincinnati, et l'effervescence y était au comble, lorsqu'au milieu de ces multitudes frémissantes et agitées tomba, comme un coup de foudre, la nouvelle que M. Blaine venait d'être frappé d'une congestion cérébrale à Washington et qu'il était mourant. Reçue d'abord avec incrédulité, cette nouvelle ne tarda pas à être confirmée; dès lors l'agitation ne connut plus de bornes : on courait d'hôtel en hôtel, on interrogeait les hommes importans, on assiégeait les bureaux du télégraphe pour obtenir des renseignemens; il fallait afficher ou lire à haute voix à la foule les dépêches que le télégraphe apportait d'instant en instant. L'accident arrivé à M. Blaine était réel, mais on s'en était exagéré la gravité. Épuisé par la lutte qu'il soutenait depuis plusieurs mois, par les préoccupations qui l'assiégeaient et par une continuelle contention d'esprit, M. Blaine était tombé sans connaissance à la porte du temple où il allait assister au service du dimanche. On l'avait emporté chez lui, et il était demeuré plusieurs heures sans recouvrer ses esprits et comme inanimé; dans la soirée, les symptômes les plus alarmans disparurent, et le lendemain, au moment où la convention se réunissait pour organiser son bureau et nommer ses commissions, le télégraphe rassura la délégation du Maine sur l'existence de son candidat.

Les discours par lesquels s'ouvrirent les travaux de la convention firent assez voir sur quel terrain le parti républicain comptait engager la lutte électorale : ils furent remplis d'accusations violentes contre les démocrates et de menaces à l'adresse du sud. Les républicains semblaient ne tenir aucun compte de ce qui s'était passé depuis 1872, et se figurer que, pour triompher, il leur suffirait encore d'évoquer les souvenirs de la guerre civile, et de faire appel aux passions et aux défiances des populations du nord. Rien de plus insignifiant, du reste, que le programme adopté par la convention : l'éloge du parti républicain et celui du président Grant en faisaient presque tous les frais. On y demandait le maintien et l'application de ce bill sur les droits civils, si mal observé à Cincinnati même, et la réforme des abus qui avaient pu se glisser dans l'administration. Deux points seulement étaient à noter dans ce manifeste aussi vide que diffus : une déclaration catégorique

contre toute subvention aux écoles où serait donné un enseignement religieux quelconque, ce qui ne pouvait manquer de déplaire aux catholiques, et un vœu vague et indéterminé en faveur de la reprise des paiemens en espèces, ce qui ne pouvait paraître suffisant aux intérêts commerciaux. Un amendement, ayant pour objet de rappeler et d'approuver le bill qui avait fixé au 1er janvier 1879 la reprise des paiemens en espèces, fut repoussé à une énorme majorité. Sur cette question importante, le parti républicain reculait donc au lieu d'avancer. On ne sembla point s'en apercevoir : l'assemblée, tumultueuse et préoccupée, prêtait à peine attention à la lecture du programme, et elle l'adopta presque sans discussion et comme une affaire de pure forme : toutes les pensées étaient concentrées sur la nomination qui allait avoir lieu le lendemain.

On avait pu se convaincre, à mesure que les délégués arrivaient, que M. Blaine avait beaucoup plus de partisans qu'on n'avait supposé : il était assuré d'obtenir, dès le premier tour de scrutin, au moins 280 voix, il lui manquerait donc seulement 80 ou 90 voix pour atteindre la majorité absolue, qui était 379. Or il était notoirement, suivant l'expression consacrée, le second choix de beaucoup de délégués, qui lui donneraient leur suffrage aussitôt qu'ils désespéreraient du succès de leur candidat préféré. M. Conkling, par contre, était beaucoup plus faible qu'on ne l'avait cru. On avait pensé que la délégation pensylvanienne, après avoir voté pour M. Hartranft, reporterait au second tour ses 68 voix sur M. Conkling : or ces délégués déclarèrent hautement, dès leur arrivée, qu'à raison du mauvais vouloir que les représentans et les journaux de New-York avaient témoigné pour l'exposition de Philadelphie, ils ne voteraient en aucun cas pour le sénateur de New-York. Cette situation dérangeait les calculs de M. Morton et de M. Bristow. Ceux-ci avaient compté que les forces de M. Blaine et de M. Conkling se balanceraient, et connaissant la haine implacable qui animait ces deux hommes politiques l'un contre l'autre, ils avaient calculé que, pour prévenir le triomphe d'un rival détesté, tous deux préféreraient assurer le succès d'un troisième candidat. En prévision de cette éventualité, M. Morton et M. Bristow s'étaient mutuellement promis de réunir leurs voix sur celui d'entre eux qui obtiendrait le plus de suffrages au premier tour, engagement qui ne fut pas tenu en temps utile par les amis de M. Morton. Le scrutin s'ouvrit le 15 juin, au milieu d'une agitation indescriptible : une foule énorme encombrait les galeries de la vaste enceinte au milieu de laquelle la convention siégeait, et on avait peine à en contenir les manifestations bruyantes. Quatre tours de scrutin se succédèrent presque sans variation : les voix de M. Blaine oscillaient de 280 à

292, M. Bristow, qui venait le second, ne dépassait pas 120 voix; 300 voix environ se répartissaient entre les autres candidats; M. Hayes demeurait invariablement avec 68 suffrages. Au cinquième tour, un petit incident se produisit. Le chef de la délégation du Michigan annonça qu'après avoir jusque-là partagé ses suffrages entre M. Blaine et M. Hayes, cette délégation votait désormais unanimement pour Hayes, pour l'homme qui avait trois fois triomphé de la démocratie dans son état. Cette défection fut compensée pour M. Blaine par les voix nouvelles qui se portèrent sur lui en abandonnant quelque autre candidat. Au sixième tour, M. Blaine atteignit 308 voix et M. Hayes, devenu le second, n'en avait encore que 113. Il ne manquait plus à M. Blaine qu'une soixantaine de voix pour atteindre à la majorité absolue : son triomphe parut tellement inévitable, qu'une coalition se forma instantanément entre tous ses compétiteurs, dont on annonça le désistement en faveur de M. Hayes. Le septième tour de scrutin donna donc le résultat suivant : Hayes 384 voix, Blaine 351, Bristow 21. M. Hayes avait 5 voix de plus que la majorité absolue. M. Wheeler, représentant de New-York, fut ensuite choisi, à la presque unanimité, pour candidat à la vice-présidence.

M. Rutherford Hayes, que la convention venait de choisir comme candidat du parti républicain à la présidence, était à peu près inconnu en dehors de l'Ohio, son état natal. Les présidens Polk et Pierce n'étaient guère plus connus lorsque pareille aventure leur arriva. La discipline des partis est tellement rigoureuse aux États-Unis que l'obscurité d'un candidat n'est jamais un obstacle à son succès : la désignation par une convention régulière suffit pour l'investir immédiatement de tous les mérites et met à son service une immense publicité. Inconnu la veille, il est exalté le lendemain par mille journaux, et des centaines d'orateurs, parmi lesquels se trouvent souvent des hommes politiques plus connus et plus autorisés que lui, parcourent la confédération pour célébrer ses louanges dans une interminable série de réunions publiques. Deux jours après le vote de la convention de Cincinnati, il n'était pas un seul Américain qui n'eût lu au moins une biographie de M. Hayes, et, avant la fin de la semaine, son portrait était partout. M. Hayes est un homme jeune encore. Il est né, le 4 octobre 1822, à Delaware, dans l'Ohio; c'est un homme de loi comme les neuf dixièmes des personnages politiques de son pays. Après avoir étudié le droit à Cambridge, il s'établit avocat à Cincinnati et obtint le poste lucratif et recherché d'avocat de la ville. Lorsque la guerre civile éclata, il concourut à la formation du 23e régiment des volontaires de l'Ohio et fut élu major de ce régiment, dont il devint plus tard le colonel. Il se

conduisit très honorablement, fut blessé au combat de South-Mountain, et assista aux batailles de Cloyd-Mountain et d'Opequan; la fin de la guerre, il se retira avec le rang de brigadier, ou général de brigade, dans l'armée volontaire. Il dut à l'affection que lui portaient ceux de ses compatriotes qui avaient servi avec lui d'être immédiatement envoyé au congrès comme représentant de l'Ohio; mais il y fit médiocre figure. Réélu en 1866, il donna sa démission l'année suivante, par suite de son élévation aux fonctions de gouverneur de son état. Il fit preuve dans ce nouveau poste des qualités qu'il avait montrées partout : la modestie, l'affabilité, l'exactitude et l'application à ses devoirs. Après une seconde élection, dont il fut honoré en 1869, il parut vouloir se retirer de la vie publique pour se consacrer à sa profession et à l'éducation de ses nombreux enfans. Il était devenu, par un héritage, le plus grand propriétaire terrier de l'Ohio, il en était demeuré l'homme le plus populaire; aussi en 1875, lorsque les républicains de cet état voulurent réparer l'échec qu'ils avaient subi aux élections de l'année précédente, ils allèrent chercher M. Hayes dans sa retraite et lui imposèrent la candidature au poste de gouverneur. Le résultat répondit à leur attente : M. Hayes fut élu une troisième fois, et c'était cette élection qui lui valait la candidature à la présidence.

M. Wheeler est à peine plus âgé que M. Hayes; il est né, le 3 juin 1819, à Malone, dans l'état de New-York. Après avoir étudié le droit à l'université de Vermont, il revint à Malone et y exerça pendant sept ou huit années la profession d'avocat. Il se mit ensuite dans les affaires et devint successivement secrétaire-général, puis président d'une compagnie de chemin de fer. Depuis 1857, M. Wheeler a joué un rôle actif dans la politique locale : il a siégé près de dix années soit dans la chambre des députés, soit dans le sénat de l'état de New-York, et depuis 1868 il est l'un des représentans de cet état au congrès. La part qu'il a prise aux travaux de la chambre, ses relations avec le président Grant, la négociation et l'heureuse issue du compromis qui a pacifié la Louisiane, l'ont mis en évidence, et il est beaucoup plus connu que M. Hayes. Les considérations qui ont dicté le choix de son nom se devinent aisément. Depuis 1860, le président a toujours appartenu à l'ouest; en prenant encore pour candidat un homme de l'ouest, les républicains devaient un dédommagement aux populations du nord, et l'état de New-York pèse d'un trop grand poids dans la balance électorale pour qu'on n'essayât point de s'assurer ses suffrages. Ajoutons que les compagnies de chemins de fer, groupées en divers syndicats, se mêlent activement à la politique et exercent une influence considérable sur les élections. M. Wheeler, en relations étroites avec toutes les compagnies,

leur a rendu de trop grands services, lorsqu'il était président et rapporteur du comité des chemins de fer dans la chambre des représentans, pour n'avoir pas le droit de compter sur tout leur appui.

Les candidats qui avaient été écartés par la convention de Cincinnati se sont empressés d'adresser le jour même, par le télégraphe, à leur heureux compétiteur leurs félicitations et la promesse du concours électoral le plus dévoué; mais ce sont là des démonstrations de pure forme, inspirées par la bienséance et imposées par la discipline, et sur lesquelles on ne saurait faire grand fonds. Ni M. Hayes ni M. Wheeler ne comptaient d'assez grands services publics et n'avaient un nom assez éclatant pour apporter par eux-mêmes une grande force au parti qui les adoptait comme ses candidats. Les chefs des républicains semblèrent appréhender que l'opinion publique ne fît mauvais accueil à leurs choix et à leur programme. Il est d'usage que les candidats désignés fassent connaître leur acceptation par une lettre qui est rendue publique; il fut entendu que M. Hayes attendrait, pour publier la sienne, que les démocrates eussent choisi leurs candidats et fait connaître sur quel terrain ils entendaient se placer. La lettre d'acceptation de M. Hayes aurait alors la valeur d'un second programme qui réparerait les omissions de celui qui avait été voté à Cincinnati.

II.

Cette résolution du parti républicain était de bonne guerre. Ce n'était pas, en effet, sans dessein que les démocrates avaient fixé la réunion de leur convention au 27 juin, quinze jours plus tard que la convention de Cincinnati. Ils avaient eu soin de choisir également une ville de l'ouest, Saint-Louis du Missouri, pour tenir leurs grandes assises électorales. Ici, les candidats en présence étaient moins nombreux qu'à Cincinnati. Si les démocrates du sud, qui faisaient la véritable force du parti, puisqu'ils lui apportaient des votes assurés, n'avaient écouté que leurs prédilections personnelles, ils auraient unanimement donné leurs suffrages à M. Bayard, sénateur du Delaware, qui a lutté pour eux avec la plus grande énergie, pendant et depuis la guerre, alors qu'il représentait presque seul le parti démocratique au sein du sénat. Ce choix eût été justifié par les services éminens, la vie publique et privée et l'irréprochable caractère du candidat; mais les délégués du sud avaient arrêté entre eux de ne porter leurs suffrages sur aucun homme politique appartenant à leur région, afin de ne donner prise à aucune insinuation malveillante. Ils voulaient que le candidat du parti fût

pris au nord ou dans l'ouest, afin qu'on ne pût suspecter la franchise avec laquelle ils acceptaient les résultats de la guerre. On leur avait suggéré, à ce point de vue, de réunir leurs voix sur le général Hancock, qui a si brillamment combattu dans les rangs des fédéraux, et dont le nom éveille de nombreuses sympathies dans toute l'Union; mais le choix d'un général eût été une inconséquence de la part d'hommes politiques qui, depuis sept ans, protestent aussi énergiquement contre le régime militaire, et réclament, au nom de leurs droits méconnus, le rétablissement du gouvernement civil. Comme le général Hancock, M. Joel Parker, gouverneur du New-Jersey, pouvait invoquer un passé irréprochable et les services signalés qu'il avait rendus à la cause fédérale pendant la guerre; mais il n'était pas suffisamment connu en dehors du petit état auquel il appartient. Un des sénateurs de l'Ohio, M. Thurman, homme de mérite et de bonne réputation dans toute la vallée du Mississipi, aurait eu des chances sérieuses, s'il n'avait éprouvé un échec dans son propre état : la convention préparatoire de l'Ohio lui avait préféré, à une assez forte majorité, un candidat *inflationiste*, M. Allen, le concurrent malheureux de M. Hayes. Les opinions économiques de M. Allen rendaient sa candidature inacceptable pour le nord et le mettaient hors de cause; restaient donc deux candidats seulement : M. Hendricks, gouverneur de l'Indiana, et M. Tilden, gouverneur de New-York.

M. Hendricks, très bien vu dans tout l'ouest, possédait une grande popularité personnelle dans son état, mais il était douteux que, malgré cette popularité, il pût emporter le vote de l'Indiana sans un programme *inflationiste*, qui eût assuré la défaite du parti. Les démocrates en effet se croyaient sûrs du vote de tous les états du sud, ils comptaient sur un ou deux des petits états du Pacifique, mais ils ne pouvaient rien attendre de l'Ohio, qui voterait certainement pour Hayes et qui entraînerait les états voisins; les républicains étaient également maîtres de tous les états du nord : les démocrates ne pouvaient donc espérer la majorité qu'autant qu'ils l'emporteraient dans l'état de New-York et dans le New-Jersey, où l'opinion est à peu près unanime en faveur de la circulation métallique. Le choix que les républicains avaient fait de M. Hayes pour se concilier l'ouest imposait en quelque sorte aux démocrates de prendre à New-York leur point d'appui et leur candidat.

M. Tilden se recommandait d'ailleurs par plus d'un titre au choix des démocrates; c'est un vétéran du parti, c'est un homme d'une incontestable valeur et d'une réputation inattaquable. Né à New-Lebanon, dans l'état de New-York, en 1814, M. Tilden est le représentant d'une des plus vieilles familles anglo-américaines. Un

Tilden était maire de Tenterden, dans le comté de Kent, à la fin du XVIe siècle; un autre contribua à l'équipement de la célèbre *Fleur-de-Mai* qui amena en Amérique l'avant-garde des puritains; un autre encore fut au nombre des premiers colons de la baie de Massachusetts. Un descendant de celui-ci, le grand-père du gouverneur, vint le siècle dernier s'établir à New-Lebanon, et le domaine patrimonial n'est point sorti de la famille. Par le côté maternel, M. Tilden descend du colonel John Jones, beau-frère d'Olivier Cromwell, et l'un des juges du malheureux Charles Ier. Ce sont là des origines qui le recommandent aux sympathies des puritains de la Nouvelle-Angleterre.

Le père de M. Tilden était ami intime de Martin Van Buren, qui devait succéder comme président au général Jackson : aussi le fils fut-il enrôlé de bonne heure dans le parti démocratique. Il débuta en 1832, à l'âge de dix-huit ans, par une brochure en faveur de la politique de Jackson, il soutint ensuite de sa plume et de sa parole la candidature de Van Buren. En 1845, il fut élu membre de l'assemblée des députés de New-York et de la convention chargée de réviser la constitution de l'état. Bien qu'il se fût distingué dans ces deux assemblées, il renonça à la politique à partir de 1847 et se consacra exclusivement au barreau, où il gagna par son savoir et son talent une fortune très considérable. Il n'est rentré dans la vie publique qu'en 1872; à ce moment, le parti démocratique, à New-York, et l'état entier, étaient dominés par une coterie dont le chef était le trop fameux Tweed. Cette coterie achetait à beaux deniers comptans les sénateurs et les députés de l'état, les conseillers municipaux de New-York et jusqu'aux juges, afin de piller impunément les finances publiques et les finances municipales. Le budget de la ville de New-York était devenu plus élevé que celui de Paris, et la dette municipale s'accroissait d'un emprunt tous les ans. Il n'y avait point à lutter contre cette coterie : au jour des élections, elle s'assurait la majorité en achetant les votes. Le parti démocratique portait la responsabilité de cette domination honteuse qu'il était réduit à subir. M. Tilden ferma son cabinet et annonça qu'il allait entreprendre la lutte contre Tweed et ses associés; il fit appel aux honnêtes gens de tous les partis, organisa un comité central et des comités locaux, parla, écrivit sans relâche, se prodigua de toute façon et finit par arracher la majorité aux corrupteurs et par les écarter des assemblées publiques. Élu gouverneur à la suite de cette brillante campagne, il a fait instituer des poursuites contre tous ceux qui avaient malversé, il a fait flétrir et dégrader les juges qui s'étaient vendus, il a fait arrêter Tweed lui-même, qui a été condamné à subir un emprisonnement et à restituer 6 millions de dollars à la ville de New-

York. Malheureusement il restait au concussionnaire assez de millions pour corrompre ses gardiens, et il a réussi à s'évader de la prison. Poursuivant sa tâche, M. Tilden s'est empressé de réduire le personnel et les dépenses de l'administration, il a ramené le budget de l'état à ses anciennes proportions, et, conformément à ce qu'il avait annoncé, il a pu diminuer les taxes publiques.

Cette lutte de trois années, avec ses péripéties et avec les incidens romanesques qui l'avaient marquée, avait appelé l'attention universelle sur M. Tilden : elle avait familiarisé tous les Américains avec son nom. On ne pouvait se dispenser d'établir un contraste entre l'administration fédérale, où chaque jour était marqué par un scandale, et l'administration de New-York, où chaque jour amenait une réforme. Qui pouvait détruire les abus, faire justice des concussionnaires, ramener la probité et l'économie dans les services publics, mieux que l'homme qui avait donné des preuves si éclatantes de sa droiture et de son énergie? Le mot de réforme était dans toutes les bouches, et il semblait que ce mot fût inséparable du nom de Tilden. En cet état de choses, on devait croire que tous les suffrages se porteraient sur le gouverneur de New-York; mais dans sa tâche de réformateur il avait heurté des intérêts, froissé des amours-propres qui se retournaient contre lui. Une intrigue s'ourdit à New-York même pour faire échouer sa candidature, à l'aide du règlement des conventions démocratiques, qui exige une majorité des deux tiers. On vit avec surprise à Saint-Louis des délégués de New-York insinuer que M. Tilden n'était pas assuré de la majorité dans son état, parce que son nom y produirait un schisme parmi les démocrates, tandis que le parti se réunirait tout entier autour d'un candidat étranger. On ajoutait que la candidature de M. Tilden froisserait les démocrates de l'Ohio, qui imputaient à l'influence et aux démarches du gouverneur de New-York, adversaire déclaré du papier-monnaie, l'échec essuyé par M. Allen en octobre 1875 : mieux valait prendre un candidat moins absolu dans ses idées, et qui pût se concilier les *inflationistes* de l'ouest. M. Hendricks était indiqué comme pouvant remplir ce rôle à merveille. Cette intrigue échoua piteusement : au premier tour de scrutin, M. Tilden eut 403 voix, M. Hendricks en eut seulement 133 et le général Hancock 75; dès le second tour, M. Tilden eut beaucoup plus que le nombre de voix nécessaire. Par une inspiration habile, ses partisans prirent l'initiative de proposer pour la vice-présidence M. Hendricks, dont le nom fut l'objet d'une acclamation si unanime et si flatteuse qu'un refus devint impossible. M. Hendricks se trouva ainsi obligé de courir la même fortune que M. Tilden, dont il était le concurrent. La liste démocratique est l'exacte contre-

partie de la liste républicaine : elle porte un nom pris dans l'ouest et un nom pris à New-York.

Le programme de la convention de Saint-Louis, fort supérieur comme rédaction aux documens ordinaires de ce genre, est d'une netteté et d'une précision remarquables. Il est l'œuvre de M. Manton Marble, directeur du plus important des journaux du parti démocratique, du *World*, de New-York. Ce manifeste débute par une déclaration très explicite en faveur de l'intégrité de la confédération et une acceptation non moins formelle de tous les changemens constitutionnels qui ont été la conséquence de la guerre. Passant ensuite en revue, pour la stigmatiser, la conduite des républicains depuis qu'ils sont devenus maîtres du pouvoir, il réclame le rétablissement de la suprématie de l'autorité civile sur le pouvoir militaire et la fin du régime d'exception. Il flétrit les scandales de toute nature qui ont étonné et affligé la nation, il en déduit la nécessité d'éloigner du pouvoir les hommes qui en ont fait un si triste usage, et d'introduire de profondes réformes dans toutes les branches de l'administration. Enfin il insiste sur le devoir de reprendre les paiemens en espèces, tout en demandant le rappel du bill de 1875, qui n'a été qu'un leurre, puisqu'il n'a été suivi d'aucune des mesures nécessaires à sa mise à exécution. C'est là le point délicat du manifeste, car cette demande de rapporter une mesure d'un caractère bien défini peut être présentée comme une concession aux *inflationistes*, tandis que les déclarations dont elle est accompagnée en faveur du retour aux paiemens en espèces, pourraient être considérées comme étant de pure forme. Toutefois on ne s'était même pas attendu à ce que le manifeste du parti démocratique fût aussi net et aussi explicite sur la question de principe; les républicains s'étaient même flattés que les partisans et les adversaires de la circulation métallique ne réussiraient pas à se mettre d'accord sur une formule, et qu'une scission éclaterait à Saint-Louis. Il ne s'est trouvé au sein de la convention démocratique que 83 voix pour appuyer une déclaration en faveur de l'extension du papier-monnaie, et la minorité s'est ralliée sans protestation au manifeste qui condamne ses doctrines. On peut donc dire que les démocrates ont fait un pas en avant, puisqu'ils sont partis de théories erronées pour arriver à professer les véritables principes économiques, et que les républicains, en effaçant de leur programme le maintien du bill de 1875 dont ils sont les auteurs, pour s'en tenir à une simple déclaration théorique, ont fait un pas en arrière.

Ce fut ainsi que l'opinion publique en jugea. Les amis de M. Hayes ne tardèrent pas à s'inquiéter de la froideur avec laquelle sa candidature était accueillie et de la réserve sur laquelle se tenaient les

républicains libéraux. Le seul remède leur parut être la publication immédiate d'une lettre d'acceptation de nature à ramener les dissidens. La lettre de M. Hayes a été aussi habile que le manifeste de la convention avait été maladroit. Pour effacer la fâcheuse impression produite par les discours violens prononcés à Cincinnati, M. Hayes a pris un ton conciliant vis-à-vis des populations du sud, auxquelles il ne demande que d'accepter les faits accomplis; il leur promet, si la paix publique n'est pas troublée et si les lois sont obéies, un traitement équitable, le respect des pouvoirs locaux et toute l'assistance de l'autorité fédérale dans les entreprises de nature à ranimer leur prospérité. Il appelle de ses vœux le jour où les souvenirs du passé, et avec eux toute distinction entre le nord et le sud, auront disparu. Ce langage est bien différent, on le voit, de celui que M. Blaine et M. Morton ont tenu, cette année encore, au sein du congrès. M. Hayes se prononce catégoriquement en faveur de la reprise des paiemens en espèces; il promet sa sanction à toutes les mesures législatives qui seront proposées pour faire honneur aux engagemens de la nation et mettre fin à une situation préjudiciable aux intérêts généraux du pays. Abordant de front la question de la réforme administrative que le manifeste de Cincinnati avait éludée, M. Hayes s'exprime sur ce sujet avec une vivacité et une netteté que le démocrate le plus ardent ne désavourait pas. Son langage mérite d'être cité; il sera curieux d'entendre de la bouche d'un homme qui a vu les choses de près la critique des mœurs administratives des États-Unis.

« Il y a plus de quarante ans que s'est développé, pour la nomination aux emplois, un système basé sur la maxime que les dépouilles appartiennent au vainqueur. La règle ancienne, la règle véritable, que l'honnêteté, la capacité et la probité constituent les seuls titres aux emplois, et qu'il n'est point d'autres droits, a fait place à la conviction que les services rendus aux partis politiques doivent seuls être comptés. Tous les partis, tour à tour, ont mis ce système en pratique. Depuis sa première application, il a subi une modification essentielle, mais qui a été loin de l'améliorer. Au début, le président directement, ou par les chefs des départemens ministériels, faisait toutes les nominations; mais peu à peu la désignation des fonctionnaires, dans la plupart des cas, a passé aux membres du congrès. Les emplois publics sont ainsi devenus la récompense, non-seulement de services rendus à un parti, mais de services personnels rendus aux chefs des partis.

« Ce système détruit l'indépendance des départemens ministériels; il mène tout droit à l'extravagance dans les dépenses et à l'incapacité dans le personnel : il est une tentation à la malhonnêteté, un obstacle

à cette surveillance minutieuse et à cette sévère responsabilité qui peuvent seules assurer la probité et l'efficacité des services publics; il est cause que les fonctionnaires indignes ne sont ni promptement révoqués ni sûrement punis : il abaisse de toutes les façons la dignité des services civils et la moralité de l'administration. Les membres du congrès, en grande majorité, j'en suis sûr, voient un intolérable fardeau dans la responsabilité qu'il fait peser sur eux, et le considèrent comme une entrave inexcusable dans l'accomplissement de leurs véritables devoirs de législateurs. Il doit disparaître. Il faut que la réforme soit générale, radicale et complète. Nous devons revenir aux maximes et à la pratique des fondateurs de notre gouvernement, et, s'il le faut, écrire dans la loi les règles qu'ils suivaient invariablement. Ils ne désiraient, ils n'attendaient des fonctionnaires publics aucun service pour leur parti. Ils entendaient que les fonctionnaires publics se consacrassent exclusivement à l'administration et au peuple. Ils entendaient que le fonctionnaire fût assuré de conserver son emploi aussi longtemps que son honorabilité demeurerait intacte et qu'il s'acquitterait convenablement de ses fonctions. Si je suis élu, je dirigerai l'administration d'après ces principes, et toute l'autorité du pouvoir exécutif sera consacrée par moi à l'accomplissement de cette réforme. »

Comme garantie de l'engagement qu'il prend ainsi, et afin de n'être arrêté par aucune considération dans l'accomplissement de cette tâche, M. Hayes annonce son irrévocable résolution de ne pas accepter une seconde candidature. Il termine et résume ainsi sa lettre :

« Une administration organisée d'après un système qui lui assurera pureté, expérience, capacité et économie, la préoccupation unique du bien général dans le choix des hommes, la poursuite prompte, efficace et implacable et le châtiment de tout fonctionnaire qui manquera à son devoir, une circulation solide et sûre, une éducation étrangère à l'esprit de secte et accessible à tous, la simplicité et la frugalité dans la vie publique et privée, un esprit de bonne et fraternelle intelligence répandu dans toutes les sections et toutes les classes du pays, nous permettraient raisonnablement d'espérer que le second siècle de notre existence nationale sera, avec la bénédiction de Dieu, une ère de bonne harmonie, une période de progrès, de prospérité et de bonheur. »

Cette lettre a produit une vive et profonde impression. Les républicains libéraux s'en sont déclarés très satisfaits : ils ont annoncé qu'ils se ralliaient à la candidature de M. Hayes, et ils en sont devenus en effet les plus chauds défenseurs. L'union se trouve ainsi rétablie dans les rangs du parti républicain. Toutefois on assure que

le président s'est montré froissé du silence absolu que M. Hayes a gardé à son égard, et qui semble faire retomber sur lui personnellement tout le poids des critiques dirigées contre l'administration. Les chefs du parti républicain, dans les deux chambres du congrès, auraient fait observer avec une certaine aigreur que M. Hayes ne laissait plus rien à dire aux démocrates, et que ceux-ci pouvaient se borner, pour tout argument, à invoquer et à reproduire le langage du candidat républicain.

C'était au tour de M. Tilden de prendre la parole. Sa lettre s'est fait longtemps attendre : on est allé jusqu'à prétendre que l'accord était impossible avec M. Hendricks, et que le gouverneur de l'Indiana allait décliner la candidature à la vice-présidence. Il n'en était rien. M. Hendricks et M. Tilden, qui ont eu, à quinze jours de distance, deux conférences aux eaux de Saratoga, sondaient l'opinion publique et cherchaient à ramener les plus modérés des *inflationistes* en leur donnant une apparente satisfaction. M. Hendricks demanda et obtint que l'on fît voter par la chambre des représentans l'abrogation de la clause du bill de 1875 qui fixe au 1er janvier 1879 la reprise des paiemens en espèces. Ce vote d'abrogation ne tirait pas à conséquence, puisqu'il ne pouvait manquer d'être annulé par un vote contraire du sénat, mais il prouverait que le parti démocratique ne se considère pas comme lié par cette date de 1879, dont la trop grande proximité effraie beaucoup d'esprits dans l'ouest, en leur faisant appréhender une crise à bref délai, avant que les effets de la crise commerciale de 1873 aient pu être effacés. La chambre des représentans a été amenée, non sans peine, à voter la proposition de rappel que M. Hendricks souhaitait, mais en reconnaissant le caractère obligatoire et la nécessité de la reprise des paiemens en espèces, et en décidant qu'une commission serait chargée d'étudier et de proposer les mesures nécessaires pour l'exécution la plus prompte possible des engagemens de l'état. Le 5 août dernier, le vote de la chambre ne paraissant plus douteux, M. Tilden a publié sa lettre d'acceptation. Cette lettre, fort bien faite et fort intéressante, a le tort d'être démesurément longue. C'est un petit traité d'économie politique et de finances, dans lequel M. Tilden explique avec clarté et à l'aide de chiffres comment les dépenses excessives du gouvernement ont épuisé les épargnes de la nation et raréfié les capitaux, dont la disparition a pour conséquence la stagnation des affaires et la paralysie de l'industrie. Il s'attache à démontrer que les appréhensions excitées par la perspective d'une reprise des paiemens en espèces sont chimériques, et que le retour de la circulation métallique sera au contraire le remède aux souffrances dont on se plaint. Il accuse les républicains

d'avoir joué une comédie en fixant une date pour la reprise des paiemens en espèces, sans s'occuper de préparer les moyens de l'accomplir, et en dissipant au contraire l'encaisse métallique du trésor fédéral. M. Tilden expose alors, en prenant pour bases de ses calculs le chiffre des *green-backs* et des billets de banque en circulation, et les cautionnemens déposés par les banques, la série des mesures qui permettraient d'arriver graduellement, mais dans une courte période, à la reprise des paiemens en espèces, non-seulement sans causer aucune secousse et sans ajouter à la langueur des affaires, mais en aidant au réveil de leur activité. Cette discussion, un peu longue, mais d'une grande clarté, ne peut manquer de plaire à un peuple aussi pratique que les Américains.

Sur la réforme administrative, M. Tilden est naturellement aussi affirmatif et aussi explicite que M. Hayes; de plus il est fondé à demander comment ceux-là pourront accomplir la réforme qui l'ont rendue nécessaire par leur conduite, et qui ne se sont soutenus au pouvoir que par les abus qu'ils dénoncent aujourd'hui. M. Tilden signale comme un danger pour les libertés publiques la multiplication constante du nombre des fonctionnaires, qui, nommés exclusivement à raison des services politiques qu'ils ont rendus ou que l'on attend d'eux, subissent constamment la pression des prétendans au pouvoir, ne s'appartiennent plus et constituent une sorte d'armée mercenaire à la discrétion du parti dominant. M. Tilden ne se borne pas à demander que la nomination et la révocation des fonctionnaires fédéraux soient désormais entourées de garanties sérieuses; il réclame la suppression de tous les emplois inutiles, qui n'ont été créés que pour mettre un plus grand nombre de places à la disposition des personnages politiques. Enfin, renchérissant sur son compétiteur, il demande qu'on introduise dans la constitution un amendement à l'effet d'interdire la réélection de tout président. A l'égard du sud, la justice, l'impartialité et un esprit de conciliation de la part du gouvernement et des fonctionnaires fédéraux, paraissent à M. Tilden les plus sûrs moyens de ramener le calme au sein des populations, de leur faire oublier les exactions et les dilapidations dont elles ont souffert, et de rétablir la bonne harmonie entre tous les enfans d'une même patrie.

La lettre de M. Hendricks, publiée le même jour que celle de M. Tilden, est conçue dans le même esprit, mais elle est beaucoup plus courte. Il n'y faut relever qu'une affirmation très catégorique de l'obligation et de la nécessité de la reprise des paiemens en espèces, à la condition que cette opération soit préparée et sagement conduite. Cette déclaration avait son importance sous la plume de M. Hendricks parce qu'elle enlève aux républicains le droit de dire

que leurs adversaires ne sont pas les partisans sincères d'une circulation métallique, et que leur arrivée au pouvoir en reculerait le rétablissement.

III.

Voici donc les candidats en présence. Les deux drapeaux sont déployés, et la campagne électorale est ouverte. Désormais tous les incidens qui se produiront, tous les actes de l'administration, tous les votes du congrès, ne seront plus envisagés et n'auront plus d'importance qu'au point de vue de l'influence qu'on leur attribuera sur les mouvemens de l'opinion publique et sur l'issue de l'élection présidentielle.

Le cabinet du général Grant, par suite de modifications successives, se trouve complétement transformé. Le président avait eu la singulière pensée de donner la succession du général Belknap à un ancien représentant de l'Ohio, M. Taft, qui occupait les fonctions de juge, et qui, de magistrat, fut improvisé ministre de la guerre. La première tournée d'inspection qu'il fit pour visiter les ouvrages qui défendent l'embouchure de l'Hudson jeta le nouveau ministre de la guerre dans de grandes perplexités et lui fit appréhender que l'amitié du général Grant n'eût trop présumé de ses aptitudes. Sur ces entrefaites, M. Pierrepont, l'avocat-général ou ministre de la justice, à qui le procès de Babcock avait valu mille ennuis et qui refusait tous les jours au président des révocations dont il ne voulait pas partager la responsabilité, sollicita le poste de ministre à Londres, qui était vacant. Le général Grant ne pouvait repousser la demande de M. Pierrepont, qui lui avait rendu de grands services personnels dans l'élection de 1872, et dont la candidature était appuyée par le secrétaire d'état, M. Fish. Les difficultés qui se sont élevées entre l'Angleterre et les États-Unis au sujet de l'application du traité d'extradition et qui doivent conduire forcément à la négociation d'un nouveau traité, rendaient opportun le choix d'un jurisconsulte pour la légation de Londres. M. Taft échangea avec une vive satisfaction le ministère de la guerre contre les fonctions d'avocat-général, et le portefeuille qu'il quittait fut donné à M. Donald Cameron. Le nouveau ministre de la guerre n'a jamais appartenu à l'armée; il est le fils du doyen des sénateurs, M. Cameron, qui représente la Pensylvanie au sénat depuis près d'un demi-siècle et dont la famille exerce une influence considérable dans cet état important. Ce n'était là que le prélude des changemens qui allaient s'accomplir.

Au lendemain de la convention de Cincinnati, M. Bristow, dont

la position au sein du cabinet était devenue intolérable, donna sa démission, et son exemple fut immédiatement imité par M. Bluford Wilson, chef du contentieux à la trésorerie, qui avait été le bras droit de M. Bristow dans sa lutte contre les fraudeurs. Le départ de M. Bristow et de M. Pierrepont mit le président à l'aise pour satisfaire ses ressentimens. Il attribuait la ruine de ses espérances aux procès qui s'étaient déroulés devant les assises du Missouri et qui avaient conduit à mettre Babcock en cause, et il ne pouvait pardonner à aucun de ceux qui avaient fait éclater cette mine sous ses pieds. Il destitua le procureur du district du Missouri, M. Dyer, coupable d'avoir fait son devoir, et M. Yaryan, dont les investigations avaient mis au jour la complicité des fonctionnaires des finances dans les fraudes commises au préjudice du trésor. Le président ne s'en tint pas à ces exécutions : au grand scandale de l'opinion, il accorda des remises de peine à quelques-uns des coupables que la justice avait frappés.

Le commissaire des terres publiques, M. Pratt, n'avait pas tardé à suivre dans sa retraite M. Bristow, dont il était l'ami. Il ne restait plus guère de l'ancien cabinet que le secrétaire d'état et M. Jewell, directeur-général des postes, à qui le président demanda brusquement une démission qui fut donnée sur l'heure. M. Jewell partit aussitôt pour le Connecticut, où ses concitoyens lui ont fait l'accueil le plus flatteur, et il a gardé un silence absolu sur ce qui s'était passé entre le président et lui. On se perdit en conjectures sur le mobile auquel le général Grant avait obéi. Les malveillans prétendirent que le tort de M. Jewell avait été de laisser poser sa candidature à Cincinnati. Les amis du général Grant assurèrent que le président n'avait consulté que les intérêts électoraux du parti républicain. Le choix fait de M. Hendricks par les démocrates menaçait de faire tourner l'Indiana contre les républicains, si l'on ne s'assurait d'une influence égale à la sienne dans cet état. En appelant à la direction générale des postes l'assistant de M. Jewell, M. Tyner, le président avait mis à la disposition d'un citoyen de l'Indiana assez de places à donner et de fournitures à distribuer pour contre-balancer les promesses que pouvait faire M. Hendricks.

M. Bristow a été remplacé à la trésorerie par M. Morrill, un des sénateurs du Maine. M. Blaine en a profité pour se faire désigner comme le successeur de M. Morrill par le gouverneur du Maine ; il a donné sa démission de représentant, et pris séance au sénat. En cessant d'être représentant, il a cessé d'être justiciable de la chambre; il a mis fin, de cette façon, à l'enquête instituée contre lui par ses adversaires politiques, et s'est assuré le repos nécessaire au rétablissement de sa santé. De tous les personnages sur lesquels

l'attention publique s'est portée depuis un an, il ne reste plus à faire connaître que le sort du général Belknap. Ce grand coupable a évité le châtiment matériel de ses fautes, grâce à l'échappatoire que le président lui avait ménagée, en se hâtant d'accepter sa démission et en la portant immédiatement à la connaissance de la chambre des représentans. Le débat sur la compétence, qui avait si vivement préoccupé la chambre, s'est renouvelé devant le sénat et s'est prolongé pendant plusieurs semaines. Le sénat a fini par se déclarer compétent à une assez forte majorité, et comme la culpabilité était établie par les aveux de l'accusé, il semblait que la condamnation dût s'ensuivre fatalement. Il n'en était rien; une partie des sénateurs républicains, pour ne pas condamner un coréligionnaire politique, se sont retranchés derrière l'exception d'incompétence. La majorité des deux tiers était nécessaire pour une condamnation; elle n'a pu se former, 38 voix seulement sur 61 s'étant prononcées pour la culpabilité de l'accusé. Parmi les sénateurs républicains qui ont voté dans ce sens, on a remarqué M. Morton. Les autres, et notamment M. Conkling, en motivant à haute voix leur vote, ont eu soin de dire expressément qu'ils ne se prononçaient pas sur la criminalité des faits imputés à Belknap, mais que, ne se croyant pas le droit de juger l'accusé, ils ne pouvaient le déclarer coupable. Trois sénateurs seulement ont voté que l'accusé n'était pas coupable, en motivant leur vote sur ce que les faits à sa charge ne leur paraissaient pas suffisamment établis. Le président du sénat a donc proclamé l'acquittement de Belknap; mais un acquittement dans de pareilles conditions équivaut à la plus flétrissante des condamnations, et, au point de vue de l'opinion publique, il en a eu tout le caractère et tous les effets.

La chambre des représentans a répondu à cet acquittement en adoptant le rapport du comité, qui avait soumis à une enquête la gestion du ministre de la marine, et en votant des résolutions qui frappent du blâme le plus sévère le directeur des constructions navales, M. Hansom, et le ministre, M. Robeson, et les déclarent indignes d'occuper leurs fonctions. Le président n'a tenu aucun compte de ces résolutions, et c'eût été le mal connaître que d'attendre de lui une conduite différente; mais elles n'en pèseront pas moins de leur poids dans la balance électorale.

Le vote de ces résolutions a précédé de quelques jours la clôture de la session, qui s'est terminée le 15 août au soir. Les trois derniers mois de cette session, l'une des plus longues dont on ait mémoire, ont été remplis par une lutte acharnée entre le sénat et la chambre des représentans à propos des questions des finances. L'antagonisme des deux chambres rendait impossible le passage de toute

mesure qui ne se rapportait pas aux affaires courantes; les démocrates s'étaient donc attachés au budget et avaient voulu se donner, aux yeux de la nation, le mérite d'être des dispensateurs économes de la fortune publique. Les réductions opérées par le comité du budget se sont élevées au chiffre énorme de 40 millions de dollars, soit un dollar par tête de contribuable. Malgré le laisser-aller et le désordre de l'administration fédérale, et bien qu'on eût laissé subsister beaucoup de dépenses sans objet depuis la fin de la guerre et conservé un grand nombre d'emplois inutiles, des réductions aussi considérables n'avaient pu être opérées sans enlever à quelques-uns des services publics une partie des crédits indispensables. Si le comité s'était borné à supprimer les dépôts d'armes et de munitions multipliés pendant la guerre, le train des équipages et les établissemens militaires devenus inutiles, avec leurs frais d'entretien et leur personnel, on n'aurait pu qu'applaudir à de telles mesures, en s'étonnant qu'elles eussent tardé aussi longtemps; seulement les républicains faisaient remarquer que les démocrates supprimaient du budget les sommes nécessaires à l'éclairage des phares et à l'entretien des balises et des signaux établis le long des côtes dans l'intérêt de la navigation, et qu'en même temps ils augmentaient de plusieurs millions le crédit affecté à des travaux publics d'une utilité et surtout d'une urgence contestable, mais qui étaient autant d'appâts jetés aux circonscriptions électorales assez avisées pour avoir choisi un démocrate comme représentant.

Le sénat décida de se mettre en travers de ce zèle excessif pour les économies ; il retourna à la chambre, avec de nombreuses modifications, les diverses lois de finances à mesure qu'elles lui arrivaient; mais la chambre maintint ses décisions, et les conférences entre les deux chambres n'aboutirent pas. Il en résulta qu'au 18 juin aucune des lois de finances n'était en état de recevoir la sanction du président. Le général Grant rappela à la chambre, par un message, que l'année financière expirait le 30 juin, et qu'à partir du 1er juillet l'administration ne disposerait plus d'un dollar pour payer les fonctionnaires et faire marcher les services publics. Il demandait en conséquence à la chambre, ou d'en terminer au plus tôt avec les lois de finances, ou de donner au gouvernement, par un bill, l'autorisation d'appliquer jusqu'à décision définitive les chiffres inscrits au budget de l'exercice 1875-1876. La chambre prit assez mal cette objurgation du président, mais elle ne pouvait encourir la responsabilité d'arrêter la marche de l'administration De nouvelles conférences s'ouvrirent entre les deux chambres, et, comme elles n'aboutissaient pas, il fallut bien donner au gouvernement l'autorisation provisoire qu'il avait demandée. L'accord fut

long et difficile à établir, les démocrates ne voulant pas renoncer au bénéfice électoral qu'ils attendaient des larges amputations imposées au budget. Le sénat obtint le rétablissement de certains crédits, mais il dut, par voie de transaction, consentir à des réductions considérables dans le personnel des diverses administrations et dans l'effectif de la marine. L'armée n'aurait pas été épargnée sans la guerre engagée contre les tribus coalisées des Sioux. La suppression de cinq cents employés a été imposée au service de la trésorerie. Dans le service des relations extérieures, vingt-deux consulats ont été supprimés, et un certain nombre de ministres plénipotentiaires devront être remplacés par de simples chargés d'affaires. Les dernières lois de finances n'ont pas été votées définitivement avant le 10 août. Le général Grant les a sanctionnées immédiatement; mais, par une intervention tout à fait inusitée, il s'est permis en même temps d'en faire la critique. Il est de règle, lorsque le président ne donne pas sa sanction à une mesure, qu'il fasse connaître aux chambres, par un message spécial, les motifs qui le déterminent à user de son droit de *veto;* mais jusqu'ici, quand un bill avait reçu la sanction présidentielle, on se bornait à en donner avis aux deux présidens. Le général Grant a innové sur cet usage: il a adressé à la chambre, au sujet du bill relatif aux travaux publics, un court message pour lui déclarer qu'il avait sanctionné ce bill à cause des dépenses utiles pour lesquelles des crédits y étaient inscrits, mais qu'il ne se tenait pas pour obligé de faire entreprendre des travaux dont l'utilité ne lui serait pas démontrée. C'était donner clairement à entendre que tous les votes qui auraient un caractère purement électoral demeureraient à l'état de lettres mortes, et que l'administration ne se chargerait pas de faire les affaires de ses adversaires. Grand émoi aussitôt parmi les démocrates; mais qu'y pouvait-on? S'il est interdit au président de faire la moindre dépense sans autorisation, on ne saurait lui interdire de ne pas faire une dépense autorisée. Les rieurs ont été du côté du président.

Le budget des relations extérieures a été également l'objet d'un message du même genre. Le président, en annonçant qu'il venait de sanctionner le bill, a fait observer aux deux chambres qu'il aurait pu en considérer certaines dispositions comme un empiétement sur la prérogative du pouvoir exécutif. La constitution a donné au président le droit de nommer des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires; elle lui confie la conduite des relations extérieures et la négociation des traités. Pour rendre l'exécution de cette mission possible, le congrès vote des crédits dont le chef du pouvoir exécutif dispose sous sa responsabilité, selon que l'intérêt natio-

nal lui paraît l'exiger. Les clauses du bill qui prescrivent la fermeture de tel et tel consulat pour une date déterminée, ou qui spécifient le grade du représentant des États-Unis près d'une cour, doivent être considérées comme des recommandations dont il sera tenu le plus grand compte; mais si l'on entendait leur attribuer un caractère purement obligatoire, elles constitueraient un empiétement sur le pouvoir exécutif dont elles entraveraient la liberté d'action.

On voit reparaître, dans ce message, la question toujours controversée du vote du budget par chapitres ou par articles, qui a été si souvent débattue en France et dans tous les pays qui ont des parlemens. Les assemblées, toujours jalouses d'étendre leur autorité, ont la prétention, sous prétexte de régler l'emploi des deniers publics, d'entrer dans le détail de l'administration; le gouvernement, qui a la responsabilité, qui voit les choses de plus près et qui est aux prises avec les difficultés de la pratique, défend de son mieux la liberté de son action. Le président des États-Unis a été jusqu'ici plus maître de l'administration qu'aucun monarque constitutionnel, et le général Grant n'est pas homme à laisser amoindrir son autorité. Le temps manquait pour des discussions spéculatives : aucun débat ne s'est donc engagé sur les deux messages du président; la chambre s'est contentée de les renvoyer à son comité judiciaire, qui en fera l'objet d'un rapport dans la session prochaine.

En résumé, après que l'accord a été établi entre les deux chambres, l'ensemble des crédits accordés pour l'exercice 1877 s'est trouvé inférieur d'un peu plus de 29 millions de dollars aux crédits votés pour 1876. Les républicains contestent l'exactitude de ce chiffre de 29 millions. Le budget de 1876 comprend 4 millions destinés à couvrir les insuffisances de recettes de l'exercice précédent et pourvoit à diverses dépenses, notamment à la célébration du centenaire de l'indépendance, qui ne doivent pas se reproduire en 1877. Ils prétendent qu'on profite, en 1877, sans les faire figurer ni en recettes ni en dépenses, de 2 millions de dollars provenant de crédits non employés. Enfin ils font remarquer que les démocrates n'ont pas seuls le mérite de l'économie, puisque du chiffre de 229,905,038 dollars qu'il atteignait en 1866, le budget des dépenses a été ramené, en 1875, à 171,521,818 dollars, et que le budget de 1876 a encore présenté une réduction de 13,318,322 dollars sur le précédent. Ces critiques et ces chiffres peuvent être exacts; mais, ainsi que le faisait justement observer un sénateur démocrate, M. Saulsbury, du Delaware, ce fait n'en demeure pas moins acquis que, dès la première session où les démocrates ont été

en majorité dans la chambre, ils ont trouvé moyen de faire encore 30 millions de dollars d'économies sur le dernier budget républicain. Ce ne peut manquer d'être un titre sérieux en leur faveur aux yeux des contribuables, c'est-à-dire des électeurs.

Aussi les républicains ont-ils senti la nécessité de ramener la question de l'administration du sud sur le premier plan. Tel a été l'objet d'un débat qu'ils ont soulevé dans les dernières séances du congrès. L'occasion leur en a été fournie par un incident déplorable, qui s'est produit le 8 juillet à Hamburg, petite ville de la Caroline du sud. Une compagnie de miliciens nègres paradait dans les rues de cette ville lorsqu'elle se trouva tout à coup en face d'une voiture découverte où étaient deux ou trois blancs. La rue où avait lieu cette rencontre était assez large pour permettre à une voiture de passer à droite ou à gauche des miliciens; mais les blancs qui étaient dans la voiture ne voulurent prendre ni d'un côté ni de l'autre et prétendirent garder le milieu de la rue. Une altercation s'ensuivit, puis les miliciens, après avoir demandé les noms des personnes qui étaient dans la voiture, prirent un côté de la rue et laissèrent les blancs poursuivre leur route comme ils le désiraient. Le lendemain, dès la première heure du jour, on vit arriver de tous côtés à Hamburg une foule de blancs armés jusqu'aux dents. Les miliciens noirs, inquiets, se rassemblèrent au lieu habituel de leurs réunions; ils ne tardèrent pas à s'y voir cerner et à recevoir une sommation d'avoir à livrer leurs armes. Après avoir parlementé longtemps et sur la menace qu'on ferait sauter la maison où ils étaient réunis, ils s'y décidèrent. A peine étaient-ils désarmés qu'on en prit quelques-uns dont les noms étaient portés sur une liste et qu'on les fusilla immédiatement. Les autres s'enfuirent dans toutes les directions; quelques blancs les poursuivirent à coups de fusil et en tuèrent ou blessèrent un certain nombre.

Rien n'est moins excusable que la conduite des blancs, et jusqu'ici aucun prétexte n'a été allégué pour justifier cette horrible boucherie. Les républicains n'ont pas manqué de l'invoquer comme la preuve qu'il y a, chez les blancs du sud, un parti-pris de ne permettre aux nègres l'exercice d'aucun de leurs droits, et qu'on veut, en intimidant les nouveaux affranchis par des massacres systématiques, les empêcher de s'associer, de former des compagnies de milice et de prendre part aux élections. On s'est demandé ce qu'allait faire le gouverneur de la Caroline du sud, M. Chamberlayn, qui passe pour un homme intègre et énergique, et si, vu le flagrant délit, il ordonnerait l'arrestation des coupables; mais le gouverneur n'a point osé mettre à cette épreuve la population blanche de Hamburg : il est allé à Washington se consulter avec le

président, et, à son retour, il a fait procéder à l'enquête par *coroner*. Le jury a rendu, le 1er août, un verdict d'accusation pour meurtre contre le général Butler, le colonel A. R. Butler, le docteur Pierce Butler, le révérend Keiling, contre 53 autres habitans des comtés d'Arden et d'Edgfield, dans la Caroline du sud, et contre 30 citoyens de la Georgie, dont l'arrestation et l'extradition ont été immédiatement demandées par M. Chamberlayn. Le gouverneur de la Caroline du sud est maintenant armé d'un arrêt de justice, et, s'il ne croit pas pouvoir compter sur l'obéissance de ses administrés pour faire procéder à l'arrestation des coupables, il pourra, aux termes de la constitution, réclamer l'assistance des troupes fédérales : il ne s'agit plus que de trouver des jurés assez courageux pour siéger et pour prononcer suivant leur conscience.

Dès le 20 juillet, le sénat avait demandé au président communication de tous les documens de nature à éclairer les pouvoirs publics sur les faits qui s'étaient passés à Hamburg. Le président a déféré à cette demande par un message, en date du 1er août, transmettant au sénat une lettre de M. Chamberlayn, la réponse que lui-même avait adressée, le 26 juillet, au gouverneur de la Caroline du sud, et divers rapports des autorités judiciaires. Cette communication n'a été demandée et n'a été faite que pour mettre entre les mains du parti républicain un dossier officiel où ses orateurs pourront puiser des argumens pendant la lutte électorale. Cela est si vrai que, parmi les documens communiqués par le président, il en est plusieurs qui n'ont aucun rapport avec le massacre de Hamburg et concernent d'autres états que la Caroline du sud. La lettre du président au gouverneur Chamberlayn n'est elle-même qu'un acte d'accusation contre la population du sud tout entière; c'est un véritable manifeste, qui va jusqu'à faire entrevoir la possibilité d'un renouvellement de la guerre civile, et qui résume, sous la forme la plus irritante et la plus amère, tous les argumens que le parti républicain peut invoquer en faveur de sa politique. On en jugera par quelques passages.

« La scène qui s'est passée à Hamburg, dit le président, cet acte cruel, sanguinaire et gratuit, que rien n'a provoqué, que rien ne justifie, n'a été, si odieux qu'il soit, que la répétition de ce qui est devenu, depuis quelques années, la règle dans d'autres états du sud, et notamment dans le Mississipi et la Louisiane. Le Mississipi est gouverné aujourd'hui par une administration nommée à l'aide de fraudes et de violences telles qu'on oserait à peine les imputer à des sauvages, et, à plus forte raison, à une population civilisée et chrétienne. Combien de temps cet état de choses durera-t-il, et quel en sera finalement le remède? Seul,

le grand arbitre de l'Univers le sait; mais c'est ma foi inébranlable que le remède viendra, qu'il viendra promptement et, je le désire de tout mon cœur, pacifiquement.

« Le nord n'a jamais eu le moindre désir d'humilier le sud. On ne demande pour aucun état rien qui ne soit libéralement accordé à tous les autres, si ce n'est le droit de tuer les nègres et les républicains sans avoir à appréhender de châtiment, sans même avoir à redouter le blâme et la déconsidération; ceci est un privilége qui semble avoir été réclamé par quelques états. »

Après avoir répété au gouverneur qu'il est complétement d'accord avec lui sur les devoirs qu'ils ont à remplir l'un et l'autre dans la circonstance, le président continue ainsi :

« Marchez, et que tout gouverneur d'un état où les mêmes dangers menaceront la paix publique marche résolûment dans l'accomplissement consciencieux de son devoir envers le plus humble comme envers le plus orgueilleux des citoyens. Je suis déterminé à vous soutenir jusqu'à la limite des pouvoirs que je tiens de la constitution et de la loi.

« Un gouvernement qui ne peut protéger la vie, la propriété et les droits civils des citoyens, parmi lesquels le plus important est la liberté du vote, un tel gouvernement manque à sa mission, et les opprimés doivent employer toute leur énergie, par les voies légales et constitutionnelles, à reconquérir les droits et la protection qu'on leur a enlevés. Une trop longue méconnaissance de ces droits conduit infailliblement à une révolution, à une révolution sanglante dont les maux atteignent les innocens aussi bien que les coupables. »

Les démocrates ont voulu enlever à leurs adversaires cet argument que l'élection d'un démocrate à la présidence compromettrait les libertés des affranchis. Un des représentans de New-York, M. Scott Lord, a présenté à la chambre une résolution déclarant, en substance, que tous les citoyens, sans distinction d'origine, de classe ou de couleur, ont un titre égal à la protection des lois, et que c'est un impérieux devoir pour le gouvernement d'assurer à tous la liberté du vote et l'exercice de tous leurs droits. Le vote de cette résolution, adoptée à l'unanimité, a été presque le dernier acte de la chambre des représentans. Les républicains n'ont vu dans cette initiative de M. Scott Lord qu'une manœuvre électorale; mais qu'a fait à son tour le gouvernement? Le ministre de la guerre, M. Cameron, a immédiatement adressé à tous les commandans militaires une circulaire où il commence par reproduire en entier le texte de la résolution de M. Lord, et il se fonde sur le vote de la chambre pour leur recommander de se tenir prêts à assurer partout la liberté

du scrutin. Comme les commandans des troupes fédérales ne peuvent agir que sur une réquisition régulière des autorités locales, et qu'ils doivent toujours déférer à une telle réquisition, la circulaire ministérielle n'est qu'une démonstration destinée à inspirer confiance aux agens du parti républicain, et à rassurer les électeurs nègres. C'est ainsi qu'aux États-Unis tout est perverti dans un dessein électoral : les discours des orateurs, les votes des chambres, les actes du gouvernement, quelquefois même les arrêts de la justice ne sont inspirés que par l'esprit de parti, et n'ont qu'un seul objet : favoriser ou prévenir le triomphe d'une candidature. Cela est surtout manifeste lorsqu'il s'agit de la première magistrature ; rien ne retient plus les intérêts que menace ou que surexcite la perspective d'un changement d'administration. Ce n'est pas seulement une crise matérielle, c'est une crise morale que ramène tous les quatre ans l'élection du président.

La clôture de la session, en rendant la liberté aux principaux orateurs des deux partis, a donné un redoublement d'activité à la lutte électorale. Les réunions publiques vont se multiplier dans toute l'étendue du territoire. Déjà M. Blaine, dans le Maine, et M. Morton, à Indianapolis, ont harangué les électeurs républicains en faveur de M. Hayes. Deux hommes considérables se sont prononcés pour M. Tilden : l'un est M. Charles-Francis Adams, dont le père et le grand-père ont été présidens, qui porte honorablement un nom historique et qui représentait les États-Unis à Londres pendant la guerre civile. L'autre est le général Franz Sigel, qui commandait l'artillerie fédérale pendant la guerre et qui jouit d'une grande popularité parmi les électeurs allemands. Dans tous les centres, les deux partis ont établi des comités qui se tiennent en permanence pour recevoir les adhésions, transmettre des instructions aux agens et communiquer avec les journaux. Le ministre de l'intérieur, M. Chandler, qui est président du comité national républicain, a déserté son cabinet pour se consacrer à la direction de la campagne électorale : tout son personnel est employé à diriger la distribution des brochures commandées en faveur de M. Hayes : *La Bible, la sécurité de nos institutions et la liberté religieuse, nos périls et nos espérances. — Le Vaticanisme en Allemagne et aux États-Unis. — Les Rapports de l'église et de l'état et les écoles publiques. — Les Démocrates, leurs violences, leurs proscriptions et leur intolérance. — Le Devoir pour le parti républicain de défendre les droits des hommes de couleur. — Jefferson Davis et l'amnistie. — La Nation peut-elle avoir confiance dans les démocrates?* Les démocrates, de leur côté, ont fait imprimer et distribuer à profusion des extraits de toutes les enquêtes auxquelles la chambre a procédé, et leurs

brochures présentent tous ces scandales comme autant de spécimens des vertus républicaines. Le ton des journaux est monté au même diapason. Le *Times* de New-York a traité en propres termes M. Tilden de voleur et de concussionnaire, et a prétendu qu'il ne s'était tourné contre Tweed que faute d'avoir pu s'entendre avec lui sur le partage des dépouilles de New-York. Demain peut-être quelque journal démocratique imputera-t-il à M. Hayes une friponnerie ou un assassinat. De part et d'autre on fait assaut de violences et de calomnies, et le lendemain de l'élection personne ne se souviendra des infamies qu'il aura avancées la veille.

Quelle sera l'issue de cette lutte, où les deux partis se croient tout permis pour triompher? C'est ce qu'il est encore impossible de prévoir. On a pu voir que les républicains avaient fait bon marché de leurs chefs et de leur passé pour se montrer des réformateurs aussi déterminés que leurs adversaires. De leur côté, les démocrates, après avoir voulu ménager les préjugés de l'ouest, se sont prononcés catégoriquement en faveur de la circulation métallique. Les deux programmes sont devenus à peu près identiques : la lutte ne porte plus sur les principes, mais sur les personnes. Si aucun incident imprévu ne se produit, elle tournera probablement au profit des démocrates. Les scandales qui ont été mis au jour dans la dernière session et qui ont été couronnés par l'acquittement de Belknap, ont produit un écœurement universel. La masse des électeurs indépendans, qui ne se laissent pas embrigader et s'abstiennent de prendre part aux luttes locales, se portera sur les candidats démocratiques en se disant que le plus sûr moyen d'arriver à une réforme est de retirer le pouvoir aux hommes qui en ont fait mauvais usage et d'essayer d'hommes nouveaux; mais la question de moralité et de probité administrative s'effacerait aisément devant la question d'humanité. Si les auteurs du massacre de Hamburg, si les hommes qui, sans provocation et sans motif, ont tué des nègres inoffensifs, échappaient au châtiment, si des faits de même nature venaient à se renouveler pendant la période électorale, si enfin, pour employer les termes perfides dont le général Grant s'est servi, il était démontré que le droit qui tient le plus au cœur des hommes du sud est celui de fusiller impunément les nègres, alors une irritation profonde éclaterait dans tous les états du nord et de l'ouest, on s'écrierait, d'une voix unanime, que le moment n'est pas encore venu d'enlever aux malheureux affranchis la protection du parti républicain et la tutelle de l'administration fédérale; l'élection de M. Hayes serait assurée, parce qu'elle semblerait l'unique moyen de prevenir l'effusion du sang innocent, et de sauver l'honneur de la nation américaine.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

LE

JAPON CONTEMPORAIN

I.

LES RÉCENS PROGRÈS. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.

A mesure que le centre de gravité du monde commercial tend à se déplacer vers l'Orient, l'attention publique, en Europe, s'arrête plus volontiers sur ces nations lointaines, dont elle se contentait jadis de savoir les noms; elle veut connaître leur constitution politique et sociale, leur développement historique, leurs ressources morales, économiques, financières. On ne demandait autrefois à la vieille Asie que de nous révéler l'origine des peuples sortis de son sein; la science interrogeait ses langues, ses monumens, ses religions, pour y découvrir les vestiges d'un passé reculé. C'était le domaine de quelques philologues. Sans négliger l'antiquité, on en veut aujourd'hui savoir plus sur le présent : le commerçant et le banquier s'informent du trafic qu'ils peuvent faire et des garanties qu'ils peuvent trouver; le politique s'enquiert des antagonismes qui peuvent surgir et des forces qui peuvent être mises en présence dans les conflits de l'avenir. L'ouverture du canal de Suez et l'extension de la navigation à vapeur ont fait entrer l'extrême Orient dans l'orbite européenne; désormais ses révolutions nous touchent, ses désastres nous atteignent, ses progrès nous profitent.

Aucune de ces contrées n'excite une plus vive curiosité que le Japon, longtemps inconnu et inaccessible, et tout à coup jeté dans la voie des transformations hâtives. Le spectacle qu'il offre est en effet unique, il faudrait remonter jusqu'à la Russie de Pierre le Grand pour en retrouver un autre analogue; mais il est difficile de

s'en faire une idée juste par quelques renseignemens épars, et les opinions européennes que nous renvoient les échos de la presse attestent généralement de profondes méprises. Tandis qu'aux yeux de certaines personnes le Japon demeure encore un pays à demi chimérique, bizarre et plongé dans la barbarie, d'autres, prenant à la lettre les réclames dont on accompagne chacun de ses progrès réels ou supposés, le regardent volontiers comme entré définitivement dans le concert des peuples civilisés. Cependant, sous les différences de race et d'habitudes, on retrouve ici les hommes ce qu'ils sont ailleurs, bons et mauvais à la fois, cupides et généreux, intelligens quand l'orgueil ne les aveugle pas; on voit se présenter les mêmes crises sociales et politiques, les mêmes problèmes économiques; les manières changent, les mobiles restent, et la féerie s'évanouit devant une réalité très positive. Mais, s'il n'est plus permis de reléguer le Japon parmi les nations réfractaires aux réformes, il ne faut pas oublier que ses facultés, sous ce rapport, se sont encore peu exercées et qu'il a une longue carrière à parcourir avant d'atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire une civilisation identique à celle de l'Occident. C'est une métamorphose complète qu'il a entreprise. Tandis que la Chine, au contact forcé de l'Europe, reste fidèle à ses vieilles traditions politiques, morales, administratives, et se promet d'arrêter à ses portes le flot dévastateur des coutumes étrangères, son voisin prétend dépouiller tout d'un coup la coque orientale où il a dormi durant vingt siècles et en sortir rajeuni pour se mêler aux peuples modernes. Après avoir essayé, dans de précédentes études, d'esquisser les caractères de la race à laquelle est proposée cette étrange transformation, nous voudrions la considérer au cours même de ce travail extraordinaire, marquer les pas faits en avant, les difficultés qui retardent ou arrêtent la marche, dire l'action qu'exerce sur le développement national la situation financière, économique, commerciale, politique, enfin les espérances ou les inquiétudes que l'état des esprits ou des ressources permet de concevoir pour l'avenir.

I.

Un voyageur qui, après dix ans d'absence, reviendrait aujourd'hui à Yeddo, aurait quelque peine à reconnaître, sous son nom moderne de Tokio, l'ancienne capitale. Ses yeux seraient frappés çà et là par des constructions de formes exotiques, des cheminées d'usines, des étalages de marchandises étrangères, des travaux de toute sorte, accomplis suivant des règles et pour des fins inconnues à l'ancien Japon, et, tandis qu'à son départ la diplomatie européenne était obligée d'employer la menace et de suivre de longues

négociations pour obtenir l'admission des ministres résidens en présence du souverain, il aurait vu avec surprise, le 2 janvier dernier, les principaux Européens employés par le gouvernement admis à venir saluer l'empereur et l'impératrice et introduits par un chambellan en frac, chamarré d'or, en présence de leurs majestés, qui répondaient aux saluts par une légère révérence. Il serait encore plus surpris de reconnaître quelques-uns des anciens hommes à deux sabres parmi les promeneurs, vêtus de redingotes étriquées et chaussés de bottines trop larges, qui circulent pacifiquement, le parapluie sous le bras. Enfin, ce qui le dérouterait par-dessus tout, c'est la quantité de noms nouveaux qu'il entendrait employer pour désigner certaines fonctions, certaines institutions et jusqu'à des divisions territoriales. Que si toutefois, remis d'un premier étonnement, il allait au fond des choses et se demandait quels changemens réels se sont accomplis, sous ces métamorphoses extérieures, il découvrirait peut-être qu'au demeurant, sous d'autres habits se cachent les mêmes cœurs, sous d'autres noms fonctionnent les mêmes choses, et qu'il retrouve les Japonais à peu près tels qu'il les a laissés. C'est là une vérité trop naturelle pour que l'on s'en irrite, mais que les peuples en voie de se transformer n'aiment pas à entendre. Le progrès véritable n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un décret; il faut du temps, beaucoup de temps, à une nation pour se donner une éducation toute nouvelle, et si l'effort et l'activité peuvent aider l'action des années, elles ne suffisent pas pour la remplacer. La civilisation se compose avant tout de matériaux intellectuels, qui ne se forment pas du jour au lendemain dans une nation, mais s'y déposent lentement et comme par alluvion.

Si l'on essayait de ramener à un mobile dominant tous les changemens auxquels nous assistons, on le trouverait sans doute dans ce besoin de paraître, dans ces exigences de la vanité, qui forment le trait saillant du caractère japonais. De là un grand nombre d'innovations dont on ne comprend pas la cause ou le but efficace, et qui coûtent souvent au pays plus cher qu'il ne serait sage de les payer. On se demande, par exemple, pourquoi des uniformes de sénateurs ont remplacé l'ancien costume dont le pays pouvait fournir l'étoffe, pourquoi, dans les cérémonies, on voit tous les fonctionnaires d'un grade inférieur affublés d'habits noirs où ils grelottent, pourquoi la construction des chemins de fer précède celle des routes, pourquoi enfin l'on fait à si grands frais des choses qui ne seraient pas moins utiles entreprises sur un pied plus modeste. La réponse qui s'impose à toutes ces questions, c'est qu'il faut frapper les yeux et montrer à l'Europe, coûte que coûte, le décor de la civilisation; mais ces tentatives maladroites, ces tâtonnemens, ces mesures inconsidérées ou excessives sont ordinairement

le propre des époques d'évolution populaire, et les contemporains dont elles blessent les yeux et les sentimens ne sauraient oublier, sous peine d'injustice, que c'est le patrimoine des générations à venir qui sortira de ces efforts incohérens. D'ailleurs au sein même de ce chaos il est de réels progrès qui frappent tous les regards, ce sont parmi les transformations actuelles celles qui répondent à un véritable besoin et constituent une amélioration de l'état général du pays.

Il n'est que juste de citer en première ligne, parmi les grands travaux publics entrepris par le gouvernement, l'arsenal maritime de Iokovska, car il est à la fois l'un des plus anciens, l'un des plus considérables et l'un des plus utiles. La fondation de l'arsenal, qui remonte à 1867, est l'œuvre de notre compatriote M. Verny, qui l'a dirigé jusqu'au 1er janvier 1876 : il occupe une superficie de 18 hectares dont 17,000 mètres de surface couverte; il emploie 1,200 ouvriers, dirigés par 30 employés français, dont 2 ingénieurs, et 56 officiers japonais; la construction a coûté 1,400,000 piastres, et les dépenses ou recettes annuelles s'élèvent à environ 300,000 piastres. Il peut recevoir dans ses cales sèches des navires de première grandeur, et rend des services incomparables, soit à la marine nationale, soit à la navigation étrangère. Le mikado y est venu, à plusieurs reprises, assister au lancement des navires construits sur ses chantiers. Une annexe placée à Yokohama même comprend des ateliers de construction dont la dépense annuelle s'élève à 30,000 piastres. On ne peut que regretter la récente mesure qui vient d'enlever la direction unique aux mains européennes pour la remettre à des mains japonaises moins expérimentées.

L'arsenal militaire de Yeddo remonte à 1872; il a été fondé par le capitaine Lebon, membre de la mission militaire française, sur l'emplacement d'un ancien *yaski* du prince de Mito, dont il a pris le nom. La construction totale en est à peine achevée, mais on peut dès à présent y fabriquer affûts, voitures, harnachemens, en un mot tout le matériel d'artillerie, à l'exception des canons de bronze, pour lesquels une fonderie spéciale existe à Osaka, au centre des provinces métallifères. L'arsenal comprend un atelier d'ajustage possédant les machines-outils des derniers types et une fonderie de fer. Une manufacture d'armes et un établissement de pyrotechnie y sont annexés; la manufacture d'armes devait fonctionner à partir du 1er janvier 1876 : les événemens extérieurs en ont fait suspendre provisoirement les travaux. L'établissement de pyrotechnie, comprenant une école centrale de pyrotechnie, est outillé pour fabriquer 30,000 cartouches Boxer par jour. L'ensemble de ces trois établissemens, groupés autour de l'ancien parc de Mito, occupe une étendue de 60 hectares et possède 7 moteurs à vapeur et un hy-

draulique. Le personnel européen s'élève à 7 personnes; le nombre des ouvriers varie, suivant l'abondance des travaux, entre 1,000 et 4,000. Comme à Iokovska, des jeunes gens soumis à la loi militaire sont appelés à y recevoir une instruction théorique et pratique qui en fera des contre-maîtres et des ingénieurs. A trois lieues de Yeddo, sur le bord d'une petite rivière, le Takinogawa, s'élève, par les soins du capitaine Orcel, une poudrerie qui emploie une force motrice de 25 chevaux au minimum, utilisée au moyen de quatre grandes roues hydrauliques; elle occupera 150 ouvriers et artificiers et pourra fournir jusqu'à 500 kilogrammes de poudre par jour. Enfin, pour compléter ces travaux militaires, un vaste système de fortification dont les études préparatoires ont été faites par le lieutenant-colonel Munier et le capitaine Jourdan, doit, si l'on ne recule pas devant l'énormité de la dépense, embrasser les côtes du Japon et spécialement les abords de la Mer-Intérieure.

Depuis le mois de juin 1872, un chemin de fer relie Yeddo à Yokohama; la construction a été dirigée par des ingénieurs anglais, qui ont continué d'en surveiller l'exploitation jusqu'au 1er janvier 1876. L'établissement de la ligne a été démesurément coûteux; on parle d'une dépense de 3 millions de piastres (15 millions de francs) pour un parcours de 28 kilomètres en pays plat, ce qui représenterait le quadruple du prix moyen en Europe. Il est assurément fort agréable pour les résidens des deux villes de franchir en une heure l'espace qui les sépare, au lieu d'en dépenser trois sur une mauvaise route; mais l'importance du trafic est loin de répondre aux déboursés de l'entreprise, et cette voie n'a pas augmenté les relations commerciales. La recette se maintient aux environs de 8,000 piastres. Une autre section, dont la dépense a atteint 5 millions de piastres, a été ouverte entre Kobé et Osaka; sur un parcours égal à celui de la section précédente, elle réalise environ 4,000 piastres par semaine. On pousse activement les travaux entre Osaka et Kioto; plus tard un embranchement devra relier Kioto à la mer du Japon, tandis que la ligne principale réunirait Kioto et Yeddo en passant par les vallées centrales qui serpentent à travers les provinces sericoles. On peut éprouver de grands doutes sur l'utilité et l'opportunité de ces travaux, alors que les chemins de voiture font défaut presque partout et que les voies ferrées manquent précisément des ramifications qui devraient les alimenter.

L'installation des télégraphes a précédé celle des railways. Une ligne purement japonaise court de Nagasaki à Hakodaté et jusqu'à Satsporo dans l'île de Yéso. En même temps des traités passés entre le gouvernement et les compagnies Reuter et du *Great-Northern telegraph* mettent Yokohama en communication avec l'Europe par les deux voies de l'Inde et de la Sibérie. Le service des postes a de

tout temps fonctionné régulièrement au Japon; il n'a subi d'autres modifications que l'emploi des timbres-poste et de cartes postales; le tarif est peu élevé et l'exactitude ne laisse rien à désirer; quant à la rapidité, elle est mesurée aux moyens employés, les seuls possibles jusqu'à présent, c'est-à-dire les relais de coureurs sur les principales routes.

Les communications par mer sont de deux sortes : le petit cabotage a lieu par des jonques qui n'ont rien modifié depuis trois siècles à leur gréement ni à leurs allures, irrégulières comme le vent qui les pousse; la navigation à vapeur prend chaque jour plus d'extension; une foule de petits *steamers*, débris européens d'une construction souvent fort médiocre, sillonnent l'océan le long des côtes, transportant d'un port à l'autre des marchandises et des passagers. Presque toutes ces entreprises se sont fondues dans une grande compagnie, la *Mitsu-Bishi*. Celle-ci, soutenue par le trésor, a entrepris contre la ligne américaine de Yokohama à Shanghaï une concurrence de prix telle que pendant quelques mois on a pu faire pour 100 francs cette traversée, plus longue que celle de Marseille à Constantinople. Quand on a été las des deux parts, la compagnie américaine a vendu ses bateaux et cédé ses officiers à la compagnie rivale, et c'est aujourd'hui sous pavillon japonais que l'on peut se rendre en Chine. Les prix ont été relevés, mais le trafic assez faible ne permettrait guère à la compagnie propriétaire de 49 *steamers* de réparer des pertes énormes, si elle n'était soutenue par un gouvernement fier de posséder une ligne de bateaux à vapeur et de porter les correspondances européennes entre Chine et Japon, sous son propre pavillon.

Si la création et l'encouragement des voies de communication appartiennent d'une façon plus ou moins directe au gouvernement, c'est à regret qu'on le voit se mêler presque seul d'exploitations agricoles et industrielles, que les particuliers n'osent aborder, faute d'initiative ou de capitaux, ou plus encore faute de cette sécurité que le capital demande partout avant de se risquer. Le principal des établissemens de ce genre est celui du *kayetakushi* ou département colonial, qui s'est proposé pour but les encouragemens à l'agriculture. A sa tête se trouvait un général américain, M. Capron, qui a quitté le Japon à l'expiration de son engagement. Il y a deux centres d'exploitation : l'un, à Yeddo, n'est qu'une ferme-modèle, modèle de propreté plutôt que d'administration, car elle coûte beaucoup plus cher qu'elle ne rapporte. Elle fournit du lait, des légumes, des graines, et fait des essais de culture et d'élevage; l'autre, véritable établissement colonial, a été placé au milieu de l'île de Yéso et représente l'une des plus folles tentatives des dix dernières années. Au centre d'un pays toujours détrempé par la

pluie quand il n'est pas couvert par la neige, on a jeté une prétendue capitale, Satsporo, taillée à grands frais dans les forêts voisines, et là on a appelé et essayé de retenir par force une population transportée et mécontente, qui n'a jamais réussi à cultiver assez de terre pour se nourrir; on a tracé une route coupée par 12 lieues de mer, creusé un canal pour amener au rivage des produits qui n'ont jamais été obtenus, et institué dans le voisinage du port de Hakodaté, à Nanaï, une ferme-école, où l'on emploie, il est vrai, des charrues et des hoyaux perfectionnés, mais qui ne produit pas de quoi nourrir les chevaux qu'elle emploie. Coût total : 30 millions de francs. L'agriculture a reçu d'autres encouragemens plus modestes, mais plus utiles : de vastes plateaux qui s'étendent au nord-est de Yeddo ont été défrichés, semés de villages bâtis et surveillés par le gouvernement, et se sont couverts de récoltes; mais le riz n'y pousse pas et rien n'a pu jusqu'ici arracher le paysan japonais à sa préférence pour ce genre de culture. Il est, comme tous ses pareils du globe entier, routinier à l'excès et si attaché à ses vieilles méthodes que la production n'a pas varié d'un million de *kokus* (1) depuis Yéyas. Si le bœuf se trouve employé à peu près partout, quoique en petit nombre, aux travaux des champs, on ne voit ni ânes ni mulets; de vastes pâturages restent inutiles faute de moutons pour les fertiliser : on objecte, il est vrai, qu'ils ne sont pas propres à les nourrir; mais des éleveurs expérimentés assurent qu'on pourrait acclimater l'espèce ovine; la question ne fait même pas de doute pour les chèvres. L'introduction du bétail constituerait un progrès essentiel et augmenterait d'une manière incalculable les ressources agricoles, qui sont les principales et peut-être les seules réelles.

La richesse forestière du Japon est considérable, mais laissée à l'abandon jusqu'à présent. Un ingénieur français, M. Dupont, a accepté la tâche de régulariser le régime des forêts. La grande difficulté provient de l'absence de routes pour faire les charrois, de sorte qu'on est obligé de débiter le bois sur place, au milieu de montagnes inaccessibles, pour le faire flotter ensuite sur les torrens; mais les bois de construction ne pouvant être coupés que sur des crêtes basses et d'un abord commode, celles-ci se dépeuplent rapidement sans qu'on prenne les mesures nécessaires pour le reboisement et pour arrêter les eaux. L'île de Yéso presque tout entière est couverte de vastes forêts, qui attendent la hache faute de routes. On se fera une idée de l'étrange manière dont on surveille les richesses forestières, par le mode employé pour compter les arbres et pour en prendre le calibre. L'opération dure trois

(1) Le *koku* vaut 5,13 boisseaux ou environ 66 litres.

jours; le premier jour, des cantonniers se répandent dans la forêt et entourent chaque tronc d'arbre d'une ficelle; le second jour, l'inspecteur constate que tous les arbres sont munis de leur collier; le troisième jour, on détache toutes les ficelles, on les réunit et on les compte en les groupant par rangs de taille : l'inventaire est fait.

On sait de quelle importance est pour le Japon l'industrie de la soie. Afin d'améliorer la fabrication du fil par l'emploi des procédés européens, on a érigé à Tomyoka, sur les plans de M. Brunat, une filature de 300 bassines où l'on a obtenu d'excellens produits; mais, faute de suivre les conseils qui lui étaient donnés, le gouvernement a subi des pertes annuelles considérables, que ne compense pas assez la satisfaction de voir les provenances de Tomyoka cotées à Lyon au prix des meilleures soies de France. D'autres filatures modèles s'élèvent, soit à Yeddo, soit dans la province de Tosa; les ouvrières y apprennent, sous la direction européenne, des procédés perfectionnés. Bien d'autres industries sont ainsi entreprises ou commanditées par l'état, qui est fabricant de papier, de gaz, entrepreneur de bâtisses, maître de forges. On voit s'élever par exemple, non loin du temple de Shiba, une haute cheminée en briques; en approchant, on reconnaît un superbe et solide bâtiment destiné à une usine métallurgique; mais, le bâtiment fini, on a réfléchi que le cuivre ainsi laminé coûterait trop cher, et l'on y a installé une école d'application industrielle. Le ministère des travaux publics, qui centralise la plupart de ces services, emploie à Yeddo ou en province 186 Européens, presque tous Anglais. C'est lui qui a en outre la direction des phares, plus indispensables que partout ailleurs sur les côtes du Japon, c'est lui qui dirige la monnaie située à Osaka, magnifique établissement qui a dû interrompre ses travaux faute de matière première et qui a coûté 5 millions de francs; il sera bientôt remplacé, hélas! par une fabrique de papier-monnaie annexée au ministère des finances.

Malgré de grands efforts et des sommes immenses dépensées, ces entreprises jusqu'à présent n'ont pas sensiblement amélioré les conditions générales de la production; dirigées par une pensée d'ostentation, elles sont restées improductives et n'ont pas rendu le centième du capital qui y a été enfoui. Il semble qu'on se soit promis avant tout de dérober aux étrangers le secret de leur force, en leur empruntant des applications mécaniques très inutiles à qui ne dispose pas des matières premières qui en font l'objet. De tous les travaux d'amélioration, le premier, le plus élémentaire, le plus indispensable, est ici le plus négligé par le gouvernement que cependant cette tâche concerne directement; je veux parler des routes. A part quelques tronçons aux environs de Yeddo, il en est peu qui puissent porter des voitures, et celles-là même deviennent

impraticables par la pluie et se transforment en fondrières. Les transports ne peuvent se faire qu'à dos de cheval, encore est-il des provinces séparées plutôt que réunies par des sentiers où un cheval même ne passe pas. Sans doute c'est là une œuvre immense à entreprendre, dans un pays dont la configuration montagneuse double les difficultés à vaincre, où les matériaux convenables manquent le plus souvent; mais le développement du pays est à ce prix, et ni l'agriculture, ni les mines, ni les forêts, ne pourront donner des produits rémunérateurs tant que cette amélioration fondamentale ne sera pas accomplie. Malheureusement le trésor est déjà épuisé par mille autres dépenses, et, forcé de s'arrêter dans cette voie malgré les vœux émis par les assemblées provinciales, le gouvernement doit méditer avec amertume cette sentence d'un auteur anglais : « Parcourez le monde, et là où vous n'aurez pas trouvé des chemins commodes pour aller de la ville au bourg et du village au hameau, vous pourrez prononcer que vous êtes en pays barbare. » Loin de répandre dans les provinces le bienfait des communications faciles, l'activité des ingénieurs se concentre à Yeddo, à Yokohama et dans quelques ports ouverts aux étrangers; c'est là, sous les yeux des ministres résidens et des voyageurs, qu'on allume le gaz, qu'on élève les façades prétentieuses, qu'on installe les usines et qu'on exhibe sur un théâtre restreint le panorama de la civilisation.

Ceux qui suivent avec attention le mouvement de réforme du Japon ont pu remarquer une évolution latente, mais suivie, qu'il faut faire remonter au retour d'Iwakura, en octobre 1873. Il semble que cet homme d'état ait rapporté d'Europe l'impression que tous les emprunts directs faits dans la sphère matérielle, toutes les imitations serviles ne représentaient que l'extérieur et l'écorce de la civilisation occidentale, mais que, pour en extraire la séve féconde, il fallait avant tout transformer, redresser l'intelligence de la nation et y jeter les germes des progrès futurs. On s'est attaché dès lors avec moins d'ardeur aux travaux publics d'apparat, aux bâtisses, aux entreprises industrielles, et avec plus de zèle que jamais à l'éducation nationale dans toutes les directions. Reçu assez froidement par les divers cabinets de l'Europe, le premier ministre se rendit compte qu'il fallait désespérer pour le moment de traiter avec eux sur le pied d'égalité et s'arranger de manière à refuser cette ouverture du pays, qu'ils croyaient obtenir lors du renouvellement des traités. Il semble que depuis lors le Japon se soit renfermé dans une sorte de recueillement, attendant son heure, préparant en silence des générations nourries du suc de la science, faisant, un peu tard peut-être, des économies nécessaires et se condamnant lui-même, comme le candidat évincé à un examen, à quelques années de plus d'une préparation laborieuse. Le règne des entrepreneurs

fit place à celui des professeurs. On comprit qu'il était urgent de se donner des précepteurs pour n'avoir pas un jour à subir des maîtres, et l'enseignement public devint plus que jamais la préoccupation constante de l'état. Heureuse la nation, si cette sage mesure avait été prise dix ans plus tôt avec l'énergie qu'on semble vouloir déployer aujourd'hui! C'est avec un véritable plaisir que nous allons parcourir les diverses ramifications de cet enseignement, auquel manquent parfois l'étendue et la saine entente des programmes, mais non pas le zèle des maîtres ni celui des élèves.

L'instruction primaire n'a jamais été négligée au Japon; elle y est parvenue à un degré qu'elle atteint rarement ailleurs, car il est peu d'enfans qui n'aillent à l'école et peu d'hommes qui ne sachent lire et écrire les caractères vulgaires; mais elle est très restreinte, et celui qui l'a reçue ne peut guère s'instruire par la lecture des livres, presque tous écrits en caractères idéographiques. L'instruction secondaire ne s'adressait jadis qu'à la classe des *samuraï*; elle est ouverte aujourd'hui à toutes les classes et accessible aux bourses les plus modestes; elle comprend avant tout l'étude des caractères et des livres chinois, qui absorbent malheureusement une grande partie des années d'école. L'abandon de cette écriture marquerait un pas immense fait en avant, mais il est reconnu impraticable quant à présent. Elle embrasse aussi l'étude des langues étrangères, quelquefois sous des maîtres japonais, système fort défectueux, mais dans les écoles du gouvernement sous des maîtres étrangers. La principale de ces écoles est à Yeddo; elle comprend le *kogakko* ou petit collége, qui correspond à nos classes de grammaire, et le *kaï-seï-gakko*, qu'on peut assimiler à nos humanités. On y enseigne le français, l'anglais, l'allemand, et on y fait des cours de sciences morales, physiques et mathématiques dans ces trois langues; mais les cours de science ne se faisant plus, d'après une mesure récente, qu'en anglais, les jeunes gens voués à l'allemand sont forcés de se tourner vers les écoles de médecine, et ceux qui ont pris goût au français à entrer à l'école de droit ou aux écoles militaires. Les cours supérieurs comprennent les cours de nos classes de mathématiques spéciales, l'étude des lois anglaises et la préparation à l'école des mines. Ce collége, honoré du titre d'impérial et visité par le mikado lors de la réouverture de ses cours, comprend 39 professeurs, dont 25 Européens, et 349 étudians internés, pourvus d'uniformes décens, de livres, d'une bibliothèque, de laboratoires, et beaucoup de nos bacheliers seraient étonnés de s'y trouver classés au-dessous de leurs camarades asiatiques. — Outre cette école publique, on compte, tant à Yeddo que dans les principales villes de province, un grand nombre d'institutions privées où sont enseignées les langues et les sciences européennes;

les traductions de nos livres élémentaires se multiplient et réduisent chaque jour davantage le domaine de l'enseignement chinois. C'est là le but qu'il faut atteindre; si l'on ne peut repousser complétement une littérature qui est demeurée jusqu'ici nationale, il faut soustraire le plus possible les jeunes esprits aux méthodes pédagogiques d'autrefois, qui ne s'adressent qu'à la mémoire, pour leur apprendre à considérer les choses dans leur réalité positive, à les observer avec précision, à en déduire les conséquences avec logique, à former en un mot des jugemens.

Au-dessus de l'enseignement secondaire on ne rencontre pas un enseignement supérieur distribué dans des facultés comme les nôtres, mais une série d'écoles spéciales où les jeunes gens reçoivent une instruction technique et professionnelle. La première difficulté que rencontre le professeur européen, c'est de se faire comprendre avec le secours insuffisant d'un interprète. On a généralement constaté que la langue indigène, même parlée par un lettré de première force (et tant s'en faut que les interprètes le soient tous), ne peut se plier à toutes les inflexions de la pensée, ni reproduire la terminologie compliquée de nos sciences. C'est donc en anglais, en allemand, en français, que se font presque partout les cours, et l'étudiant, pour les suivre, a dû se rendre maître au préalable de l'une de ces langues. Aussi chaque école spéciale traîne-t-elle à sa suite des classes préparatoires de langues, où elles entretiennent une pépinière d'auditeurs. C'est là un inconvénient grave; l'enseignement secondaire devrait fournir un assez grand nombre d'étudians suffisamment au fait des trois principaux idiomes étrangers pour suivre les leçons des professeurs européens; mais il faudrait pour cela une régularisation générale de tout l'enseignement, qui ne peut résulter que d'une loi d'ensemble, et cette loi n'est ni faite ni projetée.

L'une des plus anciennes écoles spéciales est celle de médecine, précédemment établie à Nagasaki, sous des maîtres hollandais, aujourd'hui installée à Yeddo; elle comprend 19 professeurs, dont 11 japonais et 8 allemands, et 242 étudians, dont 50 seulement suivent les cours supérieurs et 192 les cours préparatoires. On y enseigne la médecine, la chirurgie, l'anatomie, l'histoire naturelle, la physique, la chimie et la pharmacie. Organisée plus récemment et sur un pied plus modeste, l'école de droit comprend actuellement 20 étudians, qui suivent les cours de deux professeurs français; elle en a détaché 8 autres en France et doit en posséder un jour un beaucoup plus grand nombre; on y enseigne le droit naturel, le droit civil et commercial comparé, les élémens du droit pénal et l'organisation administrative. Au ministère des travaux publics est

attachée une école analogue à notre École centrale (*technical school*), dont le directeur et les professeurs sont Anglais. Construite sur de vastes proportions par un de nos compatriotes, M. de Boinville, et dirigée avec lumière par M. Dyer, elle possède actuellement 250 élèves et pourra, quand elle sera terminée, en contenir 360. Onze professeurs anglais, auxquels sont adjoints des instructeurs pratiques, y enseignent ou y enseigneront les mathématiques élémentaires et spéciales, la physique, la chimie, la mécanique, la topographie, la construction, la télégraphie, la minéralogie, la géologie, la métallurgie : vaste programme, trop vaste même pour le personnel restreint qui est chargé de le mettre en œuvre. Le cycle complet des études comprend six années, dont deux sont employées à des travaux pratiques poursuivis dans des ateliers de métallurgie dépendant de l'école elle-même. Cet enseignement devra fournir des ingénieurs des mines et des constructions navales, des mécaniciens, des arpenteurs, des architectes; c'est l'un des plus utiles et des mieux organisés qui soient à Yeddo. Il convient de nommer après cette école celle des mines, qui possède une trentaine d'étudians confiés à des maîtres allemands; puis viennent les écoles placées près des arsenaux maritimes et militaires.

Les jeunes gens travaillent avec ardeur dans ces différentes branches et profitent avec une facilité remarquable des leçons qu'ils entendent; la mémoire est leur faculté prédominante; le raisonnement n'est pas toujours à la même hauteur, mais rien n'empêche d'espérer que l'esprit de méthode se formera chez eux sous le joug des procédés scientifiques de l'Occident. Ils fourniront plus tard à leur pays des hommes compétens dans toute sorte de connaissances. Malheureusement beaucoup d'entre eux, pressés de gagner le pain quotidien, abandonnent leurs études à moitié chemin et se découragent d'une préparation au bout de laquelle ils n'entrevoient avec certitude aucune position fixe. Ils n'ont pas, comme dans nos écoles normale et polytechnique, la perspective assurée d'une carrière au sortir des épreuves finales; les fonctions publiques, surtout les plus relevées, sont données, non pas comme en Chine, au grade, mais encore à la faveur ou à la naissance, et mille considérations peuvent ouvrir les places aux incapables tandis qu'elles restent fermées aux plus instruits.

Il n'est pas moins intéressant de considérer les progrès de l'enseignement dans les écoles de filles; celles-ci ont de tout temps été nombreuses, mais resserrées dans d'étroits programmes; on songe aujourd'hui à en élargir le cadre. Elles ont reçu un puissant encouragement de la jeune impératrice, qui, non contente de contribuer pour 5,000 *ryos* sur sa cassette à la construction d'une école normale, a voulu présider elle-même à l'ouverture des cours; elle a

prononcé à cette occasion un petit discours qui se terminait ainsi : « Mon plus vif désir est que cette école prospère et qu'il me soit donné de voir les fruits de l'éducation féminine se répandre à profusion dans tout l'empire. » Des dames américaines sont attachées à cet établissement et à d'autres d'un caractère privé, qui se multiplient de jour en jour. Les jeunes filles apprennent non-seulement les langues, l'anglais surtout, mais la couture et les travaux d'aiguille. L'enseignement professionnel n'est pas négligé : à Yeddo, à Tomyoka, les filatures reçoivent des ouvrières-élèves; une papeterie nouvellement installée en possède également; il n'est pas jusqu'à un cours d'obstétrique qui ne soit professé par une dame anglaise qui a régulièrement gagné ses grades sur les bancs de nos facultés.

Sans doute il y a bien des forces perdues, bien du temps gaspillé, dans toutes ces leçons faites en des langues multiples, sans programme général, sans vue d'ensemble, par des professeurs souvent choisis au hasard, dépendant de ministres différens et obligés de se partager entre les fonctions d'instituteurs et un service actif. Il manque à tout cela l'unité de plan et de direction; ce sont des lambeaux épars plutôt qu'un système d'éducation nationale, et l'on peut dire que l'enseignement, quoique très répandu, n'est pas organisé; les mesures partielles que chaque ministre prend dans son département ne servent qu'à le désorganiser davantage. Mais tel qu'il est cependant, il donne des fruits, et son développement constitue pour le pays le plus réel progrès, le plus riche en promesses pour l'avenir. On se demandera sans doute si le Japon est condamné à nourrir éternellement cette armée de pédagogues étrangers, dont nous n'avons pas terminé le dénombrement, et qui atteint le chiffre total de 300 employés, presque tous consacrés à l'instruction publique sous diverses formes, portés au budget ordinaire pour une somme de 1 million 1/2 de dollars. Ce n'est au contraire un mystère pour personne que le gouvernement est impatient de licencier ces maîtres, encore plus vexans pour son amour-propre qu'onéreux pour son trésor, et nul désir n'est plus légitime; mais il faut ajouter que le moment de le réaliser ne semble ni arrivé ni même proche. A moins d'abandonner la tâche qu'il s'est imposée, de répandre chez lui toutes les lumières de la science moderne, il faut que l'état remplace par un professeur japonais chaque professeur européen qu'il renverra; or il ne possède peut-être pas encore un seul étudiant en mesure d'enseigner lui-même la médecine, le droit, la mécanique, la technologie, etc. L'enseignement n'exige pas seulement la connaissance approfondie du sujet, mais encore la possession de certains procédés intellectuels dont on ne se rend pas maître en une génération, et les meilleurs candidats à l'examen feraient une piteuse figure en chaire. Le temps lui-même suffira-

t-il? Pourra-t-on jamais enseigner et apprendre la philosophie, la psychologie, les mathématiques transcendantes, dans cet idiome rebelle à l'analyse, encombré de mots et dépourvu de termes abstraits, rétif à la construction? On peut se le demander, et bien des philologues penchent à croire que le japonais ne deviendra un instrument de propagation scientifique qu'à la condition de se modifier considérablement.

Si nous n'avons pas encore parlé de l'instruction militaire, c'est afin de l'excepter des critiques que nous avons dû formuler jusqu'à présent; elle ne mérite que des éloges. Des juges compétens et désintéressés n'ont pu s'empêcher d'admirer avec quelle souplesse et quelle rapidité une nation guerrière, mais indisciplinée, s'est pliée aux règles de l'art militaire moderne, aux exigences d'un armement compliqué et au joug de la discipline. L'armée japonaise est pourvue de fusils de divers modèles, principalement d'Enfield, Snider et Chassepot, de canons de bronze de 4 de campagne et 4 de montagne; son équipement est à peu près copié sur le nôtre, sauf quelques changemens de couleurs; la hiérarchie des grades est la même. Le 8 janvier 1876, la garnison de Yeddo défilait devant le général prince Fusimi-no-mya, et chacun pouvait constater la bonne tenue des troupes dont on avait apprécié l'instruction dans de précédentes manœuvres. L'honneur de ces heureux résultats revient tout d'abord à l'armée elle-même, à son zèle, à son activité, et en second lieu à la mission militaire placée par le gouvernement français à la disposition du gouvernement japonais. Déjà en 1867, une première mission française avait jeté les bases de l'organisation actuelle; les événemens politiques interrompirent ses travaux. En 1872, une nouvelle mission commandée par le lieutenant-colonel Marquerie, que remplace depuis 1874 le lieutenant-colonel Munier, reprit l'œuvre commencée (1); elle se consacre non-seulement à l'instruction pratique des troupes sur le terrain, mais encore à l'enseignement théorique distribué dans des cours aux officiers et sous-officiers des diverses armes.

De ses mains sortent des instructeurs japonais qui, répandus dans les corps, y propagent les connaissances reçues à Yeddo. Chaque année, au printemps et à l'automne, les troupes vont camper à dix lieues de Yeddo, sur le vaste plateau de Sakura, où des baraques leur ont été préparées et où l'artillerie trouve un polygone disposé pour ses écoles à feu. Une école militaire sur le modèle de Saint-Cyr et de West-Point, élevée d'après les plans du capitaine Jourdan et dirigée avec le concours des capitaines Vieillard et Percin, reçoit les élèves déclarés admissibles, qui en sortent avec le grade

(1) Elle se compose actuellement de 15 officiers et 11 sous-officiers.

de sous-lieutenant après deux années au moins d'études. Elle contient aujourd'hui 150 élèves de première année, 150 de seconde année, auxquels 65 professeurs japonais, 5 officiers et 3 sous-officiers français donnent une instruction théorique et pratique. Pas plus que les autres employés étrangers, les membres de la mission ni leur chef n'ont dans le conseil une autorité décisive, mais leurs avis ont l'influence qui s'attache à leur position de fonctionnaires français, à leur constitution officielle en corps hiérarchique, et, comme ils sont les mieux écoutés, ils ont obtenu les meilleurs résultats. L'armée japonaise a fait preuve de courage et d'énergie à Formose, où elle a eu à lutter contre le pire des ennemis, un climat mortel; elle attend avec impatience l'occasion de se mesurer avec un ennemi extérieur. Sera-t-elle alors aussi redoutable qu'elle paraît bien organisée dans une parade? Nous savons tous à nos dépens que le courage des soldats et l'instruction des officiers ne suffisent pas à une armée en campagne, qu'il lui faut avant tout une administration prévoyante et une direction générale éclairée. Or administrateurs et généraux en sont encore à faire leurs preuves. Quoi qu'il en soit, le Japon possède dès à présent un instrument défensif avec lequel un ennemi, quel qu'il fût, aurait sérieusement à compter. L'effectif ordinaire s'élève à environ 25,000 hommes; il pourrait d'ailleurs être indéfiniment augmenté par l'application de la nouvelle loi militaire, sur laquelle nous reviendrons bientôt.

Une marine est toujours plus lente à former qu'une armée. L'école est dirigée par des officiers anglais qui se consacrent principalement à l'instruction théorique; instructeurs et sous-instructeurs atteignent le chiffre de 32; ils ont 240 élèves, plus des bataillons d'infanterie de marine; mais ils ne sont pas appelés à commander les navires de l'état et à faire faire à leurs aspirans de véritables croisières. Les Chinois montrent en cela plus de confiance et plus de lumières : on voyait dernièrement entrer dans la rade de Yokohama une frégate sortie de leurs arsenaux et commandée par un capitaine de la marine britannique, en route pour son tour du monde, à la tête de son école. Ce qui manque le plus à la marine japonaise, ce sont des navires de guerre; elle s'est procuré un cuirassé américain, le *Stone-Wall*, et des paquebots dont elle a fait des transports; mais son budget ne lui permet pas d'élever la flotte au-dessus de 16 navires, dont un seul est blindé.

Dans la sphère législative, comme dans celle de l'éducation nationale et plus encore, le Japon a procédé jusqu'ici par essais timides, par tâtonnemens un peu incohérens, plutôt que par des réformes d'ensemble, opérées suivant un plan arrêté et un système défini. D'une part l'anarchie des bureaux, reflet de celle des esprits, de l'autre la résistance des intérêts froissés, ont retardé et retarde-

ront longtemps encore une refonte générale des lois en harmonie avec le nouveau régime politique et les exigences de la civilisation moderne. Dans le droit pénal, dans la législation civile et administrative, le jurisconsulte européen retrouvera pendant longtemps des lacunes, des prohibitions ou des pénalités qui, en attestant l'originalité d'une race exotique, choqueront ses notions d'ordre et d'équité. C'est en effet dans ce domaine que les Japonais acceptent le moins volontiers les conseils dont ils croient pouvoir se passer et les changemens dont ils redoutent la portée. Il en est ainsi toutes les fois que des nations de culture différente entrent en contact; si l'on est forcé de se rendre à l'évidence quand on voit rouler des chemins de fer et marcher des bateaux à vapeur, et de reconnaître la supériorité de ces engins mécaniques, la perfection des lois ne parle qu'à l'esprit et ne s'impose pas avec la même nécessité. Il n'y a pas entre deux races différentes une commune mesure à laquelle elle puisse être rapportée, et c'est dans la prééminence qu'il accorde à son organisation sociale, à ses traditions domestiques, à ses mœurs, que l'orgueil national, battu sur un point, se retranche obstinément. Nous avons essayé précédemment (1) de donner une esquisse de l'ancien droit coutumier. Aujourd'hui que la vieille constitution a été renversée, le système législatif qui l'accompagnait est tombé avec elle, et c'est le chaos qui leur a succédé. Nous n'entreprendrons pas d'en présenter le tableau; il nous suffira de dire que, dans l'état actuel, il n'est pas un Européen soucieux de sa dignité qui voulût s'y soumettre, et par là se trouve arrêtée court l'ambition d'imposer aux étrangers la juridiction indigène.

Cependant quelques réformes partielles ont été accomplies : une tentative a été faite pour séparer le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif; elle a abouti sinon à un divorce réel, du moins à une distinction d'attributions qui en ouvre la route. Les fonctions de juges qui étaient exercées par les gouverneurs de provinces ont été remises à des magistrats spéciaux; des tribunaux de première instance sont installés dans 65 *ken* (division correspondant à notre département); un second degré de juridiction a été institué : il est représenté par quatre cours qui se divisent le territoire de l'empire et délèguent des membres pour faire deux fois par an un *circuit* dans le ressort. Les règles fondamentales de notre organisation judiciaire sont observées; mais l'institution du jury a paru avec raison prématurée; quant à la procédure civile et criminelle, elle est loin d'être entourée des garanties que nous sommes habitués à regarder comme nécessaires. Au-dessus de ces cours est placée

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1875.

une haute-cour de justice, le *daï-shi nin*, destinée, dit la loi du 28 mai 1875, à maintenir un système de loi uniforme pour tout le pays. Elle se rapproche par là de notre cour de cassation; mais comme elle ne peut se borner à casser des jugemens pour violation d'une loi qui n'existe pas, elle est en même temps chargée de réformer les sentences qui paraissent mal rendues et constitue par là un troisième degré de juridiction. On espère que sa jurisprudence finira par former à la longue un corps de doctrine comme celle du banc de la reine. Les lois criminelles ont subi une refonte dans le *Sin Ritz-ko-rio*; mais cette compilation, dépourvue de tout esprit scientifique, n'est qu'un travail préparatoire pour une nouvelle œuvre encore à l'état de projet. L'esprit moderne et les préjugés locaux ont peine à se mettre d'accord sur des questions aussi délicates que la classification des délits, la gradation et le choix des peines. Le criminaliste doit peut-être ici se garder de réagir par un excès d'indulgence contre l'excès de sévérité du code actuel. Quant au système pénitentiaire destiné à poursuivre la réforme morale du condamné en même temps que sa punition, il est encore rangé parmi les rêveries humanitaires; mais il faut signaler comme un progrès la construction d'une prison cellulaire sur le modèle de Mazas, où les prévenus sont traités avec un peu moins de barbarie que par le passé. Une infinité de règles de police, quelquefois un peu puériles, indiquent une intention marquée de supprimer toutes les manifestations extérieures qui pourraient choquer la pudeur européenne; telle, l'interdiction des bains publics ouverts sur la rue, la défense de se livrer à certaines exhibitions un peu trop naïves. La physionomie du peuple y perd, mais la décence y gagne, et les amateurs décidés du pittoresque n'ont que quelques lieues à faire dans l'intérieur pour y retrouver des spectacles « de haulte graisse.» C'est en effet ici la destinée de bien des décrets nouveaux d'être publiés à plusieurs reprises avant d'être observés, ou suivis à la ville, tandis qu'ils restent non avenus cinq lieues plus loin. Il y a quelques années, une loi fort sage déclara nuls les contrats si fréquens par lesquels les parens pauvres vendent leurs filles nubiles au *yoshivara* pour les soumettre à la triste servitude que les jeunes Grecques allaient subir à Corinthe; mais l'habitude l'a emporté sur la réforme, et la débauche n'a pas interrompu son déplorable recrutement.

Une mesure d'une importance capitale a été prise par le gouvernement au sujet du service militaire, qui avait été jusqu'ici le privilége de la classe des *samuraï*. C'est uniquement parmi ces serviteurs inféodés aux anciens clans et dévoués au système féodal, que l'état pouvait prendre ses soldats, souvent plus dévoués à leur ancien prince qu'à leur pays. L'armée était entre les mains ou du

moins sous l'influence de la noblesse déchue. Par une loi qui remonte au mois de décembre 1872, le gouvernement du mikado proclama le service obligatoire et universel, en dépit de l'opposition du prince de Satzuma. La résistance organisée par celui-ci mit longtemps obstacle à l'application du nouveau mode de recrutement, mais il semble actuellement sur le point d'être repris. Cette innovation démocratique n'aura pas seulement pour résultat de faire entrer dans l'armée la partie la plus saine et la plus robuste de la population, en même temps que la plus disciplinable; elle mettra en outre à la disposition de l'état une force obéissante qui lui permettra de se faire respecter et d'imposer sa volonté aux dissidens. On ne verra plus, comme au printemps de 1874, des bataillons entiers, officiers et soldats, quitter leur casernement et s'en aller, bannières en tête, rejoindre l'insurrection ou lui tendre la main. Le ton du préambule qui accompagne le décret est digne d'attention et sort de la banalité ordinaire des documens de ce genre :

« D'après les anciennes lois de notre empire, tous les habitans du pays sans exception étaient soldats. Lorsque des troubles s'élevaient, l'empereur prenait le commandement, appelait à lui tous les jeunes gens propres au service, et, la rébellion châtiée, les renvoyait dans leurs foyers reprendre leurs occupations accoutumées. On ne voyait pas alors ce qu'on vit plus tard, des hommes à deux sabres, appelés *samuraï*, pleins d'arrogance, vivant sans rien faire et dispensés, quand ils faisaient voler d'un coup de sabre la tête de quelque homme du peuple, d'en répondre devant l'autorité... Plus tard les monarques perdirent leur puissance, et le mal devint plus grand que les mots ne peuvent l'exprimer; mais, revenus aux principes de l'ancienne monarchie, nous avons rendu au peuple ses droits et sa liberté. Tout le monde a aujourd'hui les mêmes devoirs envers l'état... Il en est un que les étrangers appellent l'impôt du sang. Chacun en consacrant sa vie à l'état ne fait que se protéger lui-même contre les calamités publiques qui l'attendraient... En conséquence, les jeunes gens âgés de vingt ans dans les quatre classes de la population seront enrôlés sur les registres militaires et devront se tenir prêts au premier appel. »

Si nous nous proposions dans ces pages de donner un tableau général et complet de la civilisation du Japon, il nous resterait à parler d'une foule de sujets qui ne peuvent trouver place dans les limites de cette étude : les arts, l'industrie, les productions réclameraient une mention; mais nous avons voulu seulement indiquer les principaux progrès accomplis ou en voie de s'accomplir au contact de l'élément européen. A travers des obstacles nombreux, des efforts maladroits, des tentatives puériles pour s'arracher à toute tutelle avant l'heure, le Japon marche dans une voie de développe-

ment où il est aidé par les exemples, les leçons, les conseils de l'Europe, qu'il suit parfois avec plus de sagacité qu'il ne met de bonne volonté à les écouter. Dans cette voie, il lui reste de longues étapes à parcourir. Dans quelles conditions se trouve-t-il pour aborder cette vaste entreprise? Quelles sont ses ressources? Sur quels secours extérieurs peut-il compter? Quelles difficultés intérieures a-t-il à craindre? Enfin le génie de la race sera-t-il à la hauteur de ses ambitions? C'est ce que nous nous proposons d'examiner. Les peuples ont comme les malades leurs époques de crise, d'où ils attendent le salut ou la mort; le médecin, les amis se demandent, pleins de crainte et d'espoir, dans quel état de forces le patient abordera l'épreuve décisive.

II.

La superficie totale des 3,800 îles qui composent le Japon est de 23,286 *ri* carrés, soit 2,800 myriamètres carrés; elle est divisée en 65 *ken* ou préfectures, plus 3 *fu* ou capitales, comprenant au total 63,659 villes, villages ou hameaux, et renfermant 33 millions d'habitans, s'il faut s'en rapporter aux recensemens faits jusqu'à présent. Mais on a peine à croire que la population soit aussi dense quand on a parcouru les déserts qu'on rencontre dès qu'on s'éloigne des sentiers battus pour gagner les montagnes qui occupent une bonne partie du pays. On n'a pas encore calculé la surface cultivée; elle produit un revenu d'environ 32 millions de *koku* (1) de riz supportant une taxe de 11,650,000 *koku*. A part le produit des douanes, qui s'est élevé pour 1875 à 1,500,000 piastres, la principale ressource du trésor est l'impôt foncier, qui est à la fois écrasant et inégal, puisqu'il varie entre 35 et 50 pour 100 du revenu net des propriétés. On ne peut échapper à la nécessité de dresser le cadastre général en vue de la péréquation de l'impôt; mais, si l'on songe aux difficultés qu'un pareil travail soulève en France, où l'on possède tous les élémens d'appréciation, on ne peut qu'être effrayé des obstacles qu'il rencontre ici, alors qu'il n'existe même pas une mensuration exacte du pays, ni une commune mesure de dimensions ou de prix. La situation du Japon à cet égard est pire que celle de la Turquie, et ce n'est malheureusement pas le seul point de rapprochement qui s'offre à l'esprit. Le mode de paiement ne donne pas moins d'embarras que l'assiette de l'impôt. Autrefois le paysan payait en nature sur sa récolte, et le gouvernement n'ayant à solder que des dépenses locales, se libérait à son tour en donnant des sacs de riz à ses employés, à ses pensionnaires. Au-

(1) 21 millions d'hectolitres.

jourd'hui, forcé, pour une foule d'achats à faire à l'étranger, de disposer d'une grande quantité de numéraire, il a ordonné que le paiement de l'impôt se ferait en espèces; mais, pour convertir ses produits en argent, il faudrait au fermier des centres de commerce, des marchés, des routes pour s'y rendre, et une production assez abondante pour s'adresser à l'exportation; il lui faudrait enfin un système de banques solidement organisées et excitant sa confiance. Faute de ces élémens, il lui est impossible de s'acquitter en argent, et quand il sent le joug peser trop lourdement sur ses épaules, il se révolte, comme il est arrivé tant de fois dans le cours des dernières années. Soumis pour tout le reste, l'homme de la glèbe redevient féroce quand le fisc tente de lui arracher la subsistance de sa famille, pour la jeter dans des dépenses d'apparat qui ne profitent qu'à la capitale. La réforme est d'autant plus urgente que l'excès des taxes, en empêchant le cultivateur de faire aucune économie, met obstacle aux améliorations qu'il pourrait réaliser, et tarit par suite les sources mêmes de la production; mais, d'autre part, la diminution des taxes foncières aurait nécessairement pour résultat d'augmenter celles qui frappent le commerce, et dans la situation précaire où est celui-ci, on ne saurait l'atteindre sans le tuer.

Avant d'entrer dans l'examen de la situation financière, il est nécessaire d'observer qu'il n'existe pas encore de comptabilité publique au Japon. Le gouvernement a pris, depuis quelque temps, l'habitude de publier à l'avance le budget projeté de chaque année, mais le public ne possède pas les élémens d'un contrôle sérieux, et d'ailleurs le règlement des comptes est secret, et nul ne sait comment le projet a été mis à exécution, quelles augmentations ou quelles diminutions ont subies les chiffres du budget estimatif. Sans doute, le chapitre des recettes contient invariablement un article qui représente l'excédant de l'exercice précédent; mais comme cette déclaration n'est ni appuyée par des comptes, ni vérifiée par une assemblée ou un conseil quelconque, elle n'a d'autorité que celle qui s'attache à la personne du ministre des finances. Or, en tenant même sa véracité pour indubitable, on doit encore se mettre en garde contre des erreurs d'appréciation qu'il est difficile d'éviter en pareille matière. L'une des principales, c'est l'estimation de l'impôt foncier; cet impôt est en effet encore payé en nature dans une grande partie du pays, et là même où il est payé en espèces, il est calculé d'après le prix courant de la mesure de riz prise pour unité, le *koku*. Or quel est le prix du *koku?* Ce prix est variable et peut s'abaisser jusqu'à 2 *yen* (1), ou monter jusqu'à 4 et au-delà;

(1) Le *yen* vaut environ 1 dollar ou 1 piastre (5 francs); le *sen*, qui en est la centième partie, vaut 1 *cent* (5 centimes).

suivant qu'on aura choisi l'une ou l'autre limite extrême, le revenu estimé peut varier du simple au double, et un équilibre fictif s'établir sur le papier.

L'évaluation des recettes, pour l'année financière qui va du 1er juillet 1875 au 30 juin 1876, s'élève à la somme totale de 68,588,266 *yen*, dans laquelle figurent l'impôt foncier pour 51,505,967, le produit des postes pour 1,676,335, celui des douanes pour 1,744,837, l'impôt du revenu assis sur les salaires des employés, les pensions, etc., pour 2,376,095, le produit des divers travaux publics, mines, chemins de fer, télégraphes, manufactures, imprimerie de l'état, pour 1,841,753. Le premier et le plus important de ces articles présente une différence considérable avec celui de l'exercice 1874, qui ne s'élevait qu'à 44,600,000 *yen*; cette augmentation provient principalement de ce que le prix du *koku* était évalué précédémment à 3 *yen*, 92, tandis qu'il l'est actuellement à 4,49. Mais voici l'inconvénient d'un pareil système : si la récolte est abondante, le prix du riz baissant, le trésor est en perte; le gouvernement se voit alors obligé de faire des exportations pour relever le marché; mais vienne une année de disette, la réserve se trouve épuisée. En réalité, le trésor se trouve forcément dans la position d'un accapareur qui ouvre ou ferme, suivant son intérêt du moment, la barrière du commerce extérieur. De là ces décrets contradictoires en apparence, qui tantôt permettent, tantôt défendent l'exportation; de là une gêne constante du marché et l'impossibilité pour la population de profiter du bas prix des années fertiles, tandis qu'elle supporte le poids des mauvaises années.

Les dépenses prévues s'élèvent à 68,498,506 *yen*, qui comprennent 4,345,655 affectés au service de la dette nationale, dont 1,829,473 afférens à la dette étrangère; les pensions dues aux *samurai* dépossédés par la révolution de 1868 figurent pour 17,805,366 *yen*; le ministère de la guerre pour 6,950,000, celui des travaux publics pour 4,750,000, etc. La balance en faveur des recettes est de 89,760 *yen*. On remarquera de quel poids pèsent sur le trésor les pensions, qui absorbent plus du quart du budget. C'est là que réside la principale difficulté financière du moment : l'état succombe sous cette charge, dont il ne peut se débarrasser sans courir les chances d'une révolution politique.

La dette publique atteint le chiffre total de 142,289,580 *yen*, qui se décomposent ainsi : dette étrangère, emprunts contractés à Londres, l'un à 7, l'autre à 9 pour 100, 14,480,912 *yen*; dette inscrite envers des créanciers indigènes, 33,004,848; dette flottante représentée par le papier-monnaie, qui, seul aujourd'hui, sert aux transactions locales, 94,803,819. Cette énorme quantité de papier-monnaie n'est représentée par aucune encaisse métallique, car le

fonds de réserve, qui s'élève à 24,416,257 *yen*, consiste lui-même pour la plus grande partie en papier retiré de la circulation; c'est donc une valeur fictive d'environ 475 millions de francs qui circule et remplace absolument la monnaie d'or et d'argent, sans autre garantie que le crédit de l'état qu'elle déprécie considérablement. L'habitude du papier-monnaie est tellement invétérée chez les Japonais, qu'ils acceptent très volontiers cet état de choses; mais les paiemens à faire au commerce étranger ne peuvent s'exécuter qu'en numéraire, et il en résulte un appauvrissement inquiétant du stock métallique : il est sorti 9,455,274 *yen* des divers ports du Japon, contre 86,544 entrés pendant les six premiers mois de 1875.

Les budgets s'équilibrent-ils? s'équilibreront-ils longtemps? Telle est la première question qu'on se pose devant cet exposé financier. Le ministre des finances actuel, comme on vient de le voir, répond en annonçant un excédant de recettes; son prédécesseur répondait en avouant un déficit annuel de 10 millions de *yen* et en pronostiquant la banqueroute à courte échéance, après quoi il donnait avec fracas sa démission, accompagnée d'un mémoire qui présentait un tableau sanglant du désordre des finances. Entre les deux ministres, nous ne déciderons pas; mais le fait suivant permettra au lecteur de se figurer l'état réel des choses. Dans le budget de 1874, on présentait le fonds de réserve, porté alors à 30,394,000 *yen*, comme formé en partie de l'emprunt de 2 millions sterling contracté à Londres, et en même temps on déduisait de ce fonds de réserve les intérêts de la dette, de sorte que le Japon apparaissait comme un débiteur qui contracte un nouvel emprunt pour payer l'ancien, à la façon de la Porte. Cet article des intérêts a été porté avec raison, dans le dernier budget, au compte des dépenses ordinaires couvertes par les recettes ordinaires; mais on peut juger par là une comptabilité sujette à de pareilles méprises.

L'équilibre budgétaire fût-il établi, ce qui reste douteux, le gouvernement ne serait pas encore au bout de sa tâche. Il ne faut pas oublier en effet que le Japon est entré dans une voie de développement où il ne peut s'arrêter à moitié chemin; il est déjà trop engagé avec les prêteurs européens pour leur fermer la porte au nez et revenir à son ancien isolement; il est donc condamné à surmener sa production pour faire face à ses obligations, et à maintenir ses dépenses sur le pied qu'exigent ses relations européennes et ses projets de perfectionnement national. C'est ainsi qu'il doit entretenir une armée, se créer une marine, étendre l'instruction publique, les travaux d'utilité générale, faire face peut-être à une guerre prochaine avec la Corée ou la Chine, se libérer d'une manière ou d'une autre envers les *samuraï* pensionnés, etc. En un mot, sous peine de retomber dans un état de faiblesse où son indépendance

même serait menacée, il faut qu'il marche, qu'il se transforme, et pour cela qu'il dépense beaucoup. Il ne peut faire d'économies, parce qu'il n'en pourrait réaliser que sur des dépenses nécessaires et vitales; il est obligé au contraire, comme un père de famille accablé de lourdes charges, de grossir son revenu en faisant travailler son capital. Or ce développement économique peut-il être attendu de l'initiative privée, de la libre activité des particuliers? En aucune façon; nous dirons bientôt pourquoi. Il faut donc que l'initiative vienne encore du gouvernement, qui est par la force des choses le grand industriel, le grand cultivateur, le grand commerçant, sans être toujours le plus éclairé. Il faut que le trésor avance des capitaux pour la mise en valeur du pays; mais le trésor n'a pas de quoi suffire à ses propres obligations et ne peut faire d'avances pour des dépenses extraordinaires, qui sont cependant inéluctables. Où trouver ces ressources exceptionnelles? Il ne faut pas songer à une augmentation des impôts, déjà trop lourds, qui appellent un dégrèvement. Il ne faut pas davantage compter sur une augmentation du produit soit des douanes, soit des railways, télégraphes, etc., contre laquelle protestent les chiffres et les faits. Quel moyen reste donc? — L'emprunt. L'emprunt par souscription nationale ne donnerait rien, parce qu'il n'y a pas de numéraire entre les mains du prêteur. Il faut donc de nouveau recourir à l'emprunt étranger; mais alors pour que le troisième emprunt ne soit pas à un taux usuraire et accablant, il faut offrir aux capitalistes européens des garanties sérieuses; la principale de ces garanties devrait être le crédit. Il n'en faut pas parler dans un état qui a une circulation fiduciaire de 475 millions de francs; reste l'hypothèque. Elle ne peut porter sur les douanes, déjà affectées à l'emprunt de 1870 (Lay), ni sur les chemins de fer qui garantissent à l'Oriental-Bank l'emprunt de 1873. Elle ne peut donc être établie que sur cet élément multiple, insaisissable, incertain, qui consiste dans le développement à venir, ou sur un élément matériel, mais mal déterminé, les mines. Nous sommes ainsi conduits à examiner quelle est l'étendue actuelle, l'accroissement présumable des ressources matérielles du pays, et en second lieu quelles espérances on peut fonder sur les mines.

La fortune d'un pays peut se décomposer en plusieurs élémens qui sont la fécondité naturelle du sol, l'aptitude de ses habitans au travail, le capital considéré comme instrument industriel; en un mot la terre, l'homme, la richesse accumulée, telles sont les sources de prospérité publique qu'il faut rapidement passer en revue. On a vu que la superficie est d'environ 28 millions d'hectares, mais tant s'en faut qu'elle soit tout entière livrée à la culture; on évalue à un dixième la surface de culture du riz; chaque hectare cultivé nourrit à ce compte 10 habitans. Les pâturages manquent pour le

mouton, mais la place ne manque pas pour créer des prés artificiels, et l'on a calculé que le Japon pourrait nourrir 28 millions de moutons produisant chacun 5 livres de laine par tonte. Le sol volcanique est d'une fertilité remarquable; mais le climat constamment humide ne convient pas à toutes les cultures; c'est ainsi que les fruits du pays sont dépourvus de saveur et ceux qu'on a transportés d'Europe perdent rapidement leur goût. Le thé, le tabac, poussent en abondance et suffisent largement aux besoins de la population, qui en fait une grande consommation. Il est impossible de connaître le chiffre des récoltes, mais on connaît le chiffre des exportations qui, pendant les six premiers mois de 1875, s'est élevé pour le thé à 7,327,000 *catties*, pour le tabac à 1,855,000 *catties*. Le coton ne suffit pas au contraire aux habitans. On recueille encore le camphre, la cire végétale, le miel, le *sea-weed*, sorte d'herbe marine comestible très goûtée en Chine; le chanvre japonais est réputé pour ses qualités particulières et coté sur la place de Londres au-dessus de toutes les autres provenances de même espèce, mais il n'atteint le marché européen que grevé de tels frais, qu'il ne peut rivaliser avec les produits moins coûteux de Manille et d'Europe. Enfin le ver à soie, exempt jusqu'à présent des maladies qui l'ont atteint en Europe, prospère dans presque toutes les vallées du centre et fournit au commerce non-seulement des cocons, mais des graines longtemps recherchées des éducateurs de Provence ou d'Italie, et des soies filées de qualité inférieure. En résumé, le Japon, quoique dénué de bétail, est richement doué sous le rapport des produits agricoles; la pêche y donne des résultats considérables et prend une place prépondérante dans l'alimentation. Grâce à cette abondance naturelle, le sol suffit sans peine à nourrir ses habitans.

Telle est la matière; quel est l'artisan? Le travailleur japonais, l'homme des champs, l'ouvrier des villes, est généralement intelligent, ingénieux, de mœurs douces et même joviales, d'un commerce plus aimable à coup sûr que la plupart des hommes de même condition dans beaucoup de pays civilisés. Il est plutôt actif que laborieux et plutôt patient qu'énergique. Il remplit sans trop gémir la tâche immédiate nécessaire à lui assurer la subsistance de la journée; mais là s'arrête son effort. Il ne cherche ni à améliorer sa condition, ce que les lois ne lui permettent guère, ni à grossir ses économies; il ne rêve pas de devenir un capitaliste; imprévoyant au suprême degré, dès qu'il a quelque argent disponible, il le dépense en amusemens. A-t-il le nécessaire, il ne songe pas à se procurer le superflu. Jamais on ne le voit se surmener en vue d'un gros bénéfice, se hâter de terminer une tâche pour en aborder une autre. Si vous commandez à un ouvrier un travail quelconque, il vous demandera toujours plus de temps qu'il n'en

faut; menacez de retirer la commande, il y renoncera plutôt que de s'exposer à plus de fatigue qu'il ne veut s'en donner. Entrez dans un atelier; on fume, on rit, on cause; de temps en temps on donne un coup de marteau, on soulève une pierre, puis on discute sur la manière de s'y prendre, on recommence; enfin le jour baisse, l'heure sonne, et voilà la journée finie. On a toujours un prétexte pour chômer, la chaleur, le froid, la pluie et surtout les fêtes. A quoi bon s'exténuer? Il faut si peu pour vivre et pour élever une famille. Un adulte peut dans les villes se nourrir pour 2 *yen* 75 *sen* (14 fr.) par mois, à raison de trois repas par jour, composés de riz, de poisson, de légumes, et arrosés de thé faiblement coloré. Dans la campagne, il vit avec 20 *yen* (100 fr.) par an. Grâce à la douceur relative du climat, l'homme rustique a peu de besoins : une méchante cabane, quelques vases de laque ou de porcelaine grossière, une natte pour tout mobilier et quelques vêtemens de coton ou de soie qu'il aime à tenir propres, voilà à quoi se bornent ses désirs. Augmenter sa production, ce serait travailler pour le fisc bien plus que pour lui, et il fait si bon s'endormir dans une douce somnolence en regardant monter aux poutres la fumée du brasier! Les familles sont peu nombreuses; on aime mieux avoir peu de bouches à nourrir et moins de bras à employer. Grâce à l'adoption, qui lui permet de placer ses fils sous un autre toit, le père s'arrange pour n'avoir que deux ou trois enfans à élever. Vers cinquante ans, il renonce complétement, s'il le peut, au travail, garde la maison et reste à la charge de son fils aîné, qui le nourrit pieusement jusqu'à sa mort.

Tel est le type de la race appelée depuis des siècles à mettre le Japon en valeur; sans besoins, sans ambition pour lui ni pour ses enfans, l'homme du peuple s'estime heureux s'il ne meurt pas de faim et s'il peut, quand on lui demande compte de son passage sur la terre, répondre, comme ce personnage illustre qui avait sauvé sa tête au milieu des tourmentes révolutionnaires : « J'ai vécu. » Considéré au point de vue social, il n'est nullement malheureux; il vit doucement, au grand air, au soleil, en flâneur, et sa condition est cent fois préférable à celle du travailleur besogneux, haletant, surmené, qui gagne péniblement sa vie dans les ateliers de Manchester ou végète dans les bouges infects de Londres; mais, considéré comme machine humaine, on conçoit qu'il ne progresse pas et rende peu. De là vient que, malgré le bon marché de la main-d'œuvre (résultat du bon marché de l'alimentation), l'industrie japonaise n'arrive pas à produire à des prix rémunérateurs; on obtient des œuvres fines, délicates, soignées, mais qui, tout compte fait, ne peuvent lutter de prix avec la concurrence européenne. Le commerce étranger s'est évertué à créer dans la population des besoins qui n'existent pas; le gouvernement a semblé lui-même encourager

ce mouvement. On a tenté de vaincre cette apathie, on y a échoué jusqu'à présent, et l'on a constaté, comme le disait un peu brutalement l'auteur d'une de ces tentatives malheureuses, « qu'on ne peut faire boire un Asiatique qui n'a pas soif. » Quant aux autres agens du travail, il n'est pas besoin de dire que les machines n'existent pas et que l'ouvrier n'a pas de quoi en acheter; le seul auxiliaire de l'homme, c'est le cheval, qui sert parfois au labour, mais principalement au transport. Il est, comme son maître, patient, sobre, docile, mais sans énergie et incapable d'une besogne trop rude.

Voici donc une nation de plus de 20 millions d'hommes qui, depuis des siècles, cultive le pays et depuis 300 ans jouit d'une paix profonde. Qu'a-t-elle fait? Quel legs les générations passées ont-elles transmis aux générations présentes? On cherche à la surface du sol ces gigantesques travaux qui témoignent de la grandeur des peuples et qui marquent le passage des Égyptiens, des Grecs, des Romains, ces aqueducs, ces chaussées, ces canaux, ces ports, dont le flot de l'invasion a été impuissant à supprimer les débris. Que trouve-t-on? Rien, ou presque rien; quelques rivières canalisées, quelques chemins plutôt tracés que faits, des temples de bois et ces *siro* ou châteaux-forts derrière les remparts desquels s'abritait l'indépendance des *daïmios*. Mais de travaux réellement profitables à l'industrie, à la prospérité générale, aucun, moins qu'en Espagne, moins qu'en Chine. Les ancêtres n'ont pas fait assez d'économies pour les placer dans des œuvres, ou s'ils en ont fait, elles ont été absorbées par cette classe inutile et dévorante des *hattamoto*, qui pèse encore aujourd'hui de tout son poids sur le peuple laborieux.

Si on jette les yeux sur le présent, on voit, il est vrai, s'élever de ci de là quelques hautes cheminées de brique, quelques usines, quelques becs de gaz, quelques tuyaux de locomotives. Vient-on aux chiffres, on constate que ces entreprises ont coûté des prix fabuleux, hors de toute proportion avec les résultats qu'elles peuvent donner; que les usines feraient faillite si elles n'étaient alimentées par le trésor; que le chemin de fer coûte par an une somme d'intérêts dix fois supérieure à celle de ses recettes; qu'en un mot ces travaux commencés à la légère dans toutes les directions sont pour la plupart des sources de nouvelles dépenses et non de richesses : au lieu de tendre à développer la source principale et pour le moment unique de la fortune indigène, l'agriculture, forcer la production du riz, faciliter son écoulement sur le marché, augmenter et améliorer l'industrie des soies, créer celle du chanvre, leur but semble surtout de fabriquer sur place des objets que le pays ne peut produire ou qu'il ne peut créer à des prix raisonnables et capables de rivaliser avec le commerce européen. Ceux mêmes d'entre ces travaux qui seront utiles un jour sont aujourd'hui pré-

maturés, parce qu'ils précèdent celui qui devrait marcher avant tous les autres, l'établissement des communications.

A défaut d'un capital industriel en nature, trouve-t-on un capital en numéraire qui puisse le remplacer? L'argent manque dans la circulation, et rien ne permet de supposer qu'il se cache au fond des tiroirs. Le stock métallique n'a jamais été considérable, si l'on songe que les petits souverains locaux émettaient jadis du papier-monnaie et que les échanges se faisaient principalement en sacs de riz. Aujourd'hui ce stock a baissé dans des proportions dont un journal indigène se déclare avec raison effrayé : il compare avec des lamentations patriotiques le chiffre des importations et des exportations, dont le tableau suffit à expliquer le drainage d'espèces dont le commerce japonais a été victime. En 1868, les résultats se balancent; de 1869 à 1870, l'importation excède de 30,432,123 *yen* l'exportation; de 1870 à 1872, les chiffres diminuent; mais l'excédant est relativement aussi fort et s'élève à 10,030,743 *yen*. En 1874, l'excédant est de 12,952,730 *yen*. En admettant avec notre auteur que la réserve monétaire tant ancienne que moderne doive être évaluée à 58 millions de *yen*, on voit en combien d'années et même de mois elle serait épuisée, en tenant même compte d'une fabrication mensuelle de 205,000 *yen*.

On se demandera naturellement en lisant ces chiffres comment l'or n'obtient pas une prime énorme sur le papier : le change n'atteint pas 5 pour 100. Cela tient aux coutumes traditionnelles du peuple, qui a plus de confiance dans les *kinsats*, papier revêtu de la griffe impériale, que dans les monnaies facilement altérables et souvent altérées jadis. Le commerce étranger profite de cette insouciance pour attirer à lui tous les métaux précieux, qui vont s'accumuler dans les caves des banques européennes; mais cette quiétude ne peut durer toujours; à mesure que les générations qui grandissent acquerront la notion des lois économiques, elles se rendront compte de l'inanité du signe placé entre leurs mains; elles s'apercevront que les achats à l'étranger leur sont interdits, et il se produira infailliblement une crise dont il est difficile de calculer la portée.

Dès aujourd'hui le manque de numéraire a produit des inconvéniens assez graves pour qu'on y cherchât un remède : on a cru le trouver dans la création des banques, on n'a rencontré que des mécomptes. Obéissant à des conseils peu éclairés, les Japonais ont pensé découvrir du premier coup un moyen de changer leur plomb en or, et, sans tenir compte des lois économiques qui condamnaient leur tentative, se sont plu à croire qu'un système de banques à l'instar des États-Unis leur fournirait les facilités de circulation qui leur manquaient. Ils ne songeaient pas que l'immense et inces-

sante production de l'Amérique la place dans des conditions différentes de l'état restreint et gêné de l'industrie japonaise, et que le système financier d'un peuple aventureux et libre ne convient pas à une nation timide et nouvelle aux transactions, entravée par mille règlemens. Un journaliste rappelle à ce propos avec quelque malice l'aventure du tailleur chargé par le roi de Laputa de faire un habit à Gulliver; il vint prendre l'altitude du héros au moyen d'un sextant et d'un compas, et après en avoir dressé la topographie, tailla un habit qui n'allait pas, faute d'un zéro dans son calcul. On s'était proposé d'attirer les capitaux dans un vaste réservoir d'où ils pussent être déversés sur le commerce, ainsi que cela se passe en France, en Angleterre, en Amérique; mais les banques nationales dans ces pays ne sont que les régulateurs du crédit et du prix de l'argent; elles ne créent pas le numéraire là où il manque; ce sont des bassins de partage des richesses, non des sources, et leur rôle se réduit à rien, leurs opérations sont même factices et dangereuses quand il leur manque la matière première : c'est dans une pareille question, plus qu'en toute autre, qu'il est périlleux de vouloir forcer la nature des choses, et, pour revenir à Dan Swift, de tailler des pantalons tout faits; la faillite du grand banquier Onö l'a trop bien prouvé. La gêne que causent dans les transactions, d'une part ce système protecteur, de l'autre l'appauvrissement, se manifeste par une diminution considérable dans le chiffre des affaires, qui était en 1872 de 50,482,973 piastres, et qui est tombé en 1874 à 44,225,266, pour s'abaisser encore en 1875 et 1876. En voyant cette stagnation, qui menace d'être durable, nos négocians se rappellent avec amertume les premiers jours de l'ouverture, le temps des *princes merchants*, des fortunes rapides, et s'accusent tout bas sans doute de ne pas s'être demandé plus tôt si la poule devait toujours pondre des œufs d'or. Beaucoup se retirent, quelques-uns liquident avec perte; on a vu des faillites, on en craint d'autres; une banque assise à la fois sur la Chine et sur le Japon, qui jusqu'en 1873 avait 542,000 piastres de bénéfices annuels pour un capital de 5 millions, annonçait en 1874 à ses actionnaires un bénéfice net réduit à 104,000 piastres et ses actions tombaient misérablement. « La crise est grave, disait un jour quelqu'un. — Non, lui répondit-on, l'époque est arrivée. »

Ainsi, dépourvu de capitaux accumulés, insuffisamment pourvu pour le moment d'instrumens d'échange, le Japon se trouve hors d'état de mettre en valeur les richesses naturelles de son sol. Est-il donc condamné à rester éternellement dans cet état stationnaire? — Nullement. Le remède est fort simple et saute aux yeux. Ce qui manque, c'est le capital industriel; puisqu'il n'existe pas dans le

pays, il faut aller le chercher ailleurs, il faut faire appel à la bourse de l'Europe, qui ne demande pas mieux que d'étendre son activité sur un terrain nouveau, comme elle l'a fait aux Indes, en Australie, au Brésil et ailleurs. Mais l'industriel anglais ou le colon américain ne se contenteront pas de prêter leur argent; il leur faut des garanties, et la première de toutes, c'est de leur laisser gérer eux-mêmes les entreprises qu'ils commanditeraient, c'est de leur permettre d'être propriétaires, manufacturiers, concessionnaires, et de déployer en personne cette activité qui a déjà changé la face de tant de pays. Alors on verrait le bien-être pénétrer partout, le sol, qui nourrit déjà ses habitans, les enrichir, et l'énergie nouvelle du Japon provoquer la confiance et fonder son crédit. Mais pour cela il faudrait ouvrir le pays, il faudrait établir une législation civile, qui donnerait aux étrangers des droits égaux à ceux des indigènes, une législation commerciale et industrielle comme celles de la France et de l'Angleterre; il faudrait par conséquent ouvrir toute grande la porte entre-bâillée, et c'est ce qu'on ne veut à aucun prix. On craint l'exemple de l'Inde, on craint le sort qui semble menacer l'Égypte, on voit l'indépendance nationale compromise, et l'on se promet intérieurement de sauver la situation économique sans laisser entamer la situation politique, sans abandonner surtout l'honneur du sauvetage à d'autres instrumens que des mains japonaises.

Si, faute d'employer des fonds européens, le Japon ne peut établir son crédit sur un développement agronomique et industriel, il ne lui reste plus qu'une chose à hypothéquer, ce sont ses mines. On en est encore à se demander quelle est la vérité au sujet de la richesse minérale de la contrée. Qu'il existe de très nombreux gisemens de charbon et de métaux, particulièrement d'argent et de cuivre, c'est ce que personne ne conteste et ce que révèle un tableau statistique placé sous nos yeux, qui n'indique pas moins de cent cinquante emplacemens différens. Mais la valeur de ces gisemens laisse place à de grands doutes. Nous devons à la plume élégante de M. Plunkett, alors premier secrétaire de la légation britannique à Yeddo, le premier travail sérieux qui ait été écrit sur les mines et d'où sont extraits la plupart des détails qui vont suivre. A l'exception des mines de charbon de Takasima, toutes celles du pays sont exploitées par galeries; les Japonais ne creusent jamais un puits, et, comme ils n'ont pas d'autre moyen d'épuisement que l'emploi des pompes faites avec des tuyaux de bambou, l'abandon des exploitations devient presque partout rapidement inévitable. Les travaux sont entrepris sur des proportions mesquines, faute d'argent; on creuse au hasard là où l'on soupçonne un gisement, sans prévoyance ni système; on pratique une ouver-

ture dans le flanc de la montagne, et, si l'on rencontre le minerai, on poursuit; sinon on ouvre un autre orifice un peu plus loin. Si la seconde tentative n'est pas plus heureuse, on se déplace encore, mais chacune des baies ainsi formées, n'en eût-on retiré qu'une demi-tonne de minerai, prend le titre de mine, et de là viennent ces longues listes qui étonnent le voyageur et entretiennent l'illusion que le Japon est un véritable Eldorado. Cependant une impression toute contraire ressort de l'examen des chiffres, et la conclusion qui s'impose est que le Japon, quoique riche en affleuremens de différentes sortes, n'est pas appelé à prendre un rang élevé parmi les contrées métallifères. Le produit total s'est élevé pour 1874 à une valeur de 3,687,275 *yen*, où le charbon entre pour plus de la moitié (1).

Il n'existe pas de code applicable à la propriété souterraine. Quelques règles empruntées à nos lois ont été décrétées il y a deux ans, mais elles n'ont pas réussi à l'emporter sur les coutumes locales. L'esprit en est avant tout d'exclure avec un soin jaloux les étrangers de toute participation à l'industrie minière. Ils ne peuvent avoir ni une action, ni une créance hypothécaire; un propriétaire qui admet un étranger à la participation de ses bénéfices s'expose à la confiscation, et les ingénieurs européens, qu'on est forcé d'employer, doivent, avant de signer un contrat, attester par une lettre écrite au directeur des mines, qu'ils n'ont aucun intérêt dans l'exploitation, et qu'ils renoncent même d'avance à saisir la mine pour sûreté de leur salaire, le tout à peine de dépossession pour le Japonais qui les emploie. Le principe que la propriété du dessus emporte celle du dessous n'est pas admis ici, et le propriétaire qui découvre une mine chez lui doit en obtenir la ferme moyennant une rente annuelle. Il ne peut céder son droit que du

(1) Tableau estimatif de la production des mines pour l'année 1874 fourni par l'administration des mines.

			Prix de chaque unité.		Valeur en dollars.
Charbon.....	390,000 1/2	tonnes.	5	*yen.*	1,950,000
Cuivre.....	3,000	—	300	—	900,000
Fer.....	5,000	—	30	—	150,000
Plomb.....	175	—	115	—	21,275
Étain.....	7 1/2	—	400	—	3,000
Argent.....	8,081	kilogr.	48	—	390,000
Or.....	400	—	600	—	250,000
Huile minérale..	575,000	*shos.*	0 04	*sen.*	23,000
			Total.....		3,687,275

Ce tableau ne comprend ni le soufre, ni le mercure, ni l'antimoine, dont les produits ne sont pas connus. Le *sho* vaut 1 litre 69 centilitres.

consentement du ministre des travaux publics à un candidat accepté par celui-ci. L'inventeur d'une mine, quand même il n'est pas le propriétaire du sol, en est le fermier de plein droit, si le maître du dessus ne réclame pas la préférence. Il n'y a rien de constant dans le montant de la redevance qui varie pour chaque mine; mais toutes sont soumises à un droit fixe de 3 *yen* par hectare, réduit à 1 *yen* 1/2 pour le fer et la houille. Toutes les redevances ont été d'ailleurs suspendues, à titre d'encouragement à l'industrie. La loi de 1873, pour être mise en vigueur, demanderait un corps d'ingénieurs qui manquera longtemps encore au gouvernement; la surveillance, ne pouvant être générale et profitable, se réduit à quelques tracasseries qui gênent l'initiative au lieu de l'aider. « Comme conclusion, dit M. Plunkett, je penche à croire que, malgré la présence de gisemens métallifères en beaucoup de points, il est extrêmement douteux qu'il y en ait beaucoup dont l'emplacement, le rendement et les conditions autorisent, quant à présent, à risquer de grands capitaux dans les entreprises métallurgiques. Il y a probablement de bonnes mines, mais je crains qu'elles ne soient plutôt l'exception que la règle, et, tout compte fait, la richesse minérale du Japon me semble avoir été jusqu'ici estimée par le public bien au-delà de la réalité. »

De ces appréciations, qui résument avec autorité l'opinion aujourd'hui établie, il résulte que les ressources métallurgiques du Japon n'existent pas encore industriellement, qu'elles attendent comme ses champs, comme ses landes, l'alluvion des capitaux qui doit les féconder. Le Pactole peut couler ici comme ailleurs, mais il faut l'y amener, et la source est loin. Les mines, dans leur état actuel, ne peuvent donc servir de garantie à un emprunt d'état, à moins que le prêteur ne soit en même temps autorisé à mettre en valeur un gage qui pour l'instant n'en a pas. On est donc ramené à cette nécessité que le gouvernement ne veut envisager à aucun prix : ouvrir le pays aux capitalistes. La situation ne peut se prolonger ainsi pendant très longtemps; il faut prendre un parti, ou renoncer absolument à un commerce extérieur ruineux pour le pays, rentrer dans l'ancien isolement, rejeter le rôle de peuple civilisé qu'on a voulu jouer, ou accepter franchement la liberté commerciale, la concurrence, la solidarité internationale avec toutes leurs conséquences. On comprend que c'est là une question qui domine toutes les autres et se mêle sans cesse à chacune dans les relations diplomatiques que nous nous réservons d'examiner.

GEORGE BOUSQUET.

LES

DERNIERS VIKINGS

ET LES

PREMIERS ROIS DU NORD

I. *The Vikings of the Baltic*, by G. W. Dasent, 3 vol. in-8°, London 1875; Chapman and Hall. — II. *The early Kings of Norway*, by Thomas Carlyle, 1 vol. in-8°, London 1875; Chapman and Hall.

Les romans historiques étaient fort à la mode parmi nous, il y a quelque quarante ans; aujourd'hui au contraire ce genre est tellement déchu de son ancien prestige que c'est presque une audace que de recommander comme une lecture à la fois émouvante et instructive un récit consacré à la peinture des âges passés. C'est une grave injustice à notre avis que cette défaveur, et nous essaierions volontiers un plaidoyer pour venger ce genre trop délaissé des accusations souvent légères dont il a été l'objet, si le récit que nous voulons signaler n'était assez riche en intérêt pour réclamer tout le temps et tout l'espace dont nous pouvons disposer aujourd'hui. D'ailleurs ce plaidoyer ne serait pas précisément à sa place ici, car c'est à peine si l'œuvre de M. Dasent mérite le nom de roman, tant elle se tient près de l'histoire et tant elle lui reste fidèle, même en s'en écartant. C'est un récit consacré aux entreprises et aux aventures d'une formidable association de pirates qui, sur la fin du xe siècle, s'établit sur les bords de la Baltique, à l'embouchure de

l'Oder, et fut longtemps un souci et un danger pour les souverains du nord. L'auteur, M. Dasent, est un des hommes les plus versés de l'Angleterre dans la connaissance des vieilles annales de la Scandinavie et de la littérature islandaise, et il est notamment le traducteur de ce *Saga de Nial* dont M. Geffroy entretenait récemment les lecteurs de la *Revue*. Aussi, tout plein de son sujet, abonde-t-il en détails et en épisodes qui donnent de l'authenticité même aux parties purement romanesques de son œuvre. L'érudition de l'auteur nous est une garantie de la vérité des mœurs qu'il nous présente, même quand les faits dont il se sert pour nous les présenter sont légèrement inexacts. Il a d'ailleurs loyalement expliqué dans la courte préface qu'il a mise en tête de son récit en quoi consiste la principale de ces inexactitudes : c'est qu'il a suivi pour la disposition des faits la succession même dans laquelle ils sont présentés par le *Saga des vikings de Jomsburg*, de préférence à la succession établie après enquête par la critique historique moderne. Ayant à choisir entre l'ordonnance de l'histoire poétique et l'ordonnance de l'histoire critique, il a choisi la première comme répondant d'une manière plus directe et plus vivante au genre de composition qu'il se proposait. Inexactitude vénielle s'il en fût, et à laquelle les lecteurs, même les plus érudits, ne perdront pas grand'chose. Pour prendre un des plus considérables parmi ces faits, je suppose que peu de lecteurs se soucieront de savoir si ce ne fut pas à la bière des funérailles du roi Harold à la dent bleue plutôt qu'à celle de Harold le Superbe, père de Sigvald, capitaine de Jomsburg, que Sweyn prononça son vœu contre Ethelred d'Angleterre et que les vikings prononcèrent le leur contre Hakon-Jarl de Norvége; plus d'un en revanche aimera à savoir ce que c'était chez les vieux Scandinaves qu'une bière des funérailles et quelles scènes s'y passaient. En termes plus généraux, c'est moins l'exacte chronologie de faits aujourd'hui absolument enfouis sous la poussière des siècles que la vérité des mœurs, dont le récit de M. Dasent contient une peinture très vivante et très complète, qui importe au lecteur moderne. C'est cette peinture que nous nous proposons d'en tirer, en écartant les parties plus particulièrement romanesques et en groupant autour des principaux personnages tous les détails qui sont de nature à faire apparaître une image fidèle du dur berceau des nations du Nord, du sauvage enfant que nous y entendons vagir, et des terribles pères nourriciers que nous voyons faire auprès de lui office d'éducateurs.

Un livre récent de Thomas Carlyle, *les Anciens Rois de Norvége*, qui nous arrive en même temps que le roman de M. Dasent, nous permet à beaucoup d'égards de compléter et d'animer encore ce tableau. Ce livre, suite de notes admirables où l'auteur a résumé

toute l'histoire de la dynastie d'Harald Haarfagr avec le relief puissant qu'il sait donner à tous ses récits et la vie dont il sait animer la moindre figurine historique qu'il présente, est le résultat probable d'une étude entreprise pour éclaircir les rapports si intimes, mais si compliqués et si obscurs qui ont uni avant et après la conquête danoise l'Angleterre saxonne et les pays scandinaves. Tous ceux qui connaissent Thomas Carlyle savent, sans que nous ayons besoin de leur en donner l'assurance, qu'ils trouveront dans son livre toute parcelle d'héroïsme, tout acte valant la peine d'être connu ou toute parole valant la peine d'être retenue, qui peuvent se rencontrer dans ces vieilles annales du Nord. Tout ce qu'il y a eu d'humain en Norvége pendant plus de trois longs siècles est contenu dans ce volume court, mais dense de faits et de caractères comme une vieille peinture de Van-Eyck; le reste est affaire d'érudition pure ou de curiosité. Combien un tel livre est fait pour inspirer le regret que ce moyen âge anglais, dont Carlyle a dit si souvent qu'il était l'époque où l'Angleterre avait été plus particulièrement fertile en hommes vraiment grands, n'ait pas trouvé en lui son historien et son juge!

I. — LES VIKINGS DE JOMSBURG.

A l'époque où nous transporte le récit de M. Dasent, c'est-à-dire vers la fin du xe siècle, l'aventureux esprit d'entreprise des hommes du Nord avait subi une altération radicale, conséquence de la transformation bienfaisante que traversaient alors les contrées scandinaves. La vieille féodalité barbare, plutôt vaincue par la nécessité des temps que par le déclin des qualités guerrières et du féroce esprit de liberté qui l'avaient jusqu'alors maintenue, cédait partout la place à l'élément monarchique; aux mêmes années et presque aux mêmes heures, Gorm en Danemark, Éric en Suède, Harald Haarfagr en Norvége, jetaient les fondemens des trois monarchies du Nord, royautés d'abord bien imparfaites, bien rudimentaires et bien grossières, mais qui étaient tellement voulues par la nécessité qu'au bout de moins d'un siècle elles avaient acquis une force inéluctable, avaient revêtu leur forme parfaite, s'étaient conquis un renom équivalant à ce que nous appelons la gloire, et que même l'une d'elles, celle de Danemark, s'était élevée jusqu'à la splendeur la plus magnifique. C'est ici l'occasion de faire une remarque qui a son intérêt. Tous les peuples européens, même les plus infimes, ont tour à tour exercé la suprématie sur notre continent ou ont eu leur heure de prépondérance; seul le Danemark semble faire exception à cette règle générale, et se présente dans l'histoire toujours faible ou toujours malheureux; cependant il a eu son heure comme

toutes les autres nations, et même il les a toutes devancées dans cette voie de la suprématie; seulement cette suprématie, il faut aller la chercher dans une lointaine et barbare époque, la plus ténébreuse qu'ait jamais traversée l'histoire humaine. A moins que l'on ne veuille compter l'Espagne musulmane des Abdérame comme une puissance européenne, quel était entre le dernier tiers du xe siècle et le premier tiers du xie, — alors que la France gisait étouffée sous l'agonie carlovingienne ou rassemblait humblement ses plus proches tronçons sous les premiers Capétiens, alors que l'Allemagne après avoir ramassé l'héritage de Charlemagne le sentait encore mal assuré en son pouvoir, et que Rome passait d'anarchie en usurpation et d'usurpation en anarchie sous les princes de la famille de Théodora et de Marozie, — le royaume réellement prépondérant, sinon le Danemark de Sweyn et de Knut, qui conquirent et gouvernèrent l'Angleterre, tinrent pendant leurs règnes le royaume naissant de Suède dans leurs intérêts et sous le protectorat de leur amitié, et disputèrent la Norvége aux deux Olafs? Knut le Grand, fils de Sweyn à la barbe fourchue, que nous allons voir figurer dans le récit de M. Dasent, petit-fils d'Harold à la dent bleue, qui porta le Danemark à un si haut degré de puissance, en fut le quatrième roi seulement, en sorte que la suprématie qu'il lui conquit fut presque voisine de son berceau, tant les choses vont vite lorsqu'elles ont rencontré leur vraie direction et leur juste engrenage. Dans ce souvenir, tout lointain qu'il est, le Danemark actuel peut encore trouver une consolation à ses malheurs répétés et à sa récente mutilation.

Dans ces conditions nouvelles, la piraterie scandinave dut nécessairement cesser d'être ce qu'elle avait été, une véritable institution sociale. Chaque année en effet, les *jarls* et les petits rois des contrées du Nord rassemblaient, dès que le printemps revenait, les jeunes guerriers de leurs districts, et, se mettant à leur tête, s'embarquaient pour quelque expédition aventureuse où ils pouvaient gagner richesse et renom; c'était comme un système régulier d'écoulement pour le trop plein des élémens d'ardeur et de turbulence qui surabondaient dans cette barbarie vigoureuse, et comme une consécration annuelle de ces mâles qualités de courage et d'énergie que la religion d'Odin recommandait à ses sectateurs comme les seules qui fussent dignes d'estime et de louange. Ce brigandage régularisé, légitimé et élevé à la hauteur du patriotisme était à la fois une école de guerre et une carrière constamment ouverte aux ambitions de la jeunesse scandinave. Ces moyens de faire son chemin et de se créer sa place étaient bien barbares, mais dans ce monde, où le *struggle for life* de Darwin domine hélas! trop réellement, est-il bien sûr que l'on ne trouverait pas quelque chose d'analogue à ces violentes méthodes de parvenir, même au sein des

sociétés les plus civilisées? Par exemple, un des principaux griefs que le baron Lisola, ce fougueux Franc-Comtois qui fut un adversaire si acharné de Louis XIV, faisait valoir contre la France auprès de la maison d'Autriche, c'est que la noblesse française avait pour mission d'entretenir constamment la guerre, afin que ses enfans trouvassent à leur entrée dans la vie une carrière assortie à leur condition et de plus grandes chances de fortune. Et n'est-il pas vrai aussi que, lorsqu'un peuple a été conquérant heureux pendant quelques années seulement, il s'est habitué à l'idée qu'il lui est légitime de s'enrichir par les armes du bien d'autrui, et que lorsque l'insuccès arrive il se regarde presque comme frustré? Beaucoup de choses en ce monde sont affaires de forme, et peut-être ce vieux système de piraterie scandinave ne nous paraît-il si loin de nos instincts que parce qu'il se présente à nous revêtu de la chemise de mailles.

Sans doute cette institution de la piraterie était un mal; cependant, comme une loi de la nature ne veut pas qu'il y ait si grand mal qui ne soit mêlé de quelque bien, elle ne fut pas sans fruits pour le progrès humain. Grâce à cette habitude des expéditions navales annuelles, les hommes du Nord furent de remarquables colonisateurs. Par eux, l'Islande glacée entra dans le concert de la civilisation naissante, et l'Islande leur paya plus tard ce bienfait en tenant ces registres de leurs exploits et de leurs aventures, qui, connues sous le nom de *Sagas*, ont formé un des monumens historiques les plus vivans et les plus originaux que la mémoire humaine ait composés. D'autres peuplèrent les îles Féroe, désertes jusqu'à eux; d'autres encore, les îles anglaises des Hébrides, des Shetland et des Orcades, où un frère de notre Rollon, fondateur du duché de Normandie, Einar, s'avisa, dit-on, le premier, de se servir de la tourbe comme combustible. Je viens de nommer l'auteur le plus considérable de ces établissemens, de celui qui fut le plus fécond en conséquences historiques, succès de la première croisade, création du royaume des Deux-Siciles, civilisation anglaise, sans compter les plus menus bienfaits pour notre pays qui ont découlé de la conquête de Rollon. Enfin ce fut, dit-on, un certain Islandais du nom d'Éric le Rouge qui découvrit le premier l'Amérique vers la fin du xe siècle. Si, comme nous le disions tout à l'heure, beaucoup d'opinions sont affaires de forme, il faut avouer aussi que le renom est fréquemment simple affaire de chances. Au fond, ces compagnons de Ragnar Lodbrog ou de Rolf le Marcheur, que faisaient-ils d'autre que ce qu'avaient fait les aventuriers grecs de l'époque primitive, et que cherchaient-ils, sinon quelque Colchide à piller ou quelque Salente à fonder? Et n'est-il pas vrai que, s'ils n'ont gagné que le nom de pirates au lieu de celui de héros, que

se sont acquis les corsaires grecs, c'est qu'ils n'ont pas eu la chance que les chants admirables qui les ont célébrés soient arrivés à faire partie de l'éducation traditionnelle du genre humain? Cependant ils méritaient la même fortune, car les uns et les autres présentent entre eux d'assez singulières ressemblances, et peut-être de tous les membres de la famille âryenne, les peuples de l'extrême nord sont-ils ceux qui se rapprochent le plus des enfans de la lumineuse Grèce. Les uns et les autres furent également féroces avec héroïsme et fourbes accomplis, navigateurs curieux et grands conteurs d'histoires; sous ce dernier rapport, l'Islandais, narrateur intarissable, est un véritable frère pour le Grec à la faconde brillante. Les uns et les autres ont conçu et composé leur ancienne histoire d'une manière identique et sous forme poétique, ceux-ci par les chants des rhapsodes, ceux-là par les chants des skaldes et les récits des *sagas*. Ces ressemblances ne se bornent pas au moral : de tous les types de beauté des divers peuples européens, la beauté anglaise et scandinave, quand elle est sérieuse, est celle qui, pour la netteté du profil, la précision des traits et la perfection générale du dessin se rapproche le plus du type classique que la sculpture grecque nous a transmis. Enfin il n'est pas jusqu'aux croyances et aux superstitions des deux races qui n'aient de singulières analogies : les trois Nornes de la religion d'Odin ne sont que les trois parques sous un autre nom, et l'ambroisie dont les héros se délectaient en compagnie des dieux de l'Olympe pourrait bien avoir eu le goût de l'hydromel à saveur d'ambre que les guerriers scandinaves buvaient en compagnie des Ases divins.

Ce ne fut pas, on le conçoit, sans les plus extrêmes difficultés que les nouvelles royautés du Nord vinrent à bout d'une habitude si puissamment enracinée. Il y avait d'immenses obstacles à surmonter, et le principal était celui qui se rencontre toujours dans toute nation qui change son état social, c'est que les réformateurs avaient été élevés dans les institutions mêmes qu'ils étaient appelés à changer. La plupart de ces rois avaient été vikings eux-mêmes, et pouvaient être appelés à le redevenir, car pendant tout le xe siècle et une grande partie du xie, la piraterie fut le refuge de tous les grands qu'atteignaient les revers de la fortune. Un héritier légitime du trône était-il exclu de la couronne par un usurpateur, un fils de roi avait-il dispute avec son père, un roi même tombait-il du pouvoir, immédiatement la piraterie lui ouvrait ses rangs, et la vie d'aventure lui offrait la promesse de le revancher. Le roi Sweyn, fils naturel d'Harold à la dent bleue, et, par ce fait de sa naissance, en querelle avec son père, fut viking pendant toute sa jeunesse, et conquit le trône par ce moyen. Le premier roi de Norvége, Harald Haarfagr, mit tous ses efforts à limiter la piraterie; cependant ses

fils, et particulièrement l'aîné, Éric, son héritier, furent vikings, dans la pire acception du nom. Vikings aussi les deux fils de Rognwöld, le principal ministre d'Harald Haarfagr, Einar, colonisateur des Orcades, et Rolf le Marcheur, notre Rollon de Normandie; vikings aussi les fils de Hakon-Jarl, dont nous verrons les vikings de Jomsburg mettre le pouvoir à deux doigts de sa perte. Enfin plus d'un siècle après Harald Haarfagr, les deux plus grands rois qui soient sortis de son sang, Olaf, fils de Tryggvi, et saint Olaf, furent vikings jusqu'à leur avénement, et vikings non par exception, mais absolument et de profession. On voit que les rois du Nord, au xe siècle, eurent plus d'une occasion de faire l'application du proverbe latin : *quis custodiet ipsos custodes*, car ceux qui étaient chargés de réprimer la piraterie la pratiquaient eux-mêmes.

Directement les rois du Nord ne purent donc faire que peu de choses pour arrêter cette coutume, et en réalité toutes les mesures qu'ils prirent se réduisirent à deux. La première, c'est qu'ils s'interdirent d'organiser et de commander comme autrefois les expéditions maritimes, abstention qui, sans empêcher la piraterie, eut l'avantage de lui enlever sa principale légitimation et de lui faire perdre toute existence officielle. La seconde, résolûment appliquée par Harald Haarfagr, fut la prohibition de toute entreprise de vikings contre les terres et les personnes de ses sujets de Norvége. Ce n'étaient pas en effet les seules nations étrangères qui payaient les frais de ces expéditions. Bien que les Normands aient inondé l'Europe entière de leurs hordes pendant un siècle, c'étaient cependant les régions du Nord, de l'Islande aux côtes d'Angleterre, qui restaient le théâtre principal de leurs exploits, et par conséquent les pays scandinaves avaient à en souffrir autant que les contrées les plus lointaines. Une flotte de pirates norvégiens ou danois se trouvait-elle, soit à l'aller, soit surtout au retour, à court de vivres, elle descendait sur la côte de Norvége ou de Danemark, pillait les fermes et enlevait les bestiaux. C'est par parenthèse à un acte de cette piraterie intestine que la vieille Neustrie dut de devenir la Normandie, Rolf *le Marcheur*, — ainsi nommé parce qu'il avait les jambes si longues qu'il était forcé d'aller toujours à pied, aucun cheval n'étant assez haut pour lui, — ayant été obligé de s'enfuir devant la colère d'Harald Haarfagr après un vol de bestiaux commis au retour d'une expédition. Heureusement à ces mesures répressives vint s'ajouter pour la piraterie scandinave une cause de décadence plus générale et plus efficace, et cette cause ce fut simplement l'existence même des nouvelles monarchies, qui donnèrent un centre à ces ardeurs jusqu'alors éparses et à ces ambitions qui tiraient chacune de leur côté, faute d'un but commun qui pût les satisfaire toutes. La monarchie *nationalisa* cet esprit d'aventures, qui jusqu'alors s'était

obstiné dans un individualisme barbare, en substituant les grandes entreprises collectives aux petites entreprises privées. Ce fut là particulièrement le cas du Danemark. Quel intérêt pouvaient avoir désormais des expéditions qui avaient pour résultat la conquête d'un îlot à moitié désert ou le pillage d'un coin de terre, lorsque la royauté proposait pour but aux ambitions inquiètes la conquête de l'Angleterre entière?

Alors s'opéra une grande et définitive transformation. La piraterie, exclue de l'état, officiellement désavouée en quelque sorte et n'ayant plus d'existence sociale légitime, se chercha une nouvelle forme qui lui permît de vivre encore, et la trouva dans la force de l'association. Des sociétés se formèrent, où affluèrent les aventuriers non-seulement de la Scandinavie, mais de toutes les nations voisines, et dont les membres étaient unis entre eux par des engagemens qui équivalaient à des vœux. De ces sociétés, la plus considérable fut celle des vikings de Jom, localité aujourd'hui inconnue, où ils avaient bâti une forteresse, mais que l'on doit chercher sur la côte de la Baltique non loin de l'embouchure de l'Oder. Sous cette dernière incarnation, la piraterie fut pendant un temps plus formidable que jamais, car elle devint permanente d'intermittente qu'elle était, et elle présenta des forces comme bien peu de nations auraient pu en montrer dans cette époque d'anarchie et de pouvoirs divisés. Les vikings de Jomsburg formaient un corps de 10,000 hommes, pirates et soldats de profession, unis entre eux par les engagemens les plus stricts, possesseurs d'une forteresse qu'ils tenaient pour la forme seulement sous la suzeraineté du roi des Wends, et d'une flotte de 150 vaisseaux, commandés par des chefs, fils de jarls, qui apportaient au service de la compagnie toute la puissance sociale que leur donnaient leur naissance et leur parenté. Ces pirates étaient tous des hommes de choix, car on n'entrait dans leur compagnie qu'aux conditions les plus sévères. Nul ne pouvait y être admis avant dix-huit ans et après trente ans. Chaque homme prêtait à son admission le serment de venger tout membre de la bande comme son propre frère. Tout guerrier qui cédait à un autre à égalité d'armes, tout homme qui parlait légèrement de la bande, ou qui colportait quelque nouvelle avant l'autorisation du capitaine, tout soldat qui retenait indûment pour lui une part de butin, qui dans une difficulté quelconque laissait échapper un mot de crainte ou une plainte, était exclu sur-le-champ. Enfin l'obligation du célibat était formelle; nulle femme ne pouvait pénétrer dans l'intérieur de la forteresse, et il était interdit de s'absenter plus de trois nuits de suite sans la permission du capitaine. N'en déplaise à M. Dasent, c'est un tout autre nom que celui de *condottieri* de la mer que méritaient ces pirates, car comment

ne pas surprendre ici sous une forme barbare et païenne le type même de ces associations qui furent si puissantes aux siècles suivans? La compagnie des vikings de Jomsburg fut en toute réalité un *ordre* de piraterie dans le même sens que les templiers, les hospitaliers, les chevaliers teutoniques et porte-glaives furent des ordres de chevalerie. On voit par là où il faut chercher le principe et le patron de ces sortes d'institutions qui ne sont pas nées, comme on l'a dit, des croisades, mais qui sont tellement inhérentes à la race germanique qu'on les rencontre sous diverses formes partout où cette race était établie. Nous en montrerons peut-être un curieux exemple dans une de nos prochaines études. Ce que firent réellement les croisades, ce fut de les multiplier, de leur donner vogue et faveur, d'en sanctifier le principe et d'en montrer la force et la portée.

Les chefs étaient à l'avenant de l'institution, des ébauches premières de chevaliers, déjà parfaites pour certains traits, encore informes pour d'autres. Le fondateur de la compagnie avait été un certain Palnatoki, pirate fameux, qui, paraît-il, conserve encore aujourd'hui dans ces régions du Nord l'ombre d'un nom. A l'époque où commence le récit de M. Dasent, le capitaine était un fils du *jarl* de Scanie, Sigvald, que l'histoire nous présente comme un personnage étonnamment subtil, perfide et rusé. Un autre chef fameux était Bui, fils de Veseti, jarl de Bornholm, soldat dur, avare et rapace, qui pendant ses expéditions était parvenu à remplir d'or deux grands coffres qu'il ne quittait ni jour, ni nuit, et qu'il emportait toujours avec lui lorsqu'on allait en mer. Quand les expéditions se faisaient sur terre, comme ces coffres étaient une charge trop lourde pour qu'un cheval pût les porter, Bui préférait ne pas quitter la forteresse. Ces fameux coffres le suivirent à la fameuse bataille navale contre Hakon-Jarl, souverain de Norvége, où il fut blessé mortellement; alors les ramassant de ses mains sanglantes et les plaçant sous ses bras, il s'élança dans la mer et s'en alla garder ses trésors pour l'éternité comme un dragon Fafnir des flots. Les rangs de la compagnie étant ouverts à tous les aventuriers valeureux non-seulement de la Scandinavie, mais des pays étrangers, il s'y trouvait un vieux pirate gallois d'extraction princière, Beorn, fils du roi gallois Howell le Bon, qui ruiné par une expédition de vikings, avait demandé la réparation de sa fortune au mal même qui l'avait détruite. Compagnon de Palnatoki, il était père d'armes de son petit-fils, Vagn, jeune guerrier qui est le héros favori de M. Dasent et qui représente, dans son récit, l'éternel jeune premier, indispensable à tout roman. Ces personnages sont historiques, et la conduite que leur prête M. Dasent est conforme à l'histoire. Une courte observation : tout à l'heure nous disions qu'il y avait plus d'une

étroite ressemblance entre les anciens Grecs et les anciens Scandinaves; maintenant voici qu'à la résonnance de leurs noms, Palnatoki, Bui, Aki, Veseti, on dirait des personnages échappés des anciens poëmes de l'Inde.

Le récit de M. Dasent abonde en détails minutieux sur la manière de vivre des vikings. Entrons par exemple dans leur salle de festins, vaste et long carré percé de deux portes étroites à ses deux extrémités, et éclairé sur ses deux flancs par de petites lucarnes pratiquées trop haut dans la muraille pour pouvoir fournir passage. Des deux côtés de la salle couraient deux rangées de bancs, interrompus au milieu par deux siéges plus élevés, réservés l'un au capitaine et l'autre à son lieutenant. Devant ces bancs se plaçaient les tables, qu'on établissait sur des tréteaux et qu'on enlevait après chaque repas. Au centre de la salle, pendant l'hiver, on allumait de distance en distance de grands feux dont la fumée s'échappait par des ouvertures pratiquées au toit. On mange beaucoup dans le roman de M. Dasent, ce qui n'a rien d'extraordinaire avec des héros du genre de ceux qu'il a choisis; toutefois, quelque robuste que fût leur appétit, les vikings ne faisaient que deux repas, un le matin à neuf heures, et le second le soir à la même heure. On mangeait davantage au premier et on buvait davantage au second, qui était vraiment interminable, car aussitôt que les tables étaient enlevées, les vikings commençaient à se porter mutuellement des toasts, et les libations de bière et d'hydromel les conduisaient fort avant dans la nuit. D'abord le capitaine se levait, tenant une corne pleine d'hydromel dont il vidait la moitié, sommait son lieutenant, placé en face, de lui faire raison, et lui tendait la corne, que ce dernier achevait; puis de siége en siége, chaque homme sommait ainsi son vis-à-vis, et les toasts se succédaient indéfiniment au milieu des causeries et des chants. Cette ivrognerie quotidienne avait son code de belles manières : un viking devait être un buveur adroit autant que solide. Le grand art consistait à vider la moitié de la corne sans laisser tomber une goutte de la liqueur; on renversait la tête, on baissait la corne de manière que la liqueur pût tomber dans la bouche sans que le vase touchât les lèvres, tour d'adresse que les paysans et le peuple de diverses régions pratiquent encore, puis lorsque la corne était à moitié vidée, on la redressait d'un coup sec. Les repas se passaient exactement de la même manière à la table des rois du Nord, à cette différence près que lorsque des femmes y assistaient, — elles se tenaient sur une estrade élevée transversalement à l'extrémité de la salle, — et qu'aussitôt après les gâteaux et les friandises, auxquels les guerriers ne touchaient jamais, elles se levaient, laissant les hommes à leurs libations, coutume que la société anglaise a retenue jusqu'à nos jours. On voit à quel point Shakspeare a été

un peintre fidèle des anciennes mœurs du Danemark, lorsque Hamlet nous montre le roi s'enivrant bruyamment avec ses hommes, ou pour parler le langage de cette vieille cour barbare, avec ses *convives*, expression qu'il ne faut pas entendre dans le sens d'invités, mais qui était le nom des cavaliers entretenus par le roi pour porter ses messages ou faire fonctions d'aides-de-camp.

Ces vikings, uniformément munis de quatre armes offensives, la hache, l'épée, la lance et l'arc, et d'une seule arme défensive, le bouclier, ne connaissaient pas nos modernes distinctions militaires, et étaient indifféremment marins, fantassins ou cavaliers, selon que le demandaient les circonstances des expéditions. Leur costume était plutôt celui de marins que de soldats, des pantalons aisés, un vêtement de grossière laine rousse, des chaussures de cuir et un bonnet à pointe rattaché sous le menton; les mieux équipés portaient la chemise de mailles et un casque plat en acier; c'est à peu près l'équipement sous lequel les chapiteaux des très anciennes églises romanes nous présentent les gardiens du tombeau de Jésus. Leurs navires méritent une mention spéciale. Ce n'étaient plus ces barques d'osier recouvertes de cuir dans lesquelles les vieux pirates se lançaient à l'aventure, ou même ces longs bateaux dont l'apparition avait effrayé Charlemagne; c'étaient de belles galères, à cinquante rangs de rames, pouvant contenir de cent cinquante à deux cents hommes d'équipage, très allongées sur les flancs, très hautes et très recourbées à la poupe et à la proue. Artistement travaillées, peintes et dorées à leurs extrémités, munies de voiles composées de bandes alternées de couleur bleue, rouge et verte, décorées d'ornemens et de figures sculptées, on les nommait *dragons* ou *serpens de guerre*, parce qu'elles présentaient la forme d'un serpent dont la proue montrait la tête, dont les flancs dessinaient les replis, et dont la poupe figurait la queue. Quelques-uns de ces ornemens étaient en métal et, fait curieux, c'était l'Angleterre, industrielle dès cette époque, qui avait, paraît-il, le monopole de cette fabrication d'art; le roi Sweyn, nous apprend Carlyle, s'y fournissait des figures dont il décorait les navires à l'aide desquels il conquit une partie du pays. Outre leur nom général de *dragons* ou de *couleuvres de guerre*, chacun de ces navires portait un nom particulier comme nos modernes vaisseaux, nom généralement emprunté au règne animal : le *Bison*, le *Lion*, l'*Ours*, le *Corbeau*, le *Cheval de mer*, le *Long serpent*. Lorsqu'on se préparait à une action navale sérieuse, on attachait tous ces vaisseaux ensemble par des cordages, de manière à présenter un front de bataille plus redoutable à l'ennemi dont tous les efforts consistaient à rompre la ligne. Si elle était une fois rompue, la déroute devenait inévitable, ou l'action générale se disséminait en cent actions particulières entre navire et navire.

Il est à peu près inutile de dire que les vikings excellaient dans tous les exercices du corps, mais un fait plus particulier et moins remarqué, c'est qu'ils semblent avoir eu un goût prononcé pour les tours de force des acrobates et les tours d'adresse des jongleurs. Les lecteurs d'Augustin Thierry se rappelleront certainement les rois de mer lançant leur pique au sommet du grand mât et l'attrapant au vol pour la lancer de nouveau. Un viking de race royale et destiné à devenir roi de Norvége, Olaf, fils de Tryggvi, était particulièrement fameux à cette fin du xe siècle par ses exploits d'adresse. Il savait jongler avec cinq poignards qu'il rattrapait par le manche, lançait son javelot de l'une ou de l'autre main indifféremment, et même en lançait deux à la fois avec autant de sûreté et de précision que s'il n'en eût lancé qu'un seul. Il faisait mieux encore, car il paraît qu'il pouvait courir sur la pointe des rames pendant qu'elles étaient en mouvement, tour d'adresse difficile à comprendre et qui certainement aujourd'hui enrichirait son homme.

Des trois grandes solennités de la vie humaine, les vikings, ne se mariant pas, n'en connaissaient qu'une, celles des funérailles, qu'ils célébraient encore selon les rites héroïques de la religion d'Odin. Lorsqu'après un combat ils étaient maîtres du champ de bataille et que leurs morts restaient en leur possession, ils lavaient leurs blessures, peignaient leurs cheveux et les revêtaient de leurs plus beaux habits, à l'exception des pieds, qu'ils laissaient nus pour un instant; puis, cette toilette achevée, ils déposaient le corps de chaque guerrier sur son bouclier et plaçaient ses armes à ses côtés. Les morts étaient alors en bonne tenue pour paraître convenablement devant la valeureuse compagnie de la salle d'Odin. Il ne restait plus qu'à les munir de chaussures pour le voyage suprême, lequel était long et fatigant, car il fallait se rendre d'abord à la demeure de l'infernale Hela, située à une profondeur de neuf mondes; la déesse y retenait les lâches et les esclaves et laissait les vaillans prendre la route du Valhalla. On apportait donc les chaussures des morts, que pour cette circonstance on appelait *souliers d'enfer;* le soin de les attacher appartenait aux plus proches parens du mort, à défaut de parens, à son frère d'armes : fraternité qui, dans une telle association, était considérée comme plus étroite que les liens du sang. Ces cérémonies accomplies, les vikings enlevaient les morts sur les boucliers et les transportaient au lieu de leur sépulture. Si le terrain environnant présentait quelque *tumulus* naturel, un tertre suffisamment élevé ou un monticule, on en décapitait le sommet de manière à obtenir une surface plane, on déposait les morts sur cette surface, on creusait tout autour un fossé profond et on entassait la terre jusqu'à ce que la forme

du monticule fût à peu près rétablie. Si le terrain ne présentait aucune élévation convenable, on entassait sur les morts d'énormes amas de terre, de gravier et de cailloux. C'étaient là les funérailles ordinaires et pour le commun des soldats; mais dans les grandes circonstances et pour les grands chefs la sépulture était plus héroïque. De même que les rois barbares étaient ensevelis avec leur cheval de guerre, les chefs vikings étaient ensevelis avec et dans leur vaisseau, dont on abaissait le grand mât et qu'on entourait et remplissait de terre jusqu'à ce qu'il eût disparu pour faire place à un gigantesque *tumulus* de forme oblongue, couronné d'énormes pierres.

II. — LES VIKINGS ET LE ROI SWEYN.

Le roi Sweyn à la barbe fourchue et les vikings de Jomsburg se connaissaient de longue date et ne s'en aimaient pas mieux pour cela. Sweyn avait été le fondateur involontaire de Jomsburg. Bâtard comme Guillaume de Normandie et né d'une Arléte danoise, il eut querelle dans sa jeunesse avec le roi Harold à la dent bleue, qui ne voulait pas reconnaître pour sien ce fils de l'artisane Æsa. Des récriminations et des injures la querelle passa vite aux coups; Sweyn se révolta, et les vikings lui ouvrirent leurs bras. Palnatoki avait été son père d'armes, et l'on sait combien était forte chez toutes les nations barbares cette parenté militaire qui s'est maintenue pendant toute la période chevaleresque, et très particulièrement en Angleterre, comme on peut le voir par les drames historiques de Shakspeare, où ces noms de père, de fils et de frère reviennent perpétuellement dans les discours des chevaliers. Palnatoki prit parti pour Sweyn, mais, ayant été forcé de faire un voyage dans le pays de Galles, où il s'était taillé une manière de principauté à la pointe de sa lance, il trouva à son retour son fils d'armes étroitement cerné par le roi dans une petite crique de la côte suédoise. Le vieux pirate n'essaya pas de le délivrer par la force, et pensa que dans la situation où la fatalité de la guerre l'avait placé, il n'avait d'autre moyen de le sauver que de lui donner le trône. Il se jeta dans une barque avec un seul compagnon et s'approcha de nuit du camp d'Harold à la dent bleue. Le roi était là devant eux, vivement éclairé par la lueur des feux, aisément reconnaissable à son casque d'acier surmonté d'un sanglier d'or; une flèche siffla dans l'air, et le lendemain Sweyn était salué souverain de Danemark presque sans combat.

Palnatoki se garda bien de se vanter auprès de son fils d'armes du service qu'il venait de lui rendre, car il savait que chez ses

compatriotes il n'y avait pas de reconnaissance qui pût l'emporter sur le devoir imposé par la querelle du sang; mais Sweyn comprit d'où le coup était parti, et, arrachant du corps de son père la flèche qui l'avait percé, il la mit en réserve pour la présenter au meurtrier au jour où s'accomplirait la vengeance ordonnée également par la tradition et par la nature. C'était une coutume en vigueur dans tous les pays scandinaves, depuis les rois et les plus puissans jarls jusqu'aux plus humbles paysans, de célébrer l'entrée en héritage par une fête en l'honneur du défunt; cela s'appelait boire la bière des funérailles, et nul fils n'y manquait jamais, en quelque mésintelligence qu'il eût vécu avec son père. Lorsque Sweyn annonça son intention de tenir la bière des funérailles d'Harold, Palnatoki pria le roi d'excuser son absence, sous prétexte que des affaires importantes le retenaient dans le pays de Galles, et le roi à sa considération consentit à ajourner le festin. Trois ou quatre fois l'invitation fut réitérée, et autant de fois le pirate usa d'excuses pour n'y pas répondre; enfin, au bout de trois ans, l'invitation se changea en sommation, et Palnatoki, sentant qu'il fallait obéir, se rendit au festin royal, mais en emmenant avec lui cent hommes bien armés et trois bons navires, dont au débarquer il fit tourner les proues du côté de la mer, avec ordre aux marins de se tenir les rames en mains prêts à partir au premier signal. Lorsque le festin fut terminé et que les toasts commencèrent, le roi remit à l'un de ses serviteurs une flèche dont la barbe était enroulée dans un fil d'or, avec ordre de la passer à la ronde en demandant à chaque guerrier s'il la reconnaissait pour sienne. « Donne-moi cette flèche, car elle m'appartient, » dit hardiment Palnatoki lorsque le serviteur s'arrêta devant lui. « Palnatoki, dit le roi, quand donc t'es-tu séparé de cette flèche? — La nuit même où je tuai votre père, le roi Harold, » répondit le pirate. Sur ce mot, le roi ayant donné l'ordre de mettre à mort le vieux chef et ses hommes, un combat s'engagea dans la salle de festin, tout semblable à celui du festin de Kriemhild dans la salle d'Attila, et Palnatoki, se frayant un passage à force de tuer, courut à ses vaisseaux. Il sortit du Danemark, s'enfuit sur la côte du pays des Wends, et il en résulta la forteresse de Jomsburg, qui depuis lors fut pour le roi Sweyn un sujet de perpétuelles inquiétudes et comme une sorte de remords. En manquant sa vengeance, il était devenu l'auteur involontaire de la prospérité de ces vikings, composés en grande partie de ses propres sujets, et qui maintenant, vassaux des rois wends, pouvaient prêter dans une heure dangereuse leurs services à ses ennemis. Il cherchait donc un moyen de se débarrasser des pirates de Jomsburg sans en trouver d'efficace, et de leur côté les vikings, qui connaissaient les sentimens du roi à leur égard, et qui avaient, depuis cette bière des funé-

railles d'Harold, une sorte de querelle du sang avec lui, ne demandaient pas mieux que de favoriser tout projet qui pourrait lui nuire. L'amour, plus puissant pour les œuvres de la haine que la haine elle-même, se chargea de fournir à l'un et aux autres l'occasion désirée.

De tous les engagemens qui liaient entre eux les pirates de Jomsburg, le plus puissant était l'obligation du célibat. C'était cette absence de famille qui en faisait précisément une grande famille où tous les intérêts individuels se trouvaient en harmonie avec l'intérêt général, où les cœurs n'étant point partagés concentraient sur la compagnie seule toutes leurs forces de dévoûment. Cette obligation du célibat n'était pas particulière aux vikings de Jomsburg; elle était pour ainsi dire de tradition chez les aventuriers scandinaves. Ces hommes qui n'avaient peur de rien avaient peur de l'élément féminin, et le regardaient comme un dissolvant de l'ardeur militaire. Dans un chant admirable composé pour une génération antérieure, le *Code viking de Frithiof, fils de Hilding*, se trouvent ces conseils qui, tout peu galans qu'ils soient, ne manquent ni de sagesse ni d'expérience. « Les jeunes filles sont en lieu de sécurité sur le rivage, elles ne doivent pas venir à bord. Fût-elle Freya, prends garde à la jeune fille, car la fossette de sa joue est une fosse pour toi, et ses blondes tresses flottantes sont un piége. » Les chants des *skaldes*, les légendes sanglantes du Nord, et ce qui était d'un enseignement plus direct encore, les événemens de l'histoire récente, ne disaient-ils pas également à quel point l'influence des femmes était fatale, soit qu'elle s'exerçât avec douceur, soit qu'elle s'exerçât avec violence? Dans le premier cas, elle perdait les cœurs des braves en leur persuadant qu'il y avait quelque chose au-dessus de la guerre, et dans le second, quelles semences de haines et quelles moissons de vengeances! N'était-ce pas pour satisfaire un désir de femme que, quelque cent ans auparavant, le royaume de Norvége avait été fondé et tant de braves jarls réduits à la dépendance? Il y avait alors une belle jeune fille du nom de Gyda, dont Harald aux blonds cheveux (*Haarfagr*) devint amoureux; mais lorsqu'il demanda sa main, elle répondit nettement qu'elle n'était pas faite pour un simple jarl et qu'elle n'épouserait jamais qu'un roi; sur quoi Harald fit vœu de laisser croître sa blonde chevelure jusqu'à ce qu'il eût satisfait à la condition posée par sa bien-aimée. Il en résulta douze ans de guerre, au terme desquels tous les jarls eurent succombé ou se furent soumis. Ce ne fut donc pas sans soulever d'âpres récriminations que Sigvald, fils du comte de Scanie, le capitaine de Jomsburg, vint annoncer à sa compagnie l'intention où il était de se marier, et lui proposa de modifier la loi qui prescrivait le célibat à ses membres. Si une femme avait été assez forte

pour faire le royaume de Norvége, une autre ne pourrait-elle pas l'être assez pour défaire la compagnie de Jomsburg? Néanmoins l'abstinence charnelle étant pour les saints eux-mêmes une dure épreuve, l'est à plus forte raison pour des pirates, et la masse des vikings pensant avec son capitaine qu'il y avait des lèvres plus aimables que celles qu'ouvrait le fer dans les combats, accéda à la proposition de Sigvald; mais les prophéties des puritains de la bande revinrent par la suite plus d'une fois à leur souvenir, car les femmes furent aussi fatales à Jomsburg qu'elles le furent au royaume des Bourguignons, selon les traditions germaniques et le poème des *Niebelungen*.

La jeune fille sur laquelle Sigvald avait jeté ses vues était Astrida, fille aînée de Burislaf, roi des Wends et suzerain pour la forme de Jomsburg, qui s'élevait sur son territoire : une prétention bien hautaine pour un capitaine de vikings, simple fils de jarl et destiné à n'être que jarl lui-même, pensait et disait le roi Burislaf; malheureusement le pauvre souverain n'était pas tout à fait en mesure de refuser, car il était dans la plus embarrassante des situations. Il redoutait les vikings et il en avait besoin pour la protection de ses états. Les vikings faisaient la police de la côte contre leurs confrères des autres bandes du Nord, et ils la faisaient merveilleusement, justifiant ainsi le proverbe septentrional qui prétend que si l'on veut prendre un voleur, c'est un voleur qu'il faut charger de ce soin. Depuis qu'ils étaient maîtres de Jomsburg, cette côte autrefois inculte et déserte s'était peuplée et couverte de riches moissons. En outre, Burislaf pouvait avoir besoin d'eux pour sa propre sécurité à lui-même et contre ses sujets, encore païens rebelles et obstinés. Ce n'est point qu'il fût chrétien lui-même, mais par politique il avait cru prudent de faire semblant de vouloir le devenir. En conséquence il avait été marqué du signe de la croix, ou *primesigné*, comme on disait alors, ce qui était la préparation au baptême et le premier pas d'introduction au sein du christianisme. Il n'avait pas cru pouvoir faire moins, afin de prévenir le redoutable mécontentement de l'empire d'Allemagne, qui tout récemment, sous le grand Othon, avait imposé par la force le christianisme au Danemark d'Harold à la dent bleue, et il n'avait pas cru devoir faire plus par crainte d'une collision avec ses sujets, qui lui avaient fait fort nettement entendre qu'ils n'avaient plus besoin des rois de leurs pères, si ceux-ci abandonnaient la religion de leurs pères. Un danger était donc à prévoir dans le cas où il serait un jour forcé d'aller plus loin que cette marque de bonne volonté, et ce jour-là les vikings pouvaient lui être d'un puissant secours.

Dans cette situation difficile, le roi Burislaf avait pris le parti de

louvoyer, d'amuser Sigvald d'espérances sans lui faire aucune promesse positive; mais les événemens ne lui en laissèrent pas le temps. Au moment où on lui signalait l'approche des vikings, arrivèrent à sa grange deux cavaliers porteurs d'un message du roi Sweyn de Danemark, qui signifiait à Burislaf que, si le tribut imposé aux Wends par son père Harold à la dent bleue n'était pas enfin payé, il devait s'attendre à la guerre. A cette nouvelle, le pauvre Burislaf sentit s'abattre ce qui lui restait de courage; mais sa fille Astrida comprit à l'instant tout le parti qu'on pouvait tirer de cette mauvaise nouvelle, et là où son père voyait la ruine, elle sut démêler le salut. « Que Sigvald obtienne, dit-elle au roi, la promesse de ma main à ces deux conditions : la première, qu'il affranchira vos états de tout tribut exigé par l'étranger, et la seconde, qu'il livrera dans un délai fixé le roi Sweyn en notre pouvoir. S'il est assez hardi pour tenter cette entreprise, il peut succomber avec sa bande, et vous voilà délivré de la crainte de ces vikings; s'il réussit, il vous délivre du roi Sweyn et du tribut, et s'il refuse ou qu'il échoue sans succomber, vous serez à tout le moins délié de toute promesse. » Burislaf salua donc comme des libérateurs ces vikings qui la veille lui semblaient des hôtes fort mal venus, pour d'autres raisons encore que des raisons politiques, car à ses embarras de gouvernement ce roi joignait des difficultés financières, et il calculait avec terreur que cette visite de Sigvald et de ses cinquante hommes d'armes allait mettre ses caves à sec, ses greniers à vide et ses étables à sac, et qu'il lui faudrait jeûner et s'abstenir de s'enivrer au moins pendant six mois pour réparer la brèche que leur séjour allait faire à ses revenus.

Cette cour rustique, établie en pleine campagne, à la fois fastueuse et besoigneuse, et se sentant plus de la prodigue magnificence polonaise ou russe que de l'âpre économie germanique, a été peinte avec bonheur dans sa douceur patriarcale et son éclat menteur par M. Dasent, qui n'a pas moins bien réussi à mettre en contraste, dans l'analyse des caractères, l'astuce et la finesse slaves avec la vaillance et la brutalité scandinaves. Burislaf reçut ses convives avec tout le luxe que lui permettaient ses ressources, couronne d'or en tête et manteau royal aux épaules, escorté de pages et de porteurs de flambeaux de cire, en riches et gais costumes, et les vikings, qui s'étaient déjà étonnés à leur arrivée de recevoir un essuie-mains par homme, purent s'extasier à leur aise sur le brillant éclairage inconnu aux régions du Nord, où l'on ne brûlait que du suif et des bois résineux, et sur les magnificences de vêtemens qu'il faisait ressortir, surtout à l'estrade où siégeaient les princesses, en chemises de soie et en habits de brocard rehaussés de fourrures. Pour les amuser, le roi fit combattre ses deux nègres, cadeau de l'empe-

reur de Byzance, fit chanter par ses joueurs de harpe les plus douces mélodies nationales, et, divertissement mieux assorti à leurs mœurs, leur donna dans ses forêts une chasse où plusieurs d'entre eux se distinguèrent contre les sangliers et les ours. Le résultat de cette brillante réception fut qu'après un court échange de paroles mielleuses et perfides du côté de Burislaf, hautaines et brutales du côté de Sigvald, le roi consentit à la demande du chef viking, et que ce dernier accéda aux conditions difficiles suggérées par Astrida.

De toutes les erreurs du jugement humain, il n'en est pas de plus lourde que celle qui s'est plu à attribuer à la barbarie la bonne foi, la naïveté et la franchise; on n'a qu'à parcourir les annales des divers peuples européens pour se convaincre au contraire que, depuis l'invasion jusqu'à la fin du XIIe siècle, la fraude et la fourberie sous leurs formes les plus variées ont régné universellement et sans rencontrer dans l'opinion des peuples d'alors la plus petite réprobation. Sigvald ne songea pas un instant à enlever le roi Sweyn à main armée; pour cela, il aurait fallu engager un combat régulier dont la chance pouvait lui être fatale; il s'arrêta donc à l'embuscade et au guet-apens comme aux moyens les plus sûrs de réussir sans péril. Il sortit de Jomsburg avec quelques navires et se dirigea sur un point de la côte de la Baltique où il savait que Sweyn faisait séjour momentanément dans une de ses maisons de campagne. A l'arrivée, son frère Thorkell, que sa haute taille avait fait surnommer le Gigantesque, sobriquet fréquent chez ces guerriers du Nord, rivaux des chênes et des sapins de leurs forêts, descendit seul à terre, et se rendant auprès de Sweyn, le pria de venir en toute hâte vers Sigvald, qui se mourait à bord de son navire, et qui, avant de partir pour le Valhalla, voulait communiquer au roi des choses importantes pour son gouvernement. Sweyn hésita quelque peu, mais Thorkell était pressant. Sigvald, disait-il, était dans un tel état de faiblesse qu'on ne pouvait le descendre à terre; il n'y avait pas une heure à perdre, car il pouvait expirer d'un instant à l'autre, et le roi, qui se trouvait d'ailleurs en ce moment sous l'influence des libations du soir, partit avec cinquante hommes. Arrivés sur le rivage, le roi et son escorte trouvèrent les navires disposés de telle sorte qu'il fallait en traverser plusieurs avant d'atteindre celui de Sigvald, et à chaque fois qu'ils en abordaient un, Thorkel retenait dix hommes et faisait couper le câble qui attachait ce navire au reste de la flottille, si bien que, lorsque le roi atteignit le vaisseau de Sigvald, il était à peu près seul et sans secours efficace, ni moyen de lutte possible. « Veuillez vous courber sur mon lit, seigneur, car ma voix est si faible que vous auriez peine à m'entendre, » dit Sigvald. Le roi, sans défiance, accéda à la prière du capitaine, et celui-ci, se redressant aussitôt, saisit sa dupe de ses

deux poignets vigoureux, et d'une voix de tonnerre donna l'ordre de faire force de rames et de se diriger sur Jomsburg.

Hébété par ce coup de perfidie et incertain du sort qui l'attendait à Jomsburg, Sweyn resta quelque temps sans parler; mais, rassuré par la promesse que Sigvald lui donna qu'il serait toujours, quoique captif, traité comme roi de Danemark, il fit taire son ressentiment et attendit avec une gaîté hypocrite les explications qu'on avait à lui présenter. Il essaya cependant de prendre sa revanche sur Sigvald par une de ces ruses où se révèle l'état moral de cette sombre époque, toute faite de violence et de perfidie. Au souper, Sigvald, qui s'était aperçu que le roi était venu à son vaisseau sans épée, tant sa confiance avait été grande, lui en tendit une richement ornée de pierreries qu'il avait enlevée naguère en Irlande dans le *tumulus* d'un ancien guerrier. « Eh bien, ceignez-moi de cette épée, Sigvald, » dit Sweyn, et, le capitaine ayant obéi, le roi ajouta tout aussitôt : « Maintenant Sigvald, fils d'Harold, m'a ceint de sa propre épée et m'a rendu hommage en témoignage que je suis le souverain de toute cette bande. »

De toutes les formes de la fourberie il n'y en avait peut-être aucune dont les hommes de cette époque aimassent autant à user que de l'équivoque. Surprendre la bonne foi d'un adversaire, abuser de son inattention, escroquer un serment dont celui qui le prêtait ignorait la portée, escamoter un hommage féodal et engager sa dupe à son insu, c'étaient là les tours de gibecière de la politique d'alors. On connaît le serment que Guillaume le Bâtard fit prêter à Harold sur le drap qui recouvrait les redoutées reliques des saints. Parmi les ruses du genre de celle de Sweyn dont ma mémoire me présente en cet instant le souvenir, il en est une qui faillit avoir des conséquences sérieuses pour notre avenir national, à l'aurore de la dynastie capétienne. Hugues Capet étant allé en Italie trouver Othon II pour rompre l'alliance que Lothaire cherchait à former contre lui, l'empereur, après avoir promis au duc de n'entrer dans aucune coalition qui pût lui nuire, lui fit signe de prendre son épée et de l'en ceindre, ce que Hugues allait faire, moitié par reconnaissance et moitié par inattention, lorsqu'un de ses conseillers, Arnulphe, qui comprit la gravité de cet acte, se saisit de l'épée, et, comme pour épargner une fatigue à son maître, en ceignit le souverain germanique. Cet hommage escamoté constituait Hugues vassal de l'empereur, c'est dire qu'il détruisait dans son principe même la révolution dont le duc était le représentant, puisqu'il aurait rattaché la France à l'empire, au moment même où elle aspirait à s'en séparer absolument et à se créer une destinée indépendante. Il est vrai que la dupe n'était pas toujours victime, car dès qu'elle s'apercevait qu'elle avait été jouée, elle

cherchait comme Sweyn un moyen de rendre la pareille, et elle le rencontrait fréquemment. En voici un exemple que nous trouvons dans *les Anciens rois de Norvége* de Carlyle, et qui se rapporte plus directement au sujet qui nous occupe. Un jour, le roi Harald Haarfagr vit entrer dans sa salle un messager anglais porteur d'une magnifique épée, cadeau du roi Athlestan. Il la prit, la sortit du fourreau, et pendant qu'il était en train de l'examiner, il fut tiré comme en sursaut de sa contemplation par ces mots du messager : « Ah! ah! tu es maintenant le feudataire du roi anglais mon maître, tu as accepté son épée et tu es son homme. » Harald Haarfagr ne répondit pas; mais l'année suivante il dépêcha à son tour un messager en Angleterre avec son plus jeune fils qu'il avait eu d'une esclave, Hakon, alors tout enfant. Le messager entra dans la demeure d'Athlestan, et sans parler déposa l'enfant sur ses genoux. « Quel est cet enfant? demanda Athlestan. — C'est le fils du roi Harald, qu'une esclave lui a enfanté. Il te le donne à cette heure comme fils adoptif, » lui fut-il répondu. Et comme le roi faisait mine de vouloir commettre quelque acte de violence, le messager le calma tout aussitôt en ajoutant ces paroles : « Tu l'as tenu maintenant sur tes genoux. » Alors Athlestan consentit à être joué et s'appliqua à remplir envers le jeune Hakon tous les devoirs de l'adoption dont l'engagement lui avait été escamoté par cette ruse.

Sigvald ne consentit pas, lui, à être joué et fit comprendre à Sweyn que ce n'était pas l'heure de la subtilité et de la ruse, mais celle de la violence et de la force, qu'il était captif dans Jomsburg et qu'il n'en sortirait qu'après avoir satisfait à sa volonté, qui était qu'il épousât Gunnhilda, la seconde fille du roi Burislaf. Sweyn écouta ces déclarations de Sigvald, le visage empourpré et comme tuméfié par la colère, ce qui était un trait de tempérament particulier, paraît-il, à tous les rois de cette première race de Danemark, Knytling de leur nom patronymique. Toutefois, sentant bien qu'il était tombé dans un piége dont il fallait sortir à tout prix, il réprima sa fureur et répondit qu'il accédait aux exigences de Sigvald. Il fut donc conduit à la résidence de Burislaf comme un prisonnier de guerre plutôt que comme un roi, et là, après qu'il eut déclaré solennellement que le *présent du lendemain* (ce *Morgengab* que, selon l'ancienne coutume des nations germaniques, le fiancé offrait à sa fiancée le lendemain du mariage) serait la renonciation à tout tribut sur le royaume des Wends, on le fit approcher d'une estrade où les princesses, voilées et vêtues de blanc, se tenaient aux deux côtés de la reine. Le mariage fut accompli selon les rites traditionnels de l'ancienne religion d'Odin, plus chers aux cœurs scandinaves que les rites, de date trop récente encore, du christianisme, c'est-à-dire sur le marteau de Thor, vieille hache de silex prise

comme symbole du maillet dont le dieu Thor s'était servi jadis dans sa lutte contre les géans. Sweyn saisit cette hache et la déposa sur les genoux de la princesse en prononçant à haute voix ces paroles : « Sur ce marteau sacré, moi, Sweyn, roi de Danemark, je te prends, toi, Gunnhilda, fille de Burislaf, pour épouse légitime. » Avec ces paroles prenaient fin toutes les cérémonies du mariage, dont la consommation charnelle n'avait jamais lieu au logis de la fiancée, mais à celui du fiancé, où l'épouse était conduite à cheval le lendemain par son seigneur, impatient d'entrer en possession. Après cette cavalcade, qui s'appelait la chevauchée de la fiancée et qui était comme une réminiscence des temps primitifs, où les mariages prenaient la forme de rapts et de conquêtes, les époux étaient dits *encouchés* ou, pour parler d'une façon moins barbare, unis à un seul lit. Le roi étant captif, c'était sa prison, Jomsburg, qui était désignée pour être le théâtre de cette consommation du mariage; mais avant d'y retourner, il lui fallut subir une humiliation plus inoubliable encore que toutes les précédentes. Dans sa hâte d'en finir avec ce mariage forcé, Sweyn n'avait pas remarqué qu'il y avait dans la salle deux fiancées voilées et vêtues de blanc, et, comme Sigvald ne lui avait pas jusqu'alors soufflé mot de ses projets, son étonnement, en le voyant s'avancer vers Astrida, n'eut d'égal que son courroux, lorsqu'il comprit que son mariage avait été la condition même de celui de Sigvald, qui pour comble de mépris avait choisi pour lui la plus belle des deux sœurs et lui avait laissé la moins désirable.

Une fois remis en liberté et rentré dans ses états, Sweyn ne songea plus qu'à se venger de cette perfidie, et quelques mois après son retour en Danemark, les vikings virent arriver à Jomsburg, par un jour de tempête, un Islandais porteur d'un message de sa part. Cet Islandais se nommait Havard et, pour son esprit ingénieux et mordant, avait été surnommé « langue de couleuvre. » Prenons occasion de cette arrivée pour résumer ce que nos auteurs nous apprennent des Islandais de cette époque. Ils ne jouent dans le récit de M. Dasent qu'un rôle fort indirect et ne sont mêlés à l'action générale que d'une façon épisodique; mais leur importance dans l'histoire du Nord a été telle, que l'ingénieux auteur ne pouvait se dispenser de les présenter au second plan de son tableau dans leurs types les plus caractéristiques. Ces types divers peuvent se réduire à deux principaux. Le premier représente la barbarie dans son expression la plus franche et la plus primitive, avant l'aurore de toute notion morale et de toute conscience, c'est-à-dire l'animal fort et qui sent sa force, dont le bras peut tuer et se lève instinctivement pour tuer, entrant en défiance devant toute approche humaine, grognant devant le silence, hurlant aux premières paroles, s'élançant comme

un ressort meurtrier au premier mot de reproche ou de menace, à la fois taciturne et violent, toujours plongé dans un mutisme morose et toujours prêt à faire explosion, un véritable fils de la terre d'Islande, à la fois brûlante et glacée. De ce genre est un certain Rapp, que l'auteur nous présente proscrit d'Islande pour ses crimes et réfugié dans la demeure d'un ami de Hakon-Jarl de Norvége, Gudbrand de la Vallée, dont il paie l'hospitalité en souillant de sang son foyer, luxurieux, homicide, incendiaire, sacrilége, et tout cela presque innocemment, car qui pourrait s'étonner qu'un ours blanc du pôle n'eût pas reconnaissance de l'asile prêté, et qu'un loup rendu anthropophage par la bonne chère des champs de carnage eût envie de faire pâture de ses hôtes? Le Han d'Islande de Victor Hugo, qui, comme on le voit, n'était pas si loin de la vérité historique que l'ont cru nombre de beaux esprits railleurs et de zélés défenseurs du bon goût, pâlit presque devant ce personnage hideusement bestial. D'autres nous sont représentés comme ayant des habitudes de guerriers des lointaines époques préhistoriques, — et en effet l'âge historique ne venait-il pas à peine de commencer pour eux? De cette dernière variété est un certain Thorleif, que nous voyons marcher à la grande bataille navale entre Hakon-Jarl et les vikings de Jomsburg, ayant pour toute arme une massue faite d'un jeune pin déraciné dans la forêt voisine du rivage. Le second type d'Islandais, beaucoup plus sympathique, est aussi plus singulier : il représente, à l'aurore de la civilisation scandinave et à la tout à fait première aube de la civilisation islandaise, ce que l'esprit littéraire a de plus compliqué en bien et en mal. Doués de plus de curiosité que de sens moral, grands écouteurs et grands conteurs d'histoires, les Islandais savaient représenter avec une grandeur presque épique les exploits des héros, mais ils savaient à l'occasion faire disparaître cette solennité pour donner essor à un esprit narquois, railleur, porté à la satire et ami de la médisance. De ces deux esprits, c'était peut-être le dernier qui leur était le plus naturel, et ils en usaient sans aucun scrupule, au gré de leur cupidité et de leurs rancunes. Chose étrange, dans cette époque encore entièrement héroïque, les skaldes de race islandaise nous sont représentés comme entachés de cette vénalité et de cette versatilité par amour du lucre, dont les ennemis des gens de lettres se sont si souvent complu à les accuser. A ce vice capital, ils ajoutent toutes les vanités et toutes les manies si bien peintes par Lesage, et réalisent à la lettre le type qu'un critique célèbre appelait ingénieusement l'animal poète. Dès qu'un skalde est froissé, dès qu'on a refusé d'écouter un de ses chants, dès qu'il est froidement applaudi ou que la récompense est faible, il passe sur-le-champ même à l'ennemi. C'est l'histoire d'Einar, le skalde de Hakon-Jarl, qui, furieux que le maître de la Norvége ne veuille pas perdre son

temps à écouter une de ses rhapsodies à l'heure même où le danger menace, prend ses jambes à son cou pour gagner les vaisseaux de son ennemi Sigvald et se fait poursuivre par les gardes d'Hakon, lequel demande qu'on lui ramène son poète mort ou vif. Quelquefois même, pour changer de camp, ils n'avaient pas besoin de changer de maître, ils n'avaient besoin que de changer de place, et c'est là l'histoire d'Havard, le messager de Sweyn à Jomsburg, qui, assis à la table de Sigvald, entonne une chanson satirique composée par lui-même contre le roi dont il s'est chargé de transmettre et d'exprimer les volontés. On voit que les vices reprochés aux hommes de lettres datent de loin, et si cela ne leur fait pas de la noblesse, cela leur fait au moins des quartiers.

Le skalde islandais portait à Sigvald un message de la plus extrême importance. Le roi Sweyn faisait savoir au capitaine de Jomsburg que son père Harold le Superbe, le jarl de Scanie, venait de mourir, et qu'il devait sans retard venir boire la bière de ses funérailles dans sa demeure héréditaire où il l'attendait, lui, Sweyn, avec une partie de sa cour. Sigvald fit répondre qu'il s'y rendrait dans le plus bref délai, mais comme le piége était visible, le capitaine viking, rendant ruse pour ruse, s'embarqua avec les forces entières de Jomsburg, c'est-à-dire 10,000 hommes. Sweyn, en voyant sa vengeance lui échapper, était près de s'abandonner à la colère du désespoir; mais sa femme Gunnhilda lui souffla une inspiration à peu près semblable au plan que sa sœur Astrida avait naguère suggéré à leur père Burislaf. « Vous voulez vous venger de ces vikings, et vous aviez pensé à les brûler dans la salle du festin, et parce que leur nombre formidable rend impossible cette vengeance qui était indigne d'un roi, voilà que vous abandonnez la partie et que vous consentez à être une seconde fois la dupe de Sigvald; mais le nombre même de vos ennemis est l'élément de votre vengeance. Que ne leur arrachez-vous après boire le vœu d'une expédition contre le jarl Hakon, souverain de Norvége, l'homme que vous haïssez le plus au monde? Ils donneront dans le piége, n'en doutez pas, car il y a dans une telle expédition gloire et butin à recueillir, et alors il arrivera de deux choses l'une, ou qu'ils succomberont sous les coups du jarl Hakon, et alors vous serez vengé sans qu'il en ait rien coûté à votre honneur, ou qu'ils triompheront du souverain de Norvége, et alors vous serez débarrassé de votre puissant ennemi. »

Sweyn reçut ce conseil comme une inspiration du ciel, car il lui fournissait le moyen non-seulement de se venger, mais de réaliser une entreprise toujours présente à son esprit, la conquête de la Norvége. C'était un projet qui, bien que d'origine récente, était déjà presque de tradition en Danemark. Cela avait commencé sous

le règne d'Éric à la hache sanglante, le détestable fils du sage Harald aux blonds cheveux. Profitant de la faiblesse dans laquelle le royaume de Norvége était tombé pendant qu'Éric était occupé à assassiner ses frères l'un après l'autre, les Danois avaient fait butin du pays autant qu'ils avaient pu, puis lorsqu'Éric eut été chassé par ses sujets et qu'il fut mort en exil, ils haussèrent leurs prétentions et les portèrent sur le pays même. La veuve d'Éric avait fait adopter son fils aîné par le roi Harold à la dent bleue; ce fut là le prétexte et l'occasion de continuelles ingérences dans les affaires de Norvége pendant tout le règne du plus jeune fils d'Harald Haarfagr, Hakon le Bon, celui-là même que nous avons vu adopter par le roi saxon Athlestan. Hakon finit par succomber sous ces invasions des fils d'Éric, incessamment répétées, et après sa mort le vieux roi de Danemark eut plus que jamais la main dans les affaires de la Norvége, grâce à une circonstance qui ne manquera jamais de se présenter dans tout pays qui aura subi pendant un certain temps l'ascendant d'un voisin puissant. Cette circonstance, c'est que le Danemark devint le refuge de tous les mécontens de Norvége, et, ce qui est pis, l'auxiliaire de toutes les victimes qu'il avait aidé à faire et le vengeur de toutes les haines qu'il avait contribué à engendrer. Le personnage qui va tout à l'heure nous occuper, Hakon-Jarl, en fut un mémorable exemple. Il était fils d'un ministre de Hakon le Bon, Sigurd, jarl de Trondhjem, mis à mort par les fils d'Éric après la mort du roi qu'il avait honnêtement servi. Hakon se réfugia en Danemark, et là il combina les voies et moyens d'une des vengeances les mieux conçues et les moins banales que nous ayons jamais rencontrées dans aucune histoire. Le roi Harold à la dent bleue avait un certain cousin, nommé également Harold, qui avait si lucrativement exercé le métier de viking qu'il s'était acquis le surnom de *riche*. Cet Harold le Riche était une véritable épine pour son cousin le roi à la dent bleue, à qui il avait eu la témérité de demander une part de son royaume. « Pourquoi donc, suggéra Hakon au roi de Danemark, ne pas employer cet importun personnage à renverser le roi de Norvége Harald à la fourrure grise, et une fois qu'il vous aura rendu ce service ne pas le supprimer lui-même? » Le conseil fut jugé bon, et alors Hakon, qui trouva dans sa fourberie profonde des ressources suffisantes pour jouer les trois princes à la fois, s'en alla vers Harold le Riche, le viking aux prétentions téméraires, et lui insinua d'agrandir son ambition. Pourquoi pas un royaume tout entier, celui de Norvége par exemple, au lieu d'une part de royauté en Danemark? Harold le Riche prend à l'hameçon qui lui était tendu avec toute la gloutonnerie d'un corsaire : « Eh bien! conclut Hakon, apprêtez une flottille de guerre, et attendez le signal que je vous donnerai. » Cela dit, il arrange,

sous un prétexte menteur, une entrevue entre le roi Harold à la dent bleue et le roi Harald à la fourrure grise à Lymfjord. Le roi de Norvége se rend sans défiance à ce rendez-vous, où il rencontre les navires d'Harold le Riche et la mort, mais il est vengé aussitôt que vaincu, car Hakon, jetant le masque, tombe brusquement sur Harold le Riche, encore tout enivré de sa victoire, le tue, puis, retournant sur-le-champ en Norvége, maintenant sans maîtres grâce à sa double fourberie, il s'empare du gouvernement avec l'aide et le consentement d'Harold à la dent bleue dont il se déclare le tributaire. Il resta jusqu'à la fin l'ami du roi de Danemark, mais il trouva moyen de le duper comme les autres, car il n'acquitta jamais le tribut auquel il s'était obligé. C'est à ce point que s'était arrêtée la rivalité entre les deux pays lorsque Sweyn conçut le projet de lancer les vikings de Jomsburg contre ce perfide Hakon, doublement détesté et comme tributaire récalcitrant et comme ancien ami de son père, Harold à la dent bleue; mais, après l'insuccès de cette expédition, elle continua pendant tout le reste du règne de Sweyn et pendant celui de son fils Knut, amena la mort des deux Olaf, les deux plus grands rois qu'ait eus la Norvége, et dura plus ou moins vive jusqu'à l'extinction de la race d'Harald Haarfagr.

La bière des funérailles du jarl de Scanie, père de Sigvald, fut bue avec une magnificence inusitée. Jamais encore dans le nord on n'avait vu fête si fastueuse. Pensez un peu, toute une armée faisant ripaille, obligée de se répandre dans les cours, dans les bois, sur la plage, dans les vaisseaux à l'ancre pour se repaître des bœufs et des moutons de son capitaine et s'enivrer de l'hydromel de ses celliers! Une telle fête ruinait pour des années les domaines de Sigvald; mais il s'estimait heureux d'avoir échappé à ce prix aux piéges de Sweyn, et il s'abandonnait aux joies du festin sans défiance du coup qui allait lui venir de ces joies mêmes. C'était un usage, à la fin de ces cérémonies, que l'héritier prît solennellement en face de ses convives tels ou tels engagemens et formulât tel ou tel vœu, qu'il jurait d'accomplir. Ici encore nous avons l'origine de ces vœux, qui durèrent autant que la chevalerie, qui furent particulièrement à la mode aux XIVe et XVe siècles, et dont un entre autres, le fameux vœu du héron, nous fut si fatal. Après que Sigvald eut été régulièrement investi par Sweyn de ses insignes de jarl de Scanie, — par exemple, la verge ou le bâton de commandement, un symbole analogue au bâton de maréchal, — après qu'il eut bu solennellement à son entrée en héritage et qu'il eut baisé les mains du roi en signe d'hommage, il s'apprêtait donc à prononcer ses vœux selon les formes habituelles, ce qui se faisait en posant le pied sur l'un de deux poteaux bas placés devant le siége royal; mais Sweyn, le prévenant, lui demanda la permission de profiter

de l'occasion présente pour prononcer le vœu qu'il n'avait pu faire connaître à la bière des funérailles de son père Harold à la dent bleue, par suite de la scène que nous avons racontée. Adroitement il insinua que le Danemark avait deux ennemis qu'il serait glorieux de vaincre, Éthelred d'Angleterre et le jarl Hakon, et regrettant de ne pouvoir se charger que d'un seul, il choisit le roi d'Angleterre. Les toasts avaient succédé aux toasts, et les convives étaient alors dans cette situation que décrit si bien ce proverbe du Nord : « Quand la bière est dans l'homme, son esprit est dehors. » C'est sur cette disposition que comptait Sweyn, et son attente ne fut pas trompée. Après lui, Sigvald se leva et, posant le pied sur le bas poteau, il fit vœu de partir pour la Norvége et de n'en revenir que lorsqu'il aurait renversé Hakon-Jarl. Alors il se passa une scène que l'on pourrait appeler une nuit du 4 août, barbare et belliqueuse pour l'élan spontané et la témérité des résolutions. Les chefs vikings se levèrent les uns après les autres, renchérissant à l'envi sur le vœu de leur capitaine. C'est, dis-je, une nuit du 4 août barbare; mais, par les formes, cette scène, telle qu'elle est présentée dans le récit de M. Dasent, rappelle de la manière la plus frappante la scène des vœux des chevaliers de Bourgogne au banquet du duc Philippe le Bon dans la chronique d'Olivier de la Marche. Lorsque la raison fut revenue, l'enthousiasme se refroidit; mais les vœux étaient prononcés, les vikings avaient donné dans le piége de Sweyn, et il n'y avait plus qu'à en sortir par la victoire ou à y périr.

III. — LES VIKINGS ET HAKON-JARL.

La Norvége a eu de plus grands souverains que Hakon-Jarl, elle n'en a eu aucun de plus original. C'est un des plus singuliers mortels qui aient jamais régné dans aucun pays, et l'un des caractères historiques les plus naturellement formés pour la poésie dramatique qui se puissent concevoir. Le poète danois Œhlenschlager l'a mis en scène avec succès, sans avoir, pour ainsi dire, rien à changer à ce que l'histoire nous apprend de lui; mais le vrai poète qu'il lui aurait fallu, c'était quelqu'un des contemporains de Shakspeare, Marlowe aux inspirations sataniques, Webster aux passions cruelles, ou Ford à la psychologie dépravée. Un personnage ténébreux, sinistre, ne demandant ses ressources qu'aux puissances infernales de l'âme, et dont toutes les aspirations, même les plus élevées, tournaient au profit de ces puissances. Il passait pour magicien et l'était en effet, non-seulement parce qu'il consultait le sort au moyen de balances ou par d'autres jongleries semblables, mais parce qu'il était maître consommé dans les arts de la fourberie, qui constituent véritablement la magie. Nous avons vu par quel

chef-d'œuvre de trahison il avait réussi à amener la vacance du pouvoir en Norvége, et à se substituer à la race d'Harald Haarfagr. Usurpateur politique autant qu'heureux, il ne voulut jamais du nom qu'avaient porté ceux qu'il avait dépouillés, et se contentant d'être roi de fait, il gouverna vingt ans la Norvége sous son simple titre de jarl. Son gouvernement fut dur, âpre, mais obéi et redouté, comme le sont facilement ces sortes de dictatures monarchiques. Une seule chose nous en importe en dehors de sa résistance aux vikings de Jomsburg : sa politique, dans ce qui était à cette époque la grande question du Nord, c'est-à-dire la substitution du christianisme à la vieille religion d'Odin. Cette politique fut la principale affaire de son règne, et c'est par elle que son caractère se révèle tout entier.

Cette substitution s'accomplissait partout dans le Nord avec lenteur, tiédeur et mauvais vouloir; en Danemark, elle avait été tout récemment opérée par la forte volonté de l'empereur Othon Ier, qui l'avait imposée à Harold à la dent bleue; en Suède, elle s'était arrêtée en grande partie à la province de la Gothie orientale et avait été repoussée par les souverains, car nous voyons plusieurs années après le point du temps qui nous occupe, la princesse suédoise Sigrid répondre à Olaf, fils de Tryggvi, qui sollicitait sa main en mettant sa conversion au christianisme parmi les conditions du mariage: « Ce sont les dieux de tous mes ancêtres, choisis ceux qu'il te plaira et laisse-moi les miens. » Quant à la Norvége, le christianisme venait à peine d'y faire son apparition, et il n'y avait encore poussé que de très faibles racines. Le roi Hakon le Bon, le plus jeune fils d'Harald Haarfagr, l'avait importé d'Angleterre, où il avait été baptisé à la cour du roi saxon Athlestan, son père adoptif. Disons ici par parenthèse que c'est à l'Angleterre que la Norvége a dû véritablement le christianisme; il en est venu à trois reprises différentes, car il fallut recommencer souvent cette difficile entreprise: sous Hakon le Bon, sous Olaf, fils de Tryggvi, qui pendant sa vie de viking avait été baptisé, selon la tradition, par un ermite des îles Sorlingues, et rebaptisé par Elphége, archevêque de Cantorbéry, et enfin, et cette fois d'une manière définitive, sous le second Olaf, qui, pirate aussi dans sa jeunesse, se fit instruire dans la nouvelle religion et en embrassa les principes avec une ardeur si particulière qu'elle lui gagna le nom de saint. Pour en revenir au roi Hakon, l'introduction du christianisme en Norvége fut le grand souci de son règne, et il y réussit peu. Il faut qu'il ait été réellement bon en effet, pour s'acquérir cette épithète en dépit de la constante opposition où sa tentative le mit avec ses sujets. Le roi n'avait qu'horreur pour les coutumes religieuses de son peuple, et le peuple n'avait que mépris pour la religion de son roi. Heu-

reusement il avait auprès de lui, pour tempérer cet antagonisme, un sage conseiller, Sigurd, jarl de Trondjhem, le père même de Hakon-Jarl, païen conciliant et même un peu sceptique, un caractère tout au rebours de celui de son fils. Sigurd rendait au roi le service de donner de ses actes et de ses paroles les interprétations les plus populaires. Carlyle en cite un curieux exemple. Un jour Hakon étant obligé, dans une fête nationale, de boire la bière sacrée, fit le signe de la croix au-dessus de la coupe avant de la porter à ses lèvres, et comme l'assistance grommelait sourdement en demandant l'explication de ce geste : « Ne voyez-vous pas, dit Sigurd, qu'il fait le signe du marteau de Thor avant de boire? » Cette adroite parole prévint une explosion, mais les mécontentemens n'etaient pas toujours aussi faciles à apaiser, et un jour que dans une assemblée populaire, convoquée dans le district de Trondjhem, — une sorte de parlement primitif qui s'appelait *Thing*, — Hakon pressait impérieusement ses sujets de renoncer aux anciens dieux et d'embrasser le christianisme, il souleva une effroyable tempête parmi ces paysans et ces propriétaires qui, ayant toujours eu avec leurs rois le franc-parler le plus familier, n'eurent aucune habitude de respect à dominer pour lui faire une déclaration où les anciennes cortès d'Aragon n'auraient rien trouvé à ajouter pour la fierté des expressions et l'indépendance des résolutions. « Nous ne savons vraiment, lui dit, dans un petit discours admirable de netteté, un certain orateur du nom d'Osbjorn, si tu es dans l'intention de refaire de nous des esclaves avec cette étonnante proposition que tu nous fais d'avoir à renoncer à la religion que nos pères ont eue avant nous, et avant eux tous nos ancêtres, d'abord dans l'âge de la sépulture par le feu, et puis dans l'âge de la sépulture en terre, et cependant ces ancêtres étaient de beaucoup nos supérieurs, et leur religion aussi nous a porté bonheur. Nous t'avons si fort aimé que nous t'avons élevé au-dessus de nous pour faire exécuter les lois du pays et pour nous parler à nous tous comme leur voix. Nous sommes encore disposés à garder le pacte que nous avons fait avec toi à ta première assemblée, pourvu que tu ne nous demandes pas des choses impossibles; mais si tu veux t'entêter avec obstination à ce projet et employer la force, nous avons pris la résolution de nous retirer de toi et de nous choisir un autre chef qui nous laissera suivre en toute liberté la croyance qui nous est agréable. Et maintenant, roi, choisis entre ces deux partis avant que l'assemblée se sépare. » Lorsque quelques années plus tard l'autre Hakon voulut réagir contre ces faibles commencemens du christianisme en Norvége, il est aisé de comprendre quel appui il trouva parmi des populations animées des sentimens que révèle ce discours.

Il ne faut pas s'y tromper cependant; les obstacles que le christianisme avait à surmonter étaient nombreux, mais au fond ils étaient plus grands en apparence qu'ils ne l'étaient en réalité. Les facilités que le jarl Hakon rencontra parmi les populations norvégiennes pour sa réaction païenne consistèrent simplement dans la force acquise des habitudes séculaires et dans le premier étonnement que dut causer à des hommes pénétrés des mœurs nées d'une religion toute guerrière l'apparition d'une doctrine qui recommandait le jeûne, conseillait de ne pas s'enivrer, mettait la paix au-dessus de la guerre, et défendait de verser le sang de son ennemi. Quelques-uns des raisonnemens inspirés à ces populations par cette logique de la routine qui ne manque jamais d'assaillir toute innovation bonne ou mauvaise, et qui est souvent si courte, sont venus jusqu'à nous. « Comment travaillerons-nous, si nous ne mangeons pas? » disaient-elles lorsqu'on leur recommandait le jeûne; « comment la terre sera-t-elle cultivée si on nous enlève notre temps de travail? » disaient-elles lorsqu'on leur recommandait le respect du dimanche. Une pareille logique ne pouvait tenir longtemps qu'à la condition d'être soutenue par un grand zèle et une grande ferveur; or cette condition manquait absolument dans le Nord à cette époque. Il était arrivé à la religion d'Odin ce qui arrive à toute religion vieillie, c'est qu'il n'en restait plus qu'un simulacre extérieur et que la foi intérieure s'était éteinte. De là chez ces populations une disposition déjà ancienne au scepticisme et qui ne fit qu'augmenter lorsqu'on vint leur proposer de nouvelles croyances. Placées entre des dieux anciens auxquels elles ne croyaient plus parce qu'ils étaient trop vieux, et un dieu nouveau auquel elles ne croyaient pas encore parce qu'il était trop jeune, leur embarras d'esprit fut grand et se traduisit chez les masses rustiques par une tiédeur voisine de l'indifférence, et chez les hommes qui menaient une vie guerrière de tous les jours, tels que nos vikings, par un parti-pris d'athéisme où le culte expirant semblait avoir fait passer toute son énergie. « A quoi crois-tu? demandait saint Olaf à l'un de ses soldats. — *Je crois en moi*, lui répondit le guerrier. » Le philosophe Emerson, si j'ai bonne mémoire, a cité ce mot dans son fameux essai *Self reliance*, comme exemple de l'appui que l'homme doit chercher en lui-même, et le mot peut être en effet pris dans ce sens, si on l'abstrait du milieu historique où il a été prononcé; mais, si on l'y laisse, on lui trouvera une signification moins morale. Ce mot, habituel aux guerriers du Nord aux xe et xie siècles, exprimait la croyance toute brutale à laquelle ils s'étaient arrêtés dans l'incertitude où les laissait le conflit des religions. Ils déclaraient croire en eux-mêmes, croire à leur vaillance personnelle, à l'excellence

de leurs armes, à la vigueur des bras qui les maniaient et aux bons coups qu'elles portaient. Cet individualisme athée et ce culte intérieur de la force ont été mis en lumière par M. Dasent dans leur nuance la plus particulière et la plus précise.

Hakon-Jarl a été peint avec grand détail par M. Dasent et jugé par Thomas Carlyle en quelques traits d'une lucidité admirable; toutefois on serait presque tenté de trouver qu'ils sont restés l'un et l'autre en deçà de la triste justice qui lui est due. Dans cette réaction contre le christianisme, Hakon-Jarl fit montre d'un génie véritable et d'une entente merveilleuse de l'un des mécanismes les plus essentiels et les plus puissans de toute religion. On voit clairement qu'Hakon essaya de créer un *ravivement* de ferveur parmi les populations en atteignant cette disposition intérieure au scepticisme qui ne les laissait soumises à la religion d'Odin que par la seule force de l'habitude. Le moyen qu'il employa pour arriver à ce but fut exactement le même qu'ont employé à leurs heures critiques des religions autrement puissantes que le vieux paganisme du Nord, la dévotion. Atteindre l'intérieur de l'homme par l'habitude des pratiques extérieures, élever l'accomplissement de ces pratiques à la hauteur d'un devoir essentiel et indispensable, effaroucher l'âme par l'exigence de ces pratiques au moment même où elle fait montre d'indépendance, lui faire violence si besoin est, et préférer l'irriter et la révolter que la laisser dans l'état de tiédeur ou de sécheresse sceptique; telle a été la tactique de la plupart des réformateurs célèbres du catholicisme en particulier, et telle fut la tactique du jarl Hakon. M. Dasent nous le montre prosterné, dans l'attitude la plus complète de l'humilité, dans les temples bâtis et décorés par lui, multipliant les génuflexions devant les idoles des vierges du bouclier, les valkyries Thorgerda et Irpa, déclarant que ce n'est pas assez de croire aux dieux, mais qu'il faut encore les prier avec tremblement, leur prodiguer les marques de respect et de soumission, ou même en inventer de nouvelles pour se les rendre favorables. Hakon était donc dévot dans toute l'exactitude du mot, c'est-à-dire croyant aux rites, aux cérémonies, à la récitation des formules consacrées, et dévot à ne reculer devant aucune extrémité, aussi noire fût-elle; la tradition raconte qu'au milieu de la bataille navale contre les vikings de Jomsburg, voulant se rendre les dieux favorables, il leur sacrifia son plus jeune fils. Sa dévotion le faisait passer pour magicien aux yeux des populations, qui prenaient ses prières pour des incantations et ses gestes pour des sortiléges; mais il croyait lui-même à la magie, c'est-à-dire à l'efficacité de certains moyens pour entrer en communication avec l'invisible, et nous le voyons, dans le récit de M. Dasent, cherchant à connaître la volonté des dieux par des dés sculptés d'or et d'argent jetés dans

des balances d'or. Il avait en lui, dit excellemment Carlyle, une sorte de *puséysme scandinave*, et ce que nous venons de dire suffit pour expliquer ce mot sans qu'il soit besoin de commentaires. Représentant de la haute église, *high-churchman* par excellence de la religion d'Odin, telle fut en effet la définition originale que l'on peut donner du jarl Hakon. C'est contre cet homme singulier et profond que les vikings de Jomsburg vinrent se heurter et se briser pour accomplir leur vœu téméraire.

Les vikings partirent de Danemark pleins de confiance, et nul doute qu'ils eussent réussi dans leur entreprise si, remontant lestement la côte de Norvége et n'opérant que les descentes nécessaires au ravitaillement de leur flotte, ils étaient tombés à l'improviste sur Hakon-Jarl. Malheureusement pour leur succès, ils s'arrêtèrent au sac de la ville de Tunsberg, puis s'attardèrent à parcourir la côte en brûlant les fermes et les villages, en sorte qu'ils laissèrent au cri d'alarme des populations le temps d'arriver aux oreilles du jarl qui, n'étant pas seulement un dévot fervent, mais un homme de la plus redoutable activité, eut bientôt pris toutes ses mesures de défense. Sur-le-champ ses messagers portèrent dans tous les districts de la Norvége la flèche de guerre, signe de convocation analogue à cette croix brûlée par le bout et teinte dans le sang d'un chevreau qui appelait les Écossais aux armes. L'arrivée de cette flèche n'était pas un simple appel au patriotisme du peuple, c'était un ordre absolu de marcher, et quiconque n'obéissait pas était brûlé dans sa maison, ou, s'il parvenait à traverser les flammes, pendu à l'arbre le plus voisin; mais les cas de désobéissance étaient rares parmi ces peuples, que leur vieille religion avait instruits à considérer la lâcheté comme le plus grand des crimes, et on n'avait presque pas souvenir que cette pénalité eût été jamais appliquée. Tous accoururent à son appel, même les proscrits et les gens hors la loi pour crime de bravoure mal employée, et il n'y eut si mince pêcheur qui ne mît sa barque au service du jarl. Aussi Hakon eut-il en peu de temps réuni des forces considérables dans les districts du Nord, où il faisait sa résidence; il les concentra entièrement dans sa flotte et vint attendre ses ennemis dans la baie d'Hjoring.

Autant qu'il est possible de comprendre les descriptions qui nous sont données, cette baie était double, c'est-à-dire formait comme deux enceintes dont l'une, du côté de la mer, était fermée par une muraille de rochers coupée au centre par une ouverture assez large pour donner passage aux vaisseaux, et dont la seconde s'ouvrait du côté de la terre en forme de fer à cheval. C'est dans cette seconde enceinte que le jarl Hakon s'était comme tapi avec sa flotte par une disposition bien entendue, qui lui ménageait le rivage en cas de désastre, et qui créait aux vikings le désavantage marqué d'un re-

tour par l'étroite passe s'ils étaient vaincus. Les vikings franchirent allégrement le défilé, se formèrent en trois divisions, attachèrent leurs vaisseaux les uns aux autres pour donner avec ensemble, puis les cornes de Sigvald sonnèrent le signal du combat, et l'action s'engagea. Ce ne fut pendant longtemps que grêle de pierres énormes, de flèches, de dards et de lances; cette abondance de projectiles lancés des deux flottes à la fois avait pour but d'éclaircir les équipages des navires, et ce n'était que lorsqu'on les croyait suffisamment éclaircis qu'on essayait de rompre la ligne de l'adversaire et de monter à l'abordage. Hakon, secondé par ses deux fils aînés, Éric et Sweyn, essaya plusieurs fois de rompre cette longue ligne de cent cinquante navires et fut souvent sur le point de réussir; mais chaque fois le combat fut rétabli à l'avantage des vikings, et à la fin, bien que l'issue de la lutte fût encore fort éloignée, il sembla aux deux flottes que la victoire faisait mine de vouloir tourner du côté des assaillans. Hakon sentit le péril, et en capitaine habile et prudent, interrompit le combat et fit reculer sa flotte comme pour lui donner un instant de repos, mais en réalité pour gagner du temps sur la fortune, qui semblait vouloir se prononcer en faveur de ses ennemis, et la jouer, s'il était possible.

Un des chefs vikings, le premier pour l'intrépidité, Bui, fils du jarl de Bornholm, comprenant le piége, voulait que les vikings poursuivissent leur avantage sans laisser à Hakon le temps de respirer; mais Sigvald, qui était un autre Hakon pour la perfidie et la prudence, sinon pour la dévotion, objecta que le combat durait depuis longtemps, qu'il fallait donner aux troupes quelques heures de repos, et ce conseil prévalut au grand détriment des vikings. Profitant de cet intervalle d'inaction, Hakon descendit à terre et se rendit avec un de ses conseillers dans un petit temple situé près du rivage pour y consulter la volonté des dieux. Dès qu'il avait eu appris l'arrivée des vikings, une de ces obsessions tenaces qui sont propres aux dévots de tous les temps s'était emparée de son esprit. Peut-être les dieux sont-ils irrités contre la Norvége? mais peut-être pourraient-ils être apaisés par le sacrifice de quelque noble victime? Qu'ils me la nomment, et que la Norvége soit sauvée, même au prix de mon propre sang! Si les dieux pouvaient être apaisés, il n'y avait plus maintenant un instant à perdre pour connaître leur volonté. Il s'agenouilla donc devant l'idole de Thorgerda, la vierge du bouclier, et lui défilant une longue liste de noms illustres la supplia de lui désigner par un signe la victime qui lui plairait. Il paraît que la déesse fit un signe affirmatif lorsque fut prononcé le nom d'Erlend, le plus jeune fils d'Hakon. A la fois triomphant et désespéré, Hakon descendit au rivage et fit connaître le sombre oracle qui venait d'être prononcé. Le jeune Erlend n'hésita pas, et, se précipitant

sur le vaisseau de Sigvald, où il trouva une mort immédiate, il accomplit la volonté des dieux.

La bataille recommença; mais à peine les flottes étaient-elles en mouvement que les élémens annoncèrent de la manière la plus significative la satisfaction des dieux. Quoiqu'on fût alors en novembre, époque où les tempêtes sont rares dans les mers du Nord, le vent se mit tout à coup à souffler avec violence. En un instant, une nuit noire comme le crépuscule des dieux de la mythologie scandinave envahit la scène de l'action, et les nuées, se déchirant sous les détonations d'un effroyable tonnerre, firent pleuvoir sur les vikings une averse épaisse d'énormes grêlons de la grosseur d'un œuf, tandis que la flotte du jarl Hakon, mieux protégée contre le vent, restait spectatrice du terrible phénomène sans en être atteinte. Plusieurs fois la tempête s'arrêta et reprit, et toujours avec les mêmes caractères. Cette tempête si exceptionnelle jeta l'inquiétude dans les âmes des assaillans. Pour être viking, on n'en est pas moins un homme, et si esprit fort qu'on soit on redevient aisément superstitieux aux jours de grand péril. Les vikings, en temps ordinaire, pouvaient bien se vanter de ne croire qu'en eux-mêmes, mais à ce moment beaucoup se rappelèrent qu'on leur avait autrefois enseigné à croire au dieu Thor, et pensèrent qu'il ne leur serait pas bon de l'avoir contre eux. Et il semblait être contre eux, en vérité, et les menacer de son puissant marteau. Par un de ces priviléges héréditaires qui sont particuliers aux familles aristocratiques, plusieurs chefs vikings avaient le don de seconde vue; de ce nombre était Bui, qui commandait l'aile gauche de la flotte. Il avait levé la tête pendant une des averses de grêle pour observer le ciel, et qu'avait-il vu? Une femme gigantesque volant sur un nuage les bras étendus et laissant échapper les grêlons de ses doigts. Bui, qui était d'un caractère morose et peu communicatif, garda le silence sur cette vision, et pour contrôler le témoignage de ses yeux, il se contenta d'appeler un soldat que lui avait donné au départ sa belle-sœur Tofa, et qui passait aussi pour avoir le don de seconde vue. « Lève la tête, lui dit-il, et dis-moi si tu vois quelque chose dans le ciel. » Le soldat leva la tête. « Je la vois, l'ignoble sorcière, s'écria-t-il, ses bras sont étendus, et de ses doigts s'échappent les grêlons qui nous lapident! » Bui avait donc bien vu. Les puissances surnaturelles combattaient en toute évidence contre les vikings. Au même moment, à l'aile droite de la flotte, un jeune chef qui avait aussi le don de seconde vue, contemplait la même vision sinistre. Les nouvelles de ces effrayantes merveilles se répandirent rapidement de vaisseau en vaisseau, et, à cette nouvelle, il s'en joignait une autre faite pour décourager les cœurs les plus vaillans, c'est que cette tempête avait été soulevée par les sortiléges du jarl

Hakon, qui avait payé de la vie de son fils l'appui des pouvoirs invisibles. Alors les soldats envoyèrent une députation auprès de Sigvald pour lui déclarer qu'ils s'étaient engagés à combattre des hommes, mais non des démons, et qu'ils refusaient de continuer la lutte. Après avoir essayé vainement des remontrances, Sigvald qui jugeait déjà la partie perdue, saisit habilement le prétexte que lui fournissait ce refus de combattre plus longtemps, fit sonner la retraite et prit le chemin de la passe conduisant à la seconde baie, au milieu des railleries et des injures d'une partie des chefs vikings, irrités de cet acte de prudence comme d'une désertion, et qui déclarèrent, en Scandinaves de la vieille école, qu'ils combattraient jusqu'à la mort. Parmi ces chefs qui écoutèrent plus la bravoure que la prudence se trouvait Bui. Il combattit longtemps en désespéré; criblé de blessures, il en reçut enfin une dernière qui le défigurait horriblement : « Ah! s'écria-t-il en recevant le coup, les filles de Fünen ne voudront plus nous embrasser! » Puis, plaçant sous ses bras les deux fameuses caisses remplies d'or qui ne le quittaient jamais, il se précipita dans les flots. Toute cette partie très développée du récit de M. Dasent constitue une scène des plus émouvantes, qui à l'intérêt dramatique en unit un autre plus précieux, celui de la vérité, car l'auteur n'a fait qu'y mettre en œuvre les détails que lui fournissait soit l'histoire, soit la légende.

La déroute des vikings fut complète; tous les navires qui n'avaient pu ou voulu suivre Sigvald dans sa retraite furent détruits et leurs équipages massacrés. Un petit nombre de survivans furent faits prisonniers et moururent sous la hache d'Hakon avec ce stoïcisme martial propre aux anciens Scandinaves, qui a rencontré si souvent tant d'expressions d'une poésie mâle comme leurs âmes, sérieuse et triste comme la nature, scène de leurs existences. Tout cruel qu'il était, Hakon ne fut pas cependant absolument inexorable, et, à la prière de son fils Éric qui semblait deviner que ces vikings de Jomsburg étaient destinés à lui rendre un jour quelque sombre service, il consentit à faire grâce à quelques-uns et à les recevoir dans sa paix, ce qui impliquait l'octroi d'une pleine sécurité pour les vaincus et l'abandon par eux de tout projet de vengeance contre le vainqueur. M. Dasent nous a donné la très longue formule de cette paix royale. Le document est curieux et mérite d'être cité, ne fût-ce que pour son style poétique, fort différent du style officiel moderne, il en faut convenir, mais qui a l'avantage incontestable d'être moins monotone et moins sec, et de nous laisser apercevoir à travers ses phrases quelque chose des mœurs des hommes du Nord et même des paysages de la nature ambiante. Voici, avec toute sa prolixité poétique et sa solennité sacerdotale,

cette formule où, comme dans toutes les civilisations primitives, la religion est appelée à consacrer les garanties politiques.

« Ceci est la première parole de notre déclaration de paix, que de même que nous sommes tous pardonnés devant les dieux, ainsi nous serons tous en accord et conciliation les uns avec les autres, au manger et au boire, au marché et au lieu de rencontre, à la porte du temple et dans la salle du jarl, et dans quelque lieu que ce soit où les hommes se réunissent. Nous nous sommes ainsi accordés, comme s'il n'y avait jamais eu aucune querelle entre nous. Nous partagerons le couteau et la viande, et toutes autres choses entre nous, comme des amis et non comme des ennemis. Si des disputes s'élèvent désormais entre nous, des amendes seront payées, mais aucune lame ne sera rougie. Mais si quelqu'un de nous brise la paix maintenant faite et tue après la garantie donnée, celui-là sera chassé comme un loup, et chassé aussi loin que les hommes chassent les loups le plus loin, ou aussi loin que des hommes prient dans des temples, que les feux brûlent, que la terre porte de la semence, que les jeunes filles disent « mère, » que les navires sillonnent la mer, que les boucliers brillent, que le soleil fond la neige, que les Finnois glissent sur des souliers à neige, que le sapin croît, que l'épervier fuit en un jour d'été sous un bon vent les deux ailes déployées, que le ciel s'étend sur la terre, que la terre est peuplée, que les vents soufflent, que les eaux courent à la mer, que les hommes sèment le blé. Il sera banni de l'Asgard et du Midgard, et de tout autre séjour que l'enfer. Chacun de nous prend des garanties de l'autre pour lui-même et ses héritiers engendrés et non encore engendrés, nommés et non nommés, et chacun de nous à son tour accorde des garanties viagères et des garanties éternelles, des garanties ordinaires et des garanties exceptionnelles, qui seront toujours tenues aussi longtemps que durera la terre et que les hommes vivront à sa surface. Maintenant nous serons en paix et en accord partout où nous nous rencontrerons, sur terre ou sur lac, sur navire ou sur patins, sur mer ou sur coursier,

Compagnons de rames,
Et compagnons de pompes,
Sur le banc des rameurs et au tolet,
Si de notre aide besoin est.

Nous voilà en bon accord sur des termes égaux, comme le père avec le fils ou le fils avec le père, pour toutes nos actions. Maintenant serrons-nous la main sur cette déclaration de paix, et gardons tous fermement ces garanties avec la volonté des dieux et devant le témoignage de tous ceux qui viennent d'entendre nos garanties. Puisse-t-il obtenir l'amour des dieux, celui qui gardera toutes ces garanties, et puisse-t-il s'attirer la colère des dieux, celui qui violera les garanties légales. Maintenant

nous sommes pacifiés de tous nos cœurs, et puissent les dieux être pacifiés à notre égard à nous tous ! »

La victoire de Hakon-Jarl à Hjoring porta pour un moment un coup terrible à la compagnie des vikings de Jomsburg. Près des deux tiers périrent dans cette expédition, mais de pareilles associations ont la vie dure, et il fallut au temps encore près d'un siècle pour avoir raison de celle-là. Elle se reforma, toujours sous le commandement de Sigvald, dont nous allons voir dans les pages suivantes le dernier exploit de ruse et de perfidie. Dans les années qui suivirent, ils prirent part comme troupes mercenaires aux campagnes du roi Sweyn en Angleterre; une partie périt encore dans le massacre fameux de la Saint-Brice, où la population saxonne fit une si horrible boucherie de ses envahisseurs danois; mais M. Dasent les voit campés en Angleterre jusque sous le règne du fils de Knut. On peut même dire qu'ils survécurent à toute la piraterie du Nord, car ils ne furent définitivement détruits que par Magnus le Bon, le fils de saint Olaf, nombre d'années après que son père eut frappé d'interdit et fait disparaître dans le Nord ce métier de viking qu'il avait pratiqué pourtant lui-même dans sa jeunesse, lorsqu'il était pauvre et proscrit. Carlyle soupçonne sur certains indices, et particulièrement sur le rapprochement des dates, que les Danois qui reçurent une si sanglante défaite en Écosse, à Loncarty, sous le roi Kenneth III, furent peut-être ces pirates reconstitués de Jomsburg. Si ce sont eux, ils ont été les collaborateurs involontaires de Shakspeare, car il se rencontre dans cette bataille un épisode dont le grand poète s'est emparé pour en faire une partie du dénoûment de son adorable drame de *Cymbeline*. Voici cet épisode tel que nous l'avons naguère lu dans Hollinshed. La victoire s'était d'abord déclarée pour les Danois, et les Écossais s'enfuyaient par un étroit sentier où ils étaient égorgés par leurs ennemis comme du gibier pris au piége, lorsqu'un paysan nommé Hay, qui travaillait dans un champ voisin avec ses deux fils, s'étant arrêté pour reprendre haleine, aperçut la déroute de ses compatriotes. Ce paysan qui travaille à proximité d'un champ de bataille et pendant la lutte même, sans se détourner de sa besogne, paraîtra peut-être un personnage fabuleux; mais il faut songer que les jours de l'artillerie n'étaient pas venus, que la bataille se concentrait sur un terrain très étroit, que ces combats à la hache et à la lance ne pouvaient avoir de résultats meurtriers que sur ce terrain même, et qu'enfin la vie sociale était infiniment moins troublée par la guerre qu'elle ne l'est de nos jours : le très érudit Macaulay ne nous a-t-il pas représenté les paysans anglais allant à leurs travaux et poussant leurs chariots

sur les champs de Towton et de Bosworth dès que la victoire avait laissé le terrain libre? Hay, saisi d'une belle indignation patriotique, s'arme d'un soc de charrue, entraîne ses fils avec lui, et tous trois allant se placer en travers du sentier, repoussent de ces Thermopyles à la fois fuyards et poursuivans. Les Écossais reprirent cœur à ce secours inattendu, et les Danois furent défaits. Qui ne reconnaîtra dans cet épisode Belarius et les deux frères chasseurs, Arviragus et Guiderius, transformant en victoire la déroute de l'armée bretonne, arrêtée par le moyen employé par Hay et ses deux fils? Qu'elle ait été cependant perdue par les vikings de Jomsburg ou par d'autres Danois, cette vieille bataille de Loncarty, si inconnue aujourd'hui, a donc eu le mérite et l'honneur de fournir un dénoûment à Shakspeare; dans neuf siècles d'ici, — ce qui est juste le temps qui nous sépare de cette journée, — combien de nos fameuses batailles modernes n'auront pas même ce résultat!

IV. — OLAF, FILS DE TRYGGVI.

La victoire de la baie de Hjoring porta à son comble la popularité et la puissance du jarl Hakon; mais une prospérité exceptionnelle laisse rarement prudens ceux qu'elle comble de ses faveurs, et en dépit de sa magie et de ses arts de fourberie, le jarl ne sut pas ruser avec l'heureuse fortune aussi bien qu'avec la mauvaise. A mesure que la vieillesse avança, les deux vices les mieux faits pour déshonorer le soir d'une existence, la sensualité et l'avarice, s'emparèrent de lui de plus en plus. Il prit l'habitude de faire enlever ouvertement et de vive force les femmes et les filles de Norvége qui agréaient le mieux à ses convoitises amoureuses souvent renouvelées, pratique qu'il ne put continuer longtemps sans entasser sur lui des haines ardentes et des désirs de vengeance qui de moins en moins silencieux commencèrent par substituer à son surnom de riche celui de méchant : Hakon, le méchant jarl, c'est ainsi qu'il était maintenant désigné en Norvége, surnom prophétique d'une ruine imminente qu'il n'apercevait même pas, aveuglé qu'il était par sa fortune. Sa sécurité cependant n'était pas absolue, car il y avait dans sa prospérité un point noir qui lui causait souvent maint souci, et ce point noir c'était l'existence en Angleterre d'un certain viking du nom d'Olaf, Norvégien de naissance, disait-on, et dont la renommée avait porté jusqu'à lui les exploits. Inquiet, Hakon dépêcha un homme de confiance à Dublin, où résidait cet Olaf, et à son retour le messager put rapporter à son maître les peu rassurans renseignemens que voici : cet Olaf n'était rien d'autre que

le fils de Tryggvi, un rejeton de la race d'Harald Haarfagr, mis à mort par les fils d'Éric à la hache sanglante. Il était né trois mois après la mort de son père, pendant que sa mère fuyait de retraite en retraite devant la haine de la veuve et des fils d'Éric. Il avait été séparé de sa mère depuis son enfance, vendu comme esclave à diverses reprises, et d'aventure en aventure, il était arrivé jusqu'à un de ses parens, personnage important dans la Russie d'alors. Devenu grand et instruit de sa naissance, il avait embrassé la carrière de viking, et s'était mis à courir les mers en quête de renom et de fortune. Il avait réussi à acquérir l'un et l'autre, car il faisait maintenant grand bruit et grande figure dans le monde. Tout récemment il avait été le compagnon d'armes de Sweyn de Danemark pendant sa campagne contre Ethelred d'Angleterre, avait fait avec lui le siége de Londres, pillé nombre de provinces, et arraché au malheureux Ethelred les premières sommes de ce fameux tribut appelé *danegeld* (argent des Danois), que les vainqueurs étaient en train de faire monter de 16,000 à 48,000 livres. De cet argent prélevé sur Ethelred, il avait distrait 150 livres dont il avait fait don aux moines des îles Sorlingues pour acheter un beau crucifix d'or et dire des messes pour le repos de son âme après sa mort, car Olaf était chrétien, et c'était sans doute par reconnaissance envers le souvenir d'un bon ermite qui l'avait baptisé dans les Sorlingues qu'il avait fait ce beau cadeau aux moines de ces îles. On ne pouvait pas dire que cette conversion eût été funeste à Olaf, car il était heureux en toutes choses : une princesse d'Irlande s'était éprise de lui et l'avait épousé à Dublin, d'où de temps à autre il partait pour quelque excursion de viking dans les Orcades, les Hébrides et autres îles voisines. Il était à craindre qu'il ne nourrît la pensée de pousser ses excursions plus loin, peut-être même jusqu'en Norvége.

Au moment où le messager lui portait ces renseignemens, le jarl se trouvait aux prises avec un des plus grands embarras intérieurs qu'il eût encore rencontrés, embarras causé par un des caprices de cette sensualité à laquelle il lâchait de plus en plus les rênes. Alléché par la beauté d'une de ses sujettes, une certaine Gudrun que ses charmes exceptionnels avaient fait surnommer *Rayon de soleil du bosquet*, il dépêcha deux esclaves avec ordre de la lui mener. Cette Gudrun fut la Lucrèce de ce Tarquin du nord. Son Collatin, qui était un propriétaire considérable, chassa les esclaves avec indignation, et prévoyant bien que le jarl n'accepterait pas cette résistance, il envoya sa flèche de guerre à ses voisins et à ses paysans et souleva une révolte. Hakon s'apprêtait à la réprimer, lorsque tout à coup une effrayante nouvelle vint paralyser son énergie. Cet aventurier du nom d'Olaf, qui lui avait causé de si vifs

soucis, était en Norvége, et le pays entier se levait sur ses pas. Obligé de fuir devant ses paysans, Hakon se vit abandonné, jour par jour, par tous ses soldats et ses hommes d'escorte, et enfin il se trouva seul avec un unique esclave. Cerné de tous côtés par la haine universelle, sans partisans et sans amis, il eut l'idée d'aller demander asile à une de ses anciennes maîtresses du nom de Thora, et après avoir enfoncé son cheval sous la glace d'une rivière et laissé sur les bords son épée et son manteau pour faire croire à une mort accidentelle, il s'achemina vers la demeure de cette femme. L'ancienne maîtresse se montra charitable; mais, objectant que sa maison serait fouillée, elle fit cacher Hakon et son esclave dans une cave pratiquée sous une étable à cochons qui était déjà creusée sous terre. Dans cette fosse à deux étages, dont il occupait le plus profond, retraite en parfait rapport avec les honteuses passions qui l'avaient conduit à cette extrémité, le jarl passa deux jours et deux nuits au milieu d'affreuses tortures, n'osant se laisser aller au sommeil par défiance de son esclave, dont il craignait d'être abandonné ou assassiné, défiance qui fut justifiée. De leur sale cachette, les deux hommes apprirent l'arrivée d'Olaf dans ces parages, et peu de temps après ils purent l'entendre haranguant les révoltés du haut d'une énorme pierre et promettant honneur et récompense à qui lui apporterait la tête d'Hakon. Alors profitant d'un moment où le jarl, vaincu par la nature, s'était endormi, l'esclave le poignarda, puis il lui coupa la tête et la porta à Olaf en réclamant la récompense promise. « Tu étais donc son esclave ou son serviteur, puisque tu étais avec lui dans cette étable? » dit Olaf. Sur la réponse affirmative de l'esclave, le prince lui fit compter 100 marcs d'argent. « Voici la récompense que je te devais; mais maintenant je te dois autre chose, la punition qui est due à un esclave traître et meurtrier de son maître. » Et après ces paroles il le fit décapiter.

Olaf, fils de Tryggvi, fut une belle âme servie par des organes robustes, condition toujours heureuse pour les belles âmes, mais plus particulièrement chez un peuple qui accordait une si grande estime à la force physique. C'était, nous l'avons dit déjà, l'homme le plus renommé du Nord pour les exercices du corps, et à ces qualités d'adresse et d'agilité il joignait les qualités morales les mieux faites pour plaire aux gens de Norvége : loyauté et véracité dans ses actes, jovialité et franc-parler populaires dans ses discours. Cette même heureuse harmonie entre l'âme et le corps distingue pareillement le second Olaf, qui, avant de porter le nom de saint, porta celui de *Vigoureux*, tant il était solidement bâti, et l'on doit remarquer à cet égard qu'il n'a pas été inutile à la fortune du

christianisme dans le Nord d'y avoir pour promoteurs principaux deux hommes exceptionnellement robustes. Ce qui est certain, c'est que ce fut à cette circonstance qu'Olaf dut les méthodes énergiques et expéditives avec lesquelles il poursuivit l'œuvre commencée par Hakon le Bon et interrompue par Hakon-Jarl. Un mélange de colère méprisante et d'ironique bonne humeur est le caractère de la guerre qu'il fit au vieux paganisme, qu'il s'appliqua en toute occasion à dépopulariser par le ridicule, et cette tactique fut aussi celle de son homonyme saint Olaf; l'un et l'autre poussèrent le paganisme hors de Norvége à coups de pieds, pour ainsi dire. Il enfonça les portes de quelques temples et brisa quelques idoles; mais d'ordinaire il préférait à la violence la facétie, qui pouvait égayer son naïf public sur le compte des païens obstinés. Un jour, une députation de ces derniers vint le trouver pour l'engager à renoncer à son entreprise; le roi les invite à donner leurs raisons, et voilà qu'ayant ouvert leurs bouches, elles restent béantes sans pouvoir se refermer et sans qu'une parole articulée en puisse sortir. Devant cet amusant prodige opéré probablement par la fascination de ses regards ou la timidité inspirée par sa personne, le roi se hâte de crier au miracle et prouve à ces païens ensorcelés que ce qu'ils ont de mieux à faire est de recevoir le baptême. Une autre fois, invité par ses jarls récalcitrans à prendre part à une grande solennité religieuse, le roi se rend sous forte escorte au temple où devaient s'accomplir les cérémonies, fait saisir onze des principaux personnages présens, et leur déclare que, puisqu'il faut qu'il redevienne païen, il ne le redeviendra pas à demi, et qu'ayant à offrir un sacrifice, il veut l'offrir sous sa forme la plus haute, c'est-à-dire celle des sacrifices humains, et cela non sur des personnes d'esclaves et de malfaiteurs, mais sur les hommes les plus considérables du pays, victimes plus dignes des dieux. Sur quoi les onze victimes désignées, au risque de déplaire aux dieux, s'empressèrent de plaire au roi en recevant le baptême et en donnant des otages comme garanties de la sincérité de leur conversion. C'est une chose curieuse et qui vaut d'être notée que le tour d'esprit rustique et plébéien de presque tous ces vieux rois du Nord, et particulièrement des meilleurs. Comme son homonyme, le roi saint Olaf aimait les facéties, et les facéties archi-populaires encore, celles dont le livre de l'*Eulenspiegel* a fourni plus tard le plus parfait modèle. En voici une qu'on peut présenter comme le type du genre. Parmi les confidens de saint Olaf se trouvait un Islandais du nom de Thorarin, homme de bon conseil, mais extrêmement laid. Ce Thorarin, qui couchait dans la chambre royale, dormait un matin un pied hors du lit. « Voilà bien, dit saint Olaf en s'éveillant, le pied le plus laid qu'on

pût trouver dans toute cette ville. — Ah! roi, dit Thorarin, il y a peu de choses dont on ne puisse trouver les pareilles en bien cherchant. Je parie, avec ta permission, roi, que je t'en trouverai un plus laid. — Je tiens le pari, dit saint Olaf. » Là-dessus Thorarin tire son autre pied. « Il est encore plus laid, car il a perdu le petit doigt. — J'ai gagné, crie Olaf, car le moins il y a d'une chose laide et moins laide elle est. » Cela est mieux fait pour être apprécié dans une chaumière, pendant une veillée d'hiver, au milieu des gros rires, que dans une réunion de choix plus délicat; mais quoi! nous sommes au commencement du XIe siècle, et en Norvége, pays où les mêmes mœurs familières et rustiques étaient également partagées par les rois et les paysans.

Bien qu'il eût été épousé par amour lorsqu'il résidait en Irlande, le roi Olaf ne fut pas heureux avec les femmes. Nous ne savons comment la première, l'Irlandaise, se conduisit à son égard, mais celles qui lui succédèrent lui firent une vie passablement difficile, et il finit par mourir de leurs ambitions et de leurs vengeances. De terribles personnes que ces beautés du Nord, qui, pour l'énergie barbare, valaient leurs maris et leurs frères! Si forte était cette barbarie que nous la voyons persister dans tous les pays où la race scandinave s'était établie, notamment en Normandie, longtemps après la conquête; il n'est certainement pas un lecteur de l'*Histoire de Normandie* d'Orderic Vital qui ait oublié les femmes de la sauvage famille des Talvas, les Sibile et les Mabire avec leurs passions homicides et leurs pommes empoisonnées. Celles auxquelles eut affaire Olaf étaient précisément de ce calibre. Un jarl païen récalcitrant, du nom fort rébarbatif de Jarnskaegg, ayant été tué par les gens du roi pour résistance à ses volontés, Olaf, en galant homme, voulut épouser sa fille en manière de réparation. C'était du reste une coutume fort en honneur dans les pays scandinaves; quand on tuait le père, on dédommageait la fille en l'épousant. Il semblerait à la logique vulgaire que ce ne devait pas être là une condition d'heureux ménage, mais les moralistes l'ont dit depuis longtemps, diverses sont les mœurs des nations, insondable est le cœur féminin, et il paraît au contraire que le cas de Chimène et de Rodrigue se renouvela fréquemment dans ces régions scandinaves. M. Dasent en a présenté un exemple dans un épisode de ses *Vikings*, l'amour du jeune Vagn pour la belle Ingibeorg dont il a tué le père, épisode que nous avons passé sous silence, parce qu'il constitue la partie purement romanesque de son récit. Cependant la chose tourna moins bien pour Olaf qu'elle n'avait tourné en d'autres occasions, car le matin de sa nuit de noces, au moment où il rouvrait les yeux, il aperçut sa peu reconnaissante épouse brandissant un

couteau dont elle s'apprêtait à le poignarder. Olaf se hâta de renvoyer cette fille trop vindicative à ses foyers héréditaires.

Avant cette aventure, il avait eu la fantaisie de présenter ses hommages à une vieille princesse suédoise, mère du roi d'alors, qui se nommait Olaf comme lui. Il aurait pu mieux choisir, car Sigrid, — c'était le nom de cette reine-mère, — avait exactement le caractère peu sociable et les exigences difficiles à satisfaire que le poème des *Niebelungen* attribue à la reine Brunhild. Les sollicitations amoureuses avaient, paraît-il, le don de l'agacer; mais elle savait se débarrasser de ses prétendans avec une fermeté de décision qui laissait peu de chose à désirer. Un cousin d'Olaf, Harald Graenske (*du vert pays*), le père même de saint Olaf, et un jeune prince de Russie ayant simultanément pressé cette mégère de leurs instances, et persisté malgré son double refus, furent brûlés par ses ordres avec la maison même où elle leur avait donné à contre-cœur l'hospitalité. Un tel caractère était pour faire réfléchir; toutefois Olaf, qui sans doute poursuivait avec cette union la réalisation de quelque plan politique, et qui d'ailleurs n'était pas homme à se laisser intimider facilement, envoya ses vœux à Sigrid en les accompagnant de beaux présens, entre autres d'un collier, don d'Hakon-Jarl à l'idole de Thor. Un superbe collier en apparence, mais qui prouva, lorsque les orfévres de la reine l'examinèrent, que l'hypocrite Hakon avait connu l'art d'être magnifique avec économie, car le revêtement seul était en or. Cette découverte indisposa Sigrid, qui avait d'abord accepté avec quelque satisfaction les instances d'Olaf. « Celui qui peut tromper en cette matière peut tromper en beaucoup d'autres, » dit-elle avec colère. Toutefois elle se calma; Olaf, puissant et renommé, n'était pas un homme à dédaigner, et elle consentit à une entrevue; mais la querelle recommença lorsque Olaf posa comme principale condition du mariage la conversion au christianisme. « Ce sont les dieux de tous mes pères, répondit-elle, garde les tiens et laisse-moi les miens. » Sur ces paroles, Olaf entra dans une colère si terrible qu'il finit par traiter la reine de vieille païenne décrépite, et par la frapper légèrement de son gant au visage. On peut aisément imaginer comment Sigrid prit cette offense et avec quelle vigilance elle guetta l'heure de sa vengeance.

Une autre femme lui fournit l'occasion désirée. Une sœur de Sweyn à la barbe fourchue, Thyri, fiancée contre son gré à notre ancienne connaissance, le vieux roi wend Burislaf, ne trouva rien de mieux, pour échapper à cette union détestée, que de chercher un refuge auprès d'Olaf, qui, se trouvant alors sans femme, épousa la fugitive. Ce mariage s'était donc fait contre la volonté de Sweyn, et pour comble de complications, ce dernier venait justement d'é-

pouser l'altière Sigrid. Thyri avait dans le pays des Wends des propriétés qu'elle engagea son mari à réclamer. Olaf refusa d'abord, prévoyant les difficultés qui pourraient en résulter avec Sweyn, mais enfin, vaincu par les larmes et les reproches de sa femme, il équipa une flotte et s'apprêta à rendre visite à Burislaf. Alors Sigrid, prenant prétexte de cette expédition, qu'elle représenta comme menaçante pour les princes du Nord, noua contre le souverain de Norvége une coalition où entrèrent son fils Olaf, son mari Sweyn, et le jarl Éric, le fils d'Hakon-Jarl, depuis longtemps ambitieux de venger la mort de son père. Ni les uns ni les autres cependant n'osaient attaquer immédiatement la flotte d'Olaf. Il leur fallait du temps pour se préparer. Dans cet embarras, les coalisés eurent recours au rusé Sigvald, le capitaine de Jomsburg, et le chargèrent de s'insinuer auprès d'Olaf, de surveiller ses mouvemens et de les en informer. Sigvald, acceptant avec empressement cet office d'espionnage et de perfidie, peut-être dans le désir de faire oublier ses anciens péchés contre Sweyn et Hakon-Jarl, joignit en voyage la flotte d'Olaf, gagna sa confiance et l'accompagna chez son beau-père Burislaf, où, l'enguirlandant de flatteries, il sut le retenir sous des prétextes quelconques aussi longtemps qu'il était nécessaire aux préparatifs des coalisés.

Quand ceux-ci eurent enfin réuni une flotte assez considérable pour écraser celle d'Olaf, ils firent un signe à Sigvald, qui ne chercha plus à créer d'obstacles au départ d'Olaf, et le roi reprit fraternellement avec le viking le chemin de la Scandinavie, sans se douter que la trahison guettait son passage de la baie d'une petite île aujourd'hui, paraît-il, reprise par la Baltique. Lorsqu'on fut arrivé proche du lieu désigné d'avance pour être la scène du guet-apens, Sigvald, s'esquivant avec autant d'agilité, mais moins de dommages, qu'il l'avait fait naguère à la baie d'Hjoring devant la victoire d'Hakon-Jarl, laissa le roi seul, réduit à ses propres forces, en présence du formidable armement de ses ennemis. Olaf ne se troubla pas devant cette apparition inattendue et refusa de fuir. « Je n'ai jamais fui d'une bataille, que Dieu dispose de ma vie! » répondit-il à ses capitaines qui lui représentaient l'inégalité des deux flottes en présence. « Le roi était monté sur le gaillard d'arrière du *Long-Serpent,* le plus beau et le plus grand de ses navires, dit Snorro Sturleson, cité par Carlyle; il avait un bouclier doré et un heaume incrusté d'or; sur son armure, il avait un court habit rouge et se distinguait aisément. » Trois fois son navire fut abordé par Éric, qui trois fois fut repoussé. Olaf combattit tant qu'il lui resta un homme; puis, sans donner à son ennemi la joie de triompher de sa mort, il se précipita dans la mer. « On le voit encore, dit Carlyle,

avec son habit rouge étincelant sous les rayons du soleil couchant, s'enfonçant sous les vagues pour y trouver son long repos. »

La mort d'Olaf, fils de Tryggvi, est le dernier fait mémorable auquel se trouve associée la piraterie scandinave en général et celle de Jomsburg en particulier, et avec elle prend fin naturellement le tableau que nous nous étions proposé de tracer et que nous avons voulu pousser jusque-là, bien que le récit de M. Dasent s'arrêtât après la bataille d'Hjoring. Tout ce qui nous reste à ajouter, c'est que cette mort, après un court interrègne occupé par le fils d'Hakon-Jarl, livra le trône de Norvége au dernier viking notable, c'est-à-dire à saint Olaf, le fils de cet Harald Graenske que la mégère Sigrid avait fait brûler pour se délivrer de ses importunités amoureuses : un viking, sous une forme fort adoucie cependant, et qui se présente à nous plutôt comme un aventurier noble et un royal officier de fortune que comme un pirate du type traditionnel. Ce fut ce viking qui prononça l'arrêt de mort définitif contre la piraterie, et il n'eut aucune peine à le faire exécuter dès qu'il eut achevé l'œuvre de conversion religieuse commencée avec tant de difficultés par Hakon le Bon, et si vigoureusement poussée par le premier Olaf. Une fois délivrés de leur paganisme, tout entier consacré à la force et à la vaillance, et qui les séparait du reste du monde en le leur présentant comme une proie légitime à dépouiller, les hommes du Nord furent saisis et enlacés dans la république chrétienne des peuples européens, et ils restèrent sous le filet bienfaisant que la religion leur avait tendu. La conversion au christianisme impliquait tacitement la renonciation à la piraterie, et ils ne purent échapper à la logique de leur nouvelle situation. Désormais plus d'églises à piller et de peuples à considérer comme ennemis; ces églises étaient le sanctuaire de leur culte, et ces peuples étaient leurs frères. Politiquement aussi la situation était bien changée. Ce qui avait singulièrement facilité ces invasions qui pendant trois siècles ne cessèrent de partir du Nord, c'était l'état d'anarchie progressive dans laquelle la dissolution de l'empire carlovingien plongea l'Europe; mais maintenant avec la féodalité commençante les vikings allaient trouver partout des Hakon-Jarl et des batailles d'Hjoring. La piraterie n'avait plus à attendre que des défaites, mince profit pour un métier qui veut être lucratif; elle disparut donc, non-seulement parce qu'elle ne répondait plus au nouvel ordre social, mais parce qu'il n'y avait plus pour elle avantage à continuer d'être.

Une double question à laquelle il est assez difficile de répondre et que nos historiens n'abordent pas, s'éveille dans notre esprit. Les temps de transition, c'est-à-dire les passages d'un état social

à un autre, sont toujours pénibles et délicats; par conséquent, il serait curieux de savoir exactement quelles furent matériellement et moralement les conséquences les plus immédiates de cette cessation de la piraterie. Jusqu'à quel point l'état matériel de ces pays naturellement pauvres, encore trop jeunes à la civilisation pour que le capital, comme on dit aujourd'hui, eût eu le temps de s'y accumuler, fut-il affecté, lorsque la piraterie cessa d'une part de faire écouler sur l'Europe le trop plein de leurs populations, et de l'autre de faire remonter sur le Nord les richesses de l'étranger? Nous n'avons, dis-je, aucune réponse à cette question, mais il est permis de croire, sans vouloir faire pour cela l'apologie de la piraterie, que le premier résultat en fut un appauvrissement longtemps insensible et dont les effets ne se laissèrent apercevoir que lorsque la cause première qui les avait produits était depuis longtemps oubliée. Est-ce par exemple aux seules guerres excitées par les ambitions des rois et des grands qu'il faut attribuer l'effroyable misère qui détermina, un siècle et demi après saint Olaf, la jacquerie des *birkenbeiner*, et mit fin à la dynastie d'Harald Haarfagr? Ces paysans norvégiens révoltés étaient si dépourvus de toute chose qu'ils en étaient réduits à porter des culottes d'écorces de bouleau, d'où leur nom de *birkenbeiner*, un genre de sans-culottisme qui a de la couleur locale, on en conviendra. Cette misère aurait-elle eu le temps de grossir et de faire tas dans le bon temps de la piraterie, et combien aurait-il fallu alors d'expéditions malheureuses pour que les populations en fussent réduites à se vêtir d'écorces d'arbres? La réponse à la seconde face de la question est plus facile. On peut soupçonner sans aucune témérité d'imagination que le regret et le souvenir mélancolique des jours d'autrefois entrèrent longtemps pour une bonne part dans l'état moral où la cessation des anciennes habitudes plaça les hommes du Nord, et que bien souvent sans doute les jeunes gens enfiévrés par les convoitises et le besoin d'activité de leur âge, arrêtèrent leurs regards sur la mer avec le désespoir d'être venus trop tard au monde, ou virent passer dans le lointain des flots comme des démons tentateurs les ombres des anciens héros qui les appelaient aux aventures glorieuses et à la curée des richesses étrangères, cependant que les cloches chrétiennes, luttant avec leurs rêves d'ambitions homicides, les rappelaient à la vie de paix, à l'honnête labeur et au sentiment de la fraternité.

ÉMILE MONTÉGUT.

LE

COMTE DE CAVOUR

ÉTUDE DE POLITIQUE NATIONALE ET PARLEMENTAIRE.

I. *Il Conte di Cavour, ricordi biografici*, par Giuseppe Massari, 1 vol. in-8°. — II. *Discorsi parlamentari del conte Camillo di Cavour*, raccolti e publicati per ordine della camera dei deputati, 12 vol. — III. *Le comte de Cavour, récits et souvenirs*, par M. W. de La Rive, 1 vol. in-8°, etc. — IV. *Historia documentata della diplomazia europea in Italia*, per Nicomede Bianchi. — V. Documens inédits, etc.

V.[1]

LA CRISE DE L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA. — CAVOUR ET LA CESSION DE LA SAVOIE.

Le jour où Napoléon III, au lendemain de la campagne de 1859, recevait à Saint-Cloud sénateurs, députés et conseillers d'état aussi empressés à exalter sa modération qu'ils l'auraient été à célébrer sa résolution et son énergie, s'il eût continué la guerre, l'empereur semblait saisir cette occasion de commenter et de préciser son œuvre de Villafranca. C'était une scène étrange. Aux adulations des courtisans qui le comparaient à « Scipion » et ne parlaient que des « prodiges » d'une volonté maîtresse d'elle-même, l'empereur répondait de l'accent agité d'un homme qui aurait eu à se défendre d'avoir déserté « par lassitude » la « noble cause qu'il avait voulu servir. » Il songeait peut-être à Cavour en avouant qu'il lui en avait coûté d'interrompre l'œuvre commencée, de « voir dans des cœurs honnêtes de nobles illusions, de patriotiques espérances s'évanouir. »

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars, du 15 avril, du 1er juin et du 15 juillet.

Il invoquait l'intérêt de la France près d'être compromis par l'extension d'une lutte qui, d'un instant à l'autre, pouvait être engagée sur le Rhin et sur l'Adige. « Dès que les destinées de mon pays ont pu être en péril, j'ai fait la paix, » disait-il, et en expliquant pourquoi il s'était arrêté, il se plaisait à montrer les fruits de la victoire : l'influence des armes françaises attestée une fois de plus, le Piémont agrandi d'une opulente province, la nationalité italienne reconnue et organisée par une fédération, les princes maintenus ou restaurés, « comprenant enfin le besoin impérieux de réformes salutaires. » Ce n'était là par malheur qu'une vaine représentation de cour déguisant à peine la vérité des choses. Cette paix improvisée ou bâclée dans un petit village du Mincio, entre deux empereurs également émus des horreurs du champ de bataille, cette paix n'avait rien réglé; elle mettait fin à la guerre sans doute, elle ne résolvait pas les problèmes déchaînés par la guerre. Elle laissait, à côté de la France et de l'Autriche réconciliées, le Piémont déçu et embarrassé de son rôle, les duchés du centre à demi émancipés et livrés à eux-mêmes, le sentiment national italien irrité et trompé, l'Europe étonnée et soupçonneuse devant l'énigme des entrevues impériales du Mincio.

Je veux préciser cette situation au lendemain du grand conflit interrompu. La France s'est crue intéressée à ne pas pousser plus loin la guerre; l'Autriche, à son tour, s'est crue intéressée à payer d'une province une paix qui lui laisse la Vénétie avec l'espoir de la restauration de ses princes à Florence comme à Modène. Entre l'Autriche et la France déposant les armes, ce que Villafranca a ébauché, les négociations de Zurich vont l'achever. Les questions italiennes proprement dites, réorganisation, fédération, réformes, sont réservées à un congrès européen. Tout semble décidé ou prévu; c'est au contraire plus que jamais le commencement de l'imprévu, les solutions ne sont qu'apparentes, et à côté de la politique de Villafranca, de Zurich, du congrès, de la diplomatie officielle, s'ouvre tout à coup une autre phase originale et saisissante, ce que j'appellerai la phase des Italiens eux-mêmes prenant la direction de leurs destinées, déjouant tous les calculs, se chargeant d'interpréter cette paix par laquelle on a cru enchaîner leurs espérances. Cavour disait : « La voie est coupée, nous en suivrons une autre. » Napoléon III, avant de quitter le Mincio, avait dit de son côté au roi Victor-Emmanuel cette parole étrange : « Nous allons voir maintenant ce que les Italiens sauront faire tout seuls. » C'est le secret de cette période qui commence au 11 juillet 1859, de cet autre drame diplomatique, national, qui s'engage aussitôt dans des conditions nouvelles et avec de nouveaux personnages, qui va se préci-

piter à travers les péripéties les plus inattendues, jusqu'à la crise définitive décidée encore une fois et dénouée par le grand artiste de la révolution italienne.

I.

Les combinaisons de Villafranca avaient l'inconvénient d'avoir été imaginées pour une autre situation et de ne plus répondre aux circonstances, de n'être désormais qu'un expédient insuffisant, contradictoire, dénué de force et de sanction. Évidemment cette confédération par laquelle Napoléon III avait cru sauver une partie de son programme et surtout détourner les difficultés qu'il voyait poindre dans les légations déjà détachées du saint-siége, cette confédération eût été une précieuse conquête, une garantie — avant la guerre. Changez l'hypothèse : la confédération eût été encore possible, même avec les princes restaurés, si la guerre, au lieu de s'arrêter, eût été poussée jusqu'à l'Adriatique, jusqu'à l'indépendance complète par la disparition définitive de la domination étrangère; alors la France aurait eu plus d'autorité pour la faire accepter, les Italiens auraient eu moins de raison de la refuser. Dans les termes où elle se présentait, avec l'Autriche toujours campée à Venise, maîtresse de positions formidables, dominant encore l'Italie par son influence et ses alliances, la confédération était moins une promesse qu'une menace permanente; elle laissait l'ennemi, c'est-à-dire la prépotence étrangère, dans la place. C'était la paix, telle qu'elle avait été faite, qui ruinait d'avance l'idée de la confédération, ou si l'on veut, c'était la confédération ainsi organisée qui compromettait d'avance la paix des deux empereurs. Autre contradiction. Les préliminaires du 11 juillet disaient : « Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène *rentrent* dans leurs états... » En même temps l'empereur Napoléon avait exclu l'intervention de la force dans les restaurations princières, il avait réservé les droits et la volonté des populations, de sorte que dans cette œuvre étrange, assez incohérente, les Italiens trouvaient à la fois un mécompte, un stimulant de défiance et un moyen facile d'échapper à la menace d'une combinaison décevante. Tout est là dès la première heure.

Un instant, à la vérité, l'incertitude est poignante et terrible. Cavour vient de s'effacer, paraissant emporter dans sa retraite la dernière chance de la politique nationale et l'esprit de direction. Le nouveau ministère piémontais de La Marmora, Rattazzi, Dabormida, se forme pour l'exécution de la paix, et il est nécessairement obligé d'en faire son programme officiel. A Florence, à Modène, à Parme, à Bologne plus encore qu'à Turin et à Milan, l'acte de Villafranca

éclate comme un coup de foudre qui semble livrer l'Italie centrale à l'alternative d'une soumission découragée ou des déchaînemens mille fois plus périlleux d'une résistance révolutionnaire. Une hésitation, un faux mouvement, un désordre peuvent tout perdre et engager les événemens d'une manière irréparable.

Que faut-il pour changer la face des choses? Il suffit de quelques hommes assez résolus pour ne point s'abandonner, assez fermes pour tout contenir, assez habiles pour saisir par une inspiration soudaine ce qu'ils peuvent trouver encore de ressources dans une situation si nouvelle. Au premier moment sans doute, le cabinet de Turin, ne fût-ce que pour rester en règle avec la diplomatie, ne peut éviter de dégager le Piémont des affaires de l'Italie centrale et d'abdiquer un protectorat ostensible en rappelant ses représentans, Farini qui est à Modène, Boncompagni qui est à Florence, Massimo d'Azeglio qui est à Bologne; mais aussitôt le lien officiellement rompu se renoue moralement par le choix de ceux qui prennent le pouvoir. Farini ne cesse d'être le commissaire du roi Victor-Emmanuel que pour devenir le dictateur de Modène et de Parme. A Florence, à la place de M. Boncompagni, le baron Ricasoli devient gouverneur de la Toscane. A Bologne, le chef du nouveau gouvernement est un homme peu connu jusque-là, le colonel Leonetto Cipriani, habilement choisi pour ses relations intimes avec les Napoléon. A peine y a-t-il une transition d'apparence, et tous ces chefs, ces dictateurs improvisés, ne perdent pas une heure à s'entendre pour préparer l'évolution qu'ils méditent, pour tenter d'obtenir par la paix plus peut-être qu'ils n'auraient conquis par la guerre. Avant que le mois d'août soit écoulé, des assemblées sont réunies pour régulariser l'interrègne. Entre ces états abandonnés à leur propre sort, une ligue militaire se forme pour la défense commune. De Bologne, de Parme, surtout de Florence partent en même temps des envoyés, le comte Linati, le marquis Lajatico, Bianchi, Ubaldino Peruzzi, Matteucci, qui vont à Turin, à Paris, à Londres plaider la cause nationale. En un mot, pendant que la diplomatie, qui se croit omnipotente, en est encore à ses combinaisons plus ou moins spécieuses, l'Italie centrale s'organise, se met en mouvement et marche à son but invariable.

Ce but, il est indiqué par les événemens, par la nature même de cette situation extraordinaire. Puisque l'Autriche à peine diminuée d'une province reste avec la puissance débordante de l'empire sur le Mincio et sur le Pô, il n'y a plus d'autre ressource que de rassembler le plus de forces italiennes qu'on pourra, de créer ce qu'on appelle le « royaume fort, » de s'attacher coûte que coûte au Piémont. La pensée de « l'annexion » domine tout, et par une combi-

naison étrange, ce qu'on a fait pour prévenir de plus grands changemens, pour détourner ou suspendre le mouvement de fusion représenté par le protectorat piémontais, est précisément ce qui accélère le travail unitaire, ce qui pousse plus précipitamment vers le royaume subalpin les petits états du centre. « L'Autriche, dans le quadrilatère, écrit familièrement d'Azeglio, c'est l'Italie à sa merci au premier jour. L'Italie ne voit que cela; elle n'a plus qu'un désir, celui de constituer n'importe où et comment un groupe de provinces capable d'opposer une résistance sérieuse à une puissance qui n'a rien perdu de sa force et qui a redoublé de mauvais vouloir. Comment voulez-vous qu'on songe aux traditions historiques ou aux intérêts de clocher? Sans la paix, ils auraient gardé quelque influence... Dans la position actuelle, on ne songe qu'à créer des forces... — Voilà ce que le bon sens de l'Italie entière a merveilleusement compris. De là cet élan unanime vers la Sardaigne; de là l'abandon de toutes les traditions égoïstes, de tous les instincts les plus enracinés, les plus chers au municipalisme italien... » Deux choses expliquent cette évolution soudaine : la nécessité nationale d'abord, puis l'influence de la politique piémontaise de dix ans, la propagande du courage, de l'honneur militaire, du patriotisme éprouvé, du régime constitutionnel, de la liberté régulière et bienfaisante. En d'autres termes, qu'on le remarque bien, même dans l'éclipse de l'homme, c'est encore la politique de Cavour qui triomphe et porte ses fruits : lorsqu'elle semble vaincue à Turin, elle se relève sous d'autres formes à Modène comme à Florence, avec Farini, Ricasoli, qui à leur tour entrent en scène, et si quelque chose peut prouver la maturité d'une révolution, c'est cette fortune de l'Italie trouvant à chaque heure décisive les ouvriers pour l'œuvre du moment.

Rien de plus dramatique et de plus singulier que cet épisode, cette lutte où pendant six mois l'instinct italien est aux prises avec toutes les difficultés intérieures comme avec la diplomatie des plus grandes puissances, dont il finit par avoir raison. Un de ces chefs de l'Italie centrale, Luigi-Carlo Farini, était un médecin romagnol d'origine, Piémontais d'adoption, cœur chaud et dévoué, esprit brillant et instruit, qui avait écrit avec ses souvenirs une *Histoire des États romains*. Mêlé dans sa jeunesse aux mouvemens libéraux de sa province natale, mais étranger aux sectes, il avait été tour à tour ministre du pape avec l'infortuné Rossi en 1848, puis député et ministre à Turin avec Cavour, dont il partageait toutes les idées, dont il soutenait passionnément la politique. Représentant du roi Victor-Emmanuel à Modène pendant la guerre, il avait le mérite de ne point hésiter un instant. Au premier bruit de la négociation des

empereurs, avant même de rien savoir, il avait télégraphié à Turin : « Ne me laissez pas sans instructions. Sachez bien que si, par suite de conventions à moi inconnues, le duc fait quelque tentative, je le traiterai en ennemi du roi et de la patrie. Je ne me laisserai pas chasser d'ici, dût-il m'en coûter la vie. » Rappelé par le cabinet piémontais, il était resté à Modène chef acclamé d'un gouvernement provisoire, relevant tous les courages, lançant du haut du vieux palais d'Este ce mot significatif, que l'Italie n'avait pas « contre-signé la paix de Villafranca. » Avant de s'éloigner de Turin, Cavour avait eu le temps de lui écrire : « Le ministre est mort, l'ami applaudit à votre résolution. »

Farini avait probablement tout sauvé par cette initiative; il avait empêché une brusque restauration qu'aurait pu aisément tenter le duc réfugié au camp autrichien avec sa petite armée, de même que quelques troupes laissées par d'Azeglio en face des Marches empêchaient l'irruption des Suisses du pape dans la Romagne. Le premier moment passé, Farini saisissait bientôt l'occasion d'aller plus loin, étendant sa dictature de Modène à Parme, puis à Bologne même, et formant une sorte d'état provisoire sous le vieux nom latin de l'Émilie. Il n'avait du reste qu'une pensée, dont il poursuivait fiévreusement la réalisation : préparer quand même, à tout prix, la fusion avec le Piémont. « Le coup est fait, écrivait-il le jour de son entrée à Bologne, il n'y a plus qu'un seul gouvernement. A l'année nouvelle, de Plaisance à la Cattolica, lois, règlemens, les noms mêmes, tout sera Piémontais. Je ferai fortifier Bologne; de bons soldats, de bons canons contre ceux qui voudront combattre l'annexion, voilà ma politique! » C'était en effet toute sa politique. Farini eût peut-être encore échoué cependant, même avec sa réunion de l'Émilie, s'il n'y avait eu dans un de ces états de l'Italie centrale, en Toscane, un autre chef imprimant au mouvement son énergique et fière originalité, le baron Bettino Ricasoli.

Celui-là a été réellement après Cavour ou avec Cavour et dans un cadre précis un des grands acteurs de la transformation italienne. Par lui la Toscane s'est engagée irrévocablement dans la voie de l'unification, et l'adhésion de la Toscane était bien plus décisive que celle des petits duchés. Le baron Bettino Ricasoli avait marqué un moment en 1848 dans les révolutions de son pays comme un des chefs du parti modéré. Il avait même été de ceux qui avaient rappelé le grand-duc réfugié à Gaëte et qui avaient eu l'amertume de voir le prince se laisser ramener à Florence avec une escorte autrichienne; il avait aussitôt renvoyé tout ce qu'il avait de décorations grand-ducales, et il s'était retiré dans son beau domaine de Brolio, du côté de Sienne, se livrant aux expériences

agricoles, mêlant dans sa vie indépendante les devoirs d'un patronage presque féodal, la culture de l'esprit, le goût des arts, restant toujours l'allié d'opinion de cette classe patricienne et libérale des Capponi, des Ridolfi, des Corsini, des Peruzzi. Comme bien d'autres, il avait suivi avec un intérêt croissant la politique piémontaise, et un des premiers, aux approches du conflit avec l'Autriche, il avait donné le signal du réveil à Florence. Ministre de l'intérieur pendant la guerre, sous le protectorat piémontais représenté par M. Boncompagni, président du conseil à la paix de Villafranca, il n'avait désormais, comme son collègue de Modène, d'autre pensée que l'annexion, et nul certes ne pouvait mieux que lui donner un air de grandeur à cette abdication de l'autonomie toscane devant l'idée de la patrie italienne.

Il n'avait rien d'un politique ordinaire; il ressemblait à un personnage d'Holbein avec sa taille droite et raide, sa tenue sévère, sa dignité froide et néanmoins courtoise, sa mine haute et fine et son geste impérieux. C'était un Toscan de vieille race, continuant la tradition de ce Ricasoli d'autrefois, capitaine des guelfes dans les guerres de la Romagne, qui, voulant un jour obtenir un décret du « conseil des vingt-quatre » de Florence, mettait les conseillers sous clé et les affamait jusqu'à ce que le décret fût voté. Le baron de nos jours, sans affamer personne, avait la volonté de fer de son aïeul au service d'une idée moderne, d'un désir national dont il se faisait au pouvoir le représentant passionné et altier. C'est lui qui une nuit, au Palais-Vieux, disait à un de ses compatriotes partant pour la France : « Allez, dites à ces messieurs que j'ai douze siècles d'existence, que je suis le dernier de ma race, et que je donnerai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour maintenir l'intégrité de mon programme politique. » Et ce qu'il disait, il l'exécutait à sa manière, non avec le génie large et souple d'un Cavour, mais avec la résolution d'un homme redouté pour son énergie, respecté pour son désintéressement et son patriotisme, imposant l'obéissance autour de lui. En voyant passer grave et imperturbable ce ministre, ce dictateur, qui, au lieu de demander des émolumens au trésor, donnait au contraire de sa fortune, qui travaillait depuis six heures du matin jusqu'après minuit, le peuple ne le payait pas en vaines acclamations qu'il eût dédaignées; il se sentait en sûreté sous un tel guide et avait pour lui cette considération que Royer-Collard mettait au-dessus de la popularité.

L'acte dont Ricasoli poursuivait l'accomplissement n'avait dans sa pensée rien de révolutionnaire; c'était un acte réfléchi de nécessité nationale qu'il prétendait pousser jusqu'au bout sans le laisser dévier, sans le laisser compromettre ou altérer par les intrigues

des uns, par les agitations des autres. Le dictateur florentin n'ignorait pas qu'il vivait au milieu de dangers de toute sorte. Il avait compris surtout que la première condition de salut était un ordre intérieur strictement maintenu; il sentait que tout ce qui ressemblerait à un désordre, tout ce qui tendrait à compliquer la question par des invasions révolutionnaires au delà de la frontière, serait un affaiblissement pour la cause nationale, un prétexte pour les fauteurs de restaurations ou pour les interventions étrangères, — et il ne voulait offrir aucun prétexte. Aussi se montrait-il inflexible contre toute velléité d'agitation ou de division. Mazzini s'était flatté de faire de la Toscane un centre d'opérations dont il serait le chef toujours invisible. Ricasoli lui faisait signifier, non sans une hautaine ironie, que, s'il le prenait, il l'empêcherait de nuire en le mettant « sous clé » dans son château de Brolio, — jusqu'à la constitution définitive de l'Italie. Les républicains étaient sévèrement consignés à la frontière. Guerrazzi lui-même, l'ancien président du ministère démocratique de 1848, ne pénétrait qu'avec peine en Toscane. Le brillant Montanelli, avec ses rêves de royaume d'Étrurie pour le prince Napoléon, n'était toléré que parce qu'on ne le craignait guère. Garibaldi, dont on avait accepté les services, à qui on avait confié le contingent toscan dans la ligue militaire formée pour la défense commune, Garibaldi n'échappait pas plus que les autres à l'autorité du terrible baron. Un moment avec les soldats toscans et des volontaires romagnols il voulait envahir les Marches, l'Ombrie; s'il l'avait fait, c'était l'intervention immédiate de la France, on le savait à Florence aussi bien qu'à Turin. Ricasoli n'hésitait pas un instant à réprimer les velléités belliqueuses de Garibaldi, à couper court à des fantaisies de dictature militaire qui se manifestaient, et Garibaldi pliait, il se retirait en grondant, mais sans rien tenter, à Caprera. L'obstination de Ricasoli, secondée par des conseils venus de Turin, détournait peut-être un péril mortel.

En un mot, le redoutable Florentin entendait rester maître dans son domaine de l'Arno, qu'il ne voulait ni livrer à une dictature soldatesque, ni laisser envahir par les démagogues, ni même laisser absorber dans une fusion qu'on lui proposait avec Modène, Parme et les légations. Vainement en effet à un certain moment on essayait de l'attirer dans une sorte de ligue politique qui aurait complété la ligue militaire; vainement Farini et le marquis Pepoli s'efforçaient de lui démontrer l'avantage qu'il y aurait à réaliser une fusion partielle et temporaire, prélude de la réunion définitive au Piémont, — à se présenter devant l'Europe avec l'autorité d'un seul gouvernement, d'une même diplomatie parlant au nom de l'Italie centrale tout entière. Ricasoli déclinait absolument cette combinaison, et il

la déclinait par une raison caractéristique. Il soutenait qu'on allait offrir à l'Europe les « élémens tout prêts d'un royaume séparé, » et d'un royaume séparé de l'Italie centrale, même avec les légations; il n'en voulait à aucun prix, pas plus avec un Napoléon ou tout autre prince nouveau qu'avec un grand-duc lorrain. L'annexion au Piémont restait son dernier mot, parce que l'annexion c'était le « royaume fort » en face de l'Autriche, c'était l'Italie constituée, armée, et devant l'Italie seule il entendait abaisser la brillante couronne de l'indépendance toscane. Il se refusait à une combinaison qu'il croyait dangereuse, il ne marchait pas moins d'accord avec Farini, et c'est ainsi que pendant six mois, par l'œuvre de quelques hommes, l'Italie centrale offrait le spectacle de populations unies dans un même sentiment, disciplinées, résistant à tous les entraînemens comme à toutes les provocations. Un seul crime, le meurtre du colonel Anviti, attristait Parme, et aussitôt éclatait une protestation universelle. « Si on m'avait annoncé il y a deux mois ce qui se passe maintenant, écrivait familièrement d'Azeglio, j'aurais ri au nez du prophète. Qui aurait cru possible de voir les Romagnols doux et sages, les Toscans énergiques et tous les clochers à l'esprit dix fois séculaire crouler avec un si parfait ensemble dans toutes les villes italiennes? »

II.

Il est vrai, même avec l'habile hardiesse des chefs et la docilité des populations, même avec tant de complicités intérieures conspirant ensemble, cette campagne de l'Italie centrale n'aurait pu aller jusqu'au bout, si elle n'avait eu pour elle la faveur des circonstances les plus inattendues, le trouble profond de l'Europe au lendemain de Villafranca. Les Italiens avaient l'avantage d'une idée fixe, d'une politique précise en face d'une diplomatie qui ne savait plus ce qu'elle voulait ou ce qu'elle pouvait, au milieu des incohérences et des contradictions de toutes les politiques. Leur génie était de rester maîtres d'eux-mêmes et de savoir profiter de tout dans un des plus curieux imbroglios où se soient agitées les affaires humaines, dans cette mêlée de six mois où l'Autriche, la France, l'Angleterre, le Piémont jouaient une si étrange partie, en ayant toujours l'air de préparer un congrès, — qui ne devait jamais se réunir.

L'Autriche, dans ces nouvelles péripéties du lendemain de la guerre, n'avait évidemment qu'un rôle et qu'un but. Réduite à céder une de ses plus brillantes provinces, elle tenait à garder ce qui lui restait de domination, directement dans la Vénétie, indirectement par les restaurations qui lui avaient été promises dans les

duchés. Elle se serait prêtée peut-être à quelques-unes des combinaisons proposées par la France pour une confédération dont Venise aurait fait partie; avant tout elle demandait l'exécution des traités, elle s'attachait fiévreusement à ces restaurations dont on l'avait flattée, et elle ne cessait de rappeler à la France, comme au Piémont, que, si on ne lui donnait pas les restaurations, elle serait déliée d'un autre côté, même en Lombardie, des engagemens de la paix. A vrai dire, elle était dans son droit, elle avait pour elle la légalité diplomatique de Villafranca, de Zurich; mais l'Autriche, moralement diminuée par la défaite, plus que jamais suspecte aux Italiens, à peu près abandonnée par ses alliés européens et assaillie par surcroît d'embarras intérieurs dans l'empire, l'Autriche était, en définitive, impuissante. Elle ne pouvait que se démener inutilement, avec une impatience mêlée d'amertume, devant ces révolutions de l'Italie centrale où elle n'avait plus la liberté d'intervenir par une pression de la force : elle ne pouvait pas passer le Pô. Elle n'avait plus d'autre ressource que d'opposer à chaque acte qui s'accomplissait une série de vaines protestations dont on se jouait à Florence, et d'en appeler à l'Europe qui se taisait ou qui encourageait l'Italie. L'Autriche avait assez de se défendre dans cette situation, plus menacée que menaçante, d'une puissance réduite à une retraite désespérée, à peu près délaissée par tout le monde. La Russie l'abandonnait à son isolement. La Prusse, contre laquelle le cabinet de Vienne était plein de ressentiment, qu'il accusait de trahison, la Prusse commençait à réfléchir sur l'exemple des Italiens et ne sortait pas d'une certaine réserve. L'Angleterre allait bien plus loin. Par une évolution aussi étrange qu'inattendue, après avoir été l'alliée de l'Autriche jusqu'à la veille de la guerre, après avoir défendu jusqu'au bout les traités de 1815, l'Angleterre n'attendait que le lendemain de Villafranca pour passer tout à coup au camp italien; elle prodiguait désormais à ses nouveaux cliens les sympathies et les encouragemens.

La politique anglaise n'était plus à ce moment aux mains des tories, de lord Derby et de lord Malmesbury, elle venait de passer aux mains des whigs, de lord Palmerston, de lord John Russell, et l'Angleterre des whigs se montrait aussi chaleureuse pour l'indépendance italienne qu'elle avait été tiède jusque-là. Elle était peu favorable à une fédération qui offrait à ses intérêts commerciaux moins de garanties qu'une simple extension du Piémont, le pays de la liberté économique. Elle n'avait naturellement rien à dire à des combinaisons qui démembreraient le pouvoir temporel du pape. Elle était la première à défendre contre l'Autriche la liberté des Italiens du centre, le droit qu'ils avaient de disposer d'eux-mêmes, de

se réunir au Piémont s'ils le voulaient. Elle se faisait en vérité la gardienne du principe de non-intervention, et la patronne des ambitions ou des espérances les plus étendues des Italiens. Pas plus que les tories, les whigs n'entendaient assurément engager l'Angleterre par la promesse d'un secours armé; ils promettaient du moins « tout l'appui moral possible, » c'était le mot de lord Palmerston, et de Londres le représentant de la Sardaigne, le marquis Emmanuel d'Azeglio, pouvait écrire à Turin : « Les ministres anglais ont toujours soin d'ajouter, en parlant de l'annexion, qu'elle serait considérée par l'Angleterre comme l'arrangement préférable. L'Angleterre reconnaît à l'annexion le double avantage de nous rendre plus indépendans et de respecter les vœux des populations. » Les ministres de la reine semblaient vouloir regagner le temps perdu en se montrant plus Italiens que les Français qui venaient de combattre pour l'Italie, en flattant, en aiguillonnant la passion nationale au-delà des Alpes. Pourvu qu'on s'abstînt d'attaquer l'Autriche dans la Vénétie, on pouvait se permettre tout le reste à Florence comme dans les états du pape!

Le mobile à peine déguisé de cette politique d'excitation était une défiance croissante à l'égard de l'empereur, la crainte de voir la France remplacer l'Autriche en Italie, soit par une influence directement exercée, soit par quelque royaume à demi feudataire sous un Napoléon, et les ministres anglais croyaient neutraliser l'ascendant français en stimulant les annexions. Lord John Russell, comme chef du *foreign-office*, se livrait à cette propagande avec une candeur impétueuse qu'il a toujours eue, qui a plus d'une fois effrayé et embarrassé ses compagnons de pouvoir. Il ne s'apercevait pas qu'il s'exposait à plus d'une contradiction, qu'après avoir enflammé les Italiens il serait mal venu à vouloir les détourner de la guerre pour Venise, et qu'en favorisant l'extension du Piémont, il allait au-devant d'une éventualité qu'il redoutait, — cette cession de la Savoie à laquelle l'empereur avait renoncé à Villafranca, mais que la création d'un puissant royaume de l'Italie du nord devait faire revivre. Les Italiens ne pouvaient s'y méprendre, et s'ils étaient assez habiles pour se servir de l'appui de l'Angleterre, ils n'ignoraient pas que la question était pour eux moins à Londres qu'à Paris, dans le pays qui avait encore son armée campée en pleine Lombardie.

Ce que voulait réellement, ce que ferait la France, c'était là le point essentiel. Lord Palmerston prétendait qu'il y avait deux politiques à Paris, il n'avait pas eu de peine à pénétrer ce mystère. Depuis le premier jour, ces deux politiques existaient, se confondant ou se contrariant tour à tour : l'une avait triomphé par la guerre, par les proclamations excitatrices de Milan, l'autre avait triomphé

par l'acte prématuré et incomplet de Villafranca; maintenant les deux politiques se retrouvaient encore dans l'interprétation, dans l'exécution de la paix, et certes si les conditions de Villafranca avaient une chance d'être réalisées et maintenues jusqu'au bout dans leur intégrité, c'était par la présence au pouvoir, par l'action du ministre des affaires étrangères de France.

Le comte Walewski, homme parfaitement loyal, ne tenait pas seulement à faire honneur aux engagemens pris avec l'Autriche; il était lui-même par ses opinions, par ses traditions et ses instincts, favorable à tout ce qui pouvait restreindre la révolution italienne, aux restaurations ducales, à la limitation de l'influence piémontaise. Il ne voulait à aucun prix de l'annexion, et il n'hésitait pas à faire sentir le poids de l'autorité impériale, de la diplomatie française à Turin comme à Florence, comme à Bologne. Dès les premiers instans, il avait expédié agens sur agens, M. de Reiset, le prince Poniatowski, autrefois ministre de Toscane à Paris, maintenant envoyé à Florence pour proposer la restauration lorraine, et le comte Walewski se montrait aussi étonné qu'impatient des résistances que sa diplomatie rencontrait. Il se faisait l'illusion de croire que tout ce qui se passait à Florence n'avait rien de sérieux, que ce n'était qu'une conspiration de parti « soudoyée par les Piémontais, » une œuvre révolutionnaire « conduite avec fermeté et hardiesse par le baron Ricasoli. » Il ne parlait pas autrement que l'Autriche! A Paris, dans ses entretiens avec les envoyés toscans, avec le marquis Lajatico, M. Ubaldino Peruzzi, M. Matteucci, le comte Walewski tenait le langage le plus acerbe, le plus menaçant. Le ministre français ne craignait pas de déclarer que les Toscans devaient « plier la tête, » il témoignait le regret qu'on eût laissé connaître aux Italiens qu'il n'y aurait pas d'intervention armée. Entretiens pénibles d'où les envoyés toscans sortaient blessés sans avoir « plié la tête! » Un autre jour, le comte Walewski faisait venir le ministre de Sardaigne, et il lui disait : « Je n'entends pas ouvrir avec vous une discussion; je veux simplement vous mettre au courant de l'état des choses et vous demander votre concours pour amener votre gouvernement à se mettre d'accord avec nous dans la question de l'Italie centrale. Il faut montrer à ces populations ce qu'a d'inévitable le retour du pape dans les légations, des Lorrains à Florence, de François V à Modène. Si le Piémont nous prête la main, nous lui donnerons en compensation Parme et Plaisance; s'il s'obstine dans les annexions, il suscitera à l'Europe de nouveaux malheurs, et il en portera la peine méritée... » Le ministre français agissait de toute façon, sur tous les points à la fois, pour assurer le succès de ses idées.

Oui sans doute, c'était la politique du comte Walewski; mais il

y avait en même temps la politique de l'empereur. Napoléon III avait beau faire, il ne pouvait se dérober à la responsabilité de ces mouvemens italiens accomplis sur son passage, au bruit de ses proclamations retentissantes. Il avait dit aux Italiens de se lever, de s'organiser, de suivre le drapeau de Victor-Emmanuel, de disposer de leurs destinées : les Italiens s'étaient levés, ils disposaient d'eux-mêmes, ils agissaient « tout seuls, » — qu'avait-il à répondre? Évidemment il croyait avoir fait beaucoup par la paix de Villafranca, il pensait du moins avoir assuré à l'Italie une mesure d'indépendance et de progrès compatible avec les circonstances, et une fois engagé, il ne pouvait désavouer aussitôt son œuvre. En apparence, il ne parlait pas autrement que son ministre des affaires étrangères. Lui aussi, dans ses relations avec la diplomatie, dans ses communications incessantes avec Victor-Emmanuel, dans ses conversations avec les délégués italiens qui venaient vers lui, il commençait par mettre hors de doute les obligations de Villafranca. Il se croyait d'autant plus tenu à une certaine ostentation de loyauté qu'il se sentait suspect et surveillé de toutes parts en Europe. Il portait la peine de sa réputation, à ce que disait le prince Napoléon.

L'empereur cependant ne tardait pas à subir l'influence des événemens; un singulier travail semblait s'accomplir dans cet esprit dont personne n'avait jamais le dernier mot, et dans tous les cas le langage de Napoléon III, bien moins absolu que celui du comte Walewski, se prêtait à toutes les interprétations. Lorsqu'on essayait de sonder les intentions de l'empereur en lui demandant s'il s'intéressait à la restauration des princes dépossédés, il répondait qu'il n'avait « aucun intérêt personnel à désirer le rétablissement des ducs lorrains, » et il ne parlait qu'avec un sourire d'incrédulité de la candidature du prince Napoléon à une couronne de l'Italie centrale. Lorsqu'on lui demandait si les engagemens par lesquels il se déclarait lié n'avaient pas une limite, il répondait assez mélancoliquement que sans doute ils avaient une limite, — « la limite du possible. » Lorsqu'enfin on cherchait à savoir de lui jusqu'où pouvait aller la pression étrangère en faveur des restaurations dans les duchés, il n'hésitait pas à dire : « Aucune violence ne sera faite aux Italiens. » Et il faisait mieux, il déclarait au prince de Metternich, à Compiègne, que, si l'Autriche passait le Pô, ce serait la guerre immédiate avec la France. Un jour, à l'occasion d'une démarche tentée auprès de lui à l'instigation de M. Peruzzi, il répondait : « M. Peruzzi me paraît être un homme sagace, il doit comprendre que, lorsqu'on me demande mes intentions au sujet de la Toscane, je ne puis dire que ce que j'ai dit;... mais que les populations votent, et quand il sera démontré que les conventions de Villafranca ne peu-

vent être exécutées qu'au mépris des principes de droit populaire de qui je tiens mon pouvoir, je pourrai changer d'avis (1)... »

C'était fort significatif. En invoquant toujours l'œuvre de Villafranca, l'empereur l'abandonnait par degrés; il rouvrait lentement la porte à toutes les combinaisons possibles, même à celles qui impliquaient un démembrement de l'état pontifical, et ce qu'il ne pouvait pas dire, ses amis le disaient pour lui. Le docteur Conneau était parfois auprès des Toscans l'écho de ses pensées les plus intimes. A Londres, l'ambassadeur de France, M. de Persigny, ne se faisait faute de désavouer le langage du comte Walewski. C'était un confident dévoué de Napoléon III, ambassadeur auprès d'une des premières puissances de l'Europe, qui allait répétant partout que l'empereur reconnaissait s'être trompé dans les affaires italiennes, qu'il n'insistait plus et qu'après tout il dépendait des Italiens, de leur résolution, de leur sagesse, d'échapper aux obligations de Villafranca. Avant qu'il fût longtemps le ministre sarde à Londres, le marquis Emmanuel d'Azeglio était en mesure d'écrire à Turin : « J'ai lu la lettre autographe de Napoléon remerciant le gouvernement anglais pour sa protestation contre l'intervention étrangère... Ici on pense que le langage officiel si différent de ce qui est dit dans cette lettre n'a d'autre objet que de maintenir l'Autriche tranquille. L'empereur ajoute qu'il n'aura aucune peine de voir les événemens donner tort à ses prévisions premières. Tous les hommes d'état d'ici, y compris l'ambassadeur français lui-même, sont d'avis qu'il nous faut marcher résolûment, promptement, mais prudemment, en prenant pour règle qu'en réalité à Paris on ne demande qu'à se laisser forcer la main... »

Au fond, dans les mystères de sa politique, Napoléon III avait

(1) Ces négociations des Italiens avec les Tuileries sont pleines de détails curieux, dont quelques-uns sont des traits de lumière aujourd'hui : M. Peruzzi, dans un des très intéressans rapports de sa mission, racontait une conversation qu'il avait eue avec le prince Napoléon. L'envoyé toscan ne cachait pas que, si on les abandonnait, les Italiens pourraient bien jouer le tout pour le tout, qu'ils entraîneraient le Piémont, et qu'alors l'empereur serait bien obligé de les soutenir. Le prince Napoléon répliquait : « *Vous serez bien avancés quand vous aurez été cause de la ruine de l'empereur et de la venue des Prussiens à Paris!* » On répondait que l'empereur s'exposerait bien plus sûrement à la ruine s'il abandonnait l'Italie, que la France, en présence d'une marche des Prussiens, renouvellerait les prodiges de 1792. « Le prince reprit alors, poursuit M. Peruzzi, qu'avant la guerre il espérait dans la guerre, parce qu'il croyait que l'empereur serait un général et disposerait d'habiles généraux, mais qu'aujourd'hui il avait perdu ses illusions, que l'armée elle-même savait qu'elle n'avait ni un empereur général, ni des généraux habiles parmi ceux qui la commandent. » Ces mots sont du mois d'octobre 1859. Je me bornerai à rappeler qu'alors comme toujours il y aurait eu des généraux courageux et habiles pour exécuter, s'il y avait eu un chef habile pour concevoir et pour commander.

une double pensée. Il ne demandait pas mieux en effet que d'avoir la main forcée, comme on le disait, de pouvoir se dégager le mieux possible et de couvrir du nom de l'Angleterre vis-à-vis de l'Autriche l'inexécution des engagemens de Villafranca et de Zurich. Qui avait eu le premier cette idée, de l'Angleterre ou de l'empereur? Peu importe; lord Cowley avait été l'intermédiaire utile d'une négociation par laquelle les ministres de la reine Victoria se prêtaient à faciliter l'évolution, lente et obscure encore, du souverain français. Napoléon III avait une autre pensée dont il ne faisait pas confidence aux ministres anglais. En se préparant à tolérer l'abrogation tacite des traités qui le liaient à l'Autriche, il tenait à ne pas se dévoiler, à se réserver jusqu'au bout. Il voulait laisser aux Italiens, avec la liberté, la responsabilité de ce qu'ils allaient faire, de cette création d'un grand royaume, qu'il n'encourageait pas ostensiblement et dont il était décidé à demander le prix. Et lui aussi, il s'abusait étrangement comme lord John Russell, comme lord Palmerston. Si les ministres anglais ne paraissaient pas s'apercevoir qu'en poussant aux annexions de l'Italie centrale ils allaient offrir à l'empereur un prétexte de faire revivre ses prétentions sur la Savoie, l'empereur, de son côté, ne voyait guère où le conduirait cette tentation qui n'avait pourtant rien d'extraordinaire. Les uns et les autres semblaient se faire un jeu de débrouiller ou d'embrouiller l'écheveau en attendant qu'une main hardie vînt trancher le fil.

Dans ce travail confus des politiques, le plus embarrassé était encore le Piémont, placé entre toutes les influences, tour à tour attiré ou retenu par l'Italie et par l'Europe. Que le Piémont fût en connivence avec l'Italie, ce n'était point un mystère. Il la soutenait dans ses efforts, il la couvrait souvent de sa diplomatie, il lui prêtait ses officiers, il était en un mot pour elle le point de ralliement, un centre irrésistible d'action. Le Piémont ne se sentait pas moins obligé de maintenir officiellement une certaine distinction d'intérêts et de situations. Il avait des ennemis dangereux aux frontières, une armée française en Lombardie, des négociateurs à Zurich, des difficultés partout. Il était enchaîné par tous les liens d'un état régulier. Le Piémont ne pouvait ni braver ouvertement l'Autriche, qui après tout se bornait à réclamer l'exécution de la paix, ni se dérober aux pressions de la France dont les soldats campés à Milan lui servaient de protection, et le plus souvent au contraire il avait à concerter sa politique, même son langage, avec Paris. Le roi devait consulter sans cesse l'empereur, à qui il envoyait tantôt le général Dabormida, tantôt le comte Arese, ce loyal gentilhomme milanais toujours bien venu aux Tuileries, et Victor-Emmanuel, en recevant les députations qui allaient lui offrir la couronne,

ne pouvait que leur promettre de défendre leurs droits, de patronner leurs vœux, sans oser ou sans pouvoir encore accepter d'être leur souverain. Le Piémont enfin se trouvait dans cette condition singulière d'un pays réduit à reculer devant ce qu'il désire le plus et à paraître repousser ceux qui s'offrent à lui.

Le problème pour les Italiens du centre était de passer à travers toutes ces difficultés de la situation la plus compliquée, ayant tout à la fois affaire au Piémont, à la France, à l'Angleterre, à l'Europe. Ils avaient compris qu'en maintenant l'ordre, en accomplissant une révolution nationale de la façon la moins révolutionnaire possible, ils auraient raison de tout, et que l'essentiel pour eux était de durer, de marcher. A l'acte de Villafranca, ils avaient répondu par les assemblées qui avaient proclamé la déchéance des anciens princes et proclamé le principe de l'annexion. Au traité de Zurich, ils avaient répondu par le vote de la régence du prince de Carignan, que la diplomatie atténuait et qui ne restait pas moins un pas décisif de plus. Aux hostilités et aux défiances, ils répondaient chaque jour par le calme, par l'opiniâtreté de leurs vœux. C'était le miracle de la politique des Ricasoli, des Farini. Maintenant les complications arrivaient à un point où il fallait en finir, où une solution devenait nécessaire pour tout le monde. Les provinces de l'Italie centrale avaient tenu six mois sans se laisser ébranler, sans se démentir un seul jour, elles avaient assez d'un périlleux provisoire. Le Piémont ne pouvait aller plus loin avec un ministère dictatorial, — celui du lendemain de Villafranca, — qui ne semblait plus de force à dominer les embarras du moment et qui commençait à devenir impopulaire pour ses indécisions aussi bien que pour ses lois d'assimilation de la Lombardie. L'Europe elle-même touchait à un congrès qu'elle redoutait en paraissant l'appeler, et où allait vraisemblablement éclater l'impuissance des gouvernemens dans la confusion universelle.

De toute façon, les circonstances pressaient, lorsqu'un double coup de théâtre venait changer brusquement la face des choses et décider la situation. A Paris, l'empereur Napoléon III sortait du nuage de ses négociations avec l'Angleterre pour en finir à sa manière. Par une lettre du 31 décembre 1859, il proposait au pape Pie IX une combinaison qui plaçait les légations sous le vicariat du roi Victor-Emmanuel et qui avait certes peu de chances d'obtenir la sanction du chef de l'église. Par une brochure, — *le Pape et le Congrès*, — aussi retentissante que celle de l'hiver de 1859 et destinée au même succès, il achevait de rendre le congrès impossible. Par le remplacement du comte Walewski au ministère des affaires étrangères, il signait l'acte de décès de la politique de Villafranca, de la diplomatie hostile à l'Italie, et c'était un homme jeune encore, aussi habile que résolu, M. Thouvenel, qui revenait de son ambas-

sade de Constantinople pour prendre en main la nouvelle politique extérieure de la France. D'un autre côté, à Turin, Cavour revenait aux affaires, il remontait sur la scène comme le seul homme capable de tenir tête à toutes les difficultés, de remettre le Piémont et l'Italie en marche. L'empereur changeant de politique à Paris et Cavour ministre à Turin, c'était peut-être le commencement de la fin, et dans tous les cas c'était la période de l'action qui se rouvrait. Ce jour-là M. Guizot, juge illustre des fortunes du temps, pouvait dire : « Deux hommes se partagent en ce moment-ci l'attention de l'Europe, l'empereur Napoléon et M. de Cavour. La partie est engagée, je parie pour M. de Cavour. »

III.

La force des événemens ramenait ainsi le premier des Piémontais après le roi, le comte de Cavour, à la direction de ce mouvement italien qu'il avait laissé interrompu au lendemain de Villafranca, qu'il avait cru au moins compromis, et qu'il retrouvait agrandi, fortifié, pénétré en quelque sorte de son esprit. A vrai dire, ces six mois qui venaient de s'écouler n'avaient été perdus ni pour lui ni pour l'Italie; ils n'avaient fait que mûrir la situation du pays, et préparer pour l'homme un retour plus décisif en le laissant momentanément en dehors de la politique officielle, en lui permettant de réserver sa liberté et la vigueur retrempée de son esprit pour l'heure opportune.

S'il avait emporté dans sa retraite du mois de juillet, dans son voyage en Suisse, un sentiment de déception et d'amertume, il n'avait pas tardé à rentrer en Piémont complétement changé, plein de feu et de confiance. Sa position n'était pas trop facile vis-à-vis d'un ministère à qui les circonstances faisaient une vie laborieuse, qu'il pouvait également embarrasser par ses interventions ou par son abstention. Il ne voulait créer aucun ennui à ce ministère de bonne volonté et de nécessité, et de Pressinge il s'était hâté d'écrire à son ami Castelli : « Saluez Rattazzi, assurez-le de mon concours en tout et pour tout. Je ne ressens de curiosité d'aucune espèce à l'égard des secrets de sa politique. Par choix, je veux plutôt rester tout à fait étranger aux affaires du jour. Toutefois, si Rattazzi jugeait utile un conseil de ma part, je suis toujours prêt à le donner avec franchise... » Et quelques jours après : « Je reprendrai le chemin de Turin pour aller dans un coin donner des conseils, si l'on m'en demande, et me tenir bien tranquille si l'on n'a pas besoin de moi. »

Il ne restait pas moins un personnage embarrassant, et il le sentait lui-même lorsque, quelques semaines plus tard, il écrivait d'une plume libre et légère à Mme de Circourt : « Vous serez peut-être

étonnée de me voir dans un état d'incertitude complète, car d'ordinaire je n'hésite guère. Cet étonnement cessera si vous réfléchissez à la position où je me trouve. Ma présence à Turin n'est utile à personne, et elle est gênante pour beaucoup de monde. Bien que très disposé à appuyer le ministère composé d'hommes loyaux et animés des meilleures intentions, je ne puis me remuer sans l'ébranler. D'autre part, je lui nuirais si je persistais à demeurer caché dans mes rizières. On dirait que je boude, et cela me rendrait ridicule. Il me reste la ressource de voyager; mais où aller? La politique m'interdit l'Italie, les convenances m'interdisent la France et l'Angleterre. Je n'ai pas le courage d'affronter l'atmosphère froide et lourde des métropoles de l'Allemagne, et je souffre trop du mal de mer pour être tenté par un voyage transatlantique. Je suis donc réduit à chercher ce que je dois faire sans trouver une solution. Il est probable que, faute d'un bon parti à prendre, je n'en prendrai aucun, et que je me laisserai guider par le hasard... » Voilà un homme bien embarrassé! mais Cavour était de ceux qui ont des intelligences avec le hasard, et cette fois le hasard avait décidé qu'il resterait dans son Piémont, tantôt à Turin, tantôt à Leri, toujours prêt, à la disposition des événemens et de son pays.

Cavour aurait eu beau faire, il ne pouvait pas cesser d'être pour tous le premier guide de l'Italie et de s'intéresser à l'œuvre commune. Il n'était plus ministre, et la manière même dont il avait cessé de l'être n'avait fait que grandir sa popularité en l'identifiant avec une crise nationale. De tous les côtés de l'Italie, on le consultait. A Leri ou à Turin, il recevait plus que jamais toute sorte de visites d'Italiens ou d'étrangers, un jour lord Clanricarde, — « qui a voulu absolument venir, » — un autre jour la députation de Parme, dont faisait partie Verdi, ou la députation toscane qui venait offrir la couronne au roi Victor-Emmanuel. Ce qui se passait à Florence, à Bologne, à Modène, avait ranimé toute son ardeur et ses espérances. Sans être au pouvoir, il restait au centre du mouvement, cordial avec tous, conseillant la prudence ou la hardiesse, suggérant un expédient, s'inquiétant surtout de l'honneur de cette révolution qui s'accomplissait. Au premier bruit du meurtre du colonel Anviti à Parme, il s'était hâté d'écrire au comte Bardesono dont Farini avait fait un ministre : « Je ne doute pas que vous saurez remplir vos nouveaux devoirs comme ceux que vous avez remplis jusqu'ici, et si le peuple de Modène s'abandonnait à des excès semblables à ceux qui sont arrivés à Parme, vous saurez vous faire tuer pour empêcher que la cause italienne soit déshonorée par des actes du plus sauvage vandalisme... Dites à Farini que, s'il ne montre pas la plus extrême énergie contre les assassins de Parme, la cause de l'Italie court les plus grands dangers... » Aux Toscans, il disait :

« Agissez vite, faites un gouvernement libéral, résolu à résister soit aux pressions diplomatiques, soit aux assauts armés... Si la Toscane maintient l'esprit national, elle peut sauver tout... »

Après avoir maudit la paix de Villafranca, il en parlait avec une exaltation qui aurait pu passer pour de l'ironie, tant le commentaire démentait la pensée première de l'œuvre, et il n'allait pas tarder à écrire au prince Napoléon : « Les conséquences de la paix de Villafranca se sont développées admirablement. La campagne militaire et politique qui a suivi ce traité a été plus avantageuse à l'Italie que la campagne militaire qui l'a précédé. Elle crée pour l'empereur Napoléon III des titres à la reconnaissance des Italiens plus grands que les batailles de Magenta et de Solferino. Que de fois dans la solitude de Leri ne me suis-je pas écrié : Bénie soit la paix de Villafranca! » Plus ces conséquences, si peu prévues par l'auteur du traité, se développaient, plus Cavour se passionnait et se préoccupait de les assurer. De jour en jour, il se mêlait plus vivement à l'action; par tous les côtés, il rentrait dans les affaires, même dans les affaires officielles, et naturellement une heure venait où il ne fallait qu'une occasion pour refaire de lui le ministre nécessaire d'une situation nouvelle.

Tout le ramenait au pouvoir, deux choses lui en facilitaient l'accès. Il est bien certain que, dans le premier moment, la paix, telle qu'elle venait d'être conclue, avait créé entre l'empereur et le comte de Cavour des rapports difficiles. Napoléon III n'avait pas ignoré les éclats de la colère du ministre piémontais, il avait cherché à les adoucir; au fond, il n'avait aucune amertume contre celui qui avait été son confident à Plombières, et si l'ancienne intimité avait subi une épreuve, elle n'avait disparu qu'à demi. Cavour était assez habile pour ne pas se brouiller avec l'empereur, qui de son côté retrouvait promptement son goût pour ce génie facile et plein de ressources. Napoléon III songeait si peu à l'exclure du pouvoir qu'il n'avait pas hésité, au moment où le congrès devait se réunir, à le demander au roi Victor-Emmanuel comme plénipotentiaire. Cavour avait accepté, et il écrivait avec sa bonne humeur habituelle à un ami : « Si vous faites cet hiver une course à Paris, vous me trouverez à l'hôtel de Bristol. J'ai pris l'appartement qu'occupait le comte Buol en 1856, toujours pour envahir le territoire autrichien... » La disparition du comte Walewski, les dispositions personnelles de l'empereur tranchaient la difficulté pour Cavour à Paris, et à Turin même tout se réunissait pour le rappeler au gouvernement.

Le ministère qui existait depuis six mois, qui avait certes fait œuvre de dévoûment en acceptant la mission de conduire la politique piémontaise dans une crise de transition ingrate, ce ministère

pliait sous le poids des circonstances; il ne répondait plus aux nécessités du moment. La Marmora restait l'organisateur vigilant et actif de l'armée nouvelle, c'était toujours son rôle depuis dix ans. Le cabinet, dans sa direction diplomatique et intérieure, avait toutes les allures d'un pouvoir honnête, bien intentionné et médiocre. Il hésitait à prendre un parti décisif sur l'Italie centrale, qui le pressait; il multipliait les lois d'assimilation qui froissaient les Lombards sans contenter les Piémontais; il ne se hâtait pas de réunir le parlement, gardant au-delà de la guerre les pleins pouvoirs votés pour la guerre et prolongeant par indécision une dictature dont il était le premier embarrassé. Rattazzi lui-même, bien que préoccupé de se créer un parti, une politique, n'avait pas l'ampleur d'un ministre dirigeant, et cette insuffisance, qui laissait les esprits flottans, provoquait des malaises, des scissions pénibles. Bref, de jour en jour, les affaires semblaient se nouer et appeler une main plus vigoureuse. Cavour, après avoir soutenu le ministère, ne pouvait fermer les yeux sur les dangers d'une situation que les incertitudes devaient compromettre. Admis plusieurs fois dans les conseils, il voyait qu'il fallait en finir, et, au dernier instant, un dissentiment avec le ministère au sujet de la réunion du parlement suffisait pour donner le signal de l'évolution. Peut-être Cavour mettait-il dans tout cela une certaine impétuosité qui ne ménageait pas toujours l'amour-propre d'anciens collègues. Il cédait à cette « impatience de ressaisir le pouvoir » dont parle un de ses plus fidèles et de ses plus intelligens collaborateurs, M. Artom, à cette « surexcitation joyeuse » que lui donnait la vue des « horizons nouveaux rouverts devant lui. » Il se sentait nécessaire, et de toutes parts aussi, en Italie comme en Europe, on le sentait nécessaire. Dès le mois d'octobre, le marquis Lajatico avait écrit de Londres : « Aujourd'hui il nous faut Cavour ministre! » A la fin de 1859, lord John Russell le désignait en quelque sorte au pouvoir en lui témoignant le désir d'avoir avec lui une conférence, et lorsque tout était fait, aux premiers jours de 1860, Massimo d'Azeglio écrivait : « Maintenant nous allons marcher, j'en ai la conviction; une main ferme reprend le gouvernail. »

Que se proposait-il donc en revenant ainsi, porté en quelque sorte par un reflux des événemens, par le courant de l'opinion intérieure et extérieure? Il n'était pas de ceux qui ont la passion du pouvoir pour n'en rien faire. Évidemment Cavour avait, comme toujours, une pensée nette et arrêtée, une politique puisée dans la situation même et adaptée à cette situation.

Ce qu'il voulait d'abord, c'était la réunion du parlement le plus tôt possible. Vainement on lui opposait des difficultés de législation, des formalités de bureaucratie, toutes les complications d'un recen-

sement électoral dans les provinces nouvelles : il mettait au-dessus de tout la nécessité d'associer le pays aux résolutions qu'on pouvait avoir encore à prendre. Il y voyait un droit pour le pays, il y trouvait pour lui une force et une garantie. Il savait bien au besoin prendre toutes les responsabilités, il ne voulait pas à un moment si décisif séparer plus longtemps la révolution nationale qui s'accomplissait des institutions libres. Ce qu'il voulait encore et surtout, c'était décider sans plus de retard l'annexion des provinces de l'Italie centrale. Qu'il y eût à compter avec Paris, que l'empereur, redevenu assez impénétrable après ses récens coups de théâtre, ne fût pas à bout de combinaisons, de conditions et de réserves, le chef du cabinet piémontais connaissait l'homme, il savait lire dans sa pensée et traiter avec lui. « Nous devons, disait-il à un confident, user avec la France et l'Angleterre de tous les ménagemens compatibles avec notre dignité et avec le succès définitif de nos vœux... Je ne m'attends pas que l'empereur se prononce en notre faveur sur l'annexion. Je crois même qu'il ne voudra pas le faire, et vraiment ses engagemens de Villafranca ne le lui rendent pas possible; mais je crois nécessaire de m'assurer qu'il ne nous fera pas une opposition trop décidée. Nous devons l'étudier, tenter son esprit, observer l'attitude qu'il prendra à notre égard, à chaque pas que nous ferons... Dans tous les cas, j'entends admettre les députés de l'Italie centrale au parlement. » Au fond, Cavour comptait sur le respect à demi superstitieux, plus ou moins sincère, de Napoléon III pour le droit populaire, pour la volonté nationale. Et puis il avait en réserve un autre moyen auprès de l'empereur, — la Savoie, dont on n'avait plus parlé depuis Villafranca, qui redevenait un élément décisif de négociation dans l'intérêt italien. Le mérite de Cavour était de voir une nécessité et de l'accepter sans hésitation, de saisir d'un coup d'œil la connexité des affaires de l'Italie centrale et de la cession de la Savoie. « Le nœud de la question, écrivait-il au comte Pepoli, me paraît être, non plus dans la Romagne et en Toscane, mais en Savoie. Bien que je n'aie reçu de Paris aucune communication sur ce point,... j'ai vu que nous faisions fausse route et j'ai pris une autre direction. » En réalité, cette pensée du sacrifice de la Savoie, Cavour la portait au pouvoir : elle était une partie de son programme, ou ce qu'on allait bientôt appeler « un incident de sa politique. »

Une discussion singulière s'est élevée depuis en France pour savoir qui avait eu la principale part dans cette négociation, de M. le baron de Talleyrand, qui venait de remplacer auprès du roi Victor-Emmanuel le prince de La Tour-d'Auvergne, ou de M. Benedetti, qui était alors directeur politique au ministère des affaires étrangères et qui partait subitement pour Turin comme plénipotentiaire. M. Be-

nedetti a écrit : « En 1860, j'ai soudainement reçu l'ordre de me rendre à Turin pour hâter la réunion à la France de la Savoie et de Nice, — réunion qui rencontrait des obstacles inattendus... Parti de Paris le 20 mars, je signai le 24 le traité de cession. » Je ne veux pas diminuer le mérite de nos diplomates. Le fait est que pour cette fois ils n'avaient rien à conquérir, par cette raison bien simple que la question était tranchée d'avance, et Cavour n'avait été nullement pris au dépourvu, lorsque bien avant l'arrivée de M. Benedetti, M. de Talleyrand avait eu la mission d'aller parler officiellement de la Savoie. C'était à Milan, pendant les fêtes de l'hiver de 1860, dans cette lune de miel de l'indépendance. M. le baron de Talleyrand recevait de Paris une dépêche qui le chargeait d'annoncer à Cavour tout à la fois les désirs du gouvernement impérial au sujet de la Savoie et le rappel de l'armée française de Lombardie. Cette double communication signifiait à peu près ceci : Vous allez annexer la Toscane, vous en courez les risques, vous en prenez la responsabilité, nous dégageons la nôtre en rappelant notre armée de Lombardie. Nous ne vous conseillons pas cette annexion, mais comme après tout nous la tenons pour faite, nous vous demandons le prix qui nous est dû. — Cavour ne s'y trompait pas, il n'était surpris que du brusque rappel de l'armée, et il répondait en souriant : « Si les Anglais avaient occupé Gênes dans les mêmes conditions que vous occupez Milan, croyez-vous qu'ils se fussent hâtés comme vous d'abandonner l'Italie? Enfin, tout est pour le mieux; nous accepterons cette décision de l'empereur avec plus de plaisir que la seconde partie de votre dépêche. L'empereur tient donc beaucoup à la Savoie et à cette malheureuse ville de Nice! »

Que le premier ministre du roi Victor-Emmanuel se fût bien dispensé de céder la Savoie, et encore plus la « malheureuse ville de Nice, » qu'il ne se crût pas obligé d'aller au-devant du sacrifice, qu'il opposât même dans les détails d'une négociation quelques-unes de ces résistances qui sont pour l'honneur des armes diplomatiques, — eh! sans doute. S'il avait pu tout garder et ne rien donner, il l'aurait fait. Si après avoir échappé à la nécessité une première fois au lendemain de Villafranca, il avait pu l'éluder encore, il n'y aurait pas manqué! Il n'avait pas pris son parti sans chagrin, il l'avait pris un peu comme le roi, disant avec finesse, avec un secret serrement, « qu'après avoir donné la fille on pouvait donner le berceau. » Un des témoins les plus assidus de ses délibérations intimes, M. Artom, a raconté que « cet acte fut le seul de sa vie politique où il n'apporta pas cette sorte de sérénité héroïque qu'il déployait dans les situations les plus graves. » Bien que depuis dix ans il eût plus d'une fois trouvé la Savoie hostile à sa politique, il aimait ce pays, qui était pour lui comme une patrie, qui avait donné

son vieux nom à la dynastie nationale dont il était le porte-drapeau. Il ne se défendait pas de ces souvenirs au milieu même de ses résolutions, et il pensait ce que d'Azeglio exprimait en écrivant à un Français de ses amis : « Vous sentez qu'il serait indécent de notre part de nous montrer indifférens à une séparation qui nous fait dire adieu à des frères d'armes de huit siècles. Mon sentiment personnel, — partagé, je crois, par tout le monde, — est d'éprouver un sincère regret de nous séparer d'une population qui a des qualités éminentes et rares, contre-balancées par des défauts insignifians, qui nous a toujours fidèlement suivis dans toutes nos luttes italiennes, qui a rempli nos armées, nos administrations, notre diplomatie d'hommes dévoués, instruits et énergiques. Après cela, nous ne pouvons pas être pour les nationalités en deçà des Alpes et leur adversaire au-delà. Une fois que les Savoisiens auront dit : Nous nous annexons à la France! ce sera comme un père qui marie sa fille selon ses désirs, l'embrasse le cœur serré, lui souhaite toute sorte de bonheurs et lui dit adieu. » Comme d'Azeglio, Cavour ne disait adieu à la Savoie qu'avec un serrement intérieur; mais ce n'était pas pour lui une affaire de sentiment. Il avait pris sa décision en politique, pesant ce qu'il faisait, tranchant résolûment « le nœud de la question, » comme il le disait, et surtout voyant plus clair et plus loin que ceux-là mêmes qui allaient lui demander une cession par laquelle il prétendait conquérir sa liberté. Si les plénipotentiaires français étaient tentés de s'exagérer leur victoire, ils auraient pu être détrompés au moment où l'acte devenait irrévocable. Cavour se promenait pensif et grave dans son cabinet, il ne se frottait pas les mains cette fois en entendant la lecture du traité déjà préparé. Il signait en silence, et retrouvant aussitôt sa bonne humeur, il s'approchait de M. de Talleyrand, à qui il disait, avec un sourire significatif : « Maintenant vous voilà nos complices! »

Cavour, en mesurant d'avance toute la portée de l'acte décidé dès le premier jour dans son esprit, n'ignorait pas que cette question de Savoie allait soulever des orages et lui créer toute sorte de difficultés extérieures ou intérieures. Il avait tout accepté, même la chance de la mauvaise humeur de l'Angleterre, qui ne tardait pas en effet à s'émouvoir. Un moment rassurée après la paix par les déclarations du comte Walewski, l'Angleterre retrouvait tous ses ombrages aux premiers bruits d'une négociation nouvelle, et aussitôt elle se mettait à harceler Cavour. Elle le faisait assaillir de questions, de plaintes, d'observations. Lord John Russell prenait sa meilleure plume pour écrire à sir James Hudson : « En parlant au comte de Cavour du bruit relatif à l'annexion de la Savoie, vous ne lui dissimulerez pas que ce serait imprimer une tache à l'écusson de Savoie que de céder à la France le berceau de la famille illustre

qui règne en Sardaigne... » Cavour, tout libre qu'il fût avec son ami sir James Hudson, ne laissait pas d'être parfois un peu embarrassé, et je ne sais vraiment s'il ne se tirait pas un peu d'affaire comme ce ministre piémontais du XVIIIe siècle, le marquis d'Orméa, qui, dans une situation semblable, pressé de déclarer si la Sardaigne avait un traité avec la France et avec l'Espagne, demandait qu'on lui mît la question par écrit. « Est-il vrai que le roi de Sardaigne ait contracté une alliance avec la France et l'Espagne? » Le marquis d'Orméa écrivait bravement au bas : « *Cette alliance* n'existe pas. » Il n'y avait en effet de traité qu'avec la France! Cavour agissait un peu de même. A toutes les questions dont on le pressait, il répondait que, « le gouvernement sarde n'avait pas la moindre intention de céder, d'échanger ou de vendre la Savoie. » Il ajoutait, il est vrai, que, « si le peuple de ce pays avait quelque proposition à faire pour l'amélioration de son sort, la proposition serait examinée par la voie parlementaire, et qu'il y serait fait droit de la manière que le parlement en déciderait... » Sir James Hudson savait bien ce que cela voulait dire.

La meilleure manière qu'eût Cavour de se débarrasser de l'Angleterre était encore de la renvoyer à la France, et c'est ici que l'Angleterre voyait tourner contre elle les efforts qu'elle poursuivait plus que jamais en ce moment même en faveur des annexions de l'Italie centrale. Elle hâtait précisément ce qu'elle savait être le prétexte des revendications de la France sur les Alpes. Elle se prenait dans ses propres filets. Lord Cowley disait à M. Thouvenel que, « selon l'opinion du gouvernement anglais, l'annexion de la Savoie à la France était une question européenne, » et M. Thouvenel répliquait : « Oui, si l'Angleterre veut accepter la proposition que l'annexion de la Toscane à la Sardaigne ne s'accomplira pas sans la coopération et l'assentiment des grandes puissances, nous accepterons la même condition pour la Savoie. » Vainement le ministère anglais promenait partout ses protestations. Lorsqu'il s'adressait à Vienne, l'Autriche lui répondait ironiquement que l'annexion de la Savoie n'avait rien de plus extraordinaire que celle de la Toscane. Lorsqu'il se tournait vers Saint-Pétersbourg, la Russie lui répondait qu'elle ne voyait dans la cession de la Savoie qu'une transaction régulière. Et l'empereur Napoléon III saisissait cette occasion pour accorder à la mauvaise humeur plus retentissante qu'efficace de l'Angleterre, l'opulent dédommagement du traité de liberté commerciale du 23 janvier 1860! Ceci simplifiait singulièrement la position diplomatique du gouvernement piémontais vis-à-vis de l'Angleterre aussi bien que vis-à-vis de la Suisse, qui restait seule à réclamer pour une portion de la Savoie neutralisée par les traités de 1815.

Les difficultés intérieures qui pouvaient se rencontrer, qui étaient

inévitables, Cavour les avait sûrement aussi prévues. Il n'ignorait pas que la renonciation à deux anciennes provinces pouvait provoquer dans le vieux Piémont et même dans d'autres régions de l'Italie une certaine émotion. Il savait dans tous les cas qu'elle deviendrait un prétexte pour les partis hostiles, pour les agitateurs mazziniens, pour les oppositions de toute sorte intéressées à se faire une arme de tout. Si la Savoie eût été seule en jeu, peut-être la question aurait-elle soulevé moins de passions; mais Nice ne cessait d'être revendiquée par le parti italien, tout au moins par la fraction la plus exaltée du parti, et, par une fatalité de plus, Nice se trouvait être la patrie d'un chef populaire, de Garibaldi, chez qui l'abandon de sa ville natale allait provoquer un ressentiment profond, amer, contre celui qui, selon son langage, le « faisait étranger dans sa patrie. » Pour les Italiens, Cavour aurait livré un fragment de la terre nationale; pour les Piémontais de vieille tradition, il aurait sacrifié la partie la plus vigoureuse et la plus solide de l'état; pour tous, il aurait payé d'un prix démesuré, d'une concession presque humiliante, une alliance équivoque! Cavour savait à quoi il s'exposait; mais il ne s'était arrêté ni devant les difficultés intérieures, ni devant les difficultés diplomatiques. Il avait tout mûri et tout accepté, prêt à porter devant le parlement la responsabilité d'un acte où il voyait un gage de politique nationale, — et d'abord la condition première de la réunion des provinces de l'Italie centrale.

IV.

C'est au 20 janvier 1860 que Cavour avait repris le pouvoir, et, à dater de ce moment, il se mettait à l'œuvre, poursuivant d'un côté l'annexion de l'Italie centrale, de l'autre les négociations avec Londres ou avec Paris, se servant de l'Angleterre en dépit de sa mauvaise humeur, désintéressant la France par la cession de la Savoie, et triomphant des dernières résistances de Napoléon III par un plébiscite dans la Toscane et dans l'Émilie. Désormais tout se hâtait. Le 11 mars, le vote avait lieu dans les provinces du centre; le 18, un décret consacrait le résultat en prononçant l'annexion définitive; le 24, le traité de cession de la Savoie recevait le sceau diplomatique; le 25 mars, le scrutin s'ouvrait pour des élections législatives dans toutes les provinces du nouveau royaume, de sorte que c'était, non plus devant le parlement piémontais, mais devant le premier parlement italien, qu'allait être portée la question qui résumait pour le moment la politique de Cavour. Le chef du cabinet ne savait pas si bien dire lorsqu'au mois d'avril 1859, quittant une séance parlementaire où l'on venait de voter la loi des pleins pouvoirs à la veille de la guerre, il s'écriait : « Je sors de la dernière

chambre piémontaise, la prochaine sera celle du royaume d'Italie! » Une année après, le pressentiment était une réalité, et Cavour n'avait point à craindre d'être désavoué par une assemblée qui lui devait la vie, dont il restait plus que jamais le guide expérimenté et entraînant.

L'assemblée nouvelle, formée de l'élite de l'Italie, représentait merveilleusement par son esprit le libéralisme national qui depuis dix ans avait décidé le succès de la politique piémontaise, et c'est ce qui en faisait une auxiliaire précieuse, une force de gouvernement sous une main habile. Ce que le premier ministre du roi Victor-Emmanuel avait à lui demander avant tout, c'était un acte de patriotisme et de raison, la sanction du traité de cession de la Savoie et de Nice, et la discussion qui s'ouvrait bientôt avait certes une physionomie curieuse. Une liberté complète régnait naturellement dans cette discussion. L'opposition s'y manifestait sous toutes les formes, même sous la forme excentrique, et Guerrazzi, l'ancien dictateur toscan, prodigue de sarcasmes, pouvait menacer Cavour du sort de Clarendon, condamné à l'exil pour avoir cédé Dunkerque à la France; mais l'opposition qui aurait pu être la plus dangereuse venait d'un homme en qui Cavour retrouvait un adversaire à la fois passionné et contenu, presque un ennemi, — Rattazzi. On avait là sous les yeux, dans une sorte de drame parlementaire, le contre-coup des dissentimens, des conflits obscurs qui avaient préparé la dernière crise ministérielle dénouée par l'avénement de Cavour et par la chute de Rattazzi. Celui-ci avait reçu visiblement une profonde blessure, et on disait même qu'entre les deux hommes, malgré l'ancienne alliance parlementaire et ministérielle, malgré une intimité de quelques années, il n'y avait plus de rapports personnels. Sous des formes déliées et savamment aiguisées, avec des apparences de modération, avec un art plein de calculs, Rattazzi, dans un discours qui ressemblait à un réquisitoire, dirigeait les traits les plus amers contre le traité qui cédait la Savoie et surtout contre la cession de Nice. — Principe, procédés, négociations, tout avait été malheureux dans cette triste affaire! On aurait pu réunir les provinces de l'Italie sans plier devant un puissant allié, sans se jeter ainsi à la tête de l'empereur, qui aurait sûrement fini par se résigner aux annexions! Avec la Savoie, on perdait une force conservatrice et dynastique précieuse dans une crise de transformation! Avec Nice, on perdait une ville italienne, on déviait du programme italien, de la politique de nationalité pour revenir à une politique de transactions territoriales! On avait payé le prix des annexions sans obtenir même une garantie! Rattazzi, tacticien habile, ne parlait pas sans doute, comme Guerrazzi, de Clarendon « dur au roi, âpre au parlement et croyant dans son orgueil pouvoir oser toute chose; »

il n'avait pas de ces violences de représailles, quoiqu'il fît une allusion maligne à la retraite de Cavour au mois de juillet, « moyen certes commode de se tirer d'embarras, disait-il, mais peu fait pour dénouer les difficultés. » De toute façon, il en disait assez pour laisser voir une hostilité implacable et pour obliger le président du conseil à relever tous ces défis d'opposition, à rétablir l'honneur et le caractère de sa politique devant le parlement italien, réuni pour la première fois à Turin.

C'était, à vrai dire, une lutte inégale où Cavour avait pour lui, avec la force des choses, la supériorité d'un esprit aussi habile à embrasser une situation que redoutable pour ses adversaires. On parlait de Clarendon : « Que M. Guerrazzi me permette de lui faire observer, répliquait-il avec fierté, que si le comte de Clarendon, pour défendre sa conduite si violemment accusée, eût pu montrer plusieurs millions d'Anglais délivrés par lui de la domination étrangère, plusieurs comtés ajoutés aux possessions de son maître, peut-être le parlement n'eût pas été aussi impitoyable, peut-être Charles II n'eût pas été aussi ingrat envers le plus fidèle de ses serviteurs. Puisque le député Guerrazzi me donnait une leçon d'histoire, il devait la donner complète. Après avoir dit ce qu'a fait lord Clarendon, il aurait dû dire quels ont été ses adversaires, ses accusateurs, ceux qui se sont partagé ses dépouilles. Il aurait dû dire que ses adversaires formaient cette coterie fameuse d'hommes que ne reliait aucun antécédent, aucune communauté de principes, aucune idée, et que dominait seul le plus impudent égoïsme; de ces hommes sortis de tous les partis, professant toutes les opinions, puritains, presbytériens, épiscopaux et papistes tour à tour, républicains un jour, royalistes exaltés le lendemain, démagogues dans la rue, courtisans au palais, tribuns dans le parlement, fauteurs de réactions dans les conseils du prince; de ces hommes enfin dont la réunion forma le ministère que l'histoire a stigmatisé du nom de *cabale*... Cela dit, ajoutait-il, je laisse à la chambre, au pays, le soin d'apprécier ce qu'on peut en conclure pour le cas présent... » Et l'assemblée électrisée saluait au passage cette foudroyante apostrophe, dont aucun trait ne lui échappait.

Non sûrement, Cavour n'avait ni vendu des villes comme le disait le sarcastique Guerrazzi, ni dévié du programme national comme semblait le lui reprocher Rattazzi; il avait tout simplement accompli un acte qu'il croyait nécessaire, que tout dans l'état de l'Italie et de l'Europe concourait à lui imposer. La vraie raison de la cession de la Savoie, il l'avouait sans subterfuge, avec le sentiment supérieur des circonstances, devant l'assemblée : « c'est que le traité est une partie intégrante de notre politique, une conséquence logique, inévitable de la politique passée, une nécessité absolue pour la conti-

nuation de cette politique dans l'avenir. » — Conséquence du passé, condition de l'avenir, cela résumait tout. Rien n'était plus facile sans doute que de se payer de mots, de disputer sur des détails. La vérité est qu'il fallait choisir entre un système d'isolement stérile, probablement impossible, ou de moyens révolutionnaires périlleux, — et la politique des alliances qui depuis dix ans avait conduit de Novare à la guerre de Crimée, du congrès de Paris à la guerre d'Italie, au nouveau royaume dont le parlement restait l'image vivante. Le choix ne pouvait vraiment être douteux. Dans cette voie qu'on avait suivie jusque-là, qui avait conduit au succès, il fallait marcher sans se détourner, ni même s'arrêter, et la condition des alliances une fois admise, où trouver l'allié utile, efficace, si ce n'est en France? Cavour ne se faisait aucune illusion. Il connaissait l'état de la France, il démêlait et il décrivait avec une sagacité profonde le jeu des partis, les troubles, les hésitations ou les hostilités de l'opinion à l'égard de l'Italie; il sentait aussi que l'empereur, tout sympathique qu'il fût, tout omnipotent qu'il parût être, avait lui-même à compter avec des difficultés intérieures. Il tenait, avec une prévoyance intéressée, je le veux bien, et à coup sûr habile, non-seulement à lier jusqu'à un certain point le souverain de la France, mais à désintéresser la masse de l'opinion du pays, à maintenir le lien de sympathie entre la nation française et la nation italienne. Les amis les plus dévoués qu'il avait à Paris, qui étaient à demi Italiens, le lui avaient écrit au moment décisif : « Pour l'amour de Dieu, pour l'amour de l'Italie, signez, signez, si vous voulez l'alliance française;... car si vous hésitez, votre pays ne trouvera plus de sympathie en France... » De là ce traité qui, par son caractère moral, dominait et dépassait les commentaires acrimonieux ou vulgaires dont on l'accompagnait.

Voilà l'impression sous laquelle il avait signé, et qu'il s'efforçait maintenant de communiquer au premier parlement italien, avec une véhémence croissante de raison et d'émotion. « Je le dis avec une conviction profonde, la cession de la Savoie et de Nice était indispensable pour maintenir les masses françaises dans de bons sentimens envers l'Italie. A tort ou à raison, je ne veux pas le discuter, elles croient que ces provinces appartiennent naturellement à la France. C'est peut-être une erreur, mais quiconque connaît bien la France doit convenir de bonne foi que c'est une idée arrêtée. Dès lors, cette cession nous ayant été demandée, si nous eussions répondu par un refus, l'opinion française n'aurait pas tenu compte des difficultés qu'un tel projet pouvait rencontrer de la part de l'Italie. On nous aurait accusés d'ingratitude et d'injustice, on nous aurait dit que nous ne voulions pas appliquer d'un côté des Alpes les principes que nous invoquions de l'autre côté, pour lesquels la France

a répandu son sang et son or... En présence de ces faits, le ministère ne devait-il pas accéder à la demande de l'empereur, demande faite, — oui, je puis le dire, — non-seulement au nom des intérêts français, mais au nom de l'alliance de la France avec l'Italie? Pour moi, je tiens à grand honneur d'y avoir consenti, car il le fallait pour consolider l'alliance française qui nous est nécessaire... Le vrai, le seul bénéfice du traité pour nous, c'est la consolidation de l'alliance non pas tant des deux gouvernemens que des deux peuples. Vous donc, qui êtes le peuple italien, ne vous mettez pas en opposition avec les intérêts français. S'il doit y avoir des froissemens, des contestations, laissez-les tomber tous sur le gouvernement. S'il y a quelque chose d'odieux, que ce quelque chose retombe sur nous, j'y consens. Nous aimons la popularité autant que personne, et souvent, mes collègues et moi, nous avons bu à cette coupe enivrante; mais nous savons l'éloigner de nous quand le devoir l'exige. Nous savions, en signant, quelle impopularité nous attendait, mais nous savions aussi que nous travaillions pour l'Italie, pour cette Italie qui n'est pas le corps sain dont parlait un député... L'Italie, l'Italie a encore de grandes blessures dans son corps. Regardez du côté du Mincio, regardez au-delà de la Toscane, et dites si l'Italie est hors de danger! » Et en parlant ainsi il entraînait l'assemblée; il obtenait l'abandon d'un ordre du jour qu'un homme distingué de Vintimille, depuis président de la chambre, M. Biancheri, avait proposé sur une question de frontières, et qu'il retirait à l'appel du président du conseil. Cavour avait le vote de son traité par 229 voix, tandis que 33 voix protestaient et que 23 députés répondaient au signal d'abstention donné par Rattazzi.

Une année auparavant, le marquis Costa de Beauregard, prévoyant cette séparation qui déjà semblait inévitable, s'était écrié en plein parlement piémontais : « Tant que nous serons unis, vous verrez la Savoie au premier rang combattre les ennemis du Piémont... Si nos soldats, un jour, prennent rang dans les fortes armées de la France, comme nous ils seront trop fiers pour exprimer un regret. » Peu après le vote d'annexion, le roi Victor-Emmanuel passait avec émotion la dernière revue de la vieille brigade de Savoie partant pour la France. L'œuvre par laquelle le chef du cabinet piémontais se proposait d'affranchir sa politique était accomplie.

Au milieu de ces préoccupations cependant, avant la réunion du parlement et dans l'intervalle de ces discussions émouvantes, Cavour avait trouvé le temps de visiter quelques-unes des provinces récemment réunies. Il avait accompagné le roi Victor-Emmanuel à Milan, pendant les fêtes de l'hiver, au milieu des ovations de toute sorte. Il avait revu le vieux Manzoni, qui lui rappelait la conversa-

tion qu'ils avaient eue un jour de 1850 dans la maison de Rosmini à Bolongaro. Il avait voulu voir quelques-unes des villes de la Lombardie, Cremone, Brescia, Bergame, et partout sur son passage il avait trouvé un accueil qui lui attestait sa popularité. Peu après l'annexion, il s'était rendu aussi, accompagnant toujours le roi, en Toscane, dans la Romagne, et, chose étrange! il voyait ces provinces pour la première fois; il ne connaissait ni Florence ni toutes ces aimables campagnes toscanes. Un matin, à Pise, réveillé au point du jour, dans le silence de la ville encore endormie, il avait avec M. Artom visité le Campo-Santo. Il restait un instant muet, puis il laissait échapper ce mot : « Qu'il ferait bon reposer ici! » M. Artom lui faisait remarquer en riant qu'il se trouvait en terre sainte, que cette terre qu'ils foulaient avait été rapportée de Palestine au temps des croisades, et il répondait gaîment : « Êtes-vous sûr qu'on ne me canonisera pas un jour? » Il avait été émerveillé de tout ce qu'il avait vu à Pise ou à Florence, de cette profusion d'œuvres du génie humain, et il prétendait au retour qu'il avait découvert en lui un sens qu'il ne croyait pas posséder, celui de l'art. Ce voyage ressemblait pour lui à un intermède heureux dont il paraissait jouir.

Déjà pourtant, avant même que l'annexion de la Savoie fût accomplie, des bruits étranges commençaient à s'élever en Italie, « au-delà de la Toscane, » selon l'expression du ministre piémontais. On croyait à peine toucher au repos qu'une campagne nouvelle se préparait à travers la Méditerranée, et avec un homme dont toutes les paroles avaient une portée, on aurait pu prendre garde à un mot et à une déclaration que Cavour n'avait pas laissé échapper à la légère. — « Et maintenant vous voilà nos complices! » avait-il dit au ministre de France en venant de signer le traité sur la Savoie. D'un autre côté, lorsqu'on lui demandait s'il avait obtenu au moins de la France une garantie pour l'annexion de l'Italie centrale, il répondait : « Non-seulement l'union de l'Émilie et de la Toscane aux anciennes provinces du royaume n'a pas été garantie par la France en retour de la Savoie et de Nice, mais je déclare que, si cette garantie nous eût été offerte, nous l'aurions refusée; une garantie eût comporté un contrôle... » Avec cela, Cavour pouvait conduire loin ceux qui croyaient le tenir, et de cette complicité sans contrôle qu'il se plaisait à constater, il était homme à tirer des fruits plus prodigieux, plus opulens encore que tous ceux qu'il venait de recueillir. Déjà il avait l'œil fixé sur la mer de Sicile et de Naples!

CHARLES DE MAZADE.

L'ENSEIGNEMENT

DE

L'AGRICULTURE EN FRANCE

ET L'INSTITUT AGRONOMIQUE

L'enseignement de l'agriculture en France n'est point encore sorti de la période incertaine des commencemens. Aujourd'hui même il est à peine organisé, et fort loin d'être ce qu'il est depuis longtemps chez certains peuples voisins, ce qu'il importerait qu'il fût en un pays où l'agriculture est la principale branche du travail national et de la fortune publique. Voici cependant près d'un siècle que les esprits éclairés et soucieux des intérêts agricoles réclament un système d'enseignement large et complet; ils n'ont reçu jusqu'à ce jour que des satisfactions partielles ou éphémères. L'institut de Versailles n'a fait que passer, et il aura fallu vingt-quatre ans pour le rétablir à Paris dans des conditions certainement inférieures à ce qu'il fut dès l'abord. Quant aux écoles régionales et aux fermes-écoles, on n'en a point su tirer les fruits qu'il était permis d'en attendre, faute de cet enseignement supérieur qui en doit être le couronnement ou plutôt la base, faute surtout d'une impulsion libérale et suivie. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est point parce qu'il est récent que notre enseignement agricole est si faible : il est bien vrai qu'on s'est mis tard, trop tard à l'œuvre; mais ce qui a été plus funeste, c'est que, l'œuvre commencée, on y a travaillé sans goût, sans ardeur, sans conviction, sans générosité. On se plaint que l'agriculture progresse si lentement, suive de si loin l'essor merveilleux de l'industrie. La cause en est bien simple : l'industrie a été fécondée et émancipée par la science; l'agriculture ne

l'est pas ou commence de l'être à peine. L'industrie s'est affranchie des liens de l'antique routine; il en doit être ainsi de l'agriculture: c'est à la science qu'il appartient de la transformer. Mais comment substituer la connaissance et l'application réfléchie des découvertes nouvelles à la tradition inerte et aveugle? Par l'enseignement. L'industrie a ses grandes écoles où se forment ses chefs, ceux qui la guident et la renouvellent : l'École polytechnique, l'École centrale, le Conservatoire des arts et métiers. L'agriculture a-t-elle un seul établissement comparable à ceux-là? Une loi récente, la loi du 29 juillet 1876, vient de lui rendre cette faculté supérieure, cet institut agronomique que l'empire lui avait enlevé. Par là du moins, l'enseignement agricole va revenir à une organisation rationnelle; mais il s'en faudra, même alors, qu'il soit complet, que l'on ait réalisé les prescriptions du législateur de 1848. Les cadres qu'il avait tracés étaient-ils, par certains côtés, trop amples? En tout cas, on n'a point essayé sérieusement de les remplir. Qu'a-t-on voulu, qu'a-t-on fait, depuis tantôt cent ans, pour l'enseignement agricole? quelle est aujourd'hui sa situation? quels progrès réclame-t-il pour agir avec efficacité sur notre agriculture? Le moment est venu où ces questions s'imposent à notre étude : il s'agit là d'un service public désormais nécessaire, car il s'agit de la source première de richesse et de prospérité du pays.

I.

L'action des pouvoirs publics sur l'agriculture est singulièrement puissante et multiple; ils tiennent, à vrai dire, son sort en leurs mains : telles lois, telle agriculture. Jamais on ne la trouve florissante sous un régime d'entraves et de tyrannie. Le premier bienfait qu'elle réclame du législateur est une organisation juste et raisonnable de la propriété foncière : l'affranchissement des servitudes féodales, la libre acquisition de la terre, considérée non comme le monopole de quelques privilégiés, mais comme un bien accessible à tous, que l'on puisse aliéner, diviser, transmettre à son gré. C'est là une liberté capitale, mais insuffisante, si la liberté du travail ne s'y joint. La révolution a garanti à nos campagnes ce double bienfait; mais après cela, combien de mesures sont indispensables au progrès agricole! La construction d'un réseau de routes, de voies ferrées, de chemins vicinaux, le percement des canaux, le creusement des ports, l'abaissement des tarifs de douane, qui ouvrent à la production rurale des débouchés nouveaux, un bon système de crédit foncier qui, rapprochant les capitaux du cultivateur, facilite la mise en valeur des exploitations. Et combien de mesures

spéciales transforment des zones entières : le drainage, la fixation des dunes, le reboisement des montagnes, par dessus tout les travaux d'irrigation ! D'autre part, que de lois qui à première vue pouvaient sembler étrangères à l'agriculture, lois militaires, lois d'instruction primaire, lois d'impôts, etc., exercent sur elle (car tout se tient dans le corps social) une action ou bienfaisante ou contraire, mais en tout cas certaine et profonde! Vous pensez toucher à une matière purement industrielle ou commerciale, et vous ne voyez pas la question agricole, qui, en un pays tel que le nôtre, est au fond de presque tout. Cependant les actes législatifs que nous venons d'indiquer ont sur le travail rural une influence pour ainsi dire extérieure, ils n'atteignent pas au fond même de l'agriculture, n'interviennent pas dans ses pratiques, dans ses méthodes : en brisant ses entraves, en ouvrant des marchés à ses produits, en augmentant ses moyens d'action, en lui prêtant le puissant concours de l'état, ils la placent dans le milieu le plus favorable à son libre développement; mais ce développement lui-même, notons-le bien, ils n'y travaillent qu'indirectement, ils n'ont point la vertu de réformer et d'instruire le laboureur ignorant, de faire abandonner la routine primitive pour des procédés perfectionnés, capables de doubler telles ou telles branches de la production. Cela est proprement l'œuvre de l'enseignement. Si vous admettez quela science appliquée à l'agriculture produit de tels résultats, — et c'est là une vérité qui n'a plus besoin d'être démontrée, — il faut admettre aussi que l'enseignement qui propage cette science et la fait pénétrer dans les campagnes est utile, disons plus, est nécessaire, et que l'état, intéressé au progrès de la richesse agricole, l'est par là même à cet enseignement.

Depuis l'extrême antiquité jusqu'aux temps modernes, l'agriculture avait peu changé : elle était demeurée presque stationnaire à travers les milieux les plus différens. C'était un métier, tout au plus un art, non une science véritable. Le plus ancien traité d'économie rurale qui soit parvenu jusqu'à nous, *les Travaux et les Jours* du vieil Hésiode, qu'est-ce autre chose que quelques descriptions techniques, quelques préceptes de labourage mêlés à des conseils de morale et d'économie domestique? Chez les Romains, qui furent longtemps le peuple agricole par excellence, le premier des traités *de re Rusticâ*, celui de Caton le Censeur, offre un caractère assez semblable : c'est au milieu des règles de conduite à l'usage du *villicus*, à côté de formules magiques, entre deux ordonnances de médecine, qu'il faut chercher les prescriptions culturales, simples *recettes*, le fruit des observations et des expérimentations personnelles d'un vieux paysan intelligent et exercé. Quant aux ou-

vrages de Varron et de Columelle, et aux *Géorgiques* de Virgile, c'est l'exposé des opérations agricoles alors en usage, le résumé de ce que savaient faire les cultivateurs du temps; mais il n'y a en tout cela rien de scientifique, rien qui eût besoin d'être enseigné par des maîtres spéciaux, dans des écoles professionnelles. Ce caractère scientifique, entrevu par Bernard de Palissy, apparaît vraiment pour la première fois dans l'œuvre d'Olivier de Serres. Comparez son *Théâtre de l'Agriculture et Mesnage des champs* aux livres des Romains, quelle différence! Comme on sent déjà poindre les temps nouveaux et cet esprit moderne de recherche et d'invention qui va s'emparer du monde et le transformer! Voyez cet agriculteur, confiné dans ses terres du Bas-Vivarais, de quels regards diligens et curieux il suit toute innovation! « Il explique le premier les avantages et les travaux de la production de la soie; le premier, il donne en détail l'histoire de la pomme de terre, assez récemment importée d'Amérique; le houblon, la betterave, le maïs, plantes qui n'étaient guère moins nouvelles, ne lui sont pas inconnus (1). » L'agriculture, avec Olivier de Serres, prenait l'allure d'une science, et dès lors elle pouvait donner lieu à un enseignement. Le progrès des lumières, l'activité plus ample et plus variée des esprits, les relations plus étendues des nations entre elles, les grandes découvertes au-delà des mers qui mettaient les Européens en présence d'animaux et de végétaux inconnus, tout concourait à élargir les horizons de l'agronome. En même temps Henri IV et Sully encourageaient le travail des champs. Aussi quelques hommes, devançant leurs contemporains, comprirent alors l'utilité d'un enseignement agronomique. Les premiers essais, paraît-il, datent de cette époque: un président du parlement de Bourgogne fonda au collége Godran, à Dijon, la première chaire d'agriculture que nous connaissions. Mais ce ne pouvaient être que des tentatives isolées. L'état de la société en rendait le succès impossible; en effet, à qui se fût adressé cet enseignement? aux fils des propriétaires? Mais ces propriétaires étaient ou des seigneurs qui vivaient loin de leurs terres et ne songeaient guère à les améliorer, occupés du soin de leur ambition et de leurs plaisirs, ou des hobereaux souvent aussi dénués de ressources que leurs paysans, non moins attachés à la routine, et, dans un temps de communications difficiles, où il n'y avait pas de journaux, demeurant étrangers au mouvement scientifique des villes. Quant au paysan, métayer ou serf, sa condition était trop misérable, son esprit trop fermé, il était trop étroitement rivé à la glèbe

(1) Jacques Demogeot, *Tableau de la littérature française au dix-septième siècle avant Corneille et Descartes*, chapitre Ier, Olivier de Serres.

par le droit féodal, par la nécessité quotidienne et par la coutume, pour songer à envoyer ses fils en des fermes-écoles, s'il s'en fût alors établi.

Ce n'est que dans la seconde partie du XVIIIe siècle que l'on commence d'agiter la question de l'enseignement agronomique. Cette idée même que l'agriculture est une science que le concours des autres sciences peut transformer, cette idée d'une instruction progressive substituée à l'immuable routine, ne se répand qu'à cette époque. On est à la veille de la révolution, qui s'élabore et déjà fermente dans les esprits. Partout éclate l'ardeur des réformes; c'est le temps des projets audacieux et des espérances sans limites. Il s'agit de refaire jusqu'en ses fondemens tout l'édifice social. Le siècle, en vieillissant, passe de la littérature aux sciences; aux philosophes succèdent les économistes, et ces nouveaux penseurs, Quesnay et les physiocrates, voient dans la production agricole la première source de richesse des états. En même temps les sciences naturelles prennent leur essor, qui sera prodigieux; la physique étonne par ses découvertes, la chimie moderne est fondée. De ce jour-là, l'enseignement agricole a eu sa raison d'être, car de ce jour-là aussi l'agriculture allait entrer dans une période nouvelle. L'application des inventions de la science au travail humain, la substitution des appareils mécaniques aux opérations manuelles, allaient ouvrir à l'agriculture, comme à l'industrie, une carrière où elle n'a fait aujourd'hui même que les premiers pas. Le fondateur de la chimie le sentait bien : Lavoisier se hâtait d'appliquer à l'agriculture cette science qu'il créait; il donnait l'exemple, réalisant sur ses domaines du Vendomois les résultats de ses découvertes.

Tandis que le législateur affranchissait le travail rural des servitudes de l'ancien régime, les agronomes, l'abbé Rozier, Sylvestre, Cels, Tessier, et Talleyrand lui-même à la constituante, proposèrent tour à tour des plans qui organisaient l'enseignement agricole. En 1795, le duc de Béthune-Charost présente à la convention un projet d'ensemble. Thibaudeau propose la fondation d'une ferme expérimentale aux portes de Paris; l'abbé Grégoire publie un projet de décret tendant à instituer une école d'économie rurale dans chaque département. Gilbert fait à l'Institut national un rapport relatif à un projet d'établissement de même nature. Huzard propose la création d'une école générale à la ferme de Rambouillet. Enfin, en 1800, François de Neufchâteau publiait un mémoire remarquable qui contenait l'exposé d'un système déjà très complet : fermes expérimentales, chaires d'économie rurale dans les écoles centrales et universités, trois grandes écoles à répartir dans les trois principales régions culturales de la France.

On voit quel était dès cette époque le mouvement des esprits; les hommes les plus compétens étaient acquis à la pensée d'un large enseignement agricole. Dans les plans que nous venons d'énumérer, on retrouve les principes et les traits essentiels de l'organisation qui fut depuis adoptée. La question était non-seulement posée, mais résolue déjà et mûre pour la pratique. Cependant on ne fit rien. L'assemblée nationale, sur la proposition de Rozier, avait voté la fondation d'une école nationale et gratuite : la loi ne reçut jamais d'exécution. La convention, qui a doté l'industrie de ses grandes écoles, ne sut point en doter de même l'agriculture. Sous l'empire, la question rentra dans l'ombre. Ce ne fut que sous la restauration qu'elle reparut. La fin du siècle dernier avait été la période des théories; la restauration vit naître les premières applications.

C'est à Mathieu de Dombasle que revient l'honneur d'avoir ouvert la route et donné l'exemple. Traducteur des œuvres du Prussien Thaër et de l'Anglais sir John Sinclair, agriculteur lui-même et savant exercé, touché de la nécessité d'instruire en leur art les populations rurales, Mathieu de Dombasle affermait vers 1818, à quelques lieues de Nancy, une ferme de 102 hectares, pour vingt années. Il avait réuni à grand'peine, par une souscription publique, une somme de 45,000 francs. Telle fut l'origine de l'institut de Roville, le premier établissement d'instruction agronomique que la France ait possédé. L'existence en fut courte et toujours précaire : des difficultés de toute sorte assaillirent Mathieu de Dombasle. C'est dans les neuf volumes des *Annales de Roville* qu'il faut chercher l'histoire de ces embarras, de ces mécomptes. L'école de Roville était livrée à ses seules ressources : le gouvernement de la restauration avait refusé tout concours d'argent. Le gouvernement de juillet fut plus généreux : il alloua une subvention qui s'éleva jusqu'à 3,000 francs! En 1842, cette école, qui eût mérité de durer comme Grignon, disparut peu avant son courageux fondateur; mais son œuvre lui a survécu : Mathieu de Dombasle avait contribué plus que tout autre à faire triompher la révolution agronomique qui a remplacé l'antique mode d'assolement triennal par la culture alterne; il avait formé des élèves et suscité des émules. D'autres entreprises analogues ne tardèrent pas à s'élever : nous ne parlons pas de l'institut de Coetbo, en Bretagne, qui ne fut fondé qu'en 1833 et réussit moins encore que Roville; mais auparavant, trois hommes avaient créé, sur trois points différens du territoire, les établissemens qui bientôt servirent et jusqu'à nos jours sont demeurés nos trois écoles régionales : Grand-Jouan, dans les landes de la Loire-Inférieure, créé par M. Rieffel, élève de Mathieu de Dombasle, La Saulsaie, dans l'Ain, au milieu des marécages de la Dombes, par

M. Nivière, enfin et surtout Grignon, par Auguste Bella. Cette dernière entreprise offre avec celle de Mathieu de Dombasle un contraste absolu. Autant l'une fut laborieuse et malheureuse jusqu'à la fin, autant l'autre a été fructueuse et prospère : les circonstances secondèrent à merveille la tentative habile et hardie d'Auguste Bella. « Il conçut la pensée, dit M. de Dampierre, de démontrer, par une expérience grandiose, que les améliorations agricoles pouvaient être un excellent placement, et d'attirer par là les capitaux vers la culture de la terre; il prétendit faire, à quelques lieues de Paris, sur des terres plus que médiocres, dans des conditions de cherté de main-d'œuvre assurément périlleuses, une ferme à profits; il s'agissait de démontrer qu'une culture intensive, c'est-à-dire employant de fortes fumures et de gros capitaux, pouvait, en s'appuyant sur les données de la science, devenir la plus productive des méthodes d'exploitation du sol... Pour atteindre ce but, il fallut refuser l'argent de l'état, réunir un capital social qui subirait le sort de tous les capitaux industriels, enfouir ces capitaux dans des terres qui cesseraient d'appartenir à la société au bout de quarante années, et prévoir qu'avant ce terme éloigné, ces champs si heureusement fécondés auraient, par la seule richesse de leurs récoltes, fourni aux bailleurs de fonds un intérêt raisonnable de leur argent et remboursé la totalité des 300,000 francs qui leur étaient confiés (1). »

Un fait ressort de l'ensemble de ces tentatives. C'est à l'initiative privée que toutes furent dues; c'est le dévoûment de quelques hommes vaillans et convaincus qui a jeté les fondemens de notre enseignement agricole; durant cette période de formation première, les particuliers font tout : l'état ne fait rien, l'état se montre indifférent à l'œuvre naissante. Cependant il ne pouvait demeurer toujours à l'écart, témoin désintéressé d'une entreprise nationale. Il allait être amené à intervenir, mais avec quelle lenteur! avec quelle peine! Que de temps avant qu'il s'y décidât! Ce fut sous la monarchie de juillet. Le gouvernement accorde d'abord des subventions aux établissemens qui s'élèvent; peu à peu, son action devient plus fréquente et plus directe; il soumet les établissemens subventionnés à des règles uniformes, une jurisprudence s'établit; en 1845, le ministère, mettant sérieusement la question à l'étude, en saisit le conseil général de l'agriculture. A cette époque, l'enseignement agricole est en voie d'organisation : il a dès lors ses trois écoles régionales : Grignon, Grand-Jouan, La Saulsaie; la pre-

(1) Rapport sur la proposition de M. le comte de Bouillé, relative à la création d'une école supérieure d'agriculture, 1875.

mière ferme-école a reçu en 1839 le concours de l'administration; à partir de 1846, cette catégorie d'établissemens se multiplie : il en est créé dix dans la seule année 1847. En même temps une sous-commission du conseil général de l'agriculture, sous la présidence de M. Tourret, élaborait un plan d'ensemble. L'enseignement agricole en 1848 était ainsi à la veille d'être constitué. La révolution de février, loin de retarder le travail, en hâta l'achèvement. Par une circonstance favorable, M. Tourret devint ministre de l'agriculture et du commerce : il s'empressa de mettre en œuvre les études des années précédentes. Le 17 juillet, il présentait à l'assemblée nationale un projet qui eut pour rapporteur M. Richard (du Cantal), et qui, adopté par la chambre dans la séance du 3 octobre, devint la loi de 1848. Arrêtons-nous à cette loi : c'est le statut organique de l'enseignement agricole en France; elle le régit encore aujourd'hui; le but qu'elle marquait, loin d'être dépassé par la suite, n'a pu même être atteint, et l'on est demeuré toujours bien en deçà des limites très larges que le législateur avait assignées à l'activité des novateurs et à la sollicitude de l'état.

L'article 1er établissait trois degrés : enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement supérieur. L'article 2 posait ce principe nécessaire que ce triple enseignement devait être aux frais de l'état. Quelques représentans, et notamment M. Guichard, avaient demandé que les départemens fussent appelés à prendre leur part des dépenses et du contrôle. Le gouvernement tint bon : il se défiait du zèle des conseils-généraux, et en cela peut-être avait-il raison. — La loi déterminait ensuite la nature et les caractères distinctifs des fermes-écoles et des écoles régionales : les premières, exploitations privées où l'état se borne à entretenir des maîtres et des élèves, les secondes dont il a la direction et la responsabilité complètes. Ces deux séries, le législateur les répandait d'une main un peu prodigue sur tous les points du territoire : non content de donner à chaque département une ferme-école, il disposait que « cette organisation serait successivement étendue à chaque arrondissement. » Quant aux écoles régionales, il devait naturellement en être institué une par région; mais, de ces régions, quel serait le nombre? Le projet ministériel en proposait vingt; le comité n'adopta pas ce chiffre, selon lui arbitraire, et préféra réserver la question à l'expérience de l'administration ou du législateur futur : on sait comment la loi, sur ce point comme sur d'autres, a été suivie; la France devait être divisée en régions culturales; il n'en fut rien. Aujourd'hui même l'administration distingue treize régions, et cependant il y a en tout trois écoles régionales. Il est vrai qu'on n'ose les appeler

régionales : on les nommait jadis impériales; on les nomme nationales à présent, et ces dénominations ont en tout cas le mérite de ne point mentir à la réalité.

Le législateur, on le voit, ne faisait guère que définir, régler et généraliser les types d'institutions dès longtemps en vigueur; il les sanctionnait et étendait à toute la France ce qui n'existait encore qu'en quelques points isolés. Il attribuait enfin au nouvel enseignement d'abondans subsides : 2,500,000 francs pour l'exercice 1849. Mais la partie la plus remarquable et vraiment originale de son œuvre était la création de cet institut agronomique qui devait être « l'école normale supérieure de l'agriculture. » Il l'installait à Versailles, dans des conditions uniques. On avait là, sous la main, de vastes bâtimens et un parc de 1,463 hectares contenant trois fermes importantes (1). « Dans ces fermes, disait le directeur des cultures, M. Lecouteux, on trouve des terres à seigle et des terres à blé, des terres fortes et des terres légères, des terres calcaires et non calcaires, des terres sèches et des terres humides, des terres labourables faciles et difficiles à travailler, des terres d'une grande puissance herbifère, » tous les sols, par conséquent, qui pouvaient donner l'enseignement le plus complet. « Le parc, ajoute M. de Dampierre, contenait encore des eaux qui pouvaient servir à l'organisation d'une école d'irrigation et permettre la transformation de centaines d'hectares en prairies arrosées, qui favoriseraient l'élevage de nombreux animaux; des pépinières parfaitement organisées; 465 hectares de beaux bois pour les sylviculteurs, un potager connu dans le monde entier pour servir d'école d'arboriculture. Tout cela venait de tomber de la liste civile du roi Louis-Philippe dans le domaine de l'état et s'offrait de soi-même : la tentation fut trop forte, on y succomba... » C'était une faute grave; elle a pesé lourdement sur l'institut et sur tout l'enseignement agricole. Cette exploitation était beaucoup trop étendue; on se trouvait entraîné, pour l'approprier à sa destination nouvelle, en des dépenses exagérées. Les fermes furent montées sur un pied magnifique; on y réunit les animaux les plus remarquables, les collections les plus rares. Cela était admirable, mais ne servait guère, car les cours, les travaux théoriques devaient absorber presque tout le temps des professeurs et des élèves. Et quand l'institut s'ouvrit, en novembre 1850, plus d'un million avait été dépensé pour la seule installation du domaine : il avait fallu que le ministre d'alors, M. Dumas, recourût à des virémens pour trouver 500,000 fr.,

(1) La Ménagerie, Satory et Gally-Chèvreloup (voyez l'arrêté des 19-28 décembre 1848, portant désignation des parties du domaine national de Versailles affectées à l'Institut agronomique).

de quoi faire vivre l'enseignement lui-même. Les adversaires s'emparèrent avidement de ces faits, l'esprit de légèreté et d'ignorance s'y exerça. La presse et la tribune de l'assemblée législative retentirent de critiques et de railleries souvent puériles : un jour, c'était un député qui venait très sérieusement dénoncer à la chambre certaines vaches d'Écosse demi-sauvages et, disait-on, sujettes à dévorer leurs bergers; une autre fois il s'agissait de ce baudet que l'institut avait fait venir du Poitou comme un spécimen de l'industrie mulassière en cette région; le baudet avait coûté une vingtaine de mille francs, ce qui n'était pas un prix exorbitant pour des individus de choix destinés à la reproduction; mais le public, qui n'en savait rien, ne pouvait croire, en voyant l'animal, qu'une telle dépense fût justifiée. Le plus grave, en tout cela, était que cette hostilité et ces accusations s'adressaient non-seulement aux erreurs commises et à l'exploitation, cause des mécomptes, mais au principe même de l'institut. On était déjà loin du mouvement d'où était sortie la loi de 1848 : la réaction, qui éclatait de toutes parts, triomphait là comme ailleurs.

Après le coup d'état, les nouveaux maîtres de la France s'inquiétaient assez peu des intérêts de l'enseignement supérieur agricole, et peut-être ils s'en défiaient : cet institut ne renfermait-il pas un groupe d'hommes sinon hostiles, à tout le moins fort étrangers par leur passé, leurs idées et leurs préférences, au système que l'on restaurait, des hommes tels que le comte de Gasparin, le directeur de l'institut, et l'éminent professeur de législation et d'économie rurale, M. Léonce de Lavergne? Est-il vrai qu'à ces causes il faille joindre certaines rivalités et des menées du personnel de Grignon? ou simplement se borna-t-on, de ce côté, à une satisfaction des plus vives quand l'institut rival et voisin fut frappé? Quoi qu'il en soit, un fait est certain : l'institut, par son domaine, eut le malheur de gêner les chasses du prince-président; on le sacrifia. Dès le 17 avril 1852, un sénatus-consulte, celui qui allouait au prince 12 millions par an et lui livrait les palais nationaux, lui réservait aussi le droit exclusif de chasse dans les bois de Versailles. Le 7 juillet, un nouveau sénatus-consulte étendait ce droit à toutes les fermes et à tous les bois domaniaux compris dans le rayon de l'inspection forestière de cette ville. Des élèves de l'institut, qui allaient sur le domaine lever des plans, entendaient les coups de fusil et rencontraient le prince chassant avec ses ministres. Le 17 septembre, un décret contre-signé de M. de Persigny fermait et abolissait l'institut, et avec lui l'enseignement supérieur de l'agriculture. Les considérans de ce décret méritent d'être rappelés; il est curieux de voir par quelles assertions tranchantes, par quels ar-

gumens futiles et misérables on prétendait justifier un tel acte. L'auteur du décret déclarait que l'institut entraînait des dépenses supérieures aux avantages qu'il pouvait offrir, que son enseignement « trop élevé » était en disproportion avec les besoins réels de notre agriculture; il estimait en outre le séjour de Versailles fort dangereux et présentant « des inconvéniens graves pour de jeunes agriculteurs, auxquels il importe de donner une éducation appropriée aux goûts simples et à la vie modeste des campagnes. » Il concluait enfin par ce hardi paradoxe, que « la suppression de l'institut fortifierait l'enseignement professionnel agricole » en permettant au gouvernement de partager entre les écoles régionales les animaux, machines et collections, c'est-à-dire les dépouilles de l'établissement sacrifié !

Telle était cette mesure, que des amis éclairés de l'agriculture ont pu, non sans raison, appeler un crime. Que le domaine annexé à l'institut de Versailles eût donné lieu à des dépenses exagérées et regrettables, était-ce une raison pour en punir l'institut même en le supprimant? La plupart de ces dépenses, une fois faites, n'étaient plus à recommencer, et on leur devait du moins des conditions d'installation précieuses. En tous cas, il fallait conserver l'institution en l'amendant : on trouva plus simple de la détruire. On frappait sans pitié, après moins de deux ans d'existence, cette admirable école, si pleine de promesses; on dispersait ses richesses, on licenciait cette élite de maîtres. Tronquée, découronnée, l'instruction rurale désormais allait être réduite aux écoles régionales, aux fermes-écoles, et, çà et là, à quelques cours nomades ou à des chaires isolées. Ces branches diverses n'en furent point fortifiées; Grignon seule a pu y gagner. En réalité, les écoles régionales et les fermes-écoles furent profondément atteintes du coup qui abattait la tête de l'enseignement agronomique; elles ont traîné dès lors une existence chétive, d'une utilité sans cesse contestée. Examinons ce qu'elles furent durant cette longue période, ce qu'elles sont aujourd'hui même, ce qu'elles pourraient et devraient être.

II.

Qu'est-ce que la ferme-école? Le législateur de 1848 la définit ainsi : « La ferme-école est une exploitation rurale conduite avec habileté et profit, et dans laquelle des apprentis, choisis parmi les travailleurs et admis à titre gratuit, exécutent tous les travaux, recevant, en même temps qu'une rémunération de leur travail, un enseignement essentiellement pratique. » C'est l'école primaire de l'agriculture, destinée à des fils de paysans, d'ouvriers agricoles;

ils y travaillent comme dans un atelier d'apprentissage : il s'agit de former des praticiens habiles, exercés aux bonnes méthodes, contremaîtres ruraux, chefs de main-d'œuvre, capables de diriger intelligemment une métairie pour leur compte ou pour le compte d'autrui. Il est clair que, dans une telle école, la théorie se réduit à fort peu de chose, la pratique est tout. Autant, dans un établissement supérieur tel que l'Institut agronomique, la science théorique, cours et lectures, tient le premier rang, autant ici l'instruction est rudimentaire : ce n'est pas sur les bancs d'une salle d'étude que les apprentis la reçoivent, c'est sur le terrain, dans les champs, dans les pépinières, dans les étables, derrière la charrue, en maniant les appareils. Par conséquent, la grande affaire, ce n'est point l'enseignement, c'est l'exploitation sur laquelle cet enseignement est donné. L'école est surtout une ferme, et cette ferme, il importe qu'elle réussisse. Aussi bien la ferme-école a-t-elle un double but, et son influence sur l'agriculture locale doit s'exercer, non-seulement par l'enseignement, mais par l'exemple. Cette dernière condition est capitale, car c'est là ce qui agit le plus fortement sur l'esprit du paysan. Les plus belles machines, les procédés les plus ingénieux, les plus parfaits, ne le séduisent guère s'il ne voit pas le succès au bout. On ne saurait croire le tort que font parfois à la cause de l'enseignement agronomique et de la science les entreprises dirigées par des savans et qui échouent. L'imagination du campagnard en est frappée; il se replonge plus obstinément que jamais en sa routine, et il faut bien du temps pour détruire ces impressions. La ferme-école doit donc être par-dessus tout une exploitation prospère et fructueuse.

Dès lors que devait faire l'état? Qu'il s'imposât les frais de l'enseignement, c'était son rôle : il n'y avait là d'ailleurs qu'une charge peu redoutable, une dépense faible et limitée; mais l'exploitation, convenait-il qu'il s'en chargeât de même? Devait-il se faire agriculteur et se lancer ainsi, sur tous les points de la France, dans une série d'entreprises nécessairement incertaines et sujettes à entraîner des sacrifices indéfinis? Le gouvernement, dès l'abord, avait prudemment évité de s'engager en cette voie; il avait été amené par les circonstances à adopter le système que la loi de 1848 a consacré. L'état se borne à subventionner les fermes-écoles, il ne les régit pas. Leur organisation repose sur ce principe : l'association de l'industrie privée et de l'état. La ferme-école est un domaine privé que l'état a choisi pour y installer son enseignement primaire. Voici une exploitation qui se prête avantageusement à cette transformation; le gouvernement dit à celui qui la dirige, propriétaire ou fermier : « Vous serez le directeur de l'école, vous

recevrez une trentaine d'apprentis; vous les entretiendrez, vous les instruirez pratiquement, sous mon contrôle. En échange de ce service, vous recevez un traitement de 2,400 francs, et pour chaque apprenti une somme de 270 francs, qui, jointe aux travaux qu'il exécute, vous indemnise de ce qu'il vous coûte. Vous nommerez, mais l'état paiera votre personnel enseignant. L'état assurera également des primes de sortie à vos travailleurs. En un mot, il se charge des maîtres et des élèves, il vous laisse les profits et les dépenses de votre domaine; vous le gérez à vos risques et périls, comme un exploitant ordinaire. »

Tel est le principe du contrat qui intervient entre les particuliers et l'administration; telle est la base de l'organisation de toute ferme-école. Ce régime a le grand mérite de n'engager le budget de l'état que dans la limite des frais d'enseignement et d'entretien des apprentis, de le soustraire aux aventures périlleuses; mais il a aussi, ce semble, un grave inconvénient, que nous sommes supris de ne point voir signalé dans les travaux critiques des membres les plus éclairés de l'administration. La constitution même de ces établissemens renferme un vice essentiel : l'instabilité. Rien de moins durable, rien de plus changeant et de plus précaire qu'une ferme-école. Elle naît ici ou là, prospère ou languit, subsiste ou meurt, le tout au hasard ou peut s'en faut. Nous l'avons vu, c'est un domaine comme un autre, possédé et dirigé par un simple particulier à qui l'administration alloue une subvention en échange des avantages et des droits qu'elle stipule. Que résulte-t-il de là? Si le directeur fait de mauvaises affaires, s'il meurt, s'il lui plaît de se retirer, voilà une ferme-école qui disparaît, et l'état n'y peut rien : il n'a aucun moyen de la remettre en d'autres mains, de la relever, de la faire vivre. On conçoit aisément combien un pareil état de choses est défectueux et préjudiciable au crédit, à l'influence et aux progrès mêmes d'un établissement sans fixité, sans traditions, sans avenir certain, qui hier a surgi et demain peut-être aura disparu. Est-il bon qu'une institution bienfaisante, prospère, avantageusement placée, bien vue de la région environnante, puisse manquer soudain à cette région, que son existence dépende de la vie ou de la volonté d'un individu, parfois des circonstances les plus futiles? Nous admettons qu'il y ait là une question difficile à résoudre; est-ce une raison pour s'en détourner? Serait-il donc impossible de trouver une combinaison différente qui, sans compromettre les intérêts du trésor, satisferait à ce besoin de durée et de fixité si nécessaire au prestige et au succès de toute œuvre? Par exemple, si l'état était propriétaire des domaines où les écoles seraient fondées, les affermait à un locataire

qui deviendrait le directeur, l'inconvénient que nous signalons ne disparaîtrait-il pas, puisque l'état acquerrait ainsi la faculté de remplacer sur les lieux mêmes le fermier qui se retirerait et ne laisserait tomber que les écoles inutiles? au lieu que, depuis l'origine, le nombre de ces établissemens varie et oscille d'une année à une autre continuellement, et cela par des causes le plus souvent fort étrangères aux intérêts des populations rurales. A la fin de 1848, il y avait 25 fermes-écoles; la loi du 3 octobre donna l'impulsion; l'année suivante en vit fonder jusqu'à 46 : on en comptait 70 à la fin de 1849. Ce nombre ne fut pas dépassé, conformément à la décision prise en 1850 par la commission du budget. En 1852, 15 fermes-écoles disparaissent sans être remplacées : il n'en reste plus que 53. Durant la période de l'empire, on déplace, on supprime d'un côté, on fonde de l'autre : le chiffre total demeure, à quelques unités près, le même; l'institution végète, soutenue juste assez pour ne point périr. Mais depuis 1870 le nombre des fermes-écoles a rapidement diminué : en 1872, on en comptait encore 47; aujourd'hui la subvention ne s'étend qu'à 33 établissemens, en y comprenant l'école d'irrigation de Lézardeau et l'école des bergers de Rambouillet. Les apprentis sont au nombre de 802, et le prix de la dépense annuelle que coûte à l'état chaque élève ressort à 723 fr.

Une telle dépense est-elle exagérée? Les commissions du budget, depuis 1871, se sont montrées sévères aux fermes-écoles; elles ont rogné les crédits quand il eût peut-être fallu les accroître, car n'est-ce pas un procédé singulier, du moins en apparence, de réduire les moyens d'existence d'une institution en vue de lui « donner la vie qui s'en éloigne? » et c'est cependant ce que l'on a dit à la commission du budget de 1875. Il est vrai que la commission avait été frappée de certains abus, et de la façon trop complaisante dont on avait usé, paraît-il, en plus d'un cas, des subventions comme d'un instrument de faveur; elle demandait donc que, dans un avenir prochain, la totalité de la dépense fût laissée aux départemens, « sauf au gouvernement à seconder, à encourager par des subventions les efforts... » Le gouvernement, comme en 1848, s'opposa à la réalisation de ce vœu, qui ne tendait à rien moins qu'à livrer le sort des fermes-écoles aux conseils-généraux. Leur condition est déjà assez précaire : faut-il la rendre plus incertaine encore en subordonnant leur existence au vote annuel d'un conseil-général? D'ailleurs qu'arriverait-il? Les départemens riches et éclairés, c'est-à-dire ceux qui pourraient le mieux se passer de fermes-écoles, seraient cependant les plus capables de s'en imposer les charges; et réciproquement les moins disposés à ces sacrifices, ce seraient précisément les départemens arriérés et pauvres, c'est-à-

dire ceux qui en auraient le plus besoin. Toutefois il ne saurait être mauvais d'intéresser peu à peu les conseils-généraux au sort de ces établissemens, et progressivement, à mesure que l'esprit public se développe et comprend mieux la nécessité de l'instruction, de les habituer à intervenir dans la dépense et dans la surveillance des fermes-écoles. On a commencé de le faire par la loi du 30 juillet 1875, qui tend à modifier sensiblement cette branche de notre enseignement agronomique.

La loi du 30 juillet 1875 a maintenu, avec quelques changemens, l'institution des fermes-écoles, mais elle a créé, entre ces établissemens et les écoles nationales, telles que Grignon, un troisième degré, une catégorie intermédiaire : les *écoles pratiques*. Quel est l'objet de ces écoles nouvelles? C'est proprement d'offrir une instruction primaire supérieure qui devient nécessaire dans les régions où la culture est le plus avancée. Aux localités arriérées, la ferme-école suffit encore; elle peut donner des leçons et des exemples profitables; dans les départemens qui sont parvenus à une culture plus savante, elle perd son influence et son utilité. Il y a dans ces régions des fils de petits cultivateurs ou de fermiers aisés qui devront être un jour fermiers eux-mêmes, propriétaires ou chefs de culture dans de grandes exploitations : à ceux-là, les fermes-écoles, par leur organisation rudimentaire, n'apprendraient rien; et, d'autre part, l'enseignement des établissemens supérieurs de Grignon, Grand-Jouan, Montpellier, trop scientifique et trop coûteux, ne saurait leur convenir. Ce qu'il leur faut, c'est une instruction intermédiaire, essentiellement technique, pratique toujours, mais plus relevée que celle qui suffit aux ouvriers ruraux des fermes-écoles. Il y avait donc là une lacune que le législateur de 1875 a eu surtout en vue de combler. Quant aux principes de l'organisation, les deux types d'établissemens diffèrent peu. Les *écoles pratiques* sont également des exploitations privées dont la responsabilité est entièrement abandonnée au propriétaire ou fermier qui les régit. La différence, la voici : dans les fermes-écoles, les apprentis ne paient rien; ils sont entretenus et défrayés de tout par le directeur ou plutôt par l'état; dans les écoles pratiques au contraire, les élèves paient une pension; de là pour l'état une économie qui a été évaluée, dans chaque établissement, à 4,000 francs (la subvention totale n'étant plus en moyenne que de 14,000 francs au lieu de 18,000). L'état, il est vrai, garde à sa charge le traitement du directeur et la rétribution du personnel enseignant; mais les départemens, outre une partie des bourses qu'ils fournissent, sont tenus de subvenir aux frais d'installation. Cette dernière condition est d'une importance extrême : il est indispensable que les domaines où les écoles seront

instituées soient pourvus des appareils mécaniques, des machines et engins nouveaux : c'est ce qui a trop souvent manqué aux fermes-écoles, et il est juste de reconnaître que les directeurs se sont trouvés, en bien des cas, placés, par les nécessités mêmes de l'exploitation, dans des situations difficiles. Les moteurs automatiques ayant pour effet de remplacer un grand nombre de bras, du jour où le directeur avait fait le coûteux sacrifice de doter sa ferme de cet outillage, sur la trentaine d'apprentis qu'il employait, les deux tiers au moins devenaient inutiles : ils retombaient à sa charge, et chacun d'eux lui coûtant de 400 à 500 francs, somme bien inférieure au chiffre de la pension allouée par l'état, il en résultait une perte sèche. Il était dans l'alternative ou de sacrifier l'intérêt de son exploitation à celui de l'école, ou l'intérêt de l'école à celui de l'exploitation. Beaucoup étaient par suite amenés à conserver des procédés arriérés et à faire exécuter le plus de travaux possible par les bras de leurs apprentis : le but de l'institution était ainsi manqué.

Ces conditions fâcheuses peuvent être prévenues plus facilement aujourd'hui : la loi de 1875 impose aux conseils-généraux le devoir de fournir les fonds suffisans pour l'acquisition d'un matériel convenable, et si l'état des ressources départementales les en empêche, l'article 5 réserve à l'administration centrale la faculté d'intervenir pour tout ou partie des frais. De plus, l'article 6 admet que le prix de la pension, dans les écoles pratiques, pourra varier d'un établissement à un autre. Enfin une disposition qui est étendue aux fermes-écoles institue, près de chaque établissement, un comité de surveillance et de perfectionnement. On a le droit d'être un peu sceptique en matière de comités de contrôle, surtout quand il s'agit de comités locaux; c'est néanmoins ici un élément nouveau de progrès et d'impulsion, et l'administration peut s'en servir utilement.

L'enseignement des écoles pratiques différera-t-il sensiblement des fermes-écoles? Nous ne le croyons pas. Il sera plus soigné sans doute, mais au fond sera le même. Par exemple, il ne saurait être ici question de programmes uniformes : ils devront se plier aux cultures propres de chaque contrée. Ne serait-il pas d'ailleurs désirable qu'un certain nombre des futures écoles pussent être consacrées à former des travailleurs spéciaux : fromagers, bergers, pradiers, draineurs? Mais la loi est trop récente pour qu'on puisse l'apprécier par des faits (1). Si l'on veut bien l'appliquer, elle peut exercer une influence des plus utiles sur l'enseignement élémentaire de l'agriculture. Les écoles pratiques, répondant mieux que

(1) Il n'existe encore qu'une école pratique, celle de Merchines (Meuse).

leurs devancières à un niveau d'instruction supérieure, sont destinées à en prendre peu à peu la place, ou, pour mieux dire, les fermes-écoles se transformeront en écoles pratiques, suivant les besoins des populations. Elles devront donner à la grande culture les auxiliaires instruits et habiles qui trop souvent lui manquent, l'équivalent des *stewarts* ou des *verwalter* des exploitations d'Angleterre et d'Allemagne, et à la petite ou moyenne culture, qui domine en France, des cultivateurs ayant l'esprit ouvert aux inventions modernes, sachant employer les procédés et l'outillage que la science agricole emprunte à l'industrie. Voilà les résultats qu'il convient d'attendre des écoles pratiques et des fermes-écoles; et, ne l'oublions pas, c'est par elles seulement que les fils des paysans peuvent recevoir une instruction sérieuse, et non, comme on l'a proposé, par les instituteurs primaires. Les instituteurs ne peuvent tout savoir ni tout enseigner. D'ailleurs comment auraient-ils, en face des pères de famille, des hommes du métier, une autorité suffisante pour combattre les pratiques vicieuses? Tout au plus faut-il leur demander de donner quelques notions de science vulgaire, d'apprendre aux enfans, dans le jardin de l'école, des élémens d'arboriculture; mais là, ou à peu près, doit se borner leur rôle.

Si les écoles pratiques et les fermes-écoles sont les établissemens primaires de l'agriculture, on peut dire que les écoles régionales en sont les colléges ou les lycées. Nous voici en présence d'un type d'institution essentiellement différent. Ce ne sont plus ici de simples cultivateurs, petits propriétaires ou métayers, ouvriers ruraux, modestes artisans de l'industrie agricole, qu'il s'agit de préparer, ce sont les chefs mêmes de cette industrie; ce qui leur convient, ce n'est donc point l'apprentissage élémentaire et exclusivement pratique des fermes-écoles; il faut un enseignement relevé où à la pratique se joigne la théorie. Dans les fermes-écoles, le personnel enseignant se réduit à trois ou quatre agens spéciaux qui forment les jeunes ouvriers en dirigeant leurs travaux : un chef de pratique, un jardinier-pépiniériste, un vétérinaire, un comptable, parfois un berger ou un magnanier, ou un vigneron, selon la culture caractéristique de la contrée, tandis que, dans les écoles régionales, nous rencontrons des professeurs véritables, un par section d'études, et ces sections sont au nombre de six. A chacune des chaires est adjoint un répétiteur; mais ces cours seraient fort insuffisans sans les exercices de la ferme. Les élèves suivent les travaux de l'exploitation, et en une certaine mesure y prennent part, mais tandis que, dans la ferme-école, les apprentis font besogne d'ouvriers, dans l'école régionale on accoutume à l'art et à la responsabilité du commandement des jeunes gens qui peu-

vent un jour être appelés à gouverner, comme propriétaires ou comme régisseurs, des entreprises considérables. Chacun des élèves est successivement chargé de la direction des différens services : attelages, laiterie, fromagerie, étable d'engraissement, etc. Ils surveillent l'ensemble de l'exploitation, ils en tiennent les comptes : système excellent qui les met, dès l'école, aux prises avec la réalité, fait passer sous leurs yeux les faits, les détails journaliers, les mille incidens de la vie rurale, et, en leur donnant la science, leur communique cette expérience des choses qu'aucune étude ne supplée.

Voilà pour l'enseignement. C'est le principal, mais non l'unique objet de l'école régionale. Ainsi que la ferme-école, elle doit agir sur l'agriculture par l'exemple; c'est une ferme-modèle. Elle doit être aussi une ferme expérimentale; le législateur de 1848 lui attribuait formellement ce caractère et disposait que les expériences et les résultats obtenus recevraient la plus grande publicité. Ainsi elle « doit viser, dit M. Eugène Tisserand, à une culture profitable, mais il lui faut aussi offrir l'exemple des améliorations applicables à la contrée, et expérimenter préalablement avec mesure les innovations... » Une culture profitable et des essais scientifiques, double condition, double tâche qu'il est sans doute malaisé de concilier. Il y a longtemps que le comte de Gasparin écrivait ici même : « On a réuni généralement ces deux genres d'institutions : l'école, qui a pour but de former des jeunes gens à la pratique et à la théorie de l'agriculture; la ferme-modèle, qui doit servir d'exemple... Ces deux buts sont incompatibles et mal remplis tous deux, quand l'un n'est pas sacrifié à l'autre. En effet, pour instruire il faut multiplier les expériences, dépenser en vue de l'instruction, non du produit; au contraire, la ferme-modèle doit cultiver avec profit si elle veut être imitée... Il ne me paraît donc pas que l'école et la ferme-modèle puissent marcher ensemble sans se nuire réciproquement (1). » Quoi qu'il en soit, il est certain que les écoles régionales, par leur objet et leur caractère, diffèrent trop des fermes-écoles pour ne point différer aussi par leurs conditions d'organisation : les exigences de l'enseignement et de l'expérimentation entraînent des charges bien lourdes pour que l'industrie privée les puisse accepter au prix même d'une subvention. C'est pourquoi, tandis que la ferme-école est une exploitation dirigée par un simple particulier, propriétaire ou fermier, chez lequel l'état entretient des maîtres et des apprentis, l'école régionale est tout entière dans la main de l'état; les cultures comme les cours, c'est lui qui régit tout; le directeur est un fonctionnaire, il administre le domaine pour le compte du gouvernement.

Nous avons vu que la loi de 1848 prescrivait la division de la

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1843.

France en régions culturales : chacune devait avoir son école. Mais combien fallait-il distinguer de régions? Le gouvernement en proposait vingt; c'était beaucoup peut-être, du moins pour commencer; c'était en tout cas un système plus rationnel que l'absurde état de choses que l'esprit de routine, l'incurie et la parcimonie des pouvoirs publics ont laissé depuis lors subsister jusqu'à nos jours. Et en effet, après la loi comme avant, on s'en tint aux trois écoles de Grignon, Grand-Jouan et La Saulsaie, dont la situation, due au hasard des circonstances, ne répondait nullement aux grandes divisions culturales de notre pays. Il est à remarquer que, placées toutes trois sur un même alignement, dans une même zone, sous des climats analogues, une grande moitié de la France, le midi avec ses cultures spéciales : vignobles, mûriers, oliviers, maïs, orangers, etc. leur échappait. On fit, il est vrai, en 1870, un changement heureux : l'école de La Saulsaie fut transportée à Montpellier; mais trois écoles pour toute la France, c'est en vérité peu. Il est clair qu'elles ne sauraient suffire à embrasser l'ensemble des cultures nationales dans leur multiplicité si diverse, car, si les écoles régionales sont, ce qu'il importe qu'elles soient, des établissemens d'enseignement secondaire, pratique aussi bien que théorique, non des facultés supérieures d'agronomie générale, si vous voulez qu'elles expérimentent les méthodes applicables à la région, précèdent et guident les cultivateurs sur le terrain des nouveautés, par une conséquence nécessaire ne doivent-elles pas chacune reproduire et en quelque façon refléter, dans ses caractères dominans, la contrée environnante? Et c'est en réalité ce qui a lieu : Grignon étudie les céréales, les plantes industrielles et fourragères, les spéculations animales et les industries agricoles et viticoles qui conviennent à la région septentrionale de la France; Grand-Jouan s'applique spécialement à la mise en valeur des terres incultes, à la culture pastorale mixte, à la culture par colonage partiaire, aux cultures fruitières, etc., en un mot, aux industries agricoles de la France occidentale. Quant à Montpellier, ce sont particulièrement celles de la région méditerranéenne : la transhumance des troupeaux, le reboisement des montagnes et *garrigues*, les cultures à l'arrosage et tout ce qui appartient proprement aux zones dites de l'oranger, de l'olivier et du mûrier (1). Mais cela même prouve la nécessité d'un plus grand nombre de ces écoles : il est des régions de la France qui, par leur climat, le système de leurs eaux, les aptitudes de leur sol, les traditions de leur agriculture, ont un caractère bien tranché, qui néanmoins attendent encore leur enseignement spécial : tel est le vaste bassin océanique, une des deux portions de la France méridionale,

(1) Voyez le rapport sur l'agriculture à l'exposition de Vienne, tome Ier.

cette immense superficie qui de la Loire s'étend aux Pyrénées, de l'Océan aux monts d'Auvergne et au bassin du Rhône, qui comprend les vallées de la Garonne et de la Charente, ces précieux vignobles d'où nous tirons plus d'un milliard chaque année. Est-il bon qu'un territoire si étendu, si opulent, si foncièrement agricole, avec son industrie du vin et des eaux-de-vie, qui est une des richesses de la France, cette région qui réunit des cultures si diverses et offre de si étranges contrastes, — la désolation des landes à côté de plaines admirables, — que toute cette contrée n'ait pas au moins un centre agronomique? Et peut-on s'en tenir à la seule école de Montpellier? Laissons à cette école le soin de tout ce qui intéresse les régions méditerranéenne et rhodanienne : la sériculture et la vigne qu'envahit le phylloxera, lui sont, elles seules, d'assez importans sujets d'investigations et d'études. Mais le rayon de Toulouse, surtout celui de Bordeaux, voilà où il serait urgent d'établir un grand centre d'instruction scientifique. Nous savons qu'il y a aujourd'hui dans ces deux villes des chaires spéciales, c'est un premier pas, mais cela est-il suffisant? Une ou deux chaires, est-ce la même chose qu'une école formant un tout complet et régulier? En ces dernières années, on s'occupait d'en organiser une à Toulouse. Pourquoi avoir abandonné ce projet? Et nous ne parlons pas de l'Algérie : voilà cependant une région certes intéressante! Quand se décidera-t-on à la doter d'un enseignement approprié à la nature de ses terres, de ses plantations et de ses produits?

III.

Nous arrivons à la partie la plus importante peut-être de l'enseignement agronomique : l'enseignement supérieur. Nous l'aurions depuis longtemps, florissant et complet, sans le funeste décret de 1852. La loi de 1848 l'avait institué sur les plus larges bases, et il se développait avec un éclat singulier, quand un caprice de dictature, en supprimant l'institut de Versailles, le détruisit du même coup. Car l'empire ne fit alors aucun effort pour lui ouvrir un nouvel asile; il fallut se contenter de l'école de Grignon, qui, par cette circonstance et faute de mieux, devint notre principal établissement agronomique, mais en vérité ne fut toujours que ce qu'elle doit être : une école régionale, d'un niveau sans doute élevé, mais au demeurant secondaire. Cependant l'agriculture ne pouvait être indéfiniment privée d'un enseignement supérieur. Le peu qu'avait duré l'institut de Versailles avait suffi pour en démontrer les bienfaits. On voyait quels hommes étaient sortis de là, on se rappelait ces études si riches, si amples, et les amis de l'agriculture songeaient avec amertume à tous les avantages qu'elle en eût retirés

dans la suite. Aussi dès qu'on voulut bien consulter l'opinion, les vœux, les réclamations se firent entendre. L'enquête agricole constata le mouvement. La question fut enfin remise à l'étude. On avait conçu le projet d'établir à Grignon un enseignement supérieur, et un arrêté du 13 avril 1867 avait nommé à cet effet une commission présidée par M. Dumas; mais la combinaison projetée ne tarda pas à être écartée : elle était peu pratique. Autant Grignon est appropriée à son rôle d'école secondaire, autant elle est peu faite pour devenir le siége d'un haut enseignement. La ferme annexée serait bien loin d'offrir les incomparables ressources que réunissait le domaine de Versailles; elle n'en aurait guère que les inconvéniens : elle risquerait de dénaturer l'esprit d'un enseignement qui doit être scientifique et philosophique avant tout. L'emplacement même de Grignon, assez rapproché de Paris pour le succès d'une école régionale, en serait beaucoup trop éloigné pour une faculté dont les cours devraient être professés par des savans considérables, suivis par des externes et des auditeurs libres.

Que l'enseignement agricole ne puisse être rationnel et complet, disons davantage, ne puisse vivre d'une vie pleine et féconde sans un centre de haute instruction, fondement et couronnement de tout le système, c'est là une vérité évidente, et cependant les objections n'ont point manqué. C'est notamment dans le procès-verbal de la séance que la commission supérieure de l'enquête agricole consacra, le 18 mars 1869, à la question, qu'on peut les passer en revue. Les uns, tels que M. Du Miral, soutenaient cette thèse : la science agronomique n'existe pas; il n'y a que des sciences générales, physique, chimie, zoologie, etc., dont l'agriculture, il est vrai, emprunte le secours; mais, pour être instruits de ces sciences diverses, quel besoin ont les agriculteurs d'un enseignement spécial? — M. Dumas n'eut point de peine à démontrer que de ces sciences chacune ne touche à l'agriculture que par un certain nombre de points, et que ce sont précisément ces points qu'il s'agit pour l'agronome d'étudier, non les autres. M. Dumas, se plaçant sur son terrain, disait avec sa grande autorité : « A l'école centrale, on n'enseigne pas la mécanique de la Sorbonne, mais la mécanique de l'ingénieur; on n'enseigne pas la chimie de la Sorbonne, mais la chimie du manufacturier; on n'enseigne pas la physique de la Sorbonne, mais la physique de l'homme qui devra passer sa vie à produire de la chaleur et à s'en servir. Il en sera de même pour l'agriculture : dans un institut agronomique, on n'enseignera pas la chimie générale dans tout son développement, mais la chimie des plantes, la chimie des animaux, la chimie qui sert à expliquer tous les phénomènes, celle dont chaque jour on a besoin... »

Une objection plus spécieuse était celle de M. Larrabure. Avons-nous tant besoin, disait-il, d'un enseignement supérieur? La France est un pays de petite et moyenne culture; la grande propriété y est rare; la terre va se morcelant : ne sont-ce pas d'abord ces humbles cultivateurs, cette armée de petits fermiers, de petits propriétaires qu'il est urgent d'instruire? Commençons l'œuvre par là! — A quoi M. Boussingault répondait par cette parole, qui signale le réel objet et la raison d'être d'un haut enseignement agronomique : « Le progrès se propage de haut en bas, et cela jusqu'aux dernières limites, car *la science ne remonte jamais.* » La science ne remonte jamais : voilà pourquoi l'agriculture est demeurée si longtemps stationnaire. Aujourd'hui il faut qu'elle subisse, elle aussi, sa révolution; le train du monde le veut ainsi, elle est forcée de prendre les allures de l'industrie, de se faire plus prompte, plus active, plus intense, de multiplier et d'agrandir ses moyens de production; par conséquent il faut qu'elle invente, qu'elle se transforme, qu'elle se renouvelle, qu'elle substitue à l'empirisme ignorant les méthodes savantes, à la routine les découvertes, aux vieilles pratiques lentes et faibles les nouveaux procédés rapides et puissans. Comment y parviendrait-elle sans la science? Et cette science, qui l'entretiendra, l'enrichira, la répandra et l'aura éprouvée avant de la répandre, sinon les hommes de cet enseignement supérieur, les maîtres et les disciples qu'ils auront formés? Ces hautes études, ces écoles dirigeantes, dépositaires du savoir qu'elles conservent et accroissent, ce foyer de lumières, les lettres l'ont, les beaux-arts l'ont, les travaux publics l'ont en plusieurs écoles, l'industrie l'a depuis longtemps, et l'agriculture, cette maîtresse-branche de la richesse nationale, qui exerce 20 millions de travailleurs et met en valeur 100 milliards du capital de la France, l'agriculture seule ne l'aurait pas!

On nous dit : Cet enseignement existe; n'avez-vous pas au Conservatoire des arts et métiers les trois chaires de chimie agricole, d'agriculture et de génie rural? N'avez-vous pas les cours du Muséum d'histoire naturelle? En 1869, au moment même où la commission supérieure discutait la question, M. Duruy, de son côté, entreprenait d'établir au Muséum un enseignement scientifique de l'agriculture; il publiait des programmes qui entraient dans les plus minutieux détails de la pratique rurale : les leçons ne devaient-elles pas s'étendre jusqu'à la chimie culinaire et à la coction des viandes et des légumes? Et les adversaires de l'institut agronomique de s'écrier : Que souhaitez-vous de plus? Voulez-vous faire un double emploi? La vérité est que le Muséum, comme le Conservatoire des arts et métiers, à moins de perdre son caractère traditionnel, ne

pouvait qu'offrir des cours de science pure à ces auditeurs indépendans qui viennent chercher une distraction intellectuelle ou un complément de connaissances techniques, suivent tel professeur, non tel autre, sont assidus ou ne le sont pas, le tout à leur fantaisie; mais le Muséum, non plus que le Conservatoire, ne comporte pas un système d'instruction dont toutes les parties se suivent et s'enchaînent, qui retienne les élèves dans les liens d'une exacte discipline. Quant à l'enseignement agricole institué récemment à l'École centrale, il est incontestablement fort utile, mais ce n'est qu'une des branches de l'enseignement général de cet établissement; peut-il jouer le rôle et exercer dans le pays la grande influence d'une faculté supérieure exclusivement consacrée à la science agronomique? Non, ce n'est pas au moyen de quelques chaires complémentaires, pièces accessoires et dépendantes d'un tout organisé à d'autres fins, dans l'intérêt ou du naturaliste, tel que le Muséum, ou du manufacturier, tel que le Conservatoire, ou de l'ingénieur, tel que l'École centrale, ce n'est pas en obtenant çà et là dans quelques établissemens étrangers une place étroite et secondaire, que l'on dotera l'agriculture de ce haut enseignement qu'elle réclame. C'est une école spéciale qu'il lui faut, un centre indépendant, un organisme distinct qui puisse vivre de sa vie.

La commission le comprit. En cette même séance, le 18 mars 1869, accueillant les conclusions de sa sous-commission, elle émit le vœu qu'un enseignement supérieur fût rétabli, indépendamment de celui que le ministre de l'instruction publique créait au Muséum. Le principe de l'institut agronomique était admis solennellement, et dès cette époque les conditions pratiques étaient arrêtées. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les deux rapports que présenta alors M. Eugène Tisserand, de qui le nom fait autorité en ces matières, et notamment le premier rapport d'octobre 1868. Nous trouvons là, fixés et formulés, tous les traits essentiels de l'organisation qui vient d'être instituée par la loi récente, les élémens que doit comprendre un enseignement supérieur de l'agriculture, les caractères qui le distinguent de l'enseignement secondaire, les principes et les règles qu'il est tenu d'observer. Ainsi, dès 1869, on aurait pu fonder l'institut; cependant on ne fit rien. Le ministre d'alors, M. Gressier, se montrait médiocrement touché du sort de l'enseignement agricole; il était même visiblement hostile à la création de l'institut. En tout cas, les choses en restèrent là, malgré la promesse qu'obtenaient, le 17 avril de la même année, 146 membres du corps législatif qui avaient repris le vœu de la commission supérieure. Bientôt après, la Société des Agriculteurs de France, fatiguée de renouveler chaque année le même vœu sans résultat, ré-

solut de réaliser par l'initiative privée l'œuvre que le gouvernement différait d'accomplir. Une commission nommée par elle étudia un projet qui est exposé dans le rapport qu'a publié en 1873 un de ses membres, M. Prillieux. Il s'agissait de créer, en dehors de l'état, par voie de souscription, un institut agronomique sur des terrains voisins du Luxembourg. La guerre de 1870 suspendit les études, mais après 1871 le projet fut repris; seulement la société, redoutant les difficultés de l'entreprise, ne repoussait plus cette fois le concours de l'état. Elle devait lui demander, en faveur des actionnaires, la garantie d'intérêts.

Le projet néanmoins ne fut pas mis à exécution : la question avait été soulevée à l'assemblée nationale, dans la réunion libre des agriculteurs; M. Besnard avait été chargé de présenter à cette réunion un rapport où il reproduisait les conclusions de M. Tisserand, et, peu après, M. le comte de Bouillé, au nom de cent trente-sept de ses collègues, déposait sur le bureau de la chambre une proposition de loi tendante à la création par l'état d'une école supérieure. C'était revenir au parti le plus sage. Nous ne voulons pas dire qu'il faille, en cette matière, repousser l'aide des particuliers; il serait injuste d'oublier que c'est l'initiative privée qui a donné à la France son enseignement agricole; mais il est certaines entreprises qu'il est bon de réserver à l'état, car il en est qui coûtent plus qu'elles ne rapportent, — non qu'elles ne puissent rendre avec usure l'argent qu'elles ont absorbé : elles le font, mais indirectement, et peu à peu, non sous la forme précise de recettes immédiates qui, s'alignant en face des dépenses, équilibrent le budget d'une école. On peut, il est vrai, nous objecter le succès de l'École centrale, et nous dire : pourquoi n'en serait-il pas de même d'un institut agronomique? L'état laisserait faire les particuliers, sauf à intervenir par la suite, s'il le jugeait utile. — Mais quand M. Lavallée ouvrit, en 1829, avec le concours de quelques hommes éminens comme lui, l'École centrale, l'état n'avait point attendu jusque-là pour donner à l'industrie son enseignement. Il avait fondé l'École polytechnique, le Conservatoire, les écoles d'arts et métiers. La nouvelle école dès lors n'était qu'un établissement s'ajoutant aux autres, les complétant, engageant avec eux une salutaire concurrence, rien de plus. Dans ces conditions, l'état pouvait demeurer étranger à l'entreprise. Ici tout autre est la situation : si des particuliers se chargeaient de donner à l'agriculture cet enseignement qui lui manque, ce ne serait point une institution complémentaire qu'ils ajouteraient à celles de l'état, — il n'en a point, — mais ils substitueraient leur action à la sienne, ils acquerraient le pouvoir d'organiser à leur gré un service public que le gouvernement a un

devoir et un intérêt supérieurs à retenir en sa main, pour lui donner dès l'abord ce prestige, cette solidité, ces garanties de permanence et d'avenir que les entreprises privées ne peuvent assurer aussi facilement ni aussi promptement à leurs œuvres. Cet enseignement a été trop longtemps méconnu, ajourné sans raisons légitimes, pour que le jour où il lui est enfin permis de renaître, on l'expose à de nouveaux et périlleux hasards où il risquerait d'être compromis.

C'était en 1872 que M. de Bouillé avait présenté sa proposition. Elle n'exigeait certes pas une bien longue ni bien laborieuse étude; toutes les difficultés avaient été, dès 1869, examinées et résolues. Tout était prêt, et puisqu'on s'en tenait au projet élaboré à cette époque, il ne restait qu'à faire passer en quelques articles de loi les principes posés et définis par l'ancienne commission. Il y fallait quelques semaines, tout au plus quelques mois, et, dans le courant de l'année même, on pouvait ouvrir l'institut restauré. Malheureusement il n'en va guère ainsi : les régimes passent, les traditions de négligence et d'insouciance persistent. Les mesures où l'on hésite le plus, où l'on prodigue le plus de formalités, d'atermoiemens et de lenteurs, sont souvent les plus faciles et les plus urgentes : le gouvernement impérial et ses commissions avaient passé plus de quatre années à méditer le problème; la commission de l'assemblée en mit trois à rédiger, d'après le rapport de M. Tisserand, un projet de huit articles! Enfin, le 17 mars 1875, paraissait le travail du rapporteur, M. le marquis de Dampierre. La loi du moins allait-elle être votée? L'assemblée nationale n'en eut point le loisir : elle se sépara sans avoir pu parvenir, en cinq années de législature, à nous donner cette loi si simple! Nous l'attendrions encore, si M. Teisserenc de Bort ne l'avait reprise au nom du gouvernement : présentée dès la session de mars au sénat, où elle passa le 29 mai sans discussion sérieuse, adoptée d'urgence à la chambre des députés le 29 juillet, entre deux chapitres du budget, promulguée le 9 août dernier, elle nous rend à la fin, après plus de dix années d'études, de délibérations, de projets et de vœux se succédant sans aboutir, une partie, rien qu'une partie de ce qu'avait détruit le décret de 1852. Encore devons-nous nous féliciter d'être admis à recommencer l'épreuve et ramenés, après plus d'un quart de siècle, au point où nous étions le 3 octobre 1848, le jour où l'institut de Versailles fut décrété pour la première fois!

Passons en revue les dispositions principales de la loi nouvelle. Une question se présentait d'abord : fallait-il adjoindre à l'institut une exploitation? Cette question était capitale : là en effet fut l'écueil de l'ancien institut; c'est son domaine rural qui a contribué à

le perdre. En une année, les trois fermes annexées avaient absorbé toutes les ressources affectées à l'établissement, et tandis que l'école en trois ans ne coûtait que 479,000 francs, les fermes, dans le même temps, absorbaient au-delà de 1 million 1/2. La leçon n'a point été oubliée. On a reconnu d'ailleurs qu'un grand domaine n'était pas nécessaire à un haut enseignement. Ne perdons pas de vue qu'il s'agit ici de former, non des ouvriers, ni des praticiens, mais des agronomes, par « l'étude des sciences dans leurs rapports avec l'agriculture, » car tel est l'objet de l'institut, aux termes de la loi. C'est donc un enseignement très élevé, très général, théorique et scientifique avant tout : trop de pratique y pourrait nuire, en le faussant. — Personne, dit M. Tisserand, n'ambitionnera pour les élèves de l'institut l'habileté manuelle d'un apprenti des fermes-écoles ou d'un lauréat des concours de labourage. Quel est l'ingénieur qui l'emporte sur ses mécaniciens à forger ou sur ses mineurs à manier le pic? Apprend-on au jeune architecte, dans l'école des beaux-arts, à se servir de la truelle comme le maçon, ou du rabot comme le menuisier? — Il y a d'ailleurs un obstacle qui est à lui seul décisif : l'impossibilité de faire de l'exploitation autre chose qu'un ensemble de cultures locales, applicables à une région, non aux autres. Voici, par exemple, les fermes de Versailles : pourraient-elles offrir à l'élève venu du midi et destiné à s'y établir, des vignobles du Bordelais ou de l'Hérault, des plantations de mûriers et d'oliviers, des champs de maïs? — M. Tisserand ajoutait : « Le professeur ne devra pas faire l'histoire d'un pré de telle ou telle région, mais celle du pré; on ne devra pas y parler de telle ou telle irrigation, mais y faire la théorie complète de l'irrigation. On devra y enseigner les grandes lois de la production végétale et animale, et en discuter l'application aussi bien dans le Nord que dans le Midi, en France comme dans les autres parties de l'Europe et dans le Nouveau-Monde. Or, si l'attention des élèves et du professeur était constamment tournée vers les pratiques et l'administration d'un seul et même domaine, n'y aurait-il pas à craindre que l'instruction ne s'en ressentît, en faisant de la culture présentée journellement comme modèle l'idéal qu'il faudrait réaliser? » Notons cette dernière considération, elle marque bien tout ce que l'enseignement de Grignon avait d'insuffisant, et, dans certains cas, de nuisible : en l'absence d'une école supérieure, c'est là qu'affluaient des élèves des plus divers pays; il en venait même de l'Amérique du Sud, et que leur apprenait-on? Les procédés en usage dans cette partie de la France, force *recettes*, excellentes pour les départemens de la région, beaucoup moins utiles et parfois périlleuses à appliquer sur une autre terre, sous un autre ciel, dans un milieu différent. Ce qui

n'est pas moins concluant, c'est le témoignage de ceux qui ont vu de près l'ancien institut : que nous disent-ils? Que ces fermes qui coûtaient si cher, en réalité ne servaient presqu'à rien : maîtres et élèves n'y allaient guère, ils n'en avaient pas le temps, absorbés par la théorie. Est-ce à dire qu'il faille créer une école sans un pouce de terrain où l'on puisse faire des démonstrations et des recherches? Non, car ce serait priver l'enseignement d'un complément indispensable; mais établir, comme autrefois, une exploitation sur une vaste échelle, serait imposer à l'état une lourde charge, sans profit sérieux pour l'instruction.

La loi de 1876 évite les deux solutions extrêmes : elle adjoint à l'institut un champ d'expériences, véritable laboratoire dont l'étendue ne pourra dépasser 50 hectares. Mais où en sera l'emplacement? Cette question en appelait naturellement une autre : où sera établi le futur institut? à Versailles, ainsi qu'autrefois? L'ancien institut, on le sait, avait été installé dans les magnifiques bâtimens des écuries du roi. Aujourd'hui l'administration de la guerre les a ressaisis, et il serait pour le moins difficile d'obtenir qu'elle les abandonnât. Dès 1868, la commission supérieure de l'enquête agricole avait proposé Paris pour siége de l'institut; la société des agriculteurs, en son projet, faisait le même choix. C'est Paris que l'on a définitivement choisi, et cela par plusieurs raisons : d'abord, puisqu'il s'agit d'une école supérieure, véritable faculté des sciences agronomiques, où peut-elle être mieux placée, a-t-on-dit, qu'à Paris même, centre de toutes lumières? Là sont les plus riches collections, là sont les maîtres les plus célèbres, enfin, et ce fut sans doute la raison décisive, l'institut trouve un local tout prêt dans les bâtimens du Conservatoire des arts et métiers : il y peut être installé sans grands frais, tout en formant un établissement séparé. C'est M. Boussingault, croyons-nous, qui en eut la première idée, dès 1869. Il est vrai qu'en s'établissant au Conservatoire, ou d'une façon générale à Paris, on n'aura point le champ d'expériences sous la main; mais on objecte qu'il sera peu éloigné. On pourra s'y rendre facilement : l'administration a arrêté son choix sur la ferme de Vincennes; l'appropriation en sera facile et on aura le voisinage de l'école d'Alfort, du champ d'expériences de M. George Ville et des collections d'arbres fruitiers créées par la ville de Paris. Cependant nous persistons à regretter que l'institut ne soit point installé à Versailles, où il fut jadis. Versailles est admirablement propre à devenir le siége d'un enseignement supérieur de l'agriculture. Là, sans retomber dans les erreurs passées, sans se lancer dans les aventures d'une exploitation nouvelle, on pouvait profiter des ressources de toute nature qu'offrent son parc, ses jardins, ses bois, ses eaux,

ses campagnes voisines, et cette école d'horticulture qu'on y a dernièrement fondée. Ne pouvait-on pas y trouver ou y construire, sans trop de dépenses, les bâtimens nécessaires? Et qu'on ne dise pas que l'éloignement de Paris eût privé l'école des savans éminens dont on doit rechercher le concours! En bonne foi, cela n'est pas sérieux. Les moyens de transport sont devenus si nombreux, si rapides depuis que Versailles est la capitale politique! Les professeurs qui habiteraient Paris refuseraient-ils de faire ce que font chaque jour tant de sénateurs, de députés, de chefs de service, dont le temps aussi est précieux? On a beau nous citer l'exemple des instituts des pays étrangers, qui presque tous sont dans des capitales, il nous est difficile de croire que Paris soit le lieu le plus convenable à un enseignement qui a l'agriculture pour objet.

Les autres dispositions de la loi ont trait à la condition des professeurs et des élèves. Ces dispositions sont peu nombreuses, le législateur s'étant borné à tracer les grandes lignes en laissant au ministre le soin de régler les détails d'application. C'est ainsi que la loi ne contient aucune prescription sur le nombre des chaires; mais l'exposé des motifs du projet ministériel nous apprend qu'il y en aura quatorze (1), sans compter les conférenciers, répétiteurs, préparateurs, maîtres spéciaux, chefs de travaux, etc. La durée des études sera de deux années. Quant aux élèves, l'institut ne recevra que des externes qui se partageront en deux catégories, élèves réguliers, auditeurs libres. A l'ancien institut de Versailles, tous les cours étaient gratuits : ce principe n'a point été accepté par les commissions; il y aura donc une rétribution scolaire, peu considérable, il est vrai, puisqu'elle n'excèdera pas 300 fr. D'ailleurs l'état accordera des bourses : la loi de 1848 en avait prescrit quarante, ce qui était beaucoup; la loi nouvelle établit quatre bourses de 1,000 francs, deux de 500 francs et dix consistant dans la remise des droits scolaires. Ce chiffre est-il suffisant? Il est assez difficile de se prononcer à cet égard dès maintenant; on ne peut hasarder, sur la façon dont l'institut se recrutera, sur la situation de famille et sur le nombre même des élèves, que des présomptions et des conjectures; il importerait néanmoins que ce système de bourses fût organisé sur des bases assez libérales pour que l'apprenti d'une ferme-école qui, par son travail, aurait mérité d'obte-

(1) Entre lesquelles les matières sont réparties de la façon suivante : 1° mécanique; 2° physique et météorologie; 3° chimie; 4° botanique; 5° zoologie, entomologie et hygiène; 6° géologie et minéralogie; 7° agriculture générale; 8° agriculture comparée et histoire de l'agriculture; 9° génie rural; 10° zootechnie; 11° sylviculture; 12° viticulture, arboriculture et horticulture; 13° technologie, 14° économie rurale et statistique agricole. Jusqu'à ce jour cependant rien n'est définitivement arrêté.

nir une bourse à une des écoles régionales, — et l'on sait qu'une portion des bourses de ces établissemens est réservée à cet usage, — pût prétendre à la même faveur pour l'institut agronomique. Et en effet l'institut est destiné à former non-seulement des fils de riches propriétaires, mais aussi et plus encore peut-être cette classe de régisseurs éclairés qui nous manquent, et les professeurs qui devront enseigner dans les écoles régionales et dans ces chaires des départemens, dans ces cours nomades que l'on ne saurait trop encourager. A ces bourses il convient de joindre les missions que l'état accordera aux deux élèves qui, chaque année, sortiront les premiers de l'école, complément précieux d'une éducation scientifique que ces missions achèvent, comme les stages agricoles et les excursions à l'étranger complètent l'instruction de l'élève de Grignon.

Une question délicate était le mode de nomination des professeurs : conviendrait-il de mettre les chaires au concours, ainsi que l'on avait fait pour l'institut de Versailles? Les concours d'alors furent assurément sérieux, et l'on n'eut point à s'en plaindre. Toutefois le gouvernement et les commissions avaient d'abord repoussé ce principe, craignant qu'il n'eût pour effet d'écarter les maîtres les plus illustres. On a depuis adopté un moyen terme qui concilie les deux systèmes proposés : les nominations, pour commencer, seront faites au choix; plus tard, elles devront l'être au concours. De cette façon, le gouvernement peut aujourd'hui faire appel à des hommes éminens, tels que M. Léonce de Lavergne et, nous l'espérons, plusieurs autres, qui apporteront à l'institution naissante le prestige et la garantie de leurs noms.

Nous n'avons pas à insister plus longuement sur le dispositif de la loi; mais nous devons l'examiner à un point de vue qui au temps présent domine les autres, où tout esprit pratique doit se placer, mais où il nous semble qu'on s'arrête un peu trop complaisamment quand il s'agit de l'enseignement agricole : le point de vue du budget. — Combien va coûter l'Institut agronomique? quels seront les frais de premier établissement? quelles seront les dépenses annuelles d'entretien? On a beaucoup reproché à l'ancien institut les charges qu'il avait imposées au trésor : l'institut nouveau, à défaut d'autre supériorité, aura en tout cas le mérite de coûter peu. A Vincennes et au Conservatoire, les sommes nécessaires à l'appropriation des locaux et à l'installation des cours ne paraissent pas devoir dépasser 100,000 francs; pour cette année, le ministre de l'agriculture et du commerce s'est borné à demander l'ouverture d'un crédit de 130,000 francs; pour 1877, on atteindra 145,000 fr.; ce ne sera qu'en 1878 que l'institut, en plein fonctionnement, exi-

gera une somme de 190,000 francs : ce sera, nous dit-on, son budget normal. Il y a loin de là au budget de l'institut de Versailles, et, si les prévisions ne sont point démenties, il faut convenir que la charge sera légère, eu égard à l'importance des résultats qu'il est permis d'espérer, et la génération prochaine pourra admirer, non sans raison, qu'il ait fallu tant de prédications, d'efforts et de vœux répétés pour rendre à la France une institution si utile et si peu coûteuse. Aussi bien nous touchons là à une des causes de la faiblesse et de la langueur de tout notre enseignement agricole. On a été presque constamment à son endroit d'une parcimonie, disons plus, d'une avarice extrême. Ouvrez le budget, pour l'exercice 1877, du ministère de l'agriculture et du commerce, au chapitre IV, et calculez ce que coûte l'enseignement professionnel agricole dans toutes ses parties : les écoles d'agriculture (Grignon, Grand-Jouan et Montpellier) et l'École d'horticulture de Versailles, ensemble : 655,400 francs, dont il faut retrancher 310,330 fr., chiffre des recettes; reste 345,070 francs; puis viennent les fermes-écoles : 580,000 francs : les chaires et cours nomades : 70,000 fr. En ajoutant les subventions aux stations agronomiques (60,000 fr.), aux orphelinats et colonies agricoles (60,300 francs), ce qui est proprement en dehors de l'enseignement professionnel (nous ne parlons pas des bergeries et vacheries dont les produits couvrent à peu près les recettes), nous atteignons à un total qui dépasse à peine un million; joignez-y les 130,000 francs, plus tard les 190,000 francs que réclamera l'institut, vous toucherez à peine à 1,300,000! Et en regard de ce chapitre IV, considérez les trois chapitres concernant les haras, les remontes, les encouragemens à la production chevaline, ces 550,000 francs qu'on alloue religieusement chaque année pour le plus grand succès des « courses plates au galop, au trot, steeple-chases, épreuves d'étalons de demi-sang, primes de dressage, » — ces 100,000 francs de subvention aux écoles de dressage et d'équitation, — comptez les millions que les haras coûtent annuellement, et dites si l'on n'a pas été pour l'enseignement agricole, en lui reprochant ses dépenses, d'une injustice singulière!

A cet égard, il est instructif de jeter un coup d'œil sur les pays étrangers. L'Allemagne et surtout la Prusse nous offrent un exemple qui mérite bien qu'on le médite. Depuis cent ans, la Prusse, en son agriculture, a fait des progrès très supérieurs aux nôtres. Sans doute elle est encore loin de nous égaler, elle nous est sensiblement inférieure, mais il faut considérer son point de départ et les conditions défavorables où la nature l'a placée, avec un climat rigoureux, un sol ingrat, bien différens, sauf quelques régions, de

notre ciel et de nos champs. La prospérité qu'elle a atteinte, les produits qu'elle va sans cesse accroissant, ce n'est pas à la nature inclémente qu'elle les doit, c'est à la science et à l'enseignement. Voilà ce qui a transformé ces steppes sablonneuses. Et depuis plus d'un siècle, notez-le, l'état, en Prusse, est à l'œuvre. On ne s'est point attardé, comme ici, à des prédications stériles, aux vœux et aux projets, on s'est hâté de les mettre en pratique. De 1763 à 1788, Frédéric II, nous dit M. de Dampierre, dépensa une somme de 160 millions de francs pour la fondation d'écoles d'agriculture et la mise en valeur de terres incultes. Après Iéna, la Prusse, réduite à 7 millions d'habitans, fondait l'école de Mœglin avec Thaër pour directeur; en 1848, au lendemain de sa guerre malheureuse contre le Danemark, elle créait un ministère spécial de l'agriculture et multipliait ses écoles. Et pareillement en Saxe, c'est après Sadowa que le gouvernement établissait la faculté d'agriculture de Leipzig, qui ne compte pas moins de vingt chaires et trois stations agronomiques annexées.

Il en a été de même dans les autres parties de l'Allemagne, en Bavière, en Wurtemberg, dans le grand-duché de Bade, et aujourd'hui, outre 174 écoles de degrés divers : fermes-écoles, écoles moyennes pratiques, académies ou écoles régionales (dont une seule, celle de Proskau, possède un domaine de 1,000 hectares et 6,000 hectares de forêts), écoles spéciales d'horticulture, arboriculture, drainage, culture maraîchère, etc., l'empire renferme 10 facultés ou instituts supérieurs, à Berlin, Halle, Gœttingue, Kœnigsberg, Kehl, Munich, Leipzig, Heidelberg, Giessen et Iéna. Et nous ne parlons pas de l'initiative locale, qui se produit sous les formes les plus diverses, multipliant de tous côtés les comices, les stations, les cours nomades, en un mot, répandant la science par l'enseignement. Voilà le secret des progrès agricoles de l'Allemagne; voilà comment, pour certaines cultures industrielles, elle nous menace déjà de sa rivalité. En 1850, elle ne produisait que 575 millions de kilogrammes de betteraves à sucre, alimentant 148 fabriques; en 1873, 328 fabriques travaillaient plus de 3 milliards de kilogrammes! Si dans un pays naturellement pauvre l'instruction a pu parvenir si vite à de si grands résultats, dans quelles proportions chez nous n'aurait-elle pas dû accroître notre richesse agricole! Cet exemple de l'Allemagne, les autres nations l'ont suivi : l'Autriche n'est pas moins active : en 1872, elle a fondé à Vienne un institut agronomique; elle en a 2 aujourd'hui, 9 écoles moyennes, 27 écoles simples, etc. La Hongrie n'a pas moins de 4 écoles supérieures; elle vient de fonder une école de viticulture à Tarczal, dans le district de Tokaï; elle entretient 8 jeunes gens dans les établissemens des

pays étrangers. En Suisse, le *Polytechnicon* fédéral de Zurich s'est enrichi, en 1871, d'une section agricole et forestière; l'Italie, le Danemark et la Suède ont aussi leur enseignement : ce dernier pays a 3 écoles supérieures. Les États-Unis sont entrés dans la même voie. Et si l'Angleterre n'a pas un système d'instruction agronomique, c'est que la grande propriété, par son espritd' initiative et d'invention, par les capitaux abondans qu'elle applique avec intelligence à la mise en valeur du sol, la grande propriété dirige l'agriculture nationale. Encore n'est-elle point dépourvue d'enseignement : il existe des chaires spéciales à Oxford et à Cambridge. Il s'agit, on le voit, d'un besoin reconnu partout; de tous côtés nous viennent les exemples et les leçons.

Il y a quelques années, le chimiste Liebig, s'entretenant avec M. Dumas de l'avenir de ces deux sources de la richesse des états, l'agriculture et l'industrie, lui disait : « Je remarque que, pour l'agriculture, nous en sommes aujourd'hui où l'on en était pour l'industrie en 1824 ou 1825. » En effet, l'agriculture commence à peine d'entrer dans la voie nouvelle où l'industrie avance si merveilleusement. Ce retard tient-il seulement à la faute des hommes, à l'insouciance et aux préjugés de l'opinion, à l'incurie et à la parcimonie des assemblées délibérantes, qui marchandaient à ces utiles services les crédits les plus modestes quand elles en prodiguaient d'énormes aux plus folles entreprises? A la faute de l'administration, qui a aussi des reproches à se faire, car elle a trop souvent manqué d'activité, de confiance, de lumières, elle a laissé languir l'enseignement agricole au lieu de lui imprimer une impulsion diligente et suivie? A la faute enfin des propriétaires et des cultivateurs, trop attachés à la routine? Et devons-nous croire que l'application des sciences et la substitution des machines au travail manuel pourront accroître la production agricole dans les proportions dont l'industrie nous a donné l'étonnant spectacle? Cela est au moins douteux; les conditions sont pour cela, de part et d'autre, trop différentes. Il n'en est pas moins certain que si les progrès de l'agriculture ont été jusqu'à ce jour beaucoup trop lents, c'est qu'on n'a point su les hâter, et quand ces progrès doivent avoir pour effet d'augmenter par milliards le capital de la fortune publique, ils méritent bien qu'on les achète au prix de quelques sacrifices. S'il est vrai que l'enseignement agricole ne saurait produire de sérieux résultats, pourquoi continuez-vous des dépenses stériles? Que si, au contraire, vous estimez que l'efficacité en est réelle et reconnue, il faut savoir le répandre intelligemment et largement, non d'une main hésitante et avare, comme on l'a fait jusqu'à présent.

BÉRARD-VARAGNAC.

LA

VIE DE PROVINCE

EN GRÈCE

II.

LA LOCRIDE DES OZOLES (1).

Dans un pays dont l'histoire est aussi riche que celle de la Grèce, le voyageur contemporain ne songe guère à trouver de site inexploré. Éclairé des travaux de ses devanciers, il vérifie, corrige ou complète des découvertes, et recueille encore lui-même, sur les chemins déjà battus, bon nombre de documens ignorés, oubliés ou incompris, qui font la fortune de son expédition. Des contrées entières échappent ainsi à notre observation, et l'on pourrait se refuser à croire qu'aujourd'hui encore, non loin de nous, dans le Levant européen, au milieu de ce pays qui a tenu si longtemps en éveil le monde de la politique et de la science, toute une province reste inconnue, non-seulement des étrangers, mais des Grecs eux-mêmes. L'ancienne Locride occidentale (épizéphyrienne), que les indigènes confondent avec la Phocide et l'Étolie sous le nom unique de *Roumélie*, n'est aux yeux de tous qu'un désert, où s'élèvent Naupacte et Amphissa, silencieuses oasis auxquelles le classement

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

administratif a laissé le nom de villes. Tout ce pays est à bon droit considéré comme stérile et désolé, on le croit généralement inhabité; il passe surtout pour dangereux, en raison de la férocité des klephtes, qui en ont fait leur dernier refuge.

L'ennui d'un long séjour en Achaïe, l'accablement et la tristesse que le soleil d'été fait peser sur un étranger, isolé au milieu de toute une population endormie, me décidèrent à tenter seul une exploration que personne n'avait faite avant moi. Je partis dans les premiers jours de juillet.

I.

En face d'Aigion, de l'autre côté du golfe de Corinthe, sous la côte poudreuse de l'ancienne Locride, s'étend une petite île, étroite et longue, dont j'apercevais de ma fenêtre la maigre végétation. Les Grecs la nomment *Trisonia;* elle est habitée par trois ou quatre familles descendues des montagnes, et, me disait-on, dépourvue de toute espèce de ressources. Les hommes y vivent retirés, complétement étrangers au reste du monde, insoucians de tout ce qui peut sortir du cercle étroit de leur existence. Ils ne quittent pas leur île et forment une petite colonie sauvage, ignorante des progrès les plus élémentaires de la civilisation. L'impossibilité de trouver un compagnon qui pût me servir de guide m'avait déjà fait renoncer au désir de visiter cette île mystérieuse. L'année précédente, une bande de vingt-cinq ou trente jeunes gens s'était réunie pour traverser le golfe dans l'intention de passer un ou deux jours à Trisonia; mais on avait eu soin d'être en nombre, d'emporter des armes, des munitions, des victuailles, en un mot tout ce qu'il fallait pour affronter une terre presque inconnue qui passait pour servir d'avant-poste aux klephtes; personne ne se souciait plus d'y aller. Chacun me dissuadait encore d'y songer, quand j'arrêtai cette fois définitivement mon projet : je visiterais la petite île, et, s'il était possible, je pénétrerais jusqu'en Locride, laissant de côté les villes pour ne chercher que les villages cachés dans les montagnes. Je fis en secret mes provisions de route et de séjour, puis je descendis un matin avant l'aube vers le port. Deux *mangonès* (grands laïques) devaient traverser le golfe pour aller à Trisonia charger des pierres. Je m'embarquai sur l'une d'elles, n'ayant pour toute société que mon fusil et mon chien; nous partîmes au point du jour.

La faible brise du matin ne tarda pas à tomber, la chaleur devint bientôt intolérable. Le golfe, plus bleu que le ciel, transparent comme une glace, offrait une surface unie et tranquille que le sillage de notre bateau ridait à peine. Les matelots prirent chacun une lourde

rame, et, après quatre heures de cette lente traversée, nous touchâmes à l'île, au fond d'une petite baie dont les rives formées de roches blanches éclatantes comme du marbre se reflétaient dans les flots. Je descendis à terre, et je gravis les premiers blocs de pierre qui me cachaient l'île : incertain du côté vers lequel je devais me diriger, déjà accablé par la chaleur, j'écoutais, bien près de suivre leur conseil, les matelots qui me criaient encore de revenir à Aigion avec eux, le soir. La honte me retint, et j'avançai droit devant moi sans tourner la tête. — L'île était moins aride qu'elle ne le paraissait de loin : des buissons de houx, des aloès relevaient la monotonie de cette terre grisâtre et desséchée. La côte de Roumélie m'était cachée par une colline dont la crête s'étendait en face de moi de l'est à l'ouest, mais après une demi-heure de marche j'en avais gravi le sommet; un point de vue charmant et qui me saisit, s'étalait à mes pieds.

Autant le versant que je venais de traverser était sec et aride, autant l'autre, protégé contre les rayons du soleil par la grande ombre des montagnes de Roumélie, m'apparaissait luxuriant et fertile. Un bras de mer étroit, sombre et dont les rives semblaient fraîches serpentait entre la côte et le rivage de l'île dentelé de caps, d'anses et de ports découpés comme des miniatures. Un petit lac dormant, pâle à côté du bleu du golfe, gisait à mes pieds, dans un vallon, entre la colline et une seconde côte qui s'avançait au nord jusqu'à la mer; un troupeau nombreux de moutons, de chèvres, de jeunes chevaux et, spectacle nouveau pour moi, de bœufs tout blancs, courts et trapus, comme ceux que l'on retrouve sur les bas-reliefs anciens, paissait au bord de l'eau. Des arbres, de vrais arbres, poussaient vers le ciel leurs tiges droites et hautes, leurs têtes verdoyantes; sur le dos de la côte entre le lac et le bras de mer, tout autour d'un petit port, des maisons basses, crépies à la chaux, couvertes de toits de chaume et de pierres plates animaient ce site pittoresque.

Des hommes en costume grec de flanelle blanche et des femmes, la tête surmontée d'une serviette gracieusement nouée, allaient et venaient, les uns portant de chaque bras des bottes épaisses de paille, ou battant du seigle, les autres suspendant aux arbres ou à de grands pieux fichés en terre le linge qu'elles venaient de laver. — Je m'arrêtai confondu, étonné; depuis neuf mois que j'étais en Grèce, jamais pareil spectacle ne s'était offert à ma vue : c'était la paix, le travail, l'antique richesse des champs, c'était une population vivante, heureuse; je me croyais transporté dans un autre monde. Combien de fois ne me suis-je pas rappelé depuis cette vie calme de quelques familles que la terre et la civilisation semblent

avoir oubliées et que la nature s'est plu à combler, comme par hasard, de bien-être et de félicité dans le plus malheureux des pays!

Je descendis, et, côtoyant le lac, je m'approchai des maisons: les femmes, les enfans, qui m'avaient vu venir, attendaient curieusement sans rien dire; les hommes s'arrêtaient surpris, mais retrouvant bientôt leur calme insoucieux, reprenaient leur travail. J'abordai l'un d'eux, jeune encore, à qui j'adressai la parole. « Je suis étranger, lui dis-je; je viens pour voir ton pays, veux-tu me donner l'hospitalité pendant trois jours? » Il me regardait étonné; un instant, je craignis que, dans cette île, on ne parlât même pas le grec; mais, comme je lui renouvelais ma demande : — Sans doute, interrompit-il, je le veux bien, et je t'accueillerai comme mon frère; mais, tu le vois, ma maison est petite, tu seras mal ici. — Et il me montrait de la main le petit village. Je lui assurai que je m'y trouverais fort bien. — Reçois donc la bien-venue, continua-t-il en souriant, voici ma maison, viens avec moi.

Comme toutes les autres, c'était une cabane blanche et grise, très basse, et qui ne recevait le jour que par une étroite fenêtre percée à droite de la porte hermétiquement fermée; seulement un petit enclos large de deux mètres à peine tournait autour du mur, et quatre figuiers ombrageaient l'entrée. Ce luxe modeste la distinguait des autres et me fit préjuger que j'étais reçu par le plus riche propriétaire de la colonie. Le soleil, s'élevant peu à peu derrière les montagnes grises de Roumélie, venait de les dépasser et dardait sur nous ses rayons; nous étions au plus fort de la chaleur du jour, j'entrai dans la maison.

La chambre où je me trouvai était profonde et si sombre que je ne distinguai que graduellement tout ce qu'elle renfermait. Un parfum nouveau pour moi, presque indéfinissable, me saisit tout d'abord: c'était comme un mélange de ces odeurs champêtres qu'on respire en entrant dans la salle blanche et propre d'une ferme de France; il me semblait qu'il y avait là du lait, de la crême, du foin sec et du pain bis; en même temps, un air frais, froid en comparaison de la température extérieure, me pénétra de cette sensation délicieuse de bien-être qu'on ne peut apprécier que lorsque l'on a passé un été en Orient. Mon hôte referma la porte derrière nous pour ne pas laisser pénétrer la chaleur, et comme mes yeux s'habituaient déjà à l'obscurité qui régnait dans la salle, je vis sortir d'une seconde pièce, séparée de la première par une cloison à jour, une forme blanche qui vint à moi.

— C'est ma sœur, me dit le jeune homme; elle va nous préparer à dîner.

Je parvins à distinguer ses traits : de grands yeux noirs éclairaient son visage pâle et contrastaient étrangement avec l'ensemble de sa physionomie ; elle n'était pas belle, mais elle avait un sourire si franc, si jeune et si heureux, que cela réjouissait l'âme. — Elle eut bientôt fait de servir notre repas, et jamais, depuis que j'étais en Grèce, je ne déjeunai d'aussi bon cœur. Le temps passa bien vîte en causant avec mon hôte de sa maison, de sa famille, de Trisonia ou de l'Europe, et nous étions devenus grands amis après une heure de cette conversation, souvent interrompue par les exclamations naïves ou les éclats de rire de la jeune fille, gais comme un chant d'oiseau.

Toutes les grand'mères de la colonie, quelques jeunes gens, deux vieillards, silencieux et graves comme des patriarches, vinrent nous rendre visite. Je m'attendais à mille questions sur la France, l'Italie, sur ce qu'ils appellent *ta xéna* (l'étranger); à peine me demanda-t-on d'où j'étais. En revanche, chacun me donnait avec complaisance de longs détails sur tout ce qu'il savait. L'un, dans une langue pleine d'images et de poésie, transformait tout en légendes, et, bien que ce qu'il racontât fût souvent réel en plus d'un point, son récit avait toujours quelque chose d'étrange et de fabuleux. Une vieille femme confondait dans une seule idée la reine Olga, la Vierge Marie, et une néréide (nymphes auxquelles les Grecs croient encore); un autre affirmait qu'il n'y avait plus de Turcs, et ne connaissait d'estimables que les klephtes. Tout le monde parla, mais avec mesure, sans s'animer; les plus jeunes laissaient conter les vieux et ne les interrompaient qu'avec des ménagemens. Une sorte de politesse, des manières délicates, une douceur constante, étaient les premières qualités apparentes de ces colons d'un autre âge. Leur langage découvrait le calme et la pureté de leur vie; leurs phrases les plus simples avaient je ne sais quel tour gracieux, pittoresque, et n'étaient jamais banales. Je fus surtout frappé, non pas de l'ignorance invraisemblable que leurs moindres paroles laissaient deviner, mais de leur insouciance à l'égard de tout ce qui ne tenait pas entre les rivages étroits de Trisonia. Ils étaient cependant intelligens et doués pour tout comprendre, mais ils n'avaient ni curiosité, ni ambition; chacun semblait heureux de son état.

Quand nos visiteurs furent partis, je sortis avec mon hôte. Quel ne fut pas mon étonnement de voir devant toutes les maisons, couvrant la terre que j'avais foulée tout à l'heure, de grands tapis rouges, jaunes, bleus, étalés à l'ombre, sur lesquels dormaient indistinctement hommes, femmes et enfans; c'était la coutume dans l'île. La jeune fille jeta trois tapis sous les figuiers; tout pénétré du

charme de cette existence primitive, je fis comme tout le monde, et je m'étendis à mon tour.

Le soir, on soupa gaîment de *diavourti* (sorte de lait caillé), de galette noire, de fromage et de fruits; puis les jeunes gens et les jeunes filles, au milieu de toute la colonie amicalement réunie, se mirent à danser en chantant. La nuit était pure comme un beau jour de France, éclairée par les rayons de la pleine lune dans un ciel lumineux d'étoiles; une brise légère, encore tiède, soufflait de la mer et des montagnes voisines, semant d'étincelles sans nombre la surface argentée des flots. La danse finie, on étendit de nouveau les tapis devant les maisons, et chacun se drapant à sa guise s'endormit après avoir encore jeté à son voisin un fraternel bonsoir.

Je m'éveillai le lendemain; il n'était pas quatre heures*: les tapis étaient déjà enlevés, tout le monde était au travail. Je suivais dans un demi-sommeil l'agitation de ce petit peuple qui m'apparaissait comme en rêve : chacun profitait de la fraîcheur du matin pour avancer sa tâche. Les chèvres, les petits chevaux, les bœufs, broutaient en liberté autour du lac; un jeune garçon poussait devant lui dans l'intérieur de l'île un troupeau dont j'entendais tinter les cloches; des enfans barbotaient au soleil levant dans le petit port. Mon hôte, qui battait de l'avoine avec quelques hommes non loin de là, me souhaita bonjour et bonne heure (*kalimera, kaliora*) sans s'interrompre. Seul oisif au milieu de cette activité, je descendis jusqu'à la mer, où je me baignai comme avaient fait les enfans, comme c'est la coutume en Grèce, même à Phalère, et je me mis ensuite en chasse tout en visitant l'île. Son originalité tenait surtout à ses habitans; je n'y découvris rien qui me frappa. Le versant méridional était desséché; des aloès, quelques buissons trapus, des figuiers sauvages, s'étalaient sur les pierres; l'autre au contraire était relativement fertile; quelques parties en étaient cultivées, mais la récolte était déjà faite. Je rentrai sans avoir rien tué, cherchant à découvrir quelle révolution lointaine, quel mélange de sang ou quelle immigration avait pu placer sous le même ciel, habitant voisins les uns des autres la même terre aride, des hommes qui n'avaient entre eux d'autre lien que le langage et qui se sentaient si peu faits pour vivre en commun, qu'à trois lieues de distance ils ne se connaissaient guère que de nom.

Le reste de la journée passa comme la veille, et je vis bien qu'au milieu de ces gens simples et facilement heureux les jours se succéderaient tous semblables et sans accident nouveau. Nous avions beaucoup parlé de la *Roumélie*, cette côte si voisine que je pouvais atteindre à la nage, et que j'avais entrepris de visiter. Un

Rouméliote, ami de Kosta (c'était le nom de mon hôte), devait descendre de la montagne le soir même pour venir échanger à Trisonia quelque gibier contre des provisions; je ne voulus pas manquer cette occasion, et j'obtins de mon hôte qu'il lui proposerait de me conduire au village le moins éloigné. Le Rouméliote arriva avant la nuit, vêtu comme tous les paysans d'un manteau blanc à longs poils, tombant sur la foustanelle et, quand nous l'eûmes persuadé que mon dessein était sérieux, il s'offrit volontiers à me servir de guide. Le lendemain, dès l'aube, nous traversâmes le bras de mer dans une petite barque qui composait à elle seule la flotte de l'île; j'étais en Roumélie.

II.

La côte où je venais d'aborder constitue la limite méridionale de ce qu'on appelait autrefois la Locride épizéphyrienne ou *ozole*, c'est-à-dire *Locride puante*. Elle devait, dit-on, ce nom, qui la distinguait des deux Locrides opuntienne et épicnémidienne, aux émanations malsaines que dégageaient ses marais. — Il est difficile d'imaginer, en parcourant les montagnes arides de ce pays, qu'à aucune époque on y ait rencontré des marais, à moins que l'historien ne les place au fond des vastes forêts qui s'étendent vers le Nord, dans la direction du mont Cnémis. Quelques auteurs trouvent l'explication de cette épithète injurieuse dans la légende qui fait jaillir une source infectée de la montagne où furent ensevelis Nessus et les centaures. D'autres enfin pensent simplement que l'habitude de porter pour manteaux des peaux de chèvres non tannées avait seule fait surnommer Ozoles les anciens Locriens. Telles sont à peu près les connaissances que nous transmet l'histoire sur ce malheureux peuple, qui semble avoir été frappé dès son origine de toutes les malédictions. — Alors que les provinces voisines s'élevaient et grandissaient, la Locride ozole demeurait ce qu'elle était il y a plus de deux mille ans, quand une colonie des Épicnémidiens venait de la fonder. Au milieu des révolutions tumultueuses qu'ont soulevées simultanément tous les peuples de la Grèce, les Locriens sont demeurés stationnaires, endormis, insoucians de ce qui faisait l'ambition de leurs rivaux, satisfaits de leur misérable fortune, trop nonchalans pour vouloir jamais rien changer à leur état présent. Le temps ne transforma pas leur nature, et ce serait la source d'une observation intéressante : tout un peuple que nous avons vu s'isoler et demeurer sauvage au milieu des autres, dès son premier établissement, a gardé jusqu'aujourd'hui son caractère original. A côté de lui, les Phocéens avec leur bra-

voure, les Étoliens, par leur humeur belliqueuse et leur esprit de révolte, ont été mêlés à tous les bouleversemens de la Grèce. Nous trouvons l'Étolie surtout (1), toujours ambitieuse, avide, tour à tour indépendante ou sujette, se faisant l'alliée ou l'ennemie des Macédoniens, secondant ou entravant la conquête romaine; un instant, elle recouvre sa liberté, pour retomber bientôt sous le joug d'Amurah II, qu'elle essaie en vain de secouer en se donnant aux Vénitiens; et de nos jours deux dates et un grand nom, Missolonghi, tel est le passé de ce glorieux petit pays quand la Locride est demeurée sans histoire. — Insensiblement toutes ces réflexions me donnaient à croire que je remontais ainsi le courant des siècles, et quand je touchai du pied ce rivage que le monde et la civilisation avaient toujours laissé dans l'oubli, je ne songeais pas au pays inconnu, à l'horizon nouveau, il me sembla que j'abordais à quelque terre des temps passés.

Après avoir traversé vers l'ouest une vaste plaine couverte de lauriers roses, nous nous engageâmes au nord, dans les montagnes, par un sentier à peine indiqué sur le sol; à mesure que nous avancions, le paysage changeait d'aspect : çà et là, quelques vallons profonds, des gorges sombres, se découvraient tout à coup serrés entre les montagnes, tout couverts d'une végétation pressée et vigoureuse que les rayons du soleil avaient épargnée. Ce contraste étrange, au milieu des crêtes les plus arides et les plus desséchées que j'eusse jamais vues, reposait l'œil, et, répété fréquemment, rompait la monotonie de la route et rendait notre voyage moins pénible. Quand la chaleur devint intolérable, nous nous arrêtâmes sous un petit bois de mûriers dont les ombres épaisses couvraient de grandes taches noires un tapis de mousses toujours vertes, près d'une source d'où s'échappait une eau fraîche et vive, qui ne rappelait en rien la légende de Nessus. Une jatte de *diavourti* que mon guide avait volée en chemin à un petit chevrier fit tout notre repas, le seul supportable, sous ce ciel brûlant qui ne laisse plus à l'homme d'autre désir qu'une soif continuelle.

Après deux heures de repos sous cet abri, nous repartîmes, et le soir nous entrâmes à Maradja; c'était le village où devait me laisser mon guide. Maradja s'étend sur une montagne plus basse que celles qui bordent le golfe, mais plus sèche et plus brûlée s'il est possible; une trentaine de maisons disséminées, un peu plus hautes que les maisons de Trisonia et de construction plus variée, laissent pousser entre elles quelques mûriers chétifs et rabougris au feuillage jauni. Toutes sont construites en pierres prises dans la

(1) M. Bazin, *Mémoire sur l'Étolie.*

montagne, des pierres noires, ce qui donne au village déjà silencieux un aspect sombre et triste. Tous ces hommes aux figures longues, osseuses et cruelles, ne détournaient même pas la tête pour regarder *l'étranger*. On lisait dans leurs yeux l'indifférence, l'apathie de ces malheureux, qui se sachant éternellement condamnés à souffrir, laissent passer sans en rien attendre les jours sur les jours, les années sur les années, et trouvent déjà trop pesant le seul souci de subvenir, au milieu de cette nature ingrate, aux premiers besoins de leur existence.

Mon guide me conduisit à une maison qu'il connaissait, où l'on nous fit, comme partout en Grèce, cet accueil simple et cordial que j'avais déjà rencontré à Trisonia, puis il me quitta en m'assurant que durant tout mon séjour l'hospitalité de ses amis ne me ferait pas défaut. Cette promesse ne m'empêcha pas de songer que je me trouvais dès lors seul, inconnu, au milieu du peuple le plus mal famé de Grèce, et j'aurais déjà regretté d'avoir étendu mon excursion, si mes regrets n'eussent pas été désormais inutiles. — La salle où j'étais livré à mes réflexions était assez grande et claire, bien que la soirée fût déjà avancée; une minute suffisait pour en connaître les détails : un petit bahut noir, trois escabeaux de bois à peine dégrossi, deux tapis étendus l'un sur l'autre, une cheminée large et basse dans laquelle fumaient, sans brûler encore, quelques branches sèches, c'était là tout l'ameublement. Une femme jeune, mais déjà ridée et la poitrine flétrie, filait près du foyer et poussait du pied, en récitant tout bas des chants incompréhensibles, un berceau d'enfant posé à terre et creusé dans un tronc d'arbre. L'enfant était soigné dans sa couchette rustique, et sa figure pâle avec ses grands yeux noirs n'avait rien de maladif; sa chemisette était très blanche et tranchait sur la couverture rouge dont il avait le bas du corps enveloppé; de temps en temps il agitait en l'air ses petits bras et souriait; il finit par s'endormir, et je sortis sans bruit pour ne pas l'éveiller.

La soirée était fraîche et pure, je voulus voir de près ces maisons d'un genre nouveau pour moi. Les rayons de la lune glissaient entre les murailles toutes noires et brillaient à travers le feuillage des arbres à demi dépouillés; les unes, enveloppées d'une auréole lumineuse, apparaissaient perchées sur une pointe de rocher, plus élevées que les autres, comme les tours carrées d'une vieille forteresse turque; d'autres, plus bas, dans l'ombre, noires et tristes, semblaient inhabitées; une autre, percée de deux fenêtres longues et étroites, brillantes à la lueur rougeâtre d'un feu ou d'une lampe comme deux tisons ardens, semblait au contraire animée et bruyante; une petite terrasse s'avançait devant la porte couverte de vigne sau-

vage; cinq ou six Rouméliotes y étaient étendus, chantant et parlant tous ensemble. Je m'assis près d'un arbre, et sans qu'ils m'aperçussent, j'y demeurai pour les voir et les entendre; ce spectacle me rendait la gaîté et me fit oublier mes appréhensions.

Je rentrai chez mon hôte, tranquille, résolu à payer d'audace et de confiance : une dizaine de palikares, plus curieux sans doute que les autres, s'y étaient réunis et m'attendaient. Ils me parlèrent de leur montagne et de la vie qu'ils menaient dans ce triste séjour, sans s'en plaindre pourtant, s'animant au contraire à conter leurs exploits à la chasse et les prouesses de leurs amis les klephtes, quand ils venaient les visiter. Leur visage avait alors une expression si féroce, que mon assurance était à chaque instant bien près de me quitter; mais je leur racontais à mon tour quelques coutumes étranges pour eux de la vie européenne, et ils prenaient plaisir à m'écouter.

—Nous avons ici, me disait l'un d'eux, une chasse très abondante; les lièvres et les perdrix ne manquent pas, on en pourrait tuer beaucoup; mais nous n'avons pas de fusils, nos armes sont vieilles et mauvaises. — Je vis bien que mon fusil anglais et ma poire à poudre flattaient fort leurs regards; la conversation roula bientôt en effet sur ce sujet, et peu à peu chacun se saisit des différentes parties de mon équipement. — Voilà un beau fusil, s'écriait l'un, et il doit porter loin la balle ! — Ah ! c'est une bonne arme, ajoutait un autre, on pourrait bien tuer avec cela deux hommes à cent pas. — Combien coûte-t-il, me demanda un troisième; en as-tu un autre?

Mon inquiétude grandit encore malgré moi; je sentais courir dans tout mon être ces frissons légers dont rougit si fort notre amour-propre, en me voyant à la merci de tous ces hommes aux figures de bandits, aux instincts sauvages, et je suivais d'un regard mélancolique mes armes qui passaient ainsi de l'un à l'autre. — Je n'avais qu'à me résigner; je retirai en riant mon fusil des mains de celui qui le tenait, et m'adressant à son voisin, qui m'avait parlé le dernier : « Vous le trouvez beau, lui dis-je, à quoi pensez-vous? il est détestable! Ah! si vous voyiez l'autre, celui que j'ai laissé à Aigion et que je regrette tant de ne pas avoir apporté! — Ici tous les regards brillèrent, et chacun m'écoutait bouche béante. — Oui, continuai-je, c'est un fusil plus lourd et de plus longue portée; il supporte une double charge, et le canon est damasquiné. — A ces mots, chacun m'interrompit, et l'on me demanda pourquoi j'avais apporté le mauvais. — Ah ! j'ai fait une faute, repris-je, mais votre montagne me plaît, et j'y veux revenir; alors j'aurai soin de prendre le beau fusil, et de la poudre et du plomb en grande quantité. —

Du tabac aussi! s'écria l'un d'eux. — Sans doute, du tabac, et tout ce qui pourra tenir dans mon sac, lui répondis-je, car cette fois je resterai un long mois à Maradja, nous chasserons ensemble et nous tuerons tout le gibier de la montagne.

Il est difficile de tromper un Grec; mais j'y mis tant d'ardeur et de conviction qu'ils me crurent, et qu'ils applaudirent à mes dernières paroles. En attendant, il était convenu que, le lendemain matin, deux d'entre eux viendraient me prendre pour chasser. On se quitta sur cette promesse; je constatai que ma poire à poudre avait déjà disparu, et j'aurais dormi d'un fort mauvais sommeil si la vermine n'eût pas suffi à me tenir éveillé; on ne pouvait coucher dehors; les nuits, si douces à Trisonia, étaient fraîches et humides ici; un air malsain qui seul justifia, durant mon séjour, le surnom de *puants* donné aux Locriens, courait sur la montagne et, disait-on, donnait la fièvre. Je m'étais installé dans la maison, sur un mauvais tapis, couché sur mon fusil. Deux hommes s'étaient étendus par terre, près de moi; la femme dormait au fond de la pièce, la main sur le berceau de l'enfant. Pendant que je suivais vaguement du regard ce tranquille spectacle, à peine distinct à la clarté de la nuit, de mon tapis, de mes voisins, une légion d'insectes se jetait sur moi, m'envahissant tout entier, par le cou, par les jambes, par les bras; je les sentais monter, descendre, en bandes toujours renouvelées, et j'étais couvert de mille piqûres, quand, n'y pouvant plus tenir, je sortis pour marcher au grand air et me dérober autant que possible à la voracité de mes ennemis.

Le soleil n'était pas levé que les deux palikares étaient déjà près de moi. J'aurais voulu un peu de poudre; ils m'affirmèrent que je n'en avais pas la veille, et que d'ailleurs il fallait renoncer à en trouver 10 grammes dans tout le village. Que faire? Je partis avec eux, bien résolu à réserver les deux coups de mon fusil chargé à balles, et je passai la matinée aussi désespéré que peut l'être un chasseur qui fait lever à chaque pas lièvres et perdreaux à profusion sans pouvoir les tirer. Je me trouvai heureux de rentrer quand j'eus parcouru toute la montagne. J'allais racheter le soir même toutes ces déceptions par une excursion au *Xéro-Vouni* (montagne desséchée), la plus haute cime de la Locride-Ozole, d'où j'ai découvert le panorama le plus étendu que l'on puisse rêver, le plus digne d'attirer ces voyageurs qui ne reconnaissent de grandeur et de beauté qu'à la nature, et qui cherchent, au prix de mille fatigues, à la surprendre encore sauvage et vierge.

Mes deux nouveaux amis s'étaient vite attachés à moi; je trouvai moyen d'en tirer le meilleur parti possible en leur demandant de me conduire au sommet du Xéro-Vouni. Tous ces gens-là, encore

semblables en tout à leurs ancêtres, passent la journée sans rien faire; n'ayant ni argent à garder, ni vignes, ni oliviers, ni champs à cultiver, leurs distractions consistent à dormir ou à courir les montagnes en quête de gibier pris au piége ou de quelque chevreau égaré. Ma proposition leur agréa donc, et nous partîmes quatre heures avant le coucher du soleil. Il nous fallait, pour arriver, faire d'assez longs détours, bien que Maradja fût située sur une des hautes crêtes qui descendent du Xéro-Vouni. — Nous marchions très vite, dans un sentier étroit, à peine dessiné sur le versant rapide de la montagne; le sol était tellement brûlé par le soleil que les cailloux, éclatant et se fendillant en mille parties, avaient semé la route d'une multitude de petits carrés et de triangles pointus sur lesquels on courait le risque de se déchirer les pieds et les mains en glissant. La pente en outre était très raide et, malgré l'habitude que j'avais de ces ascensions, je devais mettre toute mon attention à ne pas tomber.

L'attitude de mes deux guides m'avait rassuré complétement le matin; mais le sort voulut que je retrouvasse avec le soir toutes mes appréhensions de la veille. Un peu avant notre départ, j'avais vu les deux Rouméliotes causer bas entre eux et longtemps, et je m'étonnai de leur voir prendre tous deux leurs longs fusils albanais; en même temps, je leur trouvai pour la première fois des figures féroces, et mon imagination eut bientôt découvert que leur plan était fait et leurs mesures prises. J'hésitais encore à savoir s'ils m'exécuteraient eux-mêmes ou s'ils me livreraient simplement à leurs amis les klephtes, quand le plus sauvage de mes deux guides me dit qu'il était temps de partir. Je le suivis, et nous n'étions pas depuis dix minutes dans la montagne que toutes mes incertitudes étaient fixées : c'étaient bien eux, et eux seuls, qui se chargeraient de cette funeste besogne. Voici comment je m'en étais assuré : quand le sentier devint si étroit qu'on n'y pouvait passer qu'un à un, j'usai de toute la diplomatie dont j'étais capable pour me placer le dernier, espérant ainsi égaliser un peu les chances. Vains efforts; l'un consentait bien à marcher le premier pour me guider, mais l'autre, n'ayant plus ce prétexte, s'obstinait à me laisser l'honneur de le précéder, en sorte que je me trouvais, en dépit de toute ma prudence, contraint de marcher entre les deux. Avançant toujours avec précaution pour ne pas rouler dans un précipice, à chaque détour du sentier, quand la pente devenait plus raide, il me semblait sentir le long fusil du Rouméliote braqué dans mon dos, et je pensais alors que c'en était fait de mon fusil anglais et de moi-même. Ce qui rendait encore mes appréhensions plus piquantes et plus cruelles, c'est que je n'osais pas me retourner pour avoir le cœur

net sur ma situation, car enfin je n'étais pas tout à fait sûr encore, et les Rouméliotes sont si susceptibles que ma défiance leur eût très probablement inspiré le projet que je leur supposais, s'ils ne l'avaient pas déjà formé.

Cependant nous marchions toujours, et ce maudit sentier me paraissait ne devoir jamais finir; je le voyais serpenter devant nous, monter, disparaître derrière une roche, puis reparaître, et je me disais que nous en avions encore pour bien longtemps. Tout à coup je m'arrêtai, les yeux braqués sur l'horizon, à un endroit où le petit chemin disparaissait encaissé entre la montagne et des rochers. Cette fois j'avais bien la certitude, mais je m'étais trompé tout à l'heure sur le mode d'exécution : ils venaient me livrer aux klephtes! En effet, je les voyais, très loin encore, mais je les voyais; les derniers rayons du soleil éclairaient leurs toques rouges, et leurs longs fusils d'acier brillaient sur leurs épaules. Ils descendaient toujours à demi cachés, mais j'apercevais distinctement leurs têtes; je les comptais, ils étaient six. Malgré ma surprise, je m'étais remis en marche sans rien dire, mais je serrais contre moi mon fusil, résolu, puisqu'il le fallait, à une énergique défense. Toutes les sombres pensées qu'évoque un moribond à sa dernière heure m'assaillirent à la fois, tandis que mes deux guides marchaient toujours, silencieux et semblant ne rien voir. Les brigands étaient cependant maintenant tous en vue; ah! je les distinguais bien, avec leurs foustanelles grises, leurs *scaltsès*, leurs manteaux noirs et leurs belles armes. Je ne sais quel grand parti j'allais prendre quand tout à coup le palikare qui me suivait, s'adressant à son compagnon : — Tiens, les soldats! dit-il. — Les soldats, répétai-je stupéfait. — Il me sembla que je m'éveillais d'un mauvais rêve, et je n'en pouvais pas croire mes oreilles; les soldats, disais-je encore en moi-même, les soldats!.. A la pensée de tout ce gros drame que mon imagination venait de forger, je partis d'un franc éclat de rire, au grand étonnement de mes palikares insoucians, et je me dirigeai vers la petite troupe qui allait nous aborder.

Mes appréhensions étaient dissipées; mais il fallait que je fusse à présent bien prévenu en faveur des nouveaux arrivans pour reconnaître en eux ce qu'ils étaient réellement. Jamais pareilles figures ne s'étaient offertes à ma vue : ils étaient six, à la mine plus sauvage et plus repoussante les uns que les autres; leurs costumes sordides, graissés et salis à dessein, n'avaient plus conservé trace de leurs couleurs primitives; le fez seul était rouge et tranchait sur la peau brûlée de leur visage. Tous avaient de bons fusils et de belles armes à la ceinture; l'un d'eux portait sur les épaules un chevreau égorgé, ravi dans la montagne à quelque berger. Ils con-

naissaient mes deux amis et se rendaient à leur village pour s'y reposer d'une longue battue. La conversation du reste ne fut pas longue, et nous les laissâmes regagner Maradja, où nous les devions rejoindre trois heures après.

Le reste du chemin me parut court et facile; j'appris, durant le trajet, que ces soldats étaient de ceux qu'on envoie dans les montagnes pour inquiéter ou découvrir les klephtes, mais qu'ils étaient plus redoutés dans les villages, à cause de leurs violences et de leurs vols, que les klephtes eux-mêmes. J'interrogeais encore quand un de mes deux palikares interrompant : — Voici que nous arrivons, dit-il, il faut monter à pic jusqu'au sommet, nous vous attendrons là. Je gravis non sans peine une pente presque droite qui n'offrait, sur un sol de pierres friables comme du sable et coupantes comme du verre, aucun point d'appui; à mes pieds se déroulait le plus beau spectacle que j'aie jamais contemplé.

Le soleil se couchait, à ma droite, dans la mer Ionienne, derrière les hautes montagnes au pied desquelles s'étend Missolonghi; — l'horizon, tendu de pourpre éclatante sur le côté de l'Occident, se nuançait de toutes les teintes du prisme combinées à l'infini, depuis le rouge ardent du crépuscule jusqu'au bleu du ciel encore pur au-dessus de nos têtes. Des nuages légers comme des flocons de neige, immobiles dans le lointain, prenaient successivement aux derniers rayons du soleil des tons indécis et variés, changeant d'aspect et pâlissant à mesure que la lumière baissait; quelques-uns, plus bas et tout roses, semblaient effleurer la surface immense et tranquille de la pleine mer.

En face de moi, à mes pieds d'abord, descendent jusqu'au golfe, les unes au-dessous des autres, comme les degrés d'un escalier gigantesque, les hautes montagnes qui me séparent de la mer. Sur la plus proche, presqu'au sommet, j'aperçois mon village, Maradja, aux maisons noirâtres, à peine distinct au milieu de ses arbres.

Plus bas, c'est le golfe dont je suis, nettement dessinées sur l'azur des flots, les rives capricieuses et pittoresques. Trisonia, coquettement couchée dans sa verdure, se distingue la première, séparée de la côte par un long ruban bleu. — En face encore, de l'autre côté du golfe, Vostizza brille à peine sur la haute falaise; elle semble de loin adossée aux montagnes et perdue dans les plaines de vignes et d'oliviers qui descendent à ses côtés; les lits desséchés des deux torrens l'encadrent et rehaussent sa riche végétation. Au-dessus, le Mavrithioti dresse sa cime escarpée, dentelée comme une scie, et sa surface toute noire ferme le tableau. Derrière encore émergent de hauts sommets couverts de neige, des pics inconnus des montagnes les plus élevées du Péloponèse, et que je

ne pouvais apercevoir d'Aigion. — A l'ouest et à l'est, — toujours en face, — d'autres montagnes verdoyantes se succèdent au bord du golfe, depuis Corinthe, Acrita, jusqu'à Patras, tandis que d'autres, plus hautes encore, lèvent leurs têtes dépouillées derrière elles, empruntant aux feux de l'horizon les teintes les plus diverses.

Devant l'étendue d'un pareil tableau le regard de l'homme devient trop étroit; il ne suffit plus à saisir tout cet horizon d'un seul coup d'œil. — Le golfe, bleu comme un lac, semé çà et là de quelques voiles latines blanches, tourne légèrement à l'ouest vers Naupacte, la ville aux vieux créneaux, et se resserre un peu plus loin entre ces deux aiguilles de terre qu'on a appelées « les petites Dardanelles, » portant à leur extrémité deux anciens forts construits là pour garder l'entrée, et qui, lassés d'une longue inaction, semblent se menacer l'un l'autre.

Plus loin encore, deux presqu'îles s'avancent dans le golfe et forment avec les deux forts une sorte de lac ouvert aux deux côtés. Le golfe alors s'élargit et découvre Patras, aux maisons blanches, dispersées dans la plaine; les basses montagnes qui l'entourent me permettent d'apercevoir, dans un océan de douce lumière rosée, les montagnes bleuies de Zante, l'île des fleurs. Elle s'étend tout entière sur la mer Ionienne déjà pâlie; un large bras de mer serpente entre ses rives et la côte fertile de Pyrgos et de Gastouni, et au-dessus la pleine mer brille, rongée par la presqu'île ronde de Kalogria, l'ancien promontoire Araxus, qui s'avance au nord-est de Zante. — Au-dessus encore, tout à fait à l'ouest, la riante Ithaque avec ses hautes montagnes bleues couronnées de feu, et d'autres petites îles semées tout autour, éclatent comme une parure de rubis sur le rivage déjà sombre de Céphalonie.

La plume ni le pinceau ne sauraient rendre dans leur entière vérité les impressions de toute sorte qui me frappèrent à ce moment, pas plus que mes regards ne pouvaient embrasser dans son ensemble l'immensité de ce spectacle. Les couleurs si variées et pourtant si distinctes se confondent dans la mémoire éblouie; les impressions multipliées à l'infini dans notre esprit ne trouvent plus de termes pour s'exprimer, et l'âme se concentre muette dans un sentiment forcément unique d'extase et de contemplation. Je ne pouvais détacher mes yeux de ce tableau ; tout ce que j'avais lu, tout ce que j'avais appris, me revenait à la pensée; il me semble que j'ai mieux compris à cet instant pourquoi l'antiquité ne cherchait pas dans le vague de l'infini la demeure de ses dieux : en présence de cette nature si grandiose, l'homme ne pouvait rêver pour eux de plus splendide séjour que ces belles montagnes qu'un soleil d'or éclaire, et dont les cimes brillantes semblent toucher aux cieux.

La nuit venait, claire, silencieuse, comme toutes les nuits d'Orient; à peine entendais-je encore, avec le dernier appel du berger, résonner le tintement des clochettes d'un troupeau de chèvres broutant au-dessous de nous quelques pousses perdues. L'atmosphère, déjà tiédie par la brise, fraîchissait peu à peu, et je laissa mes yeux flotter longtemps encore sur tout cet horizon, sans que mes guides troublassent par une parole la ferveur de mon admiration. Eux-mêmes, assis loin l'un de l'autre au-dessous de moi, leurs longs fusils albanais appuyés à l'épaule, ajoutaient encore à la beauté de ce tableau en le rendant plus vivant avec leur costume pittoresque. Avant de quitter ce sommet, je jetai les yeux derrière moi, au nord : l'horizon était fermé dans le lointain par la lisière des montagnes boisées, dans la verdure desquelles se distinguaient, comme des nuages blancs, trois petits villages isolés, dans la direction d'Amphissa (Salona est le nom moderne d'Amphissa). Je demandai leurs noms : c'étaient Milia, Sotina et Maladrino.

Je descendis enfin, et, nous laissant glisser au hasard sur la pente des montagnes, nous nous retrouvâmes bientôt sur ce sentier où j'avais cru ma dernière heure arrivée. Le départ et le retour ne se ressemblaient guère; j'allais maintenant l'esprit libre, tout au souvenir du tableau que j'avais vu se dérouler devant moi; jamais je n'avais été plus ému au spectacle de la nature. Souvent le charme qu'on lui trouve tient plus à nous qu'à elle-même, selon qu'elle s'accorde plus ou moins avec la disposition de notre âme; mais ici l'homme n'est rien, la nature est tout; elle s'impose, et l'admiration n'est pas surtout un cri du cœur, c'est un ravissement de la raison, un éblouissement de la vue. Seul depuis des siècles, j'avais joui de ce grand spectacle qui me faisait oublier les points de vue les plus admirés des Alpes et des montagnes d'Écosse; — pas un homme en Grèce n'avait pénétré même jusqu'à Maradja; les seuls témoins de toutes ces splendeurs étaient des peuplades sauvages dont l'admiration silencieuse ne songeait pas à s'exprimer.

Les lumières et les feux du village nous apparurent au détour d'un chemin, et nous fûmes bientôt de retour au logis. Les soldats s'étaient installés sur une petite place en face de notre maison, et se tenaient couchés par terre, en cercle, autour d'un grand feu où rôtissait leur chevreau. Ils saluèrent notre arrivée de bravos et de bruyantes exclamations, et je vis bien à leur attitude que la soirée se passerait plus animée que la veille : à l'exception de celui qui surveillait le feu, les soldats s'étaient levés au-devant de mes deux amis, et, sans faire attention à moi, se prenant tous les cinq par la main, voulurent les entraîner dans leur danse improvisée. Tous

deux préféraient en ce moment des plaisirs plus calmes et surtout le repos; ils résistèrent et vinrent me rejoindre. La petite troupe n'en continua pas moins; ses cris et ses chants remplirent bientôt tout le village.

Nous étions rentrés, et de la fenêtre je ne les perdais pas des yeux; le mouvement de la danse, la chaleur du feu et le bruit même qu'ils faisaient augmentaient leur ivresse, que de trop fréquentes libations avaient déjà commencée. Le rhythme du chant irrégulier, sans cesse interrompu par de grossiers éclats de rire, retardait ou arrêtait leurs pas; souvent l'un d'eux tombait, ou bien, sautant en poussant un cri aigu, empêchait les autres de danser. C'était une gaîté répugnante, le commencement d'une orgie. Je considérais à la fois cette troupe de soldats bandits et les quelques paysans indigènes qui formaient cercle autour d'eux. Certes tous ces misérables se montraient les dignes descendans de leurs ancêtres les Locriens-Ozoles : paresseux, insoucians, grossiers, cruels, voleurs même, ils n'avaient aucune des qualités qui rendent un peuple aimable; mais on sentait du moins vibrer chez eux des sentimens correspondans aux nôtres : ils parlaient de leur pays, de leurs enfans, de leur famille, de leur religion, et leur naturel s'adoucissait dans la conversation. Chez ces soldats, au contraire, je ne découvrais qu'un orgueil stupide, tel qu'on ne saurait se l'imaginer; paresseux en outre, et, plus que les autres, ignorans, malpropres, honteusement vicieux, ils sont les seuls hommes en Grèce que j'aie vus ivres, et leur ivresse est horrible. L'armée grecque d'ailleurs ne saurait être comparée en rien à ces compagnies franches, laissées sans surveillance dans les montagnes, et qui forment un corps tout spécial.

La femme de mon hôte nous avait apprêté durant ce temps le repas du soir; comme les soldats retombés à terre commençaient à couper en morceaux leur rôti, elle m'appela de mon côté, et nous fîmes notre dîner au bruit des vociférations dont retentissait tout le village. Quand nous sortîmes, la troupe nous apparut plus nombreuse et la petite place plus encombrée. Les paysans, attirés par les chants des soldats et l'odeur du chevreau, étaient venus un à un les rejoindre. On faisait cercle autour de chaque soldat, et on les écoutait conter leurs galans exploits et débiter leurs rodomontades. L'un s'écriait tout haut qu'il avait tué quatre klephtes avec son bon fusil et qu'il leur avait coupé la tête. Un autre serrait le bras d'un paysan tremblant d'effroi et le regardant les yeux dans les yeux : Moi, je ne crains personne, et quand j'ai bu seulement un verre de raki, je me battrais seul contre dix. Le plus vieux parlait de ses amours. « Et la petite Catina de Galaxidi, mon âme, tu ne la con-

nais pas bien! Elle est venue avec moi dans la montagne, elle nous a suivis pendant un mois et serait encore avec nous, si je ne l'avais pas renvoyée. Quand j'entre à la ville, toutes les femmes me regardent, et je suis, moi aussi, comme le pacha, je choisis celle que je veux. Un jour, la petite Marie, la blanche, la belle Maritza... » et il commençait une triste histoire dont il se faisait le héros. La plupart des assistans demeuraient attentifs, et la petite place était fort tranquille en ce moment; elle offrait en revanche un coup d'œil frappant : éclairés par les hautes flammes du feu qui brûlait toujours, ces différens groupes d'hommes aux costumes blancs ou gris péroraient, s'agitaient sous les arbres. Les fusils brillaient, rangés en faisceau au milieu de ce va et vient de silhouettes animées, tantôt sombres, tantôt colorées aux reflets rougeâtres des flammes quand elles approchaient du feu. La lune était voilée à cet instant par un nuage presque immobile, et tous ces costumes enveloppés d'une lueur pourpre, découpant autour d'eux de grandes ombres noires aux contours bizarres, produisaient au milieu des sombres maisons du village un effet extraordinaire.

L'animation générale tombait; les conversations avaient duré longtemps et chacun s'en lassait. On s'était peu à peu groupé autour du feu; quelques-uns se mirent à chanter :

« Je t'aime et je t'adore, — mon petit oiseau, mon cœur, — et personne ne le saura, — si ce n'est tout mon bataillon! »

Ce fut le signal : soldats et paysans se donnèrent la main, et, la chaîne formée, le cercle s'élargit, la danse commença. Tranquille d'abord, le mouvement s'accentua et se précipita bientôt, les chants grandirent; en quelques minutes, ce fut une sarabande indescriptible.

La chaîne s'était étendue, allongée, puis repliée sur elle-même en colimaçon, gardant toujours au centre le feu et les fusils. Un des soldats menait la tête, agitant de la main gauche une mantille rouge élevée en l'air, que le second danseur tenait de la main droite; les autres suivaient, marchant et tournant tour à tour. Des femmes accroupies le long des murs suivaient ardemment des yeux ce spectacle; elles battirent des mains. Alors le mouvement redoubla; ce fut comme un vertige, une danse fantastique au milieu d'un fracas inoui. Les plus proches du feu passaient rouges devant la flamme, baissant et levant les bras ensemble; derrière eux, confondus avec leurs ombres, les autres venaient, hurlant et sautant à l'envi. Par instans, quand la chaîne s'écartait, un rayon ardent de lumière glissait jusqu'au fond de la place, et l'un des derniers dan-

seurs se trouvait tout à coup seul, éclairé d'une lueur éclatante. Il y avait là quelque chose d'infernal, et, tandis que mes yeux suivaient fascinés cette longue grappe d'hommes, mon imagination y croyait voir des démons plutôt que des êtres humains.

Enfin l'un d'eux tomba, puis un autre; et la moitié des danseurs épuisés restèrent sur place et s'endormirent là, pêle-mêle, à la belle étoile. Quelques instans encore, les flammes mourantes du feu les distinguèrent les uns des autres; bientôt tout se confondit, et les rayons argentés de la lune éclairèrent seuls dans le silence de la nuit ce singulier sommeil. Mes deux palikares n'avaient pas résisté à l'attrait de cette fête, et s'étaient mêlés après le dîner à la danse commune. L'un d'eux rentra et s'étendit par terre sans me parler; je me couchai moi-même pour retrouver les tourmens de la veille. Le matin, la place était vide; les soldats étaient repartis et les cendres seules de leur feu me rappelaient encore leur passage et mes impressions de la soirée.

J'aurais voulu pousser mon excursion plus avant en Locride; mais il n'y avait pas d'habitation aux environs de Maradja vers le nord, qui fût à moins d'une journée de marche. Je me décidai à redescendre vers la mer, et je dus croire sur parole mes guides, qui m'affirmèrent que tous les villages des montagnes de Roumélie ressemblaient au leur. J'annonçai donc mon projet de retourner à Trisonia, et je fis mes adieux à Maradja en répétant encore aux compagnons qui étaient venus saluer mon départ, que je ferais en sorte de revenir le plus tôt possible et mieux équipé. Une petite troupe me conduisit à un mille du *chorio* (village); on me donna un guide, chacun me souhaita bon voyage, prompt retour, et je pris congé de ces braves hôtes dont j'avais tant redouté la cupidité, et qui me laissaient partir sans vouloir accepter un *lepton* pour prix de leur hospitalité.

Coupant en ligne droite et laissant le sentier, nous nous engageâmes à travers la montagne, et je ne tardai pas à perdre de vue les maisons et les arbres du village. Mon guide, jeune et vigoureux palikare à la moustache blonde, me conduisait, sautant d'une roche à une autre, descendant à pic tantôt sur les pierres brûlées, tantôt à travers de profondes forêts silencieuses, inexplorées, encaissées dans des vallées étroites où la lumière ne pénétrait jamais, telles encore que les décrit Thucydide quand il rapporte la désastreuse expédition de Démosthène contre les Étoliens, « les soldats se jetèrent dans des fondrières infranchissables,... où ils trouvèrent la mort; — la plupart des Athéniens s'engagèrent dans une forêt des plus épaisses : les ennemis l'environnèrent et y mirent le feu... » Comme les hommes, la montagne est demeurée la même; c'était

l'inextricable fouillis d'une végétation trop luxuriante, étouffée entre d'énormes rochers. Des platanes, quelques chênes, des bouleaux, dressaient leurs troncs élancés ou trapus au milieu de blocs de pierre éboulés; leurs branches se mêlaient aux longs bras des sapins ou des cèdres, et d'interminables lianes embrassaient et confondaient jusqu'à leur sommet les arbres d'essences les plus diverses. Par instans, nous nous trouvions arrêtés sans pouvoir avancer ni reculer, au milieu d'une ombre faite si épaisse sous le feuillage des bois que la nuit semblait venue. Alors, nous nous servions des branches, et il fallait monter, puis sauter à terre pour retrouver cent pas plus loin les mêmes obstacles. Plus d'une fois le voyageur est ainsi frappé des contrastes que présente sur un même point et à la même époque la végétation grecque. Tantôt c'est la sécheresse et l'aridité absolues, tantôt ce sont des bois épais, des plaines cultivées, des vallées luxuriantes. M. Orphanidès, professeur de botanique à Athènes, fait également remarquer dans un de ses mémoires, avec quelle rapidité se développe et dépérit la végétation en Grèce : elle a deux courtes saisons. Dans les plaines et sur le littoral, les plantes se développent de mars à la fin de mai, tandis que sur les montagnes le printemps n'apparaît que du mois de juin au milieu d'août. Passé ce temps tout est brûlé. Cependant, et c'est ce qui explique les surprises qui attendent à chaque pas l'explorateur, certains terrains, les vallons particulièrement, jouissent d'une exposition qui atténue l'ardeur du climat et forment d'espace en espace comme des oasis où l'on retrouve les ombrages de l'occident et où se rencontrent les sujets les plus divers et les espèces les plus curieuses. Sibthorp le premier, cherchant à recomposer, grâce au secours de la philologie, l'antique flore de Dioscoride, a compté en Grèce 2588 variétés de plantes; M. E. Boissier dans ses *Diagnoses* et sa *Flora orientalis*, en porte le nombre à 5668, chiffre considérable eu égard au peu d'étendue de ce que les botanistes appellent le territoire grec.

Le soir seulement, nous étions arrivés au bord de la mer en face du petit port de Trisonia. Nous appelâmes de toutes nos forces Kosta pour qu'il vînt nous chercher avec la barque; un enfant nous entendit qui l'alla prévenir, et je me retrouvai bientôt dans cette petite salle odorante et fraîche d'où j'étais parti pour mon expédition.

Trois jours de marche dans la montagne, sous un soleil de juillet, deux nuits inquiètes passées presque sans sommeil, m'avaient mis hors d'état de répondre aux mille questions que m'adressèrent mes hôtes. J'avais le visage brûlé d'insolations, le corps brisé; je demandai comme une grâce qu'on me laissât dormir. Kosta, qui m'avait prédit bien d'autres mésaventures, comprit ma fatigue; sa sœur

étendit les tapis sous les arbres. Toute la nuit, je crus danser avec des klephtes, des démons rouges; nous tournions tous ensemble dans une ronde diabolique au milieu des flammes, et je me réjouissais en chantant avec eux, ou bien je revoyais le berceau de l'enfant creusé dans un tronc d'arbre. Il me semblait que les soldats m'entraînaient, et je devenais klephte ou démon moi-même quand un rayon de soleil frappant droit sur mon visage m'éveilla. Il faisait grand jour, la colonie était au travail. Je me hâtai de rentrer à l'ombre dans la petite maison, et, songeant au moyen de retourner à Aigion, je calculai que j'avais cinq jours à attendre, cinq jours à Trisonia, dans l'inaction. Par bonheur, un bateau pêcheur de Patras vint relâcher l'après-midi dans le petit port; je conclus marché avec le patron, qui s'engagea à me conduire le lendemain à Aigion, et, tranquille à ce sujet, je vis s'écouler rapidement le reste du jour.

Après les danses et les chants du soir, Kosta voulut organiser une pêche aux flambeaux; les pêcheurs nous prirent avec eux, et nous demeurâmes une partie de la nuit dans le bras de mer, suivant silencieusement sur les eaux transparentes du golfe les poissons attirés par la lueur de nos torches sous le ciel frais et clair d'une belle nuit d'été. Le lendemain matin, je partais, emportant les adieux et les regrets de toute une petite population que je quittais moi-même avec peine, tant la simplicité de son existence et son hospitalité m'avaient séduit. Quant aux Locriens de Maradja, j'avais perdu successivement presque toutes les illusions que les fables des habitans d'Aigion me faisaient concevoir : je n'avais trouvé ni klephtes ni mauvais génies pour entraver ma route, et je revenais pourtant, étonné, l'esprit incertain, au souvenir de ce malheureux peuple resté seul, toujours semblable à travers les siècles, comme au souvenir d'un rêve dont le caprice m'aurait transporté au milieu des générations d'un autre âge.

PAUL D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre 1876.

L'Europe assiste aujourd'hui avec des préoccupations croissantes à une crise où elle voudrait n'être qu'un témoin, un arbitre supérieur, et où elle sent qu'elle pourrait être entraînée malgré elle. Ces événemens d'Orient qui ont éclaté il y a quelques mois, qui ont déjà coûté tant de sang et ont passé par de si étranges péripéties, ces événemens en effet se composent d'élémens si multiples, ils ont un caractère si mystérieux et si complexe, ils mettent en jeu tant de passions et d'intérêts, qu'on ne sait jamais où ils peuvent s'arrêter, où ils peuvent conduire.

La guerre est-elle destinée à se prolonger et à s'étendre? Les gouvernemens réussiront-ils à suspendre ou à limiter le conflit et à dégager de ce chaos oriental la paix qu'ils désirent comme un gage de leur propre sécurité? C'est la question qui ne cesse de s'agiter et qui est partout, dans les combats livrés en Serbie comme dans les démarches tentées à Constantinople, dans les secrets de la diplomatie et même dans les mouvemens d'opinion qui se manifestent de plus en plus, qui se mêlent au fracas des armes. Pour le moment, deux faits sont également certains : depuis que la guerre a commencé, Serbes et Monténégrins ont eu plus de succès dans les bulletins répandus en Europe que sur les champs de bataille. Après s'être jetés dans une lutte inégale avec plus de hardiesse ou de témérité que de prévoyance, ils se défendent courageusement sans doute, ils disputent le terrain pied à pied; mais enfin la fortune militaire n'est pas pour eux, et les derniers engagemens sérieux et décisifs qui se sont succédé dans la vallée de la Morava n'ont fait qu'attester une fois de plus la supériorité des forces de la Turquie. L'armée ottomane a eu des avantages assez marqués pour qu'un moment on ait pu croire à la prochaine fin de la guerre. D'un autre côté, en présence des derniers événemens militaires, les cabinets européens se sont entendus pour proposer un armistice à Constanti-

nople. Ils proposent l'armistice pour arriver à des négociations de paix; la Porte, à son tour, paraît réclamer des préliminaires de paix comme condition nécessaire de la suspension d'hostilités. Voilà les faits du moment, l'état présent du conflit particulier entre la Turquie et la Serbie. En réalité, qu'on signe l'armistice avant les préliminaires de paix, qu'on négocie la paix avec l'armistice, on ne peut ni supprimer ni éluder la difficulté. La véritable question n'est point dans une procédure de diplomatie, ni même dans la guerre serbe, ou du moins elle n'est là que par circonstance et partiellement; elle est surtout dans cette situation générale où s'agitent et se confondent tous ces problèmes de l'état des populations slaves et chrétiennes soumises au joug musulman, des conditions et de l'avenir de l'empire turc, du rôle des politiques européennes en Orient.

Elle n'est donc, cette triste guerre de Serbie, qu'un incident de plus dans une crise qui se déroule avec son cortége de péripéties militaires, d'insurrections mal apaisées, d'excès révoltans dans les provinces, et de révolutions successives à Constantinople. Au fond, il s'agit toujours de trouver, sinon une solution définitive, dont personne ne dispose, du moins des combinaisons rassurantes pour la paix et l'humanité, de nature à préserver l'Occident, à détourner de nouveaux conflits en mettant les malheureuses populations orientales sous un régime défini et garanti de protection et de justice. Le danger pour l'Europe serait de se laisser devancer par l'imprévu, de se perdre dans cette incohérence de conseils qui a fait si souvent l'impuissance de la diplomatie, de n'avoir à opposer aux complications et aux résistances qu'une action divisée. Le danger pour la Turquie elle-même serait de se méprendre sur sa propre situation, de compter sur un vieux fanatisme pour soutenir une existence en déclin ou de se laisser abuser par des victoires d'un moment.

Certes, s'il y a un spectacle curieux, c'est celui de cet empire, objet de tant de contestations, c'est ce contraste de décomposition croissante et de vitalité obstinée, dont les événemens les plus récens offrent un dernier et saisissant exemple. Qu'est-ce en effet que cette histoire de la Turquie depuis quelque temps? C'est en vérité l'histoire d'un pays qui semble se proposer de tromper ou de décourager tour à tour ceux qui persistent à ne pas désespérer de lui, qui s'efforcent de le soutenir par prévoyance, par nécessité, et ceux qui fondent sur sa décadence visible leurs calculs d'ambition. Les révolutions de palais remplissent sa vie intérieure; les souverains se succèdent, comme si un changement de régime était le remède infaillible à la détresse publique. Il y a quelque temps, un sultan accusé de précipiter par ses folies la ruine de l'empire, Abd-ul-Azis se voyait déposé par une conspiration de sérail, œuvre de ses propres ministres, et peu après avoir perdu la couronne il cessait de vivre : il disparaissait par un suicide opportun! Un nouveau sultan,

Mourad V, va ceindre le sabre d'Othman. Cette fois c'est le souverain populaire, acclamé par les softas, bien intentionné, arrivant les mains pleines de réformes et même avec une promesse de constitution. Que se passe-t-il? Avant que peu de semaines soient écoulées, le nouveau commandeur des croyans n'est plus qu'un malheureux frappé dans sa santé et dans son intelligence. Il n'a pu résister aux troubles d'un avénement accompli dans des circonstances tragiques, au spectacle de ses ministres assassinés par un furieux : il est fou! Le sauveur de l'empire, enfermé au sérail, a besoin d'être sauvé de lui-même, et quatre mois, jour pour jour, après la disparition de son prédécesseur, le voilà déposé, toujours avec l'aide de l'interprète de la religion, du cheik-ul-islam appelé en consultation. Abd-ul-Azis avait été dépouillé de la couronne parce qu'il compromettait l'état; Mourad V était malade, et la loi dit que, lorsque le souverain passe plus de deux mois et demi sans pouvoir s'occuper des affaires de l'empire, il peut être déposé : Mourad a cessé de régner! Les médecins ont donné le bulletin de sa santé perdue à l'appui de la sentence du cheik-ul-islam, et depuis quinze jours il y a un nouveau sultan, Abd-ul-Hamed II, qui à son tour naturellement promet plus que jamais des réformes, qui a déjà publié son *hatt* impérial. Il faut espérer que celui-ci sera plus heureux, et qu'il pourra épargner à l'Europe l'embarras de savoir si elle n'aura pas bientôt un nouveau souverain à reconnaître.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que cette mobilité de règne est moins un accident de circonstance qu'un symptôme : elle déguise à peine l'immense et profonde anarchie qui mine l'empire turc depuis bien des années sans doute, mais qui s'est manifestée dans ces derniers temps sous des formes plus persistantes et plus aiguës. Cette anarchie, elle est dans l'administration financière, la Porte en a fait le triste aveu par une banqueroute qui a tué son crédit sur tous les marchés du monde, qui a été certainement funeste pour sa cause au début de la crise où elle est engagée. Et l'anarchie financière n'est rien encore auprès de cette autre anarchie brutale et sanglante qui s'est déchaînée il y a quelque temps dans la malheureuse Bulgarie, livrée un moment à une soldatesque effrénée. On n'en peut plus douter aujourd'hui : ce ne sont pas seulement des journaux qui le racontent, le consul américain, M. Schuyler, après une enquête impartiale et sérieuse, a constaté l'œuvre de destruction. Aux premiers signes d'insurrection qui ont paru se manifester en Bulgarie au mois de mai, des bandes d'irréguliers, de *bachi-bozouks,* ont mis l'infortunée province à feu et à sang, promenant partout l'incendie, le meurtre et le viol, détruisant les villages, souillant les églises, chassant devant eux les femmes, les enfans et les vieillards. Sous prétexte de rétablir la paix, ils ont dévasté toute une contrée, en prenant pour complices les passions des habitans mahométans. Le gou-

vernement n'y est pour rien sans doute, il n'a peut-être rien su au moment des massacres, et le rapport qu'il vient de répandre en Europe prouve qu'il sent aujourd'hui la gravité des faits, puisqu'il s'efforce de les contester ou de les atténuer. En réalité, il n'a rien essayé pour empêcher ces sanglans excès qui, selon le mot récent de lord Derby, ont coïncidé avec l'anarchie des interrègnes à Constantinople, et sans avoir été directement, absolument complice, il n'est pas moins exposé à rester chargé de cette terrible responsabilité morale devant la conscience européenne.

Oui, évidemment, c'est le côté sombre de la situation de la Turquie; mais, d'un autre côté, au milieu de cette désorganisation administrative et financière, au milieu de ces déchaînemens sinistres, il n'est point douteux que cet empire en apparence usé et menacé de toutes parts a montré depuis quelque temps un peu de cette vieille séve qu'un état, fût-il en déclin, retrouve souvent pour sa défense. Malgré les éclipses ou les défaillances du pouvoir souverain, la Porte n'a pas manqué d'un certain esprit de suite, d'une certaine diplomatie dans les difficultés où elle se débat depuis plus d'un an. Elle a su profiter des circonstances pour échapper aux pressions qui la menaçaient. Elle a encore des traditions qui sont pour elle une force, et surtout elle vient de montrer qu'elle n'a point cessé d'être un état militaire. Elle n'avait été, il est vrai, ni heureuse, ni habile dans la répression des mouvemens insurrectionnels de l'Herzégovine. Dès qu'une véritable guerre lui a été déclarée, dès qu'elle a eu affaire à des forces organisées, elle a repris ses avantages. Ses généraux, disait-on chaque jour, étaient cernés, ils allaient capituler; Mouktar-Pacha surtout, serré de près par les Monténégrins, ne pouvait faire autrement que de se rendre. En définitive personne n'a capitulé, et Mouktar-Pacha n'a pas eu besoin de se sauver par une évasion sur le territoire autrichien.

L'armée ottomane, depuis qu'elle est engagée, n'a pas été seulement opiniâtre au combat, elle a prouvé qu'elle pouvait se prêter aux combinaisons de la stratégie. Les opérations qu'elle vient d'exécuter sur la Morava, autour d'Alexinatz, ne laissent pas d'avoir été conçues et conduites avec art. La résistance même qu'elle a rencontrée et qui fait honneur aux Serbes, cette résistance lui a offert l'occasion de déployer ses ressources, et chose plus remarquable, les chefs militaires turcs n'ont point exagéré leurs succès outre mesure. Une armée qui se bat ainsi peut encore servir de bouclier à un empire, même à un empire fort délabré sous d'autres rapports, et peut-être n'en aurait-on pas facilement raison. Que le gouvernement ottoman, qui a eu l'habileté de se laisser attaquer et qui a la fortune d'avoir des soldats, ait eu un moment la tentation de pousser à bout ses avantages comme les Serbes auraient voulu tirer parti de la victoire s'ils l'avaient obtenue, ce n'est point impossible, et là est

justement le danger. Évidemment la Porte se tromperait si dans l'illusion d'un succès militaire, elle cessait de sentir tout ce qui fait sa faiblesse, si elle ne comprenait pas qu'elle a plus que jamais besoin de l'Europe, si au lieu de rester modérée elle élevait des prétentions démesurées dans une négociation soit pour des préliminaires de paix, soit pour un armistice. Alors elle ne rencontrerait plus seulement devant elle les Serbes, elle se heurterait contre les combinaisons qui ont placé la Serbie sous la sauvegarde des traités européens, et pour le vain orgueil d'humilier des vaincus, de s'assurer de médiocres garanties, elle donnerait de son propre mouvement le signal d'une crise nouvelle où elle semblerait jeter le défi aux événemens.

Cette crise, aucune politique sérieuse n'est intéressée à la provoquer par une extension de la guerre ou par un système d'agitation qui ajouterait inévitablement aux périls et aux complications de la guerre. La Turquie y jouerait peut-être son existence, l'Europe y compromettrait à coup sûr son repos; tout le monde aurait à y perdre, et, ce qu'il y aurait certainement de plus sage, serait non-seulement de proposer, sans plus de retard, une action collective, mesurée, définie, des gouvernemens, mais encore de ne pas laisser l'opinion des divers pays s'égarer dans toute sorte de rêves, de fantaisies et de projets dépassant la réalité. Là est un autre danger aujourd'hui. On tend à créer des mouvemens d'opinion plus ou moins sincères, plus ou moins factices, qui n'ont d'autre résultat que de mêler les ardeurs et les mobilités de la passion publique à une affaire déjà si grave en imposant à la raison des cabinets une œuvre plus difficile et plus épineuse.

La Russie, il y a quelques mois, se plaçait évidemment sur le meilleur terrain lorsque le prince Gortchakof, dans une dépêche adressée à l'ambassadeur du tsar à Londres, au comte Schouvalof, s'étudiait à préciser la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg. Le chancelier russe, qui a l'art des nuances, n'avait nullement l'intention de laisser supposer qu'il croyait à la durée indéfinie de l'état anormal existant dans l'empire ottoman, qu'il voulait enchaîner l'avenir. Au moment présent, il ne voyait rien pour remplacer cet empire, et une catastrophe qui l'emporterait tout à coup risquerait d'être aussi désastreuse pour l'Europe que pour l'Orient. Il n'y avait donc rien de mieux à faire que d'affermir, d'étayer la situation qui existe par une amélioration sérieuse du sort des populations chrétiennes, et ce résultat ne pouvait être atteint que par une entente générale des grandes puissances. En un mot, le chancelier russe s'abstenait de désirer une crise décisive, parce qu'il ne trouvait pas « la matière mûre pour une solution. » C'était de la sagesse sans illusions, sauvant tout sans rien compromettre. Malheureusement, depuis que l'Orient est troublé par la guerre, la société russe, moins diplomate que le prince Gortchakof, ne cherche même pas à déguiser l'ardeur de ses

émotions et de ses sympathies en présence d'une lutte engagée au nom des Slaves. Les poètes, les polémistes de journaux, les personnages les plus éminens se font les interprètes ou les auxiliaires de ce mouvement passionné qui a tous les caractères d'une intervention libre, spontanée en faveur des « frères du sud. » Les Russes ne se contentent pas d'envoyer, avec les plus chaleureux encouragemens, des armes, des munitions, de l'argent, des ambulances; ils ont déjà donné aux Serbes un commandant en chef dans le général Tchernaeïf, et depuis trois mois nombre d'officiers ont quitté l'armée du tsar pour aller combattre en Serbie, où ils ont été une précieuse ressource de commandement, où plus d'un est déjà tombé victime de son dévouement. Ce ne sont pas seulement les officiers qui vont faire la guerre slave; chaque jour des détachemens de volontaires venant de Russie passent à travers les provinces roumaines pour aller au-delà du Danube, si bien qu'avant peu les Russes pourraient devenir le noyau le plus sérieux et le plus solide de l'armée serbe.

L'opinion ou la passion publique presse le tsar de lever le drapeau de la croisade, de se mettre à la tête des Slaves, d'aller couper la tête du dragon qui, vers le Bosphore, dans Byzance, au pied du temple sacré, garde la couronne de l'islam. Les Russes ont sans doute le droit de témoigner leurs sympathies à ceux qui combattent dans les Balkans. Jusqu'à quel point cependant ces manifestations impatientes sont-elles de nature à simplifier les questions qui s'agitent aujourd'hui? A quoi arriverait-on si par cette intervention de tous les instans et sous toutes les formes, en entretenant ou en propageant l'excitation, on finissait par persuader aux Serbes qu'ils n'ont qu'à tenir pour être secourus, et par intéresser, par engager peut-être l'orgueil russe? L'empereur Alexandre II est un partisan sincère de la paix; il veut, dit-on, que son règne soit le règne de la paix; il a su jusqu'ici se défendre des conseils impatiens, et le prince Gortchakof partage les sentimens du tsar. Ce ne serait pas peut-être le meilleur moyen d'aider l'empereur et le chancelier dans leur tâche laborieuse, que de prêcher sans cesse la guerre sainte pour la destruction de la Turquie, pour Constantinople, d'autant plus qu'en définitive la Russie risquerait de n'être pas suivie bien loin par ses plus intimes alliés, par cette Allemagne dont la circonspection soulève aujourd'hui toutes les fureurs des polémistes russes. C'est là précisément le danger de ces mouvemens d'opinion qui à des questions déjà suffisamment graves, confiées à la prévoyance des cabinets, ajoutent les emportemens de la passion, les exagérations de l'esprit d'aventure.

L'agitation anti-turque n'a sans doute rien de nouveau en Russie. Elle se produisait autrefois avec moins d'éclat, avec moins de bruit, elle peut se manifester aujourd'hui sans contrainte par les journaux, par des comités, dans la liberté facile de la société russe. Une chose plus ex-

traordinaire, c'est que l'Angleterre, elle aussi, semble se mettre de la partie et vouloir jouer son rôle dans l'agitation anti-turque. L'opinion anglaise est pour le moment livrée à un travail mystérieux, elle est partagée entre des traditions de politique séculaire et des instincts nouveaux. Si on ne désavoue pas la guerre de Crimée, on est bien près de la rejeter dans l'oubli, d'écarter ce souvenir importun ou inutile, et M. Bright peut triompher aujourd'hui en rappelant son opposition d'autrefois, les luttes soutenues par lui contre l'entreprise de 1854. Si on n'en est pas encore à livrer la Turquie aux exécuteurs, on la livre à la justice vengeresse du sentiment public, on dresse contre elle l'acte d'accusation.

Lorsqu'il y a quelques mois le ministère anglais, ému de ce qui se passait en Europe, des délibérations particulières des trois empires du Nord, de l'aggravation des choses en Orient, se décidait à frapper un grand coup en refusant son adhésion au mémorandum de Berlin, cet acte produisait certainement une impression profonde à Londres comme partout. Dans le désaveu du mémorandum de Berlin, dans l'envoi de la flotte anglaise à Besika, dans l'influence active de la diplomatie britannique à Constantinople, dans tous ces faits concordans, on voyait les signes d'une politique décidée à ne pas laisser passer tous les événemens, à rappeler les vieilles traditions, les vieilles garanties de l'équilibre de l'Europe. Le ministère tory semblait avoir relevé tout à coup le prestige anglais et avoir mis un terme à une période d'effacement humiliante pour l'orgueil national; il avait conquis la popularité et presque désarmé ses adversaires! Que s'est-il passé depuis? Il est certain que tous ces actes retentissans du mois de mai n'ont pas produit des conséquences bien sensibles. Le gouvernement anglais n'a pas pu ou n'a pas voulu empêcher la guerre dans les Balkans. Les événemens ont rejeté les esprits dans une indécision mêlée d'anxiété, et dans ce moment d'attente, d'incertitude, s'est formée une sorte de réaction que la Turquie elle-même a précipitée en la justifiant, en lui donnant le prétexte des déplorables scènes de la Bulgarie. Toujours est-il que le mouvement a commencé, et après avoir commencé, il n'a cessé de prendre des proportions croissantes. Aujourd'hui il est partout, dans les journaux, dans les *meetings*, qui se multiplient, dans les adresses que des députations vont porter au *foreign-office*. Le vieux lord John Russell, toujours prêt malgré son grand âge à son rôle de paladin, n'a point hésité à donner le signal des hostilités, et à son tour M. Gladstone vient de publier une brochure substantielle, émouvante, dont le titre, — *les Horreurs de la Bulgarie*, — résume la pensée. C'est un procès en règle intenté contre la Turquie, contre son gouvernement, ses institutions, son anarchie, son irrémédiable caducité, et ce que M. Gladstone a dit dans sa brochure, il le répète dans les *meetings*. S'il n'y avait que des manifesta-

tions populaires et des discours, des lettres ou des écrits de lord John Russell, de M. Gladstone, ce ne serait pas encore complétement significatif; mais voici l'intervention d'un homme chargé d'âge, qui a été longtemps comme ambassadeur à Constantinople le tout-puissant, le plus énergique patron de la Porte, qui plus que tout autre décidait la guerre de Crimée, — lord Strafford de Redcliffe, et le vieux Redcliffe lui-même n'a plus d'illusions sur la cliente qu'il soutenait de ses conseils; il écrit des lettres pour rendre témoignage contre la Turquie, il accepte l'idée sinon d'un démembrement, du moins d'une réorganisation qui affranchirait à demi les provinces des Balkans, qui ne laisserait à la Porte qu'une souveraineté nominale. En un mot, il est clair qu'il y a en Angleterre une certaine opinion excitée par le retentissement des massacres bulgares, faisant bon marché de l'empire ottoman et disposée à réclamer une entente avec la Russie, à chercher à Saint-Pétersbourg une alliance pour arriver à des solutions que personne ne précise.

Assurément ce qui s'est passé en Bulgarie justifie toutes les protestations, et n'est pas de nature à concilier les sympathies du monde civilisé au gouvernement turc. Les whigs ont trouvé là une occasion unique, inattendue, de rentrer avec éclat en campagne contre le ministère, et cette occasion, ils l'ont saisie; ils accusent presque aujourd'hui le gouvernement anglais d'avoir été le complice involontaire, mais efficace, de la Turquie, en lui prêtant il y a quelques mois l'appui moral de ses conseils, de son influence, le secours de sa flotte. Tout cela est fort bien, l'émotion est vive en Angleterre; mais enfin il ne faudrait pas en conclure que l'Angleterre soit disposée à lier aussitôt partie avec la Russie pour se jeter dans les aventures en Orient. Il ne faudrait pas croire surtout que ces manifestations, si sérieuses qu'elles soient, traduisent la pensée du gouvernement anglais, et tout récemment lord Derby, en recevant une députation, n'a point hésité à dissiper les chimères de l'opinion surexcitée, à maintenir les lignes essentielles de sa politique. Il a laissé voir ses préoccupations en montrant la périlleuse légèreté de toutes les propositions, de toutes les tentatives pour effacer la Turquie de l'Europe, en ajoutant : « Poussez les Turcs hors de l'Europe, en Asie, chrétiens et musulmans resteront toujours côte à côte, la difficulté n'est que déplacée. » Et un Anglais, pénétré des intérêts de son pays, doué de sagacité et de prévoyance, ne peut certes se montrer indifférent à une commotion du monde musulman, qui, des bords du Bosphore, gagnerait bientôt comme une contagion sanglante et redoutable l'intérieur de l'Asie. Cela veut dire que les solutions extrêmes ne résolvent rien, et qu'au milieu des entraînemens d'opinion, au milieu des passions nationales et religieuses entretenues par une incertitude prolongée, ceux qui sont chargés du gouvernement doivent se préoccuper avant tout de chercher les garanties de la paix dans les seules combinaisons possibles, de rester dans la réalité.

Quel est l'avenir réservé à la Turquie, à l'Orient? Qui pourrait le dire? A l'heure où nous sommes, quelles que soient les impressions qu'on porte dans ces affaires, quels que soient les incidens de guerre qui se passent sur la Morava ou dans les montagnes de la Serbie, la seule paix possible est dans ce qui modifiera le moins la situation des choses; elle est dans la conciliation des intérêts en présence, de l'intérêt des populations chrétiennes qu'il faut d'abord sauvegarder, et de cette intégrité territoriale de l'empire ottoman dont parlait récemment lord Derby. Il y a un point de départ naturel, légitime, c'est cet ensemble de traités, de conventions qui se sont succédé surtout depuis 1856, qui constituent en quelque sorte une tradition d'arbitrage et de protection pour l'Europe, qui ont résolu autant que possible, à mesure qu'elles se produisaient, toutes ces questions de la Roumanie, de la Crète, de la Serbie, du Montenegro. Ce qu'on a commencé, il n'y a qu'à le continuer, en s'inspirant du même esprit, et dans tous les cas une entente sérieuse, complète de l'Europe, des six puissances qui ont concouru aux traités de 1856, est la condition première de toute tentative nouvelle. Qu'il s'agisse de la question particulière de la guerre serbe ou des combinaisons qui doivent garantir la sécurité des populations chrétiennes dans les provinces des Balkans, une action collective mûrement délibérée, acceptée sans arrière-pensée est le seul moyen efficace, et le jour où cette entente existerait, elle suffirait pour dominer l'imprévu, pour modérer les prétentions ottomanes vis-à-vis de la Serbie, pour ramener la Turquie au sentiment d'une situation où elle a certes assez à faire, ne fût-ce que pour retrouver une administration, des finances et un crédit.

Au fond c'est la pensée de tout le monde, parce que personne n'a le goût des aventures, parce qu'aucun gouvernement n'est insensible à cet immense besoin de paix qu'éprouve l'Europe, même au milieu de tout ce mouvement de manœuvres militaires qui s'exécutent aujourd'hui de toutes parts. Les manœuvres, en effet, c'est là l'occupation du moment un peu partout, en Autriche, en Allemagne, en Italie comme en France, et M. le maréchal de Mac-Mahon vient de se donner le plaisir de passer quelques jours à visiter notre armée, assistant aux travaux du 8e corps dans le Morvan, du 14e corps près de Grenoble, du 7e corps dans l'est, vers Besançon. M. le président de la république, dans son voyage tout militaire, ne pouvait éviter de rencontrer la politique sur son passage; il l'a rencontrée à Lyon sous plus d'une forme, mais particulièrement sous la forme décente d'un discours du président du tribunal de commerce, et il a saisi cette occasion de parler simplement au commerce de Lyon de la paix, de la stabilité des institutions, de l'exposition prochaine, de l'estime que la France a su reconquérir par ses efforts. M. le maréchal de Mac-Mahon sait trouver dans toutes ces circonstances une bonne grâce parfaite qui ne se dément pas; mais voilà le malheur! Lyon a le triste privilége d'avoir des conseils peuplés de radicaux, et

partout où sont les radicaux, il faut qu'il y ait quelque mésaventure. Les radicaux des conseils lyonnais avaient déjà commencé par montrer une certaine gaucherie mêlée de mauvais goût, soit dans les préparatifs de la réception de M. le président de la république, soit dans les discours qu'ils méditaient de lui adresser. La fin a été digne du commencement. Au moment des réceptions officielles, il s'est trouvé que le conseil-général, son président en tête, a manqué au défilé. Où était-il ce conseil-général? Il était dans la salle de ses délibérations attendant sans doute qu'on vînt le chercher en cérémonie. Il a manqué son tour, il s'est tenu pour offensé, il a protesté et, en fin de compte, il a eu le ridicule pour lui. C'est un médiocre incident qui ne vaut certes pas le bruit qu'on a fait, et les radicaux devraient bien s'adresser à eux-mêmes une petite question : comment se fait-il que cela n'arrive qu'à eux, et que, partout où ils ne sont pas, les choses se passent simplement? S'ils y avaient un peu songé, ils n'auraient pas prêté à rire, et la république ne s'en trouverait pas plus mal.

L'Italie aura-t-elle des élections générales avant la réunion du parlement ou après une courte session de fin d'automne? Le ministère Depretis, qui est au pouvoir depuis quelques mois, se décidera-t-il à tenter l'aventure dans l'espérance d'obtenir du pays une majorité plus compacte et de s'assurer une existence moins livrée à un hasard de scrutin dans une chambre divisée? La question se débat au-delà des Alpes, sans trop d'animation, il est vrai, au milieu du ralentissement d'une saison où le monde politique est dispersé, où le roi lui-même est tout entier à sa passion de la chasse. Elle ne sera résolue sans doute que dans de prochaines rencontres du président du conseil avec Victor-Emmanuel, qui est en Piémont et qui ne s'arrête guère à Turin que pour voir ses ministres ou pour quelque cérémonie comme la réception récente d'une ambassade marocaine. Pour le moment, Rome est à peu près abandonnée, les chefs parlementaires sont dans leurs provinces, les ministres eux-mêmes sont le plus souvent en voyage. M. Nicotera était récemment dans le Napolitain et il prononçait dans une réunion à Caserte un discours par lequel il s'est efforcé de rassurer sur la direction prudente et modérée du cabinet, sur la portée des réformes qu'on se propose de soumettre aux chambres. Bien qu'ancien exalté, M. Nicotera, en habile homme, ne néglige aucune occasion d'attester ses sentimens monarchiques, et il passe pour être un des ministres qui voudraient s'entendre avec une fraction du centre, surtout avec les Toscans. Réussira-t-il? Il rencontrera sûrement devant lui les représentans de la vieille majorité dévouée au libéralisme modéré et national, tous les hommes décidés à défendre la politique qui a été presque invariablement au pouvoir depuis plus de quinze ans. Cette politique, elle a eu dans le passé, même avant d'avoir définitivement triomphé, des champions, des ancêtres qui l'ont créée, qui l'ont propagée, et de ce nombre est assurément cet Ita-

lien, qui a été aussi un Français, que la *Revue* a compté parmi ses plus éminens collaborateurs, Pellegrino Rossi, dont on inaugurait il y a quelques jours la statue à Carrare, en attendant qu'il ait son monument à Rome, sur la place où il a péri pour une grande et généreuse idée.

C'est un trait caractéristique de l'Italie nouvelle. Les Italiens ont tout un arriéré de mémoires à honorer, et depuis quelques années ils s'acquittent fidèlement de ce devoir. Les Carrarais, en honorant Rossi, ont voulu consacrer le souvenir d'un compatriote, de celui qui était né dans leur ville, et, par une ingénieuse délicatesse, ils ont choisi pour cet hommage l'œuvre d'un autre Carrarais, de l'illustre Tenerani, qui avait pour Rossi une amitié aussi vive que sincère. Ils ont fait exécuter une copie de la belle statue que Tenerani a taillée dans le marbre le plus pur et qui est dans les jardins Massimo à Rome. C'est cette statue, représentant Rossi avec sa physionomie expressive et fière, qui a été récemment inaugurée à Carrare, au milieu d'une affluence de peuple où se mêlaient des hommes politiques, un sénateur florentin, M. Digny, le général Cucchiari, qui est lui aussi un Carrarais, des députés, M. Borgatti, M. Massari. Il y a vingt-sept ans que Rossi tombait sous le fer d'un meurtrier en allant, comme ministre du pape, ouvrir le parlement romain. Vainement on l'avait prévenu du danger qui le menaçait; il méprisait les sicaires autant qu'il était passionné pour l'œuvre à laquelle il se dévouait, et au moment où il se sentait frappé à mort sur le seuil du parlement, il foudroyait encore son assassin d'un dernier regard dédaigneux. Que serait-il arrivé s'il eût vécu, si à ce moment de la fin de 1848, dans un centre tel que Rome, il avait pu exercer plus longtemps le pouvoir? Son esprit résolu eût peut-être changé le cours des événemens. Depuis le jour de sa mort, la nation italienne a certes grandi singulièrement et en partie par la propagande des idées modérées, libérales, patriotiques, de Rossi. L'Italie n'a cessé de revendiquer comme un des siens cet homme éminent qui avait eu une vie agitée avant de trouver une mort tragique, qui avait été tour à tour exilé après 1815, citoyen suisse, professeur, membre de la chambre des pairs, ambassadeur en France, et qui partout, dans toutes les situations, avait gardé sa foi à sa patrie première pour laquelle il revenait mourir. Nul mieux que M. Massari, qui a été l'ami de Rossi, ne pouvait retracer cette existence, parler aux Carrarais de l'homme dont ils saluaient l'image dantesque, et M. Massari l'a fait avec une bonne grâce émue et éloquente, l'esprit tout plein des souvenirs de celui qu'il a connu et des luttes nationales où il a été, lui aussi, un soldat toujours fidèle.

CH. DE MAZADE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

i ses
il y a
ment
ée.
t tout
s'ac-
i, ont
dans
r ces
avait
r une
e plus
e, re-
é ré-
le où
ny, le
Bor-
le fer
ment
nit; il
à la-
sur le
er re-
de la
long-
s des
cartes
modé-
iquer
agitée
exilé
e des
tions,
ourir.
tracer
naient
émue
nu et
e.